QUARANTIÈME ANNÉE – N° 11858 – MARDI 15 MARS 1983

La guérilla a marqué des points au Salvador

Lire page 24 l'article de FRANCIS PISANI



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 200 L ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 18

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

La majorité veut tenir compte de l'avertissement des électeurs

• La gauche a mieux résisté au deuxième tour qu'au premier

• Elle perd trente et une grandes villes, garde Marseille et Belfort, conquiert Châtellerault

Malgré la perte de quinze villes de plus de 30 000 habitants, *qui s'ajoutent aux seize* perdues le 6 mars, la majorité parvient à redresser la barre *par rapport au premier tour* grâce à une plus forte mobilisation de son électorat. Le taux de *participation pour* ce *second* tour de scrutin est de 79,70 %.

Aucun des dirigeants de la majorité ne semble vouloir ignorer la mise en garde qui lui a été adressée au premier tour. *« Redressement, mais l'avertissement est entendu »*, a déclaré M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., qui a souhaité que la politique du gouvernement soit *« plus concrète, plus simple, plus cohérente »*. M. Pierre Mauroy a appelé à *« la poursuite de l'effort national »*. Pour le secrétaire général du P.C. — formation qui sort la plus affaiblie de ce scrutin, — *« la droite est battue, mais c'est un avertissement sérieux pour le gouvernement, qui doit poursuivre la politique engagée le 10 mai 1981 »*.

Le président de la République a reçu, lundi matin 14 mars, le premier ministre. La probabilité la plus couramment évoquée est celle d'un prochain remaniement du gouvernement, dont la tâche prioritaire sera de résorber rapidement le déficit du commerce extérieur.

Sur les marchés des changes, le franc s'est quelque peu redressé, décollant de son cours-plancher vis-à-vis du mark, dont le cours à Paris est revenu de 2,8985 F, cours-plafond, à 2,8750 F, sans intervention de la Banque de France. Le franc belge est remonté subitement au sein du système monétaire européen, à la suite de mesures visant à réduire les sorties de devises hors Belgique.

LIMITER LES DÉGATS

par JEAN-MARIE COLOMBANI

A chacun son tour ! Défaite le *6 mars*, la *gauche* a *mobilisé ses* réserves qui ont permis, le 13, un *« sursaut incontestable »*, selon l'expression de M. Bérégovoy.

A *chacun son* avertissement ! La majorité n'a pas su, comme l'a noté M. Jospin, *« conserver tous ceux qui s'étaient rassemblés »* autour de M. Mitterrand le 10 mai 1981. L'opposition, contrairement à ce que croyaient quelques-uns de ses dirigeants, a encore un certain chemin à parcourir si elle veut être en mesure de *« bénéficier un jour de l'alternance démocratique »*, selon le vœu de M. Raymond Barre.

Pour la gauche, et en particulier pour le chef de l'État, il *s'agit* désormais de montrer que le message a été reçu et de faire en sorte qu'il soit salutaire ; bref, il s'agit d'éviter de faire comme son prédécesseur, qui, dûment « averti » aux élections cantonales de 1976 et de 1979, et surtout aux élections municipales de 1977, n'avait pas su ou pu redresser la situation de son propre camp.

(Lire la suite page 4.)

POUR QUELQUES MILLIARDS DE MOINS

par PHILIPPE LABARDE

Plus encore que les pourcentages *de voix obtenues par la majorité* et l'opposition à l'occasion des élections municipales, il est un chiffre qui obsède le pouvoir : celui du déficit du commerce extérieur — plus de 90 milliards de francs en 1982. S'il est un indicateur aussi symbolique *qu'inquiétant, c'est bien celui-là*. Symbolique, dans la mesure où il *traduit sèchement les conséquences* de la politique de relance menée par la France depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir et les faiblesses structurelles de l'industrie française. Inquiétant dès lors qu'il amène notre pays à acroître dangereusement son endettement au risque de nuire à terme à son crédit international.

Redresser le commerce extérieur est donc devenu l'objectif prioritaire du pouvoir et toutes les décisions économiques qui seront prises dans les *semaines qui viennent seront* commandées par cet impératif. Sur ce thème s'est amorcé et durci discrètement au fil des mois un débat qui divise la gauche et le P.S. lui-même entre partisans d'une ligne *« modérée »*, et tenants de solutions plus radicales.

(Lire la suite page 4.)

La gauche continue

APRÈS bientôt deux ans d'exercice du pouvoir, la gauche est-elle devenue insupportable ? Non, ont répondu les électeurs au second tour des municipales, alors qu'ils avaient exprimé, au premier tour, une réelle insatisfaction. Ils ne renoncent pas au changement politique de 1981, mais ils en attendent mieux.

Comme le précédent, en 1977, et suivant une tendance *qui s'applique* à toutes les consultations locales, même *les cantonales, le renouvellement* des municipalités a pris *valeur de test national*. C'est le prix payé à un mode de dé*signation du président de la* République et des députés qui *contraint l'électorat à une bi*polarisation très serrée dans son *partage* : on est *régulière*ment tenté de le remettre en *cause entre les échéances pré*vues à cet effet.

Et c'est bien ce qui s'est produit au premier tour avec la mobilisation particulièrement réussie de l'opposition et une certaine défection dans les rangs de la majorité.

Au second tour, la gauche a *retrouvé une adhésion plus* massive qui lui a permis, d'une *part, de limiter ses pertes sur* le terrain, d'autre part, de cor*riger la signification du vote* précédent.

∴

Au total, la majorité perd plus de grandes villes que ne le laissait penser un reflux prévisible après le raz de marée de 1977, mais elle en cède moins que ne le lui faisaient craindre les résultats du 6 mars. La portée de l'avertissement qui a été donné ce jour-là par les électeurs est indiscutable. Les dirigeants de la gauche le reconnaissent et s'engagent à en tenir compte. Leur autocritique porte sur la nécessité de faire mieux comprendre leur action et éventuellement de mieux l'ordonner. Le moment est venu de rappeler que ce qui se conçoit bien s'énonce clairement car ni l'expression ni l'explication d'une politique ne sont indépendantes de sa conception.

A. L.

(Lire la suite page 4.)

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

« Procès » à Kaboul

La condamnation à *huit ans* de prison, dimanche 13 mars, à Kaboul, du docteur Philippe Angoyard, « coupable » d'assistance médicale à un peuple en danger, a entraîné une réaction rapide du gouvernement français. Dans un communiqué, le ministère des relations extérieures a fait savoir que Paris « met tout en œuvre pour obtenir une mesure permettant *la libération* » du médecin d'Aide médi*cale internationale* et « son retour en France ». Le ministère fait également remarquer que, dans cette affaire, les conventions internationales n'ont pas été respectées.

Ce communiqué ne mentionne que les autorités de Kaboul. Il s'agit là d'une subtilité diplomatique. On ne fait pas mystère, en effet, du côté français, qu'on considère Moscou comme responsable du sort du docteur Augoyard. Ce *médecin, qui* en était à son deuxième séjour « illégal » en Afghanistan, a été arrêté par des forces soviétiques, et il est évident que la responsabilité de la puissance occupante est lourdement engagée.

Pour autant qu'on le sache, c'est une parodie de procès qui a été infligée au docteur Augoyard, avec lequel aucune autorité consulaire *française* n'a pu prendre contact depuis son arrestation, le 16 janvier. *Le* « procès », a affirmé la radio afghane, a eu *lieu* en public, « devant plusieurs milliers de personnes », mais l'ambassade de France à Kaboul n'en a pas été informée, et aucun avocat ne paraît avoir été désigné pour assister le médecin français.

Cette lourde condamnation vise sans doute deux objectifs. Le premier est, bien sûr, *d'accréditer* la *thèse soviétique* selon laquelle l'Afghanistan a été — et est toujours — victime d'ingérences extérieures. Le second est plus subtil : il s'agit de démoraliser les populations civiles vivant dans les zones contrôlées par la résistance afghane et de dissuader les médecins qui, comme le docteur Augoyard, apportent leur aide à ces populations démunies.

Il y a peu de chances que ces *objectifs soient atteints. Moscou* et ses protégés afghans auront quelque mal à faire croire que le docteur Augoyard faisait en Afghanistan autre chose que son devoir. Ce n'est pas non plus en emprisonnant un médecin français que les forces de la répression convaincront les populations civiles du bien-fondé de leurs théories. Il n'en demeure pas moins qu'il faut s'attendre à une recrudescence des combats en Afghanistan. Tout se passe en effet comme si Moscou, avant *d'explorer* les voies d'une possible solution politique, avait *décidé* de frapper un *grand* coup contre la résistance : depuis quelques semaines, les Soviétiques sont informés, beaucoup plus qu'auparavant, des combats qui se déroulent là-bas, des pertes infligées à *leur* armée — comme si l'on voulait les préparer au renforcement d'un corps expéditionnaire qui porterait désormais le fer dans des zones où il ne s'aventurait pas. On retrouve une idée familière jadis en France et aux États-Unis : il faut gagner la guerre sur le terrain avant de s'asseoir à la table de négociations — ou pour ne pas avoir à le faire.

Quels que soient les motifs *qui ont conduit* à *sa condamnation*, il va de soi qu'on ne peut pas accepter *de voir* le *docteur* Augoyard transformé en bouc émissaire. L'aide médicale n'a rien à voir avec l'assistance militaire. Les médecins étrangers qui assistaient les populations palestiniennes et qui avaient été arrêtés par l'armée israélienne lors de l'invasion du Liban ont été rapidement libérés. *Ce* précédent doit prévaloir.

LES NÉGOCIATIONS SUR LE PRIX DU PÉTROLE

L'OPEP semble s'acheminer vers un accord

Après onze jours de négociations, les treize ministres du pétrole membres de l'OPEP *(Organisation des pays exportateurs de pétrole)* pourraient parvenir ce lundi 14 mars à un accord prévoyant une baisse *de 5 dollars par baril du prix du brut de référence — qui serait ainsi* ramené de 33 dollars à 29 dollars — et la fixation d'un plafond de *production de 17,5 millions de barils par jour pour 1983*. La conclusion de cet accord était subordonnée à une réponse du Venezuela, qui a refusé jusqu'à présent d'accepter les quotas de production qu'on lui proposait.

(Lire page 44 l'article de VÉRONIQUE MAURUS)

AU JOUR LE JOUR

Soulagement

Ils avaient frémi en observant les passions soulevées, pendant quelques jours, par leur présence dans les villes françaises. La méfiance et le mépris, ils connaissaient. Ils avaient senti la haine sourdre, et des urnes s'emplir de la peur qu'ils inspirent.

Lundi matin, ils se sont retrouvés, un peu inquiets, dans les chantiers boueux, les ateliers bruyants et les tristes files d'attente de l'agence pour l'emploi.

Ils s'étaient demandé s'il n'y aurait pas trop de Français pour leur disputer ces places. Les immigrés sont soulagés.

BRUNO FRAPPAT.

Cent jours de pouvoir socialiste en Espagne

Le changement avec prudence

Le gouvernement de M. Felipe Gonzalez a franchi, ce lundi 14 mars, le cap des cent jours de pouvoir, alors que les derniers sondages créditent le parti socialiste ouvrier (P.S.O.E.) d'une bonne marge de satisfaction. Le gouvernement a adopté la rigueur dans le domaine économique et social, et agi avec la plus grande prudence à l'égard des forces armées.

De notre correspondant
THIERRY MALINIAK

Madrid. — « *Désenchantement chez nos électeurs ? Franchement, je ne le crois pas, ou alors seulement parmi ceux, minoritaires, qui croyaient le 28 octobre voter pour la vierge de Fatima, et non pour un parti qui aurait une marge de manœuvre réduite. Nous n'avions d'ailleurs pas promis de miracles durant notre campagne électorale. Aujourd'hui, tout le monde nous reconnaît un mérite : celui de gouverner avec décision et d'avoir restauré l'autorité du pouvoir civil.* » Ces propos d'un proche collaborateur de M. Felipe Gonzalez, le président du gouvernement, résument bien l'état d'esprit des dirigeants du P.S.O.E. (parti socialiste ouvrier espagnol), qui vient de franchir le cap des cent premiers jours de pouvoir.

Ce qui serait ailleurs évident paraît ici révolutionnaire. Le P.S.O.E. n'a-t-il pas succédé à une administration qui semblait frappée de paralysie, laissant les problèmes s'accumuler et s'aggraver ? Les socialistes ont voulu montrer qu'ils pouvaient trancher dans le vif.

C'est ainsi qu'il faut juger la plus spectaculaire de leurs décisions : *la* nationalisation, le 23 février, du puissant holding Rumasa, dont le chiffre d'affaires atteignait 350 milliards de pesetas (19 milliards de francs). En affirmant que le P.S.O.E., après la modération *« feinte »* de sa campagne, s'était laissé vaincre par ses *« démons marxistes »*, la presse conservatrice n'a guère convaincu. D'autant que les milieux d'affaires et les banques ont été les premiers à comprendre qu'un holding dirigé sans tenir compte des règles les plus élémentaires de la gestion économique, ne payant pas ses impôts et falsifiant ses bilans devait être exproprié avant la catastrophe. *La* promesse d'une « reprivatisation » prochaine, tout en provoquant quelques protestations au sein du P.S.O.E., a contribué à calmer les esprits. Les socialistes ont voulu rompre avec l'attentisme de l'U.C.D. (Union du centre démocratique), qui avait laissé sans réagir plusieurs grandes entreprises, comme Explosivos Rio Tinto ou la Banca Catalana, courir à la faillite.

(Lire la suite page 23.)

DU CINÉMA AU THÉATRE

Que sont nos héros devenus ?

Coriolan, de Shakespeare, au Théâtre de Gennevilliers, *Homme pour homme*, de Brecht, au Théâtre des Quartiers d'Ivry : l'héroïsme est en question.

Qu'est-ce donc qu'un héros et quelles sont ses vertus, quelles sont ses faiblesses ? Shakespeare raconte le trajet de Coriolan du Capitole à la roche Tarpéienne, Bertrand Bonvoisin donne au héros des couleurs de solitude, *la* solitude de l'orphelin. Tout le monde n'a pas la chance d'être orphelin : *Richard Gere, dégoûté* par la vulgarité de son père et, grâce aux *mauvais traitements d'un sergent* aussi sévère que juste, bon cœur *sous ses apparences sadiques, gagne* le droit de porter l'irrésistible uniforme d'*Officier et gentleman*. *« L'Amérique, ce n'est pas seulement Dallas ! »*, proclame la publicité du film. L'Ange blanc contre J. R., le héros contre l'homme d'affaires.

Mais les soldats perdus dans les souvenirs de la sale guerre s'enlisent au fond des marécages de leur mauvaise conscience ; c'est le film *Sans retour*. Philippe Adrien, au Théâtre des Quartiers d'Ivry, se pose des questions sur les valeurs viriles : un homme est-il un homme ou une femme comme les autres ?

Dustin Hoffmann-Tootsie, sur les écrans, laisse planer le doute. Brecht raconte l'étonnante transmutation d'un brave pêcheur en héros guerrier : *Homme pour homme*. L'histoire se passe en Inde, terre des métempsychoses, continent improbable d'où viendrait la sagesse, sinon la vérité.

Sur les murs de Paris, une publicité présente l'« homme débranché » : il arbore la quincaillerie hippy et le sourire baba, *peace and love*. Mais, déjà, *Gandhi*, apôtre de la non-violence, va nous revenir, dans toute la gloire de ses triomphes cinémato*graphiques. Où est la vérité du* héros ?

C. G.

(Lire nos articles page 26.)

LA MORT DE LOUISON BOBET

Un champion exemplaire

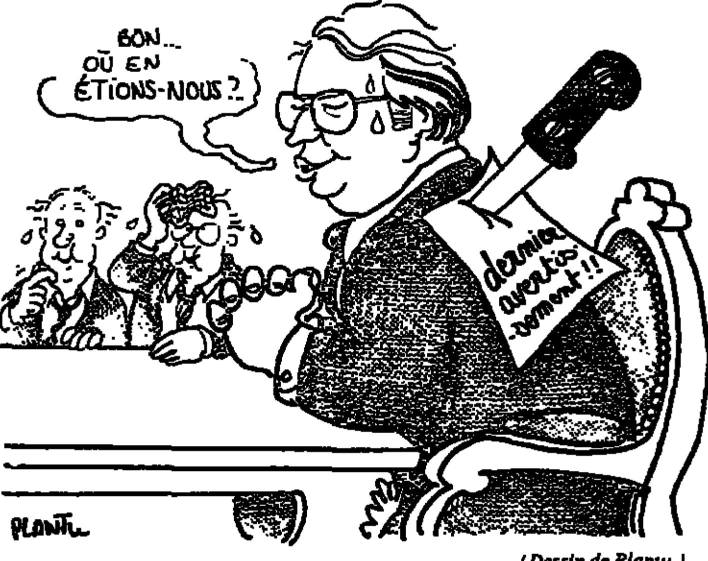
Lire page 48
l'article de JACQUES AUGENDRE

Le Monde

Les élections

Les réactions à gauche

Après l'« avertissement »,



(Dessin de Plantu.)

« Que cette vague s'arrête là où elle a monté » : le souhait exprimé par M. Lionel Jospin, au soir du premier tour, a été entendu à gauche. Dès lors, les visages se sont adoucis dans les rangs de la majorité. Le calme est revenu après la tempête. Et les réactions des hommes politiques ont été une nouvelle fois mesurées, après les excès verbaux de l'entre-deux-tours.

Si l'on crie parfois « Victoire ! » localement — comme M. Gaston Defferre à Marseille ou M. Chevènement à Belfort, — on se garde bien d'un excès de triomphalisme. Comment le pourrait-on ? Les résultats sont là, avec la cohorte des villes perdues pour la gauche. Alors, on parle, des deux côtés, de « succès relatif », de « correction du premier tour », de « sursaut », de « mobilisation »...

Mais la campagne est encore *toute* chaude. Et, présentes dans les mémoires, la haine, la peur, la violence, qui se sont exprimées ici et là, répercutées dans les meetings et dans les tracts. Pas étonnant que l'un des thèmes sur lesquels on est revenu dimanche soir soit celui de la sécurité, avec — c'est ainsi — celui de l'immigration.

Pour M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, la question de l'immigration « reste à traiter sérieusement », dans un esprit de « solidarité », en se méfiant des « résonances xénophobes) entretenues par la droite. Celle-ci ne l'a pas contredit.

S'il est un constat quasi général, c'est bien celui de l' « avertissement » reçu par la majo*rité et son gouvernement* dès le *premier tour* et que ne fait pas oublier le succès de la gauche au second tour. Les Français ont-ils manifesté leur « mécontentement » (M. Raymond Barre) ou leur « impatience » (Mme Edith Cresson) ? Faut-il que le gouvernement change de cap ou le modifie, comme le réclament les ténors de l'opposition, *MM. Jacques Chirac et Bernard* Pons en tête ?

Pour les dirigeants socialistes, il ne fait pas de doute qu'il faut être davantage attentif aux préoccupations exprimées par les électeurs et qui touchent à leur vie quotidienne : emploi, niveau de vie, sécurité... Il faut que le président

P.S. : le CERES relance l'offensive contre M. Rocard

La réaction de M. Lionel Jospin à l'*« avertissement »* adressé par les Français à la majorité et au gouvernement peut être considérée comme une introduction aux débats que le parti socialiste va engager jusqu'à son prochain congrès.

Le premier secrétaire du P.S. pose une nouvelle fois la question des relations entre un parti de gouvernement et le pouvoir lorsqu'il engage le gouvernement à agir de façon *« plus simple, plus cohérente, plus réaliste »* et qu'il lui recommande de mieux prendre en compte les préoccupations des Français *« telles qu'elles s'expriment »*. Il réaffirme la nécessité de ne pas renoncer à la justice sociale sous prétexte d'une recherche *« indispensable »* des grands équilibres économiques et *souligne* l'*urgence d'une intervention « ferme »* sur le déficit du commerce extérieur et l'endettement du pays. Le tout découle d'un constat d'évidence : la gauche ne dispose plus du soutien de tous ceux qui ont porté M. François Mitterrand au pouvoir.

Dans l'analyse des rapports entre le parti socialiste et le pouvoir, il y a comme un regret. Dans un premier temps, le P.S. s'est comporté naturellement comme les partis dominants de l'ancienne majorité. Il a soutenu en silence, sans rechigner, car il n'y avait rien à redire à une politique inspirée de son programme. Puis il s'est efforcé de se taire, au moins officiellement, afin de na pas ajouter au sentiment d'incohérence né, au sein du gouvernement, d'hésitations répétées, de déclarations contradictoires, de décisions annoncées puis rapportées.

Le regret, c'est sans doute ce silence obligé, même s'il ne fut pas toujours respecté. Certes, les dirigeants du parti ont pu faire valoir, discrètement, auprès du président de la Répubique, du premier ministre, ce qu'ils ressentaient de l'état de l'opinion et obtenir ainsi quelques inflexions, voire le report de décisions jugées inopportunes ou insuffisamment expliquées. Il en a été ainsi de la diminution — renvoyée à des jours meilleurs — du taux des livrets de caisse d'épargne. Mais la prise en compte de l'avis des dirigeants socialistes est restée limitée. C'est ce que M. Jospin exprime discrètement lorqu'il invite le gouvernement à se préoccuper non pas seulement de *« théories »* sur la sécurité, le logement, l'éducation, le cadre de vie, mais de *la manière* dont ces problèmes sont ressentis par les Français. Le premier secrétaire a payé cher — il a été battu dans le dix-huitième arrondissement de Paris — cette inadéquation entre les bonnes intentions et la perception qu'a une population de la réalité de ses conditions de vie.

Aujourd'hui, le parti socialiste est à la recherche d'une expression plus autonome, détachée des contraines du soutien automatique à toutes les analyses et à toutes les décisions du gouvernement. De cette relative autonomie, M. Jospin pourrait faire l'une des conditions de sa candidature à un nouveau mandat à la tête du parti. Le premier secrétaire a, d'autre part, besoin, s'il veut assurer son autorité, de gagner le prochain congrès, et de le gagner de la meilleure manière qui soit, c'est-à-dire en recréant, au sein du P.S., une minorité.

Qui, plus que le courant « rocardien », a, aux yeux des mitterrandistes, une voation minoritaire dans l'appareil socialiste ? M. Jospin paraît souhaiter l'affrontement. Malheureusement pour lui, l'offensive a *été lancée d'abord par M. Pierre Joxe* et ses amis, avant les élections municipales, et, sitôt passé le second tour, par le CERES, dont M. Jean-Pierre Chevènement fut l'un des fondateurs. Elle s'approfondira avec la publication, le 23 mars, d'un livre intitulé *le Socialisme et la France,* signé Mandrin, pseudonyme sous lequel se cachent MM. Didier Motchane, membre du secrétariat national du P.S., Pierre Guidoni, ambassadeur à Madrid, Georges Sarre, député de Paris, tous trois membres du CERES. Dans la dernière livraison du bulletin de ce courant, *Volonté socialiste.* M. Didier Motchane, membre du secrétariat national, reproche violemment aux rocardiens de considérer *« l'effort de rigueur »* comme un *« acquiescement à une fatalaité »*, une *« soumission mélancolique aux contraintes d'un environnement hostile »*. Le choix présenté par les « rocardiens » pour lutter contre le déficit extérieur se résumerait ainsi, selon lui : *« la ceinture ou le goulag »*. La ceinture, c'est-à-dire le ralentissement de la croissance, donc *la diminution du pouvoir* d'achat et l'augmentation du chômage. Le goulag, c'est-à-dire le protectionnisme et, au-delà, les démons d'une gestion administrative de l'économie.

Le discours du CERES s'adresse autant, semble-t-il, à M. Jacques De*lors, dont la politique économique de* la France, au jour le jour, porte l'empreinte qu'a M. Michel Rocard, ministre du Plan. Si l'on en croit *Volonté socialiste,* les dirigeants du CERES voient dans la polémique antiprotectionniste *« la pointe avancée d'une opération politique de grande envergure »*, car la postion *« libérale déflationniste »* débouche, à terme, selon eux, *« sur la dislocation de l'actuelle majorité »*. Voilà M. Michel Rocard — au moins lui — soupçonné à nouveau de préparer un renversement d'alliance au détriment du parti communiste.

Sans tabou

Sur le protectionnisme, M. Jospin attend des socialistes un débat *« sans tabou »*. Il faudra sans doute sortir des généralités, des formules telle que celle de M. Mitterrand — *« ni alignement, ni isolement »* — prononcée à propos de la diplomatie française et que le CERES reprend à son compte à propos de la politique économique. Sortir des phrases telle que celle-ci, prononcée par M. Jospin lui-même : *« Je ne suis pas protectionniste de nature. Mais je ne suis pas pour le libéralisme à tout crin. »* D'autant que M. Michel Rocard admet parfaitement, en privé, que la France peut utiliser les mesures de sauvegarde prévues par la réglementation européenne.

Pousser les amis de M. Rocard dans la minorité ne sera pas si aisé qu'il y paraît. Car M. Rocard s'y refuse et encourage ses partusans à déjouer la *« manœuvre »*. Le ministre du Plan considére qu'une cassure du parti socialiste aurait des effets *« déflagratoires »* sur le gouvernement. Certains ministres — et lui en tête — se sentiraient en permanence contestés par la majorité du parti, et l'opinion publique, avide de cohérence, n'y retrouverait pas son compte. D'autant que la reconstitution officielle de courants au parti socialiste aviverait, selon lui, les rivalités entre cabinets ministériels — composés pour l'essentiel de militants du P.S. — et au sein même de ces cabinets.

Cette thèse n'est pas celle de *M. Jospin. Le premier secrétaire es*time que les membres du gouvernement, formés ou déformés par près de deux années d'exercice du pouvoir, sont aujourd'hui plus ministres que militants et encore plus ministres que représentants de courants.

Le premier secrétaire du parti socialiste appelle le gouvernement à pus de *« réalisme »*. Dans ce gouvernement figure M. Rocard, qui a été condamné par ses pairs, au congrès de Metz, en 1979, pour péché capital de *« réalisme »* économique. Que *le premier veuille confirmer le second* dans ce qu'il estime être sa vocation minoritaire peut paraître irréaliste.

JEAN-YVES LHOMEAU.

P.C.F. : les principales conquêtes de 1977 sont perdues, à l'exception du Mans

Sur les soixante-douze villes de plus de trente mille habitants dont il détenait la mairie au lendemain des élections municipales de mars 1977, le parti communiste en conserve cinquante-sept. Il avait perdu sept villes de plus de trente mille habitants au premier tour (il faut y ajouter Franconville, dans le Val-d'Oise, qui n'atteignait pas ce chiffre de population en 1977). Il en a perdu huit au second tour. Le recul du P.C.F., dans cette catégorie de villes, est proportionnellement plus important que celui des socialistes. Le P.S. perd, également, quinze des villes de plus de trente mille habitants qu'il dirigeait, mais celles-ci étaient au nombre de quatre-vingt une (il gagne, d'autre part, Châtellerault).

Le P.C.F. avait conservé quarante-deux villes de plus de trente mille habitants au premier tour. Si l'on en retire Bourges, Evreux, Châlons-sur-Marne et Thionville, qui avaient été conquises en 1977, les trente-huit villes restantes dessinent la carte d'une vieille implantation, qui s'érode, parfois fortement, mais résiste (*le Monde* du 8 mars). A l'exception de Calais, prise en 1971, ces villes sont gérées par le P.C.F. depuis dix-huit ans pour les plus récemment conquises, depuis près de soixante ans pour les plus anciennes. Elles se situent dans les Bouches-du-Rhône (Aubagne, Martigues), le Gard (Alès), le Rhône (Vénissieux), l'Isère (Echirolles, Saint-Martin-d'Hères), le Cher (Vierzon), la Seine-Maritime (Le Havre, Saint-Étienne-du-Rouvray), la Haute-Marne (Saint-Dizier) et la région parisienne.

Une base sociale qui s'amenuise

Dans trente de ces villes, M. Georges Marchais avait devancé M. François Mitterrand au premier tour de l'élection présidentielle, en avril 1981, et le candidat du P.C.F. celui du P.S. au premier tour des élections législatives du mois de juin suivant. Le P.C.F. avait aussi été confirmé dès le 6 mars à la direction de quatre villes d'implantation ancienne, où il avait été devancé par le P.S. aux deux élections de 1981 (Echirolles, Saint-Dizier, Pantin et Sarcelles), ainsi que de quatre autres, où cela avait été le cas pour la seule élection présidentielle (Saint-Martin-d'Hères, Sainte-Geneviève-des-Bois, Colombes et Garges-lès-Gonesse).

La gestion municipale traditionnelle du P.C.F., en dépit de son vieillissement et de l'effritement des réalités sociales sur lesquelles elle se fonde — deux phénomènes que traduit la réduction de son assise électorale — conserve, très naturellement, l'adhésion de la population circonscrite par le vote communiste *au printemps de 1981 et, dans huit* villes, dépasse cette limite.

Pour ce qui est des quatre villes acquises en 1977 et conservées dès le 6 mars, le P.C.F. avait été devancé par le P.S. aux deux élections de 1981 (à Evreux et à Thionville) ou à la seule élection présidentielle (à Bourges et à Châlons-sur-Marne). Son succès, cette année, s'explique principalement par la personnalité de ses maires. M. Jacques Rimbault, à Bourges, avait été l'un des deux seuls communistes qui avaient pu gagner une circonscription en juin 1981. Les socialistes avaient renoncé à disputer la mairie d'Evreux à M. Roland Plaisance (alors même que cette « primaire » avait été acceptée par les communistes lors du « sommet » *P.S.-P.C.F.* du 22 décembre dernier). Ils avaient aussi abandonné leurs visées sur Thionville, qu'ils croyaient perdue pour la gauche. M. Paul Souffrin, aidé, il est vrai, par les maladresses de son adversaire de l'opposition, *leur a donné tort. A Châlons, où ils* avaient pourtant regretté de ne pas avoir tenté leur chance en 1977, les socialistes, battus lors d'une élection législative partielle en janvier 1982, n'ont pas cherché à rivaliser avec M. Jean Reyssier. Au total, sur vingt-deux villes de plus de trente mille habitants gagnées en 1977, les communistes en conservent treize.

Parmi les vingt-quatre grandes villes où il avait été devancé par le P.S. en avril et en juin 1981, le parti communiste en conserve quatorze, certaines de justesse, et non sans contestation (Sarcelles, Antony, Noisy-le-Grand). Il avait dû disputer une « primaire » avec le P.S. au Mans, à Sevran et à Sartrouville, avec le M.R.G. à Tarbes. Le scrutin a été serré, au second tour, à Amiens et à Houilles. Les dix villes perdues, soit au premier tour (Reims, Poissy, Savigny-sur-Orge, Rosny-sous-Bois), soit au second tour (Saint-Quentin, Béziers, Saint-Etienne, Chelles, Gagny, Athis-Mons), avaient *été,* à deux exceptions près (Savigny et Rosny) conquises en 1977.

Ce sont celles dont la perte est la plus grave, d'une part parce que certaines d'entre elles sont de très grandes villes (Reims, Béziers, Saint-Etienne), d'autre part parce qu'elles étaient les acquis d'années d'efforts du P.C.F. pour sortir de son aire d'influence traditionnelle. Des électeurs, prêts à tenter, pour la première fois, en 1977, l'expérience de la gestion communiste, n'ont pas voulu la renouveler. Cette réaction a atteint aussi bien des personnalités populaires, comme M. Paul Balmigère à Béziers — pourtant réélu *député en juin 1981 — ou M. Joseph* Sanguedolce à Saint-Etienne, que des maires contestés, comme M. Claude Lamblin à Reims. Les communistes ont sous-estimé l'irritation des socialistes à Saint-Etienne (où la direction du P.S. avait contraint ses responsables locaux à renoncer à une « primaire »), mais l'entente entre les deux partis était bonne à Béziers et, inversement, la mésentente n'a pas empêché, malgré un mauvais report de voix, la victoire de M. Robert Jarry au Mans.

A ces dix villes perdues, s'ajoutent celles où le P.C.F. n'avait été devancé par le P.S. qu'à l'élection présidentielle de 1981 (Grasse, Levallois-Perret, Nîmes), celle où il n'avait été devancé qu'aux élections législatives (Sète) et celle où il avait été devancé aux deux élections (Arles). *Là même où la rivalité* avec le P.S. a joué, comme à Sète (où il y avait eu deux listes au premier tour), à Nîmes et à Arles (où la direction du P.S. avait dû imposer l'union à ses militants), elle est révélatrice d'un phénomène plus général. Dans les régions où le P.C.F. avait accru son influence de 1977 à 1979, il subit aujourd'hui un rejet. En outre, il ne conserve, finalement, que cinq des douze villes où il avait dû affronter une « primaire » avec le P.S. au premier tour (Le Mans, Montluçon, Sartrouville et Sevran, auxquelles s'ajoute Dieppe, qui n'atteignait pas trente mille habitants en 1977) ; les sept autres passent à l'opposition.

Ce reflux confronte les communistes, une fois de plus, au problème de renouvellement d'une base *sociale qui, d'élection en élection, ne* cesse de s'amenuiser. Il comporte, pour la gauche, le risque de voir s'égailler une partie de l'électorat jusqu'à maintenant fixé par le P.C.F. Il peut, enfin, inciter les communistes à réévaluer le bénéfice escompté du partage des responsabilités gouvernementales.

PATRICK JARREAU.

AU SIÈGE DU P.S.

Pas triomphants, mais soulagés...

Les dimanches se suivent mais ne se ressemblent pas... Voici une semaine, à la même heure — celle, fatidique, où les ordinateurs façonnent à qui mieux mieux leurs premières fourchettes, l'ambiance, ici, au 10, rue de Solférino, était tout autre. Ce soir, fini le désert et la *morosité. On s'y bousculerait* presque.

Et puis, les « invisibles » de la semaine dernière se montrent enfin, dont le sourire grandit d'un cran à chaque nouveau résultat : *voici M. Lionel Jospin,* dès 20 h 30, qu'encadrent MM. Jean Poperen — le seul qui ait fait, dimanche 6 mars, une bien rapide apparition — et Bertrand Delanoë...

Sur les écrans, les bonnes, très bonnes nouvelles se succèdent. Le premier ministre restera maire de Lille, M. Gaston Defferre n'aura pas à poster sa lettre de démission, M. Jean-Pierre Chevènement ne quittera pas Belfort, ni M. Georges Frèche, Montpellier, Mme le ministre de l'agriculture a conquis Châtellerault et deux membres du gouvernement siégeront côte à côte à la mairie de Nevers...

Devant les micros et les caméras, M. Lionel Jospin va toutefois se montrer prudent. L' *« avertissement »* a été entendu. Désormais, il faudra veiller au grain, mieux s'expliquer, faire en sorte que l'ennemi ne puisse plus mener *« de puissantes campagnes démagogiques »*, et qu'il ne dispose plus *d'un terrain de manœuvre dont il* a su utiliser chaque creux et chaque bosse, serait-ce avec des armes jugées en face peu orthodoxes.

Allons, avouons-le. On a eu chaud ! Ce soir, on ne peut crier au triomphe, mais — tous les visages l'expriment mieux encore que les mots — on se sent rudement soulagés.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

26 ministres vainqueurs

Trente-quatre membres du gouvernement sollicitaient un mandat ou leur reconduction. Vingt-deux ont été réélus, quatre élus ; trois font partie de listes battues et cinq de listes mises en échec. Pour ces huit derniers ministres ou secrétaires d'Etat, ils font partie des élus minoritaires dans les villes où ils se présentaient.

● ***22 RÉÉLUS :***

MM. François Abadie (M.R.G., Lourdes) ; Jean Auroux (P.S., Roanne) ; François Autain (P.S., Bouguenais) ; Daniel Benoist (P.S., Nevers) ; André Cellard (P.S., Saint-Clar) ; Jean-Pierre Chevènement (P.S., Belfort) ; Raymond Courrière (P.S., Cuxas-Cabardes) ; Michel Crépeau (M.R.G., La Rochelle) ; Gaston Defferre (P.S., Marseille) ; André Delelis (P.S., Lens) ; Laurent Fabius (P.S., Grand-Quevilly) ; Joseph Franceschi (P.S., Alforville) ; Charles Hernu (P.S., Villeurbanne) ; Edmond Hervé (P.S., Rennes) ; André Labarrère (P.S., Pau) ; Georges Lemoine (P.S., Chartres) ; Louis Le Pensec (P.S., Mellac) ; Pierre Mauroy (P.S., Lille) ; Christian Nucci (P.S., Beaurepaire) ; Roger Quilliot (P.S., Clermont-Ferrand) ; Jack Ralite (P.C., Aubervilliers) ; Michel Rocard (P.S., Conflans-Sainte-Honorine).

● **4 ÉLUS :**

MM. Pierre Bérégovoy (P.S., Nevers) ; Claude Cheysson (Bargemon, Var), Mme Edith Cresson (P.S., Châtellerault) ; Jacques Delors (P.S., Clichy).

● **3 LISTES BATTUES :**

Mme Georgina Dufoix (P.S., Nîmes) ; MM. André Henry (P.S., Épinal) ; Jack Lang (P.S., 3e arrondissement de Paris).

● **5 LISTES EN ÉCHEC :**

MM. Louis Mexandeau (P.S., Caen) ; Mme Catherine Lalumière (P.S., Bordeaux) ; MM. Jean Laurain (P.S., Metz) ; Jean Le Garrec (P.S., Cambrai) ; Mme Edwige Avice (P.S. 14e arrondissement de Paris).



municipales

et à droite
et maintenant ?

de la République, le premier concerné, et la majorité « tirent les enseignements » du scrutin. Mais que l'opposition sache qu'on ne va pas mener pour autant « sa » politique. Et le secrétaire général du parti communiste se pose à nouveau en gardien de l'orthodoxie présidentielle : « Ce que la France veut, répète-t-il, c'est la politique adoptée en 1981, ni plus ni moins. » Ce qui autorise M. Chirac à s'interroger sur l'avenir de la coalition P.S.-P.C.

Une question brûle les lèvres, et les journalistes de radio et de télévision la posent à qui mieux mieux : va-t-on remanier le gouvernement ? Prudence politique et institutions obligent : chacun renvoie la question à l'hôte de l'Elysée. Seul, M. Jean Lecanuet estime que M. Mitterrand se trouve devant une « nécessité ».

Mais un thème resurgit après les déchirements, comme il est de règle après tout élection : l'unité et la cohésion nationale. On déplore, à gauche comme à droite, la division du pays en deux. On parle de rassemblement, d'effort national. La crise économique continue, qui nécessite la « cohésion » (M. Raymond Barre), « de toutes les forces » (M. Pierre Mauroy). M. Louis Mermaz réclame « une trêve ».

Il restait à évoquer... la gestion des communes. Cette fois, elle n'a pas été oubliée, grâce à une douzaine de « jeunes » maires, invités sur les plateaux des chaînes de télévision. Avec des nuances, on s'est réjoui, toutes tendances confondues, de la nouvelle loi qui permet aux oppositions d'être présentes dans les conseils municipaux des grandes villes. Et on a promis d'en faire bon usage.

Mais, à Christine Ockrent (Antenne 2) qui les pressait de parler un « nouveau langage » moins politicien, plus proche des réalités de la vie des citoyens, ces « jeunes loups » n'ont guère apporté de réponse. La politique municipale reste... la politique.

YVES AGNÈS.

M. MAUROY : la poursuite de l'effort national

M. Pierre Mauroy, premier ministre, maire de Lille : « *L'opposition a voulu transformer ce scrutin municipal en une revanche de 1981. Elle a voulu précipiter les échéances institutionnelles en espérant ainsi provoquer des élections législatives anticipées. Ce scénario a échoué. (...)*

» *Une partie de l'électorat populaire qui subit le plus directement la crise depuis dix ans (..) espérait que l'arrivée de la gauche au pouvoir correspondrait avec la fin de la crise. Nous en avons, effectivement, atténué certains effets, et d'abord le chômage, mais nous ne pouvons la faire disparaître. Il faudra la poursuite de l'effort national, la mobilisation de toutes les forces économiques et la recherche de nouvelles garanties internationales.*

» *Je constate que la droite a pris une très grave responsabilité en se prêtant à une campagne contre les travailleurs immigrés sous couvert de sécurité. Je demande à toute les Françaises et à tous les Français de ne pas céder aux amalgames abusifs et aux simplifications hâtives.*

» *La campagne électorale est terminée. Il appartiendra d'abord au président de la République, au gouvernement et à la majorité de tirer les enseignements de ce scrutin. Il est maintenant de l'intérêt du pays, il est de notre intérêt collectif, que la France ne vive pas dans un climat électoral permanent. (...)*

» *Une société divisée est une société affaiblie. Un pays uniquement préoccupé de ses équilibres politiques internes est un pays paralysé. Nous avons besoin de toutes les forces de la France.* »

R.P.R. : battre le fer tant qu'il est chaud

Dans les succès de l'opposition c'est, sans conteste, M. Jacques Chirac et le R.P.R. qui se taillent la part principale, symbolisée par leur victoire à Paris. Plus que jamais l'Hôtel de Ville, symbole ancestral de la lutte du Prévot contre le pouvoir royal prend pour l'opposition valeur de refuge, sinon de recours.

En province les progrès du R.P.R. avaient été particulièrement sensibles dès le premier tour. N'ayant perdu aucune des vingt communes de plus de trente mille habitants qu'il possédait déjà, le R.P.R. en avait gagné dix autres dès le 6 mars ; au second tour, les candidats R.P.R. ont acquis dix villes supplémentaires de plus de trente mille habitants. Encore pourrait-on ajouter au crédit du mouvement de M. Chirac quelques autres villes comme Pessac, ou Athis-Mons dont les nouveaux maires ne cachent pas leurs sympathies « chiraquiennes ». La part du R.P.R. dans les gains de grandes villes – sans compter les trois arrondissements de Paris et les deux de Lyon qui lui reviennent – est la plus importante de celles des formations de l'opposition. Si cette dernière n'atteint pas globalement l'objectif que lui fixait M. Bernard Pons – récupérer les soixante villes perdues en 1971 – elle dépasse cependant largement la barre jugée comme « *normale* » par M. Lionel Jospin, c'est-à-dire quinze villes perdues par la majorité. M. Chirac au soir du second tour a reconnu que le scrutin de ballottage n'avait pas « *confirmé totalement* » ses espoirs. Mais il a souligné que lorsque l'ensemble du corps électoral avait été appelé à se prononcer – c'est-à-dire lors du premier tour – il avait démontré que « *l'opposition était largement majoritaire dans le pays* ».

Quelles modifications ces résultats vont-ils entraîner dans le comportement de M. Jacques Chirac, qui estime être ainsi conforté dans son rôle de leader principal d'une opposition renforcée dans laquelle son propre mouvement joue un rôle entraînant ?

Le scrutin, a toujours dit le président du R.P.R., doit avoir « *valeur d'avertissement* » pour le chef de l'Etat, pour le gouvernement et pour la majorité issue des élections de 1981. Il n'est donc plus question de contester la légitimité du pouvoir. « *Il ne faut pas se tromper d'élections* » a répété M. Chirac pendant la campagne électorale. Bien, que l'opposition soit majoritaire en voix les gaulliste n'ont donc nullement l'intention de se référer à la conception maurrassienne pour opposer le pays réel au pays légal. Défenseurs pendant vingt-trois ans des institutions fondées par le général de Gaulle, ils ne veulent pas les combattre après les avoir servies. D'autant moins qu'ils reprochent d'ailleurs à la gauche de s'en servir aujourd'hui après les avoir si longtemps combattues. Souci de la légalité et respect de la légitimité guideront donc le comportement des opposants. Par cette attitude, de surcroit, ils entendent démentir les procès d'intentions qui viennent de leur être faits et l'accusation de se comporter en « *factieux* ».

Les relations avec l'U.D.F.

En revanche le R.P.R. accentura son opposition politique et intensifiera ses constestations à l'égard de certaines initiatives gouvernementales. Le seul domaine pour lequel dans certaines régions des manifestations populaires pourraient être organisées est celui de la défense de la liberté d'enseignement.

L'insistance de l'opposition pour obtenir un infléchissement de la politique gouvernementale portera en priorité sur la situation économique et sociale. Le R.P.R. répétera qu'il n'est pas possible de pratiquer une politique sociale généreuse sans un développement parallèle de la croissance c'est-à-dire un accroissement des richesses. Cela implique selon M. Chirac un allègement des charges permettant de redonner confiance aux entreprises, aux investisseurs et aux cadres. Il estime également qu'au delà des statistiques officielles, le niveau de vie et le pouvoir d'achat des catégories les plus productives de la société ont diminué. Il assure enfin que l'esprit d'initiative, facteur de dynamisme économique a été découragé notamment par l'aggravation de la fiscalité, l'alourdissement de l'administration, et le rôle excessif accordé aux syndicats dans la marche des entreprises.

Les problèmes relatifs à la sécurité, qui ont été au centre de la campagne électorale, fourniront aux opposants un antre thème de revendications. Il en sera de même, mais à des degrés divers, pour la décentralisation, la liberté d'enseignement et la défense nationale.

Une nouvelle organisation

Outre la gestion de son rôle d'opposant M. Chirac va devoir résoudre deux sortes de problèmes : celui de ses relations avec ses alliés de l'opposition et plus particulièrement avec l'U.D.F. ; celui de la réorganisation du R.P.R.

Tout au long de la campagne électorale M. Chirac a pris bien soin d'observer une attitude œcumé- nique. Il s'est même comporté en chef de file de l'opposition au risque de paraître parfois faire la part trop belle à ses alliés. Dans plusieurs villes M. Chirac a imposé le retrait de candidats têtes de liste R.P.R. comme à Bourges, à Poitiers ou à Nevers par exemple pour éviter un conflit avec l'U.D.F. Les amis de M. Chirac estiment qu'ils n'ont pas été payés de retour et assurent que les directions nationales de l'U.D.F. ou du P.R. n'ont pas été en mesure de se faire obéir localement par des candidats « giscardiens » à qui l'on demandait de se retirer.

A Paris aussi le maire sortant a accordé à ses alliés plus de sièges que leur poids réel ne le justifiait. Il est vrai que M. Chirac, voulant être inattaquable sur le plan de l'union de l'opposition, est même allé entre les deux tours soutenir davantage de candidats U.D.F. que des R.P.R. Il espère ainsi effacer un passé récent, celui de la lutte d'influences sous le précédent septennat entre lui-même et M. Giscard d'Estaing.

D'assez nombreux élus « divers opposition » ou même se réclamant de l'U.D.F. ont d'ores et déjà souhaité adhérer au R.P.R. Des approches discrètes ou des demandes formelles ont été effectuées. Depuis 1981, M. Chirac avait toujours refusé de tels transferts pour ne pas être accusé de débauchage (seuls quelques sénateurs venant d'autres formations s'étaient inscrits au groupe R.P.R. en 1982). Il est douteux qu'à l'avenir le président du R.P.R. continue à fermer la porte de son nouvement aux solliciteurs.

Un des problèmes essentiels qui va maintenant se proser à la direction du mouvement, dont M. Bernard Pons devrait demeurer le secrétaire général sera d'assimiler les nouvelles couches de militants. Le R.P.R. fondé le 5 décembre 1976 par M. Chirac s'est, en un peu plus de six ans, largement renouvelé et rajeuni. La génération des trente-quarante ans accède aux responsabilités politiques avec par exemple MM. Alain Juppé (38 ans) ; Jaques Toubon (42 ans) ; Alain Davaquet (41 ans) ; Michel Noir (39 ans) ; Alain Carignon (34 ans) élu à Grenoble; Jacques Berthelot (36 ans) à Brest; Patrick Balkany (34 ans) à Levallois ; Jean-Pierre Roux (44 ans) en Avignon; Jacques Vernier (36 ans) à Douai ou encore M. Jacques Masdeu-Arus (38 ans) à Poissy et Philippe Seguin (40 ans) nouveau maire d'Epinal. L'intégration des nouveaux, qu'ils soient élus ou simples militants, va nécessiter un renforcement de structures du mouvement et des chagements de responsables locaux jaloux de leurs prérogatives et parfois peu accueillants aux néophytes.

Enfin, une nouvelle organistion devra être envisagée pour établir des liens entre tous les élus locaux pour coordonner leur action politique. Le R.P.R. compte bien, accentuer son avantage lors des élections sénatoriale de l'automne 1983 et des cantonales de 1985, sans compter les élections régionales dont la date n'a pas encore été fixée par le gouvernement.

Mais d'ores et déjà M. Jacques Chirac, pour battre le fer tant qu'il est chaud, va relancer l'idée du projet politique commun à l'opposition comme il l'avait fait fin 1982 en prenant pour base les propositions présentées par le R.P.R. lors de son congrès de la porte de Versailles, du 23 janvier. Le R.P.R. veut plus que jamais après ces élections – mais sans le dire de façon trop impérieuse – être le mouvement qui tracera la « *voie du redressement* » selon la formule de M. Chirac, illustrant une de ses expresssions fétiches : « *Partout où il y a une volonté, il y a un chemin.* »

ANDRÉ PASSERON.

M. CHIRAC : une étape a été franchie

M. Jacques Chirac, maire de Paris, président du R.P.R. : « *La majorité est minoritaire en France, c'est un échec pour elle, notamment pour les communistes. Au total, le vote de la France est bien un vote d'avertissement. Aujourd'hui, une étape d'espoir a été franchie par l'opposition. Nous franchirons les autres, je l'espère, avec le même succès. L'opposition a un projet pour demain (...). Face aux échéances économiques, qui ont été soigneusement cachées, face aux mesures de rigueur qu'il va bien falloir prendre, le problème est de savoir si le P.S. et le P.C. vont pouvoir continuer à assumer ensemble une politique de plus grande rigueur. Je ne souhaite pas l'échec du gouvernement, je souhaite que le gouvernement change de politique et je m'interroge sur la possibilité qu'il a de le faire (...). Nous refusons l'affrontement d'une moitié de la France contre l'autre. La France ne se divise pas en deux. Il n'y a pas un peuple de gauche, et un autre peuple qui serait moins digne d'intérêt. C'est le peuple français tout entier qu'il faut aujourd'hui rassembler.* »

M. BARRE : la division du pays est fâcheuse

M. Raymond Barre, député du Rhône, ancien premier ministre :

« La mobilisation de l'électorat de gauche a entraîné une correction des résultats du premier tour. Il y a eu en France un sentiment croissant que la situation du pays se détériore, qu'il y a au gouvernement une certaine cacophonie : l'inquiétude et le mécontentement se sont manifestés au premier tour (...). La division du pays est fâcheuse. J'ai regretté la campagne de la majorité sur des thèmes qui ne favorisent pas la cohésion du pays. Dans certains cas, le langage de l'opposition a été démesuré ; mais ce que font certains, le gouvernement n'a pas le droit de le faire (...). Les problèmes économiques sont seconds par rapport à la cohésion nationale et à l'autorité de l'État. Aucune politique économique ne pourra réussir sans ces deux conditions. Nous avons besoin d'un gouvernement et d'une politique. »

U.D.F. : retour à la modestie

L'U.D.F. qui espérait, grâce à ses gains du deuxième tour, rééquilibrer le rapport de force au sein de l'opposition, doit revenir à une plus grande modestie. Aux quatre villes de plus de trente mille habitants gagnées sur la gauche au premier tour – Tourcoing (P.R.), Franconville (P.R.), Grasse (rad.) et Roubaix (C.D.S.) – l'U.D.F. ne peut au second tour qu'ajouter Bésiers (P.S.D.), Sète (C.D.S.) et Saint-Étienne (C.D.S.). Soit trois villes, mais cinq si l'on tient compte de sa victoire à Sotteville-lès-Rouen (rad.) qui était cependant déjà entre les mains d'un maire modéré, et le succès de M. Ritondale à Hyères, qu'elle revendique.

L'U.D.F. garde les mairies de Salon-de-Provence (C.D.S.), Orléans (P.R.), Maubeuge (P.S.D.) et Mulhouse (P.S.D.) en ballotage au premier tour, mais aussi Aix-en-Provence qui, après le retrait du maire sortant, M. Joissains – en raison de son éventuelle inculpation dans une affaire de construction – reste entre les mains d'un radical. Elle perd Châtellerault où M. Jean-Pierre Abelin (C.D.S.) n'a pas réussi à garder le siège occupé successivement par son père et par sa mère. Elle doit s'incliner dans une vingtaine d'autres villes où elle était en ballottage. C'est le cas à Montluçon, Charleville-Mézières, La Ciotat, Besançon, Montpellier, Cherbourg, Laval, Nevers, Arras, Tarbes, Bron, Amiens, Albi, la Seyne-sur-mer, Belfort, Massy, Meaux et Sartrouville.

Le succès remporté par les listes de M. Francisque Collomb, soutenu par l'U.D.F., dans les secteurs de Lyon ne peut éclipser la victoire de M. Chirac à Paris. la « *courte* » défaite à Marseille de M. Jean-Claude Gaudin, député (R.P.) des Bouches-du-Rhône, accentue la déception ressentie dans les rangs de l'U.D.F..

Si l'U.D.F. accuse la déception, elle n'en considère pas moins que l'opposition dans son ensemble a adressé « *un sévère avertissement* » au gouvernement dimanche dernier, même si elle reconnaît par la voix de son président, M. Jean Lecanuet, qu'« *un freinage a été obtenu par la majorité au second tour* ». M. Méhaignerie, président du C.D.S., parle de son côté de la « *défaite électorale du P.S. et plus encore du P.C.* » et se félicite du succès obtenu par son parti à Saint-Etienne, à Sète, à Roubaix et à Epernay. Pour sa part, M. François Léotard, secrétaire général du P.R., juge que si « *la gauche conserve* », elle ne « *gagne* » pas. Il dénonce les « *calomnies* » de fin de campagne qui ont été « *assez payantes* », mais reconnaît que l'oppositin devra à l'avenir « *incarner davantage le courant du renouveau* ».

Cette nécessité pour l'U.D.F. d'affirmer sa personnalité et de s'organiser reprend, au lendemain des élections municipales, toute son actualité. Déjà esquissée, cette réflexion sera reprise dans les prochains jours au sein de chacune des composantes de la confédération. Le C.D.S., dont cetains éléments plaident en faveur d'un retour à l'indépendance, pourrait, fort des bons résultats obtenus dans des villes importantes, se montrer âpre dans les négociations avec le P.R.

Si l'avenir de l'U.D.F., au lendemain des municiales, n'est pas encore défini, l'attitude de ses leaders, MM. Giscard d'Estaing et Barre, reste à déterminer.

L'ancien président de la République n'est pas encore intervenu pour commenter les résultats. Il se réserve de le faire dans le courant de la semaine. M. Giscard d'Estaing pourrait à nouveau expliquer que la droite commet une erreur quand elle considère de « *l'échec* » du 10 mai 1981 est un accident de parcours ou qu'il s'est agi d'un vote de rejet de sa personne. L'erreur de la droite, selon lui, est d'imaginer qu'il n'y avait pas eu un mouvement de fond et qu'elle pourrait progresser sans se recentrer.

M. Barre est, lui, intervenu au soir du deuxième tout. Il a insisté sur « *le dynamisme et l'allant de l'opposition unie* ». L'ancien premier ministre, qui a rappelé qu'il a essayé de « *contribuer* » à l'union de l'opposition en « *soutenant indistinctement les uns et les autres* », ne devrait pas à l'avenir changer beaucoup ses habitudes. Il a prévu de reprendre les dîners-débats en province, entrecoupés de voyages à l'étranger. Il peut estimer que ses talents de « *pédagogue* » peuvent être encore utiles dans la mesure où selon lui « *les Français ne se rendent pas encore compte de la situation préoccupante du pays* ». Avec lui, d'autres leaders pourront exercer leur talent. L'U.D.F. doit encore faire la preuve – même si elle peut se féliciter de quelques bons résultats – qu'elles sait être attrayante.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

M. LECANUET : nécessité de restructurer le gouvernement

M. Jean Lecanuet, sénateur de Seine-Maritime, maire de Rouen, président de l'U.D.F. :

« *La France a donné un sévère avertissement au gouvernement. La France reste attachée à sa volonté de redressement. L'opposition a gagné une trentaine de villes. Huit ministres ont été battus. Ainsi se pose pour le président de la République la nécessité de restructurer son gouvernement. Il n'en reste pas moins que la France est coupée en deux une fois de plus. Je ne suis pas satisfait de cette coupure. Je suis toujours bouleversé par ce langage de guerre civile, de lutte des classes.* »

Analyses et commentaires

LE SECOND TOUR

M. MARCHAIS : la remontée du P.C. sera longue

M. Georges Marchais, député du Val-de-Marne, secrétaire général du P.C.F. :

« *La situation est inverse de celle de 1977 : en 1977, l'union de la gauche avait été facile. Cette fois, la mise en application de l'accord national a été très délicate. Il y a eu des mauvais reports sur les listes du P.C. Je ne suis pas surpris que le P.C. perde plus. La remontée du P.C. sera longue et demandera beaucoup d'efforts. Ce n'est pas la catastrophe. Nous n'avons pas reculé depuis 1981. Je suis un sportif, je fais du vélo. Nous sommes sur un faux plat. Nous commençons à aborder la remontée.*

» *Le premier tour avait valeur d'avertissement, il représentait un certain mécontement. C'est une confirmation de l'effort qu'il nous faut faire dans le cadre de notre participation au gouvernement. Cet avertissement sérieux doit être pris en compte, mais je dis non à un infléchissemnent plutôt à droite de la politique gouvernementale. Ce que la France veut, c'est la politique adoptée en 1981, ni plus ni moins. C'est le langage du premier ministre.*

» *Ce n'est pas sans indignation que j'ai pris connaissance des prises de position de la droite sur la question de l'immigration. C'est dangereux. Mais il y a une question posée sur laquelle il faut réfléchir. C'est dans les villes ouvrières, dans celles où nou sommes, qu'il y a le plus de travailleurs immigrés. Cela fait vingt ans que nous posons la question de la répartition de la main-d'œuvre immigrée. On peut discuter la façon dont ce problème a été abordé, par exemple à Vitry* (par le P.C.). *Nous avons mal posé cette question (...). Il faut en finir avec cette concentration dans certaines villes, ce qui conduit à une attitude qui n'est pas raciste mais qui a des relents de racisme. Il faut résoudre le problème de l'immigration, mais pas à la manière de Le Pen ou de Chirac.* »

M. MERMAZ : pas assez à l'écoute des Français

M. Louis Mermaz, député de l'Isère, président de l'Assemblée nationale :

« *Il s'est produit un sursaut. L'électorat a eu peur. Nous avons réussi à faire comprendre à l'opinion publique que c'était les acquis sociaux qui étaient menacés (...) Le second tour a révélé qu'il y avait un solide fond de confiance dans la politique du gouvernement. Nous sommes des démocrates et nous devons retenir l'avertissement que nous avons entendu au soir du premier tour (...) Le gouvernement doit expliquer ce qu'il fait. Il a un problème de communication. Nous ne sommes pas assez à l'écoute des Français. Une radicalisation, c'est l'échec, le quart d'heure avant la mort*

» *Le débat au P.S. doit être contenu, subordonné à l'intérêt du pays. La force du P.S., c'est d'être uni et d'être le moteur de l'union de la gauche (...) On devrait réussir à rassembler l'ensemble des Français pour livrer la bataille économique. Il faut créer un sens de l'effort général, donner aux Français l'envie de se battre. Je souhaite que, même si chacun garde ses idées, il y ait une trêve, pour faire de plus grands efforts.* »

MAJORITÉ

Mme Huguette BOUCHARDEAU (P.S.U.) : « *La gauche tout entière doit se livrer à une véritable réflexion autocritique.* »

M. Jacques DELORS (P.S., ministre de l'économie et des finances) : « *Cela me confirme dans certaines craintes que j'avais dans la manière de concevoir et de gérer le changement.* »

M. Jean-Pierre CHEVÈNEMENT (P.S., ministre de la recherche et de l'industrie), à Belfort : « *Ah, c'est une belle victoire ! Un message qui nous vient du peuple et qui nous dit :* « Allez la gauche ! ».

M. Roger-Gérard SCHWARTZENBERG (président du Mouvement des radicaux de gauche) : « *Ces élections doivent être l'occasion d'un examen de conscience pour la majorité, qui doit procéder aux infléchissements et parfois aux réorientations nécessaires pour dégager la voie médiane qui donne son harmonie à notre communauté nationale.* »

OPPOSITION

M. Jean-François DENIAU (U.D.F.) : « *Il y a eu un premier carton jaune avec les législatives partielles, puis un second aux cantonales. Ce soir, ce pouvait être le carton rouge, mais c'est encore un carton jaune.* »

M. Dominique BAUDIS (maire de Toulouse et ancien journaliste de télévision) : « *Du fait du sectarisme des partis politiques, j'ai été écarté de l'antenne. Les Toulousaines et les Toulousains me l'ont rendue.* »

M. JOSPIN : ne pas ignorer l'avertissement

M. Jospin, député de Paris, premier secrétaire du P.S. : « *La poussée de l'opposition de droite au premier tour ne s'est pas confirmée. Ce n'est pas pour autant un succès pour la majorité. La gauche n'a pas voulu, par une mobilisation insuffisante, laisser la droite sanctionner la politique du gouvernement. Cela ne doit pas nous conduire à ignorer l'avertissement de dimanche dernier. (...) Il faut poursuivre notre politique économique et sociale, qui, pour l'essentiel, est juste, et intervenir rapidement dans le domaine du déficit extérieur et dans celui de l'endettement. (...) Notre action politique doit être plus simple, plus cohérente, plus réaliste. Il faut partir autant des préoccupations des gens que de nos théories, aussi justes soient-elles, et expliquer sans relâche notre politique. (...) En 1979, la droite n'a pas tenu compte de l'avertissement. En 1983, un certain nombre de choses nous ont été dites. Elles doivent être entendues : la capacité de la gauche à l'entendre assurera ses succès futurs.* »

M. QUILÈS ET LES MÉDIAS

Seul parmi les hommes politiques qui se sont exprimés à la télévision dimanche soir, M. Paul Quilès, secrétaire national du P.S., le « vaincu » de la capitale, a mis en cause les moyens d'information audiovisuels, leur reprochant notamment d'« *affoler les gens* ». « *L'information* (du gouvernement) *ne passe qu'à travers des canaux et il y a beaucoup à dire*, a-t-il déclaré. *C'est à nous de réfléchir à tout cela.* » Ainsi, pour lui, on a trop « *insisté* » à la télévision, entre les deux tours, sur les grèves de l'automobile.

Outre que M. Quilès reprend ici un thème délicat et sensible, avec lequel les socialistes avaient déjà joué avec plus ou moins de bonheur au congrès de Valence, on peut s'étonner de ce qu'un responsable de la gauche prenne cet exemple. On avait cru, jusqu'ici, que les partis de gauche ne voyaient pas d'inconvénients à ce qu'on parle des luttes sociales, et qu'ils faisaient même le reproche aux médias, naguère, de ne leur accorder que trop peu de place.

Y. A.

M. Brice LALONDE (écologiste) : « *On n'a rien contre Jaurès, mais il faut être un peu moins sectaire. Si haut qu'on soit assis, on n'est assis que sur son derrière.* »

Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste) : « *Il s'agit maintenant d'imposer par la mobilisation une véritable politique anticapitaliste, et cela sans aucune illusion sur ce que fera demain le gouvernement.* »

La gauche continue

(Suite de la première page)

Au-delà de ce *mea culpa*, certains dirigeants de la gauche, M. Marchais par exemple, mais aussi *M. Jospin, tentent de prévenir* toute velléité de changement dans les orientations en principe ratifiées en 1981. Aucun, toutefois, ne va beaucoup plus loin, laissant à M. François Mitterrand le soin de tirer les enseignements *de la consultation.*

L'un, au moins, s'impose déjà : le test des municipales, parce qu'il a pris une dimension nationale, renvoie au jeu des institutions, c'est-à-dire à la primauté présidentielle. Un peu aux dépens *des partis de la majorité* et des élus de la majorité parlementaire, beaucoup aux dépens des courants et débats qui divisent toujours la gauche. Le président de la République redevient, après les électeurs, le seul juge.

∴

Un autre enseignement s'inscrit en filigrane dans les résultats des deux tours. Au premier, la gauche a vu fondre la marge électorale qui lui avait valu la victoire en 1981. Fait sans doute plus grave, elle a enregistré une désaffection dans son électorat propre. Plusieurs maires en ont subi les conséquences le 6 mars, et cette régression, interne à la gauche, s'est prolongée le 13 mars, surtout au détriment du parti communiste. Que l'action menée par le pouvoir déçoive les électeurs fraîchement ralliés, c'est le risque inhérent à toute majorité qui ne veut pas faire la politique de sa marge ; mais qu'elle ne satisfasse pas la base solide de l'électorat, c'est plus inquiétant pour l'avenir.

Le second tour a réduit le danger en sauvant des positions menacées et, en particulier, en protégeant *plusieurs membres du* gouvernement de l'échec ou de la défaite. Sa signification ne s'arrête pas là. Il y a dans ce sursaut une forme de volontarisme qui montre que, en dépit de ses déceptions ou de ses craintes, l'*électorat* de la gauche ne voulait pas laisser le pouvoir à d'autres.

Ainsi, le scrutin à deux tours a permis de nuancer dans le temps l'appréciation politique portée plus sur la majorité que sur l'opposition. Cette dernière s'est présentée en bon ordre à ce premier grand rendez-vous électoral, mais, d'une part, elle n'ouvre pas encore la perspective d'une alternance crédible et, d'autre part, rien ne prouve qu'elle assumera à terme le rééquilibrage en train de s'opérer, en son sein, au profit du R.P.R.

Si la gauche a déçu, si elle *n'est pas bien comprise*, elle n'a pas, selon les électeurs, échoué. Le correctif du second tour, après l'avertissement du premier, relativise la thèse suivant laquelle le succès « socialo-communiste » de 1981 serait imputable aux *divisions de la droite* et reposerait, en fait, sur un malentendu, la gauche n'étant pas élue pour mettre en œuvre son programme.

Deux ans plus tard, les électeurs ne renient pas les mandats qu'ils ont alors accordés : ils expriment une *déception et, peut-*être, une attente. La gauche continue et doit continuer. Il lui reste à dire comment.

A. L.

Limiter les dégâts

(Suite de la première page.)

Pour la gauche, et en particulier pour le chef de l'État, il s'agit désormais de montrer que le message a été reçmu et de faire en sorte qu'il soit salutaire ; bref, il s'agit d'éviter de faire comme son prédécesseur qui, dûment « averti » aux élections cantonales de 1976 et de 1979, et surtout aux élections municipales de 1977, n'avait pas su ou pu redresser la situation de son propre camp.

Pour la droite, mieux vaudrait, somme toute, « en rabattre un peu » et prendre conscience qu'il lui faut, avant toute chose, présenter une alternative nationale, et non plus locale, crédible. « *Le pouvoir est minoritaire* », tel a été le leitmotiv de M. Jacques Chirac entre les deux tours du scrutin. Le président du R.P.R. s'est prévalu de l'inversion du rapport des forces entre la majorité et l'opposition enregistrée au premier tour. Mais il ne peut en dire autant au vu du second tour : sur les soixante-dix grandes villes en ballottage, la majorité était minoritaire dans vingt-huit ; elle en perd quinze, en conserve quarante-quatre au second tour sur les cinquante-neuf qu'elle détenait et enlève Châtellerault.

Au fond, l'une des principales leçons de ce scrutin est que les électeurs se trompent rarement d'élection : le fait que les résultats du 6 mars aient été interprétés au-delà d'une volonté de sanction, comme un désaveu, a sans doute aidé la gauche à mobiliser ses « réserves ». De façon plus conjoncturelle, force est de constater qu'il existe une prime à la véhémence. Celle de l'opposition, sensible avant le premier tour, a « payé » le 6 mars ; celle de la gauche, par la voix notamment de M. Mermaz, entre les deux tours, a porté ses fruits le 13. Au demeurant, dès lors que la majorité faisait l'analyse qu'une partie de l'électorat populaire lui avait fait défaut, il était logique qu'elle usât d'un discours dur.

Ce langage n'est donc pas dépourvu d'efficacité. Dont acte ; et tant pis pour la « qualité du débat démocratique » chère, dit-on, aux socialistes.

Au-delà de ces éléments, il faut prendre plus précisément la mesure de ce double avertissement, et d'abord de la défaite de la majorité. Sans doute celle-ci peut-elle se prévaloir, si l'on peut dire, d'un recul inférieur de moitié à celui de la majorité de 1977 : un solde négatif de soixante villes de plus de trente mille habitants pour la droite, contre trente et une pour la gauche.

Sans doute aussi l'opposition est-elle privée des symboles qu'elle attendait, faute d'avoir suffisamment considéré la formidable combativité d'un ministre d'État de soixante-treize ans, et la capacité de MM. Bérégovoy, Chevènement et Delors à mobiliser davantage au second tour.

Sans doute, enfin, la tendance du premier tour ne s'est-elle pas amplifiée. Mais cette tendance s'est poursuivie : seize villes de plus de trente mille habitants perdues le 6 mars ; quinze le 13 mars (1). Comme au premier tour, le recul de la gauche s'observe davantage dans les grandes villes que dans les villes *moyennes : l'opposition s'apprête* à gérer vingt-quatre des trente-six villes de plus de cent mille habitants — dont Paris et Lyon, où elle domine sans partage — contre dix-sept auparavant. La majorité, qui a perdu sept de ces villes (Nantes, Reims, Grenoble, Brest, Roubaix au premier tour, Saint-Étienne et Nîmes au second), en conserve douze.

En outre, le second tour concernait, pour l'essentiel, des municipalités de gauche, celles de droite ayant été pour la plupart pourvues sans changement au premier tour. Or la gauche conserve ces villes avec des marges sensiblement inférieures à celles qui lui avaient donné la victoire auparavant.

Ainsi à Dreux, il s'en est fallu de 8 voix ; à Châtenay-Malabry de 11 voix ; à Bron de 179 voix ; à Besançon, ville gérée par la gauche depuis trente ans, de 651 voix ; à Villeneuve-Saint-Georges de 87 voix ; à Noisy-le-Grand de 150 voix.

Grâce au « sursaut » du second tour, la majorité a donc limité les dégâts. Elle y a réussi parfois de façon spectaculaire : M. Chevènement a gagné 7,60 points, Mme Cresson près de 4 points. Elle a pu le faire grâce aux voix écologistes, à Cherbourg, à Belfort, à Charleville-Mézières, par exemple (il semble donc se confirmer que le partage des voix écologistes continue d'être plus favorable à la gauche qu'à la droite).

En revanche, ce sont les « mobilisés » du premier tour qui ont fait défaut à certains maires sortants communistes *(lire l'article de Patrick Jarreau, page 2)*. Le P.C.F. continue donc de s'affaiblir, de façon spectaculaire dans le Languedoc ou dans la grande couronne parisienne *(lire page 11 l'article de Thierry Bréhier)*. Le seuil paraît atteint, en deçà duquel ce déclin met en péril l'ensemble de la majorité.

A l'inverse, les éléments modérés de la majorité, comme le dit M. Schwartzenberg, ont mieux résisté. Les radicaux de gauche n'enregistrent aucune perte, tandis que le P.S. perd au second tour sept villes de plus de trente mille habitants. Le président du M.R.G. se fonde sur ces résultats pour réclamer à nouveau un « recentrage » de la majorité .

En face, M. Chirac assure sa prééminence : vingt villes gagnées par le R.P.R., huit (dont l'une Sotteville-les-Rouen, aux dépens d'un modéré, par l'U.D.F. L'énoncé de ces chiffres laisse penser que le pays s'achemine progressivement vers un face-à-face entre le P.S. et le R.P.R. Nul doute que M. Jacques Chirac tente de se prévaloir de cette meilleure implantation locale pour revendiquer un « leadership » que MM. Giscard et Barre lui contestent.

L'échec de la droite la plus virulente à Dreux, et le recul de M. Le Pen dans le vingtième arrondissement de Paris (le président du Front *national perd 1 368 voix par rapport* au premier tour alors que la participation s'est accrue de 3 418 voix) lui éviteront — du moins peut-on l'espérer — de voir son centre de gravité idéologique se déplacer vers des thèses xénophobes, voire racistes.

En ce domaine, comme en d'autres, la gauche promet, comme le dit M. Jospin, une action qui parte « *autant des préoccupations des gens telles qu'elle s'expriment que des théories socialistes* ». Gageons que, désormais, MM. Defferre et Franceschi se reconnaîtront mieux que M. Badinter dans le discours et la pratique officiels. Plus loin des théories, plus près de la réalités. « *Plus près des faits* », dirait M. Rocard.

La majorité semble donc décidée à tirer la leçon des résultats. Sans doute peut-elle le faire dans de meilleures conditions qu'elle ne le prévoyait elle-même. Le « sursaut » du second tour libère le pouvoir de la pression de l'opposition et permet à M. Mitterrand, s'il le souhaite, d'éviter toute dramatisation. Il n'est donc pas le dos au mur. Mais les données de fond n'ont pas changé. La majorité, après les désillusions et les déceptions qu'elle a suscitées, y compris dans son propre électorat, vient de se voir accorder un sursit.

A charge pour le président de la République de créer les conditions de transformer ce sursis en un nouveau bail.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) Saint-Quentin, Nîmes, Béziers, Sète, Saint-Étienne, Chelles, Gagny et Athis-Mons perdues par le P.C.F., Carcassonne, Talence, Saint-Malo, Chalon-sur-Saône, Hyères, Suresnes et Chambéry par le P.S.

Pour quelques milliards de moins

(Suite de la première page.)

Ces dernières qualifiées sans doute trop schématiquement de protectionnistes. Entre ces deux thèses, il va falloir sinon trancher, du moins préciser ses options dans ce domaine essentiel.

On ne saurait en effet attendre d'une amélioration de la conjoncture mondiale — au demeurant problématique — le remède à nos maux. *S'il est vrai que la baisse du prix du* pétrole et la reprise qui s'amorce aux États-Unis sont autant d'éléments positifs, il n'en demeure pas moins que bien des questions déterminantes restent sans réponse. Qu'en sera-t-il de l'évolution des cours des matières premières qui, depuis le début de l'année, ont progressé ? Qu'en sera-t-il de la tenue du dollar dont la baisse maintes fois annoncée ne se produit pas, et dont la France, au demeurant, pourrait ne pas profiter totalement si, comme il est probable, un réajustement des parités intervient au sein du Système monétaire européen ?

Infléchir ou changer ?

La France ne saurait donc s'en remettre aux autres. Le gouvernement va devoir, s'il veut atteindre son objectif, infléchir la politique ou en définir une nouvelle. Le débat dépasse largement la technique économique.

Dans *le Monde* du 20 février, *M. Gérard Fuchs, député à l'Assemblée européenne*, membre du bureau exécutif du parti socialiste, écrivait : « *Le déficit extérieur (...) ne peut être combattu à court terme que de deux manières : le protectionnisme ou un ralentisement de notre croissance. Le choix du deuxième terme de cette alternative ne peut avoir que des conséquences économiques et sociales difficiles. Il me paraît cependant inévitable.* » Quelques jours auparavant, M. Michel Rocard interrogé par *l'Expansion* sur le point de savoir si une décélération de la croissance impliquait de reprendre aux Français du pouvoir d'achat, répondait : « *En effet, je ne vois pas comment nous pourrions l'éviter le temps de rééquilibrer notre balance des paiements.* »

Voilà une voie tracée. Elle est, si l'on peut dire, « *classique* ». Elle consiste en fait à ralentir la croissance en pesant sur la consommation de façon à permettre une baisse des importations et une relance des exportations, les entreprises étant censées déverser sur l'étranger le surplus de leur production... et d'améliorer leurs coûts. Tentante, cette solution, dont la mise en œuvre supposerait l'accord des syndicats, n'en a pas moins des inconvénients de taille. Politiques d'abord, dans la mesure où elle peut donner l'impression que la France socialiste s'aligne peu ou prou sur les modèles libéraux. Sociaux ensuite, dès lors qu'un ralentissement du pouvoir d'achat, dont on peut penser qu'il serait modulé pour protéger les plus démunis, risque d'écraser la hiérarchie salariale et d'accentuer la démotivation d'un certain nombre de cadres. Economiques enfin, puisqu'elle conduit à réduire la demande « *nationale* » et donc le marché des entreprises françaises, avec le risque de voir s'aggraver le chômage.

On voit mal le parti communiste accepter cette ligne d'autant qu'elle est vigoureusement combattue au sein du P.S. Ainsi, dans le numéro 15 de *Volonté socialiste*, en date du 1er mars, peut-on lire une condamnation de cette action qualifiée de « *libéraole-déflationniste* » à laquelle est opposée une proposition « *plus offensive* » consistant « *à prendre les moyens d'une véritable mobilisation financière en faveur de l'offre compétitive* » et à opter « *pour un soutien continu de la demande assorti d'une authentique politique des revenus destinée à faire progresser la justice sociale et assurer les arbitrages nécessaires.* » Or peut-on lire encore : « *Cette politique n'est praticable que moyennant des mesures conservatoires assurant momentanément une plus grande marge de manœuvre à notre pays.* » On ne saurait plus explicitement plaider en faveur de la croissance et évoquer la nécessité pour la France de faire jouer, le cas échéant, les clauses de sauvegarde permettant de limiter les importations prévues tant par le Marché commun que par le GATT.

Redoutable engrenage, diront certains, qui ne manqueront pas de souligner les dangers que feraient courir de telles mesures à la compétitivité de firmes « abritées » et le risque de voir, au cas où le redressement ne s'opérerait pas aussi rapidement qu'espéré, de telles mesures perdurer et se multiplier pour, finalement, déboucher sur un protectionnisme de fait avec tous les périls qu'il comporte. Réalisme, répondront d'autres, en arguant du fait que la France pour rester dans l'Europe, ce que chacun souhaite, se doit de restaurer certains de ses secteurs industriels et donc bénéficier momentanément d'un sursis.

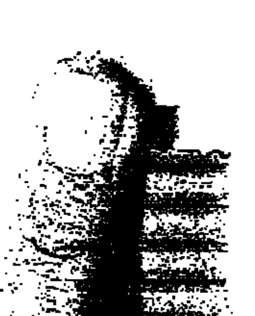
Chère R.F.A.

Que va faire le pouvoir ? Dans un article publié le 23 février dans le journal allemand *Wirtshaftswoche*, M. Mauroy écrivait : « *Sur le plan économique, le niveau atteint par notre déficit commercial en 1982 est préoccupant. Nous avons déjà pris des mesures. Notre objectif est de réduire ce déficit d'au moins 30 milliards de francs en 1983.* » Il poursuivait : « *Pour y parvenir, nous voulons notamment modérer l'évolution de la consommation en encourageant l'épargne (...). J'ajoute que, en matière de commerce extérieur, la France estime nécessaire que ses partenaires tiennent compte des efforts de relance qu'elle a engagés (...). La solidarité entre nos pays dans le cadre européen doit jouer à ce niveau également.* » Il ajoutait : « *En ce qui nous concerne, nous sommes décidés à respecter nos engagements vis-à-vis de nos partenaires de la C.E.E. Nous leur demandons toutefois de prendre garde à ne pas laisser se creuser des déséquilibres trop importants entre nous. Nous leur demandons aussi de répliquer ensemble à ceux de nos partenaires commerciaux qui ne respectent pas leurs engagements.* »

Depuis, M. Kohl a remporté les élections législatives en R.F.A., et l'on a assisté à une ruée sur le deutschemark au détriment des monnaies les plus faibles du Système monétaire européen. Un réajustement monétaire va-t-il intervenir rapidement ? Les spécialistes — et les spéculateurs — le pensent. Quelle sera son ampleur ? Les rumeurs vont bon train. Une chose toutefois est certaine : les discussions franco-allemandes ne porteront pas uniquement sur un réalignement monétaire sans doute nécessaire, mais dont on est persuadé qu'il n'est pas de nature à corriger durablement le déséquilibre commercial entre les deux pays.

Ce rééquilibrage passe à terme par un renforcement du potentiel industriel français. Encore faut-il en réunir les conditions internes — orientation de l'épargne, restructuration, effort considérable dans le domaine de la formation — mais aussi externes. A ce propos, on estime à Paris que l'Europe doit plus que jamais offrir un front uni contre les géants américain et japonais, et s'efforcer parallèlement de se convaincre puis de convaincre les pays industrialisés que la reprise économique mondiale passe par une relance concertée. Ce discours sera-t-il entendu par M. Kohl ? Le chancelier allemand connaît l'attachement de M. Mitterrand à l'Europe. *Mais il sait aussi que le président de* la République n'y sacrifiera pas le projet socialiste...

PHILIPPE LABARDE.





ND TOUR DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

D'une ville à l'autre

MARSEILLE : la peur, début de la sagesse

De notre envoyé spécial

Marseille. – Le coup passa si près au premier tour que le célèbre chapeau de M. Gaston Defferre ne tomba point au second. Divine surprise ? On serait fondé à le croire, puisque déjà la légende marseillaise veut que M. le maire ait accueilli l'annonce du fameux triplé par une série d'interjections bien peu protestantes. Il n'y a pas eu surprise. Simplement *« une fabuleuse riposte de la gauche marseillaise au méchant coup de gourdin du premier tour »*, dira M. Michel Pezet, président socialiste du conseil régional. Et un divin soulagement. Car, il faut le rappeler, la norme n'était pas que la gauche perde Marseille. Mais qu'elle la garde. La victoire du 13 mars était inscrite dans la défaite du 6 mars. On dira, c'est là chose plus facile à écrire après qu'avant. Et pourtant.

Il s'est passé quelque chose à Marseille cette semaine, quelque chose de diffus, d'indéchiffrable, mais de bien réel, et dont les effets ont commencé à se percevoir mercredi et jeudi : la constitution d'une sorte de front du refus. L'union de la gauche s'est réalisée non pas dans la raison raisonnante ou la conviction partagée, mais dans une belle, intense et commune peur de tout perdre. M. Jean-Claude Gaudin à la mairie, passe encore. Certains de ses amis, jamais ! A oser, on utiliserait presque un terme du jargon cycliste pour qualifier ce retour inespéré : la gauche marseillaise a *« mis la tête dans le guidon »* et elle a foncé sans plus se poser de questions. Parce qu'elle n'avait plus le choix, plus le temps de discuter, plus celui de voir ses différences ou d'entretenir ses chamailleries, seulement le sentiment d'avoir à se sauver.

Finies les rancœurs, les rivalités ; oubliés les crocs-en-jambe devant la nécessité absolue de survivre. *« Faire barrage »* à la droite en durcissant la campagne, en présentant l'adversaire comme l'ennemi – pas toujours par des moyens très orthodoxes, – les responsables communistes et socialistes, M. Gaston Defferre le tout premier, savaient parfaitement ce qu'ils faisaient. C'était là le moyen de rameuter les abstentionnistes de gauche, moins par la persuasion que par l'alerte au feu, moins par le débat d'idées que par l'urgence absolue.

La stratégie du coucou

Cette semaine hors de l'ordinaire restera mémorable. La majorité, ses dirigeants plutôt, étaient sortis lundi dernier comme assommés, désarçonnés après le méchant coup de tabac du 6 mars sur le Vieux Port. Un vrai, un profond désarroi les touchait toutes et tous, même le plus blasé, le vieux lion de la mairie. Cela peut expliquer certains errements.

Dans l'euphorie de la victoire, d'autant plus bruyante que la crainte fut plus grande, on avait quelque peu tendance à réécrire la petite histoire, à expliquer par exemple que le flirt douteux du début de semaine avec Marseille Sécurité ne fut point reniement mais stratégie.

Il s'agissait, paraît-il, de faire miroiter la fusion pour provoquer l'éclatement de cette liste, de jeter le doute dans des esprits plus fermes sur les moyens que sur les principes. La victoire autorise bien des réajustements.

La vérité est que cette phase de dépression fut bien réelle. Et d'une certaine façon très utile à une gauche qui, touchant le fond, n'avait d'autre choix que le coup de pied vers la surface. Vint alors la deuxième phase, pour un autre phénomène peu ordinaire. La majorité allait enfin se mettre à l'œuvre à Marseille, pour la première fois sérieusement depuis le début de la campagne électorale. Elle allait prendre l'initiative d'une affaire dont l'opposition crut jusqu'au bout avoir le monopole.

Étonnant renversement – des semaines à hypothéquer ses chances, quatre jours pour les restaurer. Stratégiquement, cela se fit de deux façons : la captation de la campagne adverse et le quadrillage du terrain. La captation de la campagne de l'opposition en effet. Ce que l'on pourrait appeler la « stratégie du coucou » ; bien avant le premier tour des élections, M. Jean-Claude Gaudin et ses amis s'étaient fort bien portés de cette technique en détournant à leur profit la campagne de publicité imaginée pour la gauche. Baptiser la liste de M. Gaston Defferre l'Union pour le nouveau Marseille avait provoqué un vaste éclat de rire dans toute la ville, et, pour tout dire, c'était là, dans le concept marseillais, *« une idée de Parisien »*.

La gauche, en reprenant à son compte et à ses risques et périls les deux thèmes principaux – sécurité et immigration – de la campagne adverse, retrouvait l'initiative. Ces thèmes, dangereux dans un climat empoisonné, ces thèmes assurément plus faciles à évoquer en période électorale qu'à assumer après la victoire, la gauche les faisait siens. Ainsi, elle coupait net l'offensive adverse. Ou plutôt, elle l'a révélée bien telle qu'elle était : la gauche apportait une réponse raisonnable à un discours déraisonnable, ne craignant pas par la voix de son maire, ministre de l'intérieur, de se livrer à un petit chantage à l'efficacité. L'argument bien martelé, en fin de semaine, eut son importance même si M. Defferre, son effet obtenu, fit machine en arrière. Et peut-être eut-il l'extrême efficacité de démontrer que, contrée sur son propre terrain, l'opposition n'avait pas vraiment d'autres discours à tenir.

Deuxième coup de maître : le quadrillage du terrain par des équipes de militants, ce grand sursaut des *« gens de gauche »* ayant trouvé enfin une raison d'agir ensemble. Là encore, la victoire autorise bien des réaménagements. Dimanche soir au journal *la Marseillaise*, M. Guy Hermier, député du P.C., contestait le peu contestable : la mauvaise campagne, les cahotements de l'union avant le premier tour.

Pourtant au siège de la fédération du P.S., quelques heures avant, des militants dans l'anxiété de l'attente s'étaient laissés aller aux confidences. Deux anecdotes résument toute la phase d'échec au premier tour. D'abord ce militant-candidat qui racontait comment, avant le 6 mars, faisant du porte-à-porte, il était tombé sur un autre militant-candidat qui, lui, procédait à la sieste, et s'en expliqua ainsi : *« Bah ! à la proportionnelle je n'ai aucune chance d'être élu... »* Et puis cet autre candidat socialiste, pour une histoire savoureuse : *« J'étais quinzième de liste et je collais des affiches la nuit ; je suis tombé sur un type qui laissait les affiches pour l'Union de la gauche, mais arrachait celles portant le nom de Gaston Defferre. C'était mon quatorzième de liste communiste. » Deux anecdotes parmi cent autres.*

L'union dans le mouvement

Cette union si difficile allait se faire par nécessité et, dira M. Michel Pezet, *« dans le mouvement »*. La peur, début de la sagesse ? Début de l'efficacité en tout cas, un vrai quadrillage de l'abstentionnisme et des quartiers réticents : un millier de personnes « travaillant » au téléphone, les permanents porte à porte, la mobilisation de très nombreuses associations, la chasse aux procurations avec la grand-messe pré-électorale.

La peur, retour à la sagesse avec, jour après jour, une découverte autrement féconde : ce *« peuple de gauche »* qui n'a pas pour seule préoccupation la sécurité et l'immigration, mais l'emploi, les bas salaires, le logement, etc., et qui aime à le dire, existe ; si on condescend à le lui demander.

Au premier tour à Marseille la gauche, par sa non-campagne, avait fait l'erreur magistrale de compter sur une présomption de votes ; au second tour elle est allée les chercher. Voilà toute la différence dans une ville où, bien avant le 6 mars, le célèbre Charles-Emile Loo, qui n'est certes pas un gauchiste, rappelait : *« N'oubliez jamais qu'à Marseille deux tiers des salariés gagnent à peine 4 000 francs par mois. »*

La gauche l'avait un peu trop oublié et ne dut son salut qu'à la force de l'appareil militant. *« Quel combat a été le nôtre, le vôtre ! »*, clamait aux gens de la fédération socialiste leur secrétaire, M. Michel Pezet. Quelle victoire sera la leur dans cette fédération rénovée, jeune, maintenant en position de force pour assurer la vraie relève socialiste à Marseille ?

La gauche, elle, l'avait un peu oublié, et tout le bonheur de cette évidence redécouverte tenait dans cette proclamation triomphaliste de M. Guy Hermier : *« Defferre sur ses affiches avait osé écrire : c'est la volonté du peuple. Il l'a, la volonté du peuple. »* M. Defferre lui-même l'avait un peu oublié qui dimanche dira : *« J'ai à la bouche un goût fort agréable. »* Et même ajoutera dans l'euphorie : *« Je serai grand et généreux. »*

L'opposition, elle, ne l'avait point oublié. Elle l'ignorait ou voulait l'ignorer, tant le doute est dangereux. Samedi, M. Jean-Claude Gaudin, chaleureux et détendu, avait dit à un moment : *« Si le vent souffle, il souffle partout. Ce sera les trois secteurs. Ou rien du tout. »* Le sage M. Gaudin avait vu juste, même s'il retenait manifestement plus volontiers la première hypothèse. Et puis, sollicité un peu malgré lui sur le thème de sa victoire éventuelle, il avait cité ce mot de Pagnol : *« Notre barque, ou nous la menons bien, ou elle va profond. »* La barque de l'opposition a coulé en vue du quai. Peut-être bien parce qu'elle était à la fois trop et trop peu chargée.

Dans l'alliance U.D.F.-R.P.R., on s'était manifestement, par calcul ou par atavisme, réparti les rôles : la modération pour l'U.D.F., le discours dur pour le R.P.R. Il n'est pas impossible qu'à la longue, par la répétition des mêmes thèmes, par une sorte d'effet boomerang au mérite de M. Jacques Chirac à Marseille, par offensive jugée scandaleuse dans l'opposition contre M. Hyacinthe Santoni, ce soit cet aspect dur plutôt que l'autre qui ait été perçu et refusé par une majorité de Marseillais. Et il est probable, sinon certain, que le programme de gestion municipale de M. Gaudin restait beaucoup trop flou, trop imprécis, pour ne pas lui faire perdre le bénéfice d'une réelle popularité personnelle.

Au demeurant, pour cet homme qui disait *« avoir eu longtemps le complexe Gaston »*, cette défaite cruelle n'est pas la pire chose qui pouvait arriver. Ce pourrait même bien être la meilleure. Avec une équipe plus combative que convaincante, plus composite que soudée, plus calme qu'exaspérée, M. Gaudin aurait eu probablement de réelles difficultés à assumer l'héritage. Il ne l'asumera pas, mais il conservera le bénéfice, dans cette campagne, d'être devenu un homme national connu et d' *« avoir flanqué à Gaston Defferre la plus belle peur de sa carrière »*.

PIERRE GEORGES.

SAINT-ÉTIENNE : l'image déchirée

M. Joseph Sanguedolce, hier encore si gentiment bonhomme, paraît bien avoir, au soir de l'échec, déchiré cette image de marque qu'il avait su, au fil des ans, paufiner et imposer jusqu'à en faire sinon l'argument au moins l'atout essentiel d'une campagne certainement plus difficile qu'il ne le laissait lui-même paraître.

Est-ce seulement la déception, aussi cruelle que l'assurance affichée était excessive, ou, surtout, la conscience que sa défaite enlevait au parti communiste la « première » de ses mairies ? Il est sûr, en tout cas, que M. Sanguedolce n'a pas été très bon perdant : il paraissait bien loin, bien vite oublié, le vieux notable patelin, à cet instant où, devant les caméras, le battu refusait de serrer la main de son vainqueur. *« Le vieil agitateur stalinien jette le masque »*, lâcha M. François Dubanchet, décidément lui aussi sans nuances. « Joseph » en a perdu le peu qui lui restait de contenance, attribuant son échec à la *« haine »* déversée par les partisans de son adversaire, et annonçant son intention de porter plainte.

A s'en tenir aux résultats du premier tour, la défaite de M. Sanguedolce n'est pourtant pas une réelle surprise : le rassemblement des voix de droite, dispersées le 6 mars sur quatre listes, créait, à lui seul, un sérieux handicap. Il aurait fallu au maire sortant un renfort appréciable d'abstentionnistes et le gain de la grande majorité de l'électorat écologiste pour pouvoir s'imposer. La barre était ainsi placée trop haut.

La gauche n'a certes ménagé aucun effort pour regagner les absents du premier tour..., et près de dix mille d'entre eux sont allés voter au second. Mais c'était encore insuffisant, d'autant que les écologistes – 5,40 % le 6 mars – avaient refusé de choisir entre les deux camps.

Trop d'autosatisfaction

« Sanguedolce n'a jamais voulu nous recevoir pendant la campagne. Nous n'allons pas nous vendre pour un poste d'adjoint... », avaient fait brutalement savoir les « verts ». Une façon comme une autre de punir l'assurance voire l'intransigeance, que le maire communiste avait imprudemment manifestées à l'égard de ses concurrents... et partenaires éventuels. Car les socialistes eux-mêmes n'avaient été guère mieux traités : coupables sans doute d'avoir songé, sous la houlette de M. Bruno Vennin, à organiser des primaires, ils se virent contraints de renoncer à toute prétention, y compris au poste de premier adjoint, qui représentait, à leurs yeux un honorable compromis.

Sûr qu'on le jugerait d'abord sur une gestion *« exemplaire »* et renforcé dans sa détermination par des sondages plus que flatteurs, M. Sanguedolce n'a donc rien concédé. Il a ainsi indisposé une partie des Stéphanois qui ne lui étaient peut-être pas *a priori* hostiles.

Paye-t-il, en plus, les innombrables malheurs de Manufrance et son intervention – aussi bruyante que douteuse – dans l'interminable crise de l'A.S. Saint-Etienne ? Son rôle, mal démenti, dans le limogeage de Robert Herbin a pour le moins nourri la campagne de ses adversaires.

Mais, au-delà de ces accidents de parcours, M. Sanguedolce paraît surtout avoir oublié la fragilité même de son élection de 1977. Sa victoire d'alors tenait moins d'une poussée décisive de la gauche que de la perte de crédit de M. Michel Durafour et des désunions de la droite. « Joseph », ancien dirigeant local de la C.G.T., savait bien que Saint-Etienne, forte des traditions de ses mineurs et de ses amicales laïques, ville ouvrière s'il en fut, n'avait pourtant pas le cœur à gauche. Six ans durant, il l'a gérée, drapeau dans la poche, en notable gentiment partageux.

A-t-il cru que cela suffirait ? Qu'il pouvait donc – au vu de son œuvre et de son image – traiter de haut ceux qui rechignaient devant trop d'autosatisfaction ? Ses adversaires, eux, ont su faire taire leurs querelles, écarter d'un même geste MM. Lucien Neuwirth et Michel Durafour, prétendants contestés, et se rallier à la silhouette tranquille d'un brave sénateur. Bonhomie pour bonhomie, les Stéphanois ont choisi celle qui répond aux plus vieilles pesanteurs de leur ville. Et privé du même coup le P.C. d'un de ses « nouveaux maires » d'une vitrine dont il ne se lassait pas de vanter les mérites.

DOMINIQUE POUCHIN.

SOURIRES ET GRIMACES

MARSEILLE : Defferre-Gaudin

« J'ai à la bouche un goût fort agréable, celui d'une belle victoire. » M. Gaston Defferre est tout sourires devant les caméras de la télévision. *« J'ai gagné, je serai grand et généreux. Je n'irai pas me livrer à des gestes de représailles, de critique. »* Son adversaire malheureux ne s'avoue pourtant pas *« abattu »*. Mais il dénonce *« la campagne scandaleuse, l'amalgame, les attentats et les coups montés »* et surtout *« le charcutage »* (dans le découpage des secteurs) sans lequel il *« aurait fait plus de voix que le maire sortant »*. *« Je suis la seule victime du P.L.M. ! »*, lance-t-il, observant qu'à Paris et à Lyon le nouveau statut *« s'est retourné contre ses auteurs »*.

SAINT-ÉTIENNE : Dubanchet-Sanguedolce

Ils ne se sont pas serré la main pour les téléspectateurs. Ils se sont même lancé quelques aménités. M. François Dubanchet (U.D.F.), le vainqueur, déplore que son adversaire ne soit pas *« un bon perdant »*. *« Le vieil agitateur stalinien tombe le masque »*, ajoute-t-il... M. Joseph Sangueldoce (P.C.F.) est blanc de rage. Il conteste la victoire. Il annonce qu'il porte plainte. Il s'indigne qu'on ait pu l'assimiler à Klaus Barbie dans des inscriptions dont les auteurs ont été *« payés par Dubanchet »*. Il prophétise : *« Les Stéphanois verront bientôt la différence, comment la nouvelle équipe va diriger la ville avec sectarisme et racisme... »*

M. Gaudin : M. Defferre s'en sort grâce au charcutage électoral

De notre correspondant régional

Marseille. – Dès les premiers résultats transmis par ses scrutateurs de bureaux de vote tests, M. Jean-Claude Gaudin a compris dimanche soir qu'il ne serait pas le « tombeur » de M. Defferre et que l'alternance municipale était une fois de plus reportée. Il avait, réellement, cru en la victoire. Elle lui échappait des mains au moment même où il l'avait apprivoisée... *« J'aurais voulu l'offrir à mes amis, à toutes les Marseillaises et à tous les Marseillais qui m'ont fait confiance. Mais ce n'est pas non plus une défaite puisque un électeur sur deux a voté pour ma liste, que nous obtenons trente-sept sièges et que nous aurons deux mairies d'arrondissement. La progression est spectaculaire par rapport à 1977, où les listes de la majorité d'alors n'avaient recueilli que 32 % des suffrages exprimés.*

– Comment expliquez-vous les résultats du scrutin ?

– Marseille n'a pas fait exception au renversement de tendance qui s'est manifesté dans l'ensemble du pays. Cela prouve que les Marseillais ont voulu donner un double avertissement au ministre du gouvernement de gauche et au maire... Je constate en fait que Marseille n'est plus socialiste. S'il y avait eu un scrutin honnête à la proportionnelle sur l'ensemble de la ville, nous l'aurions indiscutablement emporté, même au second tour. Mais il y a eu ce charcutage scandaleux auquel s'est livré en tant que ministre de l'intérieur M. Gaston Defferre, la façon dont la ville a été saucissonnée en six morceaux. Le maire de Marseille s'en sort de justesse grâce au charcutage électoral. Je suis la victime du P.L.M... Je veux d'ailleurs regarder de plus près comment s'est déroulé le second tour de scrutin. Je ne suis pas convaincu qu'il n'y ait pas eu des manipulations...

– Avez-vous la preuve d'irrégularités ?

– Nous avons eu toute la journée beaucoup d'incidents dans de nombreux bureaux de vote. Je n'en dirai pas plus. Mais ce que je déplore aussi ce sont ces montages d'« affaires » en fin de campagne, toute cette violence, ces truquages.

– Vous était-il possible de mobiliser davantage votre propre électorat ?

– Le taux de participation record répond à cette question. Nous n'avons rien négligé, mais nous sommes dans une ville où la gauche a pratiquement toujours détenu la mairie. Or, nous frôlons le succès... Quoi qu'il en soit, j'ai mené pendant plusieurs mois ma campagne électorale dans le calme, la dignité, la sérénité. Cela n'a pas été le cas de mes adversaires.

– Quelle sera votre tactique au sein du conseil municipal ?

– Nous ne revenons pas à la mairie pour faire de la dentelle. Nous serons une force d'opposition déterminée, mais aussi de proposition. M. Defferre a gagné. Nous nous inclinons. Les problèmes de sécurité, d'immigration et tous les autres ne sont pas réglés pour autant.

Propos recueillis par GUY PORTE.

LE SECOND TOUR DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

D'une ville à l'autre

CHATELLERAULT : la payante obstination de Mme Cresson

A l'été 1975, quand Mme Cresson, qui animait alors un stage des Jeunesses socialistes dans le Midi, reçut un appel téléphonique de M. Mermaz, elle ne se doutait pas de ce qui l'attendait. M. Mermaz, secrétaire national du P.S., lui proposait ni plus ni moins d'aller affronter, dans son fief de la Vienne, Pierre Abelin, qui se présentait à une élection législative partielle rendue nécessaire par le décès de son suppléant.

« Quand faut y aller, faut y aller » : Mme Cresson s'est appliquée la formule à elle-même. Le baptême du feu commençait pour cette diplômée d'H.E.C. *de trente-cinq ans*, par un parachutage électoral à haut risque : femme, inconnue, sans attache locale, sans soutien partisan organisé, face à un adversaire de poids, à côté d'un allié communiste peu conciliant, Mme Cresson, sur ce terrain miné, a alors choisi l'attaque. Dès sa première déclaration publique à Châtellerault, le 18 septembre 1975, le ton était donné : *« Si on m'interdit l'entrée des usines, j'attendrai que les gens sortent et je tiendrai mes réunions à la porte de leur entreprise. »* Elle n'en a pas changé.

Se battre, Mme Cresson le devait d'abord par rappport aux socialistes locaux, dont une très large frange était entrée en dissidence, à l'instar de cinq conseillers municipaux exclus un an auparavant du P.S. pour avoir préféré continuer à faire équipe avec Pierre Abelin. Elle le devait ensuite face au P.C., adversaire traditionnel de Pierre Abelin lors des précédents scrutins. La réussite du premier pari correspondait à la volonté du P.S. de ne rester absent nulle part, y compris dans les zones où les centristes comme Pierre Abelin entretenaient plutôt de bons rapports avec la S.F.I.O. traditionnelle. Quant au second, prendre l'avantage sur le P.C., il résultait du premier. Mme Cresson à son premier essai tenait la gageure : au premier tour, le 12 octobre 1975, elle devançait le candidat communiste ; au second tour, bien que perdant l'élection, elle avait quelque deux cents voix d'avance sur Pierre Abelin, dans la ville de Châtellerault. Au surplus, elle avait, dans ce scrutin, acquis une certaine notoriété.

En mars 1976, le canton de Châtellerault-Nord offre un nouveau cadre à l'affrontement entre Pierre Abelin, qui vient de perdre son portefeuille de ministre de la coopération, et Mme Cresson. Pour la seconde fois, le notable centriste l'emporte.

Un an plus tard, Mme Cresson préfère se faire élire maire à Thuré, *petite commune de l'agglomération* châtelleraudaise. De son côté, Pierre Abelin conserve sans difficulté son mandat. Quelques semaines plus tard, il meurt. Nouveaux scrutins : Mme Abelin, nouvellement entrée au conseil municipal, devient maire, et son fils Jean-Pierre hérite du siège de conseiller général. Aux élections municipales, M. Fromonteil (P.C.) ne retrouve pas au second tour toute les voix de la gauche du premier tour, aux élections cantonales, c'est sur le nom de Mme Cresson que se constate une désaffection des électeurs communistes.

L'ultime face-à-face

Les résultats des législatives de 1978 se soldent par une nouvelle tentative infructueuse de Mme Cresson, qui, battue par M. Jean-Pierre Abelin, conserve cependant son avantage sur le P.C., au premier tour, et la majorité des voix sur la ville de Châtellerault au second. Sa revanche, elle la prendra en juin 1981 contre M. Jean-Pierre Abelin, ce succès venant couronner sa nomination à la tête du ministère de l'agriculture.

Entre sa victoire de 1981 et celle du 13 mars 1983, s'intercalera le gain du siège de conseiller général de Châtellerault-Ouest, M. Jean-Pierre Abelin conservant celui de Châtellerault-Nord.

Restait l'ultime face-à-face municipal. M. Jean-Pierre Abelin avait fort à faire pour surmonter le handicap *que constituait l'image un peu* usée de la municipalité sortante : son âge (trente-ans) malgré son nom n'a pu y suffire. Son alliance au second tour avec M. Dominique Jamet, rédacteur en chef, éditorialiste du *Quotidien de Paris*, n'aura pas été déterminante non plus, la mobilisation des abstentionnistes s'est faite ici comme ailleurs au profit de la gauche. Une gauche qui s'est mobilisée autour et derrière Mme Cresson, qui a mené une campagne de terrain : réunions de quartier, rencontres avec les associations, visites des équipements... Les adversaires avaient beau coller sur ses affiches des bandeaux *« Mme Chômage »*, Mme le ministre mettait en avant la priorité des priorités : *« l'emploi »*. *« Châtellerault d'abord »*, tel était son slogan.

Mme Cresson n'a effectivement rien fait passer avant Châtellerault : l'entretien des trottoirs, les eaux usées, l'enlèvement des ordures ménagères, *les problèmes de circulation* et de transports en commun, la politique culturelle... A cette exception près – de taille il est vrai – qu'elle s'est plu à répéter, à sa manière, un peu rudement : *« Nous vous demandons de voter pour nous, mais aussi, après, de travailler avec nous. C'est pareil pour le gouvernement, qui ne peut pas tout faire tout seul ! »*

Les réalistes vertus de l'effort ont fait place au rêve ambitieux de l'été 1975.

ANNE CHAUSSEBOURG.

DREUX : ville-symbole d'une campagne raciste

Mme Françoise Gaspard, élue facilement en 1977 (54,77 %), n'a été réélue à la tête de la liste d'union de la gauche qu'avec seulement huit voix d'avance sur son concurrent R.P.R. M. René-Jean Fontanille (49,97 %). Pourtant, à *la lecture* des résultats du premier tour, Mme Gaspard était en bien mauvaise posture. Elle a non seulement bénéficié d'une meilleure mobilisation de l'électorat de gauche mais également de légères défections dans l'opposition.

En effet, la présence sur la liste de M. Fontanille de neuf membres du Front national au premier tour avait provoqué de sérieux remous au sein de l'opposition. Une alliance que M. Yves Cauchon, fils de l'ancien maire, M. Jean Cauchon, sénateur, tous deux U.D.F.-C.D.S., avait refusée, car il y a des rapprochements inacceptables. D'ailleurs, M. Jacques Chirac lui-même avait déclaré : *« Je n'ai aucune espèce de rapports ou de contacts avec un mouvement qui se réfère à des principes que je condamne. »*

Ce mouvement, le Front national, avait en bonne place sur la liste de M. Fontanille son secrétaire général, M. *Jean-Pierre* Stirbois, qui, *en* octobre 1982, lançait : *« Immigrés d'au-delà de la Méditerranée, retournez à vos gourbis ! »* La campagne à Dreux a prix un tour ouvertement raciste, à tel point que Mme Gaspard a pu parler de véritable *« incitation à la haine raciale »*.

Cette ville de 35000 habitants compte en effet entre 22 et 24 % d'immigrés et est l'une des agglomérations de la région Centre les plus touchées par le chômage. Une situation idéale pour les thèmes du Front national, qui avait placardé des affiches indiquant : *« Deux millions de chômeurs, deux millions d'immigrés ! La France aux Français ! »* Dreux faisait donc, en quelque sorte, figure de ville-symbole dans une campagne nationale où l'immigration a été au cœur des préoccupations de l'opposition.

En cas de victoire de la liste de M. Fontanille, qui avait adopté comme slogan *« Inverser le flux de l'immigration »*, son colistier M. Stirbois aurait tout particulièrement été chargé des problèmes de sécurité. Il avait des idées là-dessus : *« Les mesures prises*, disait-il, *mettront la population immigrée, celle qui ne veut pas s'adapter à notre façon de vivre, en position qu'étant rejetée par la population drouaise il lui deviendra impossible d'imposer sa façon de vivre et de montrer qu'elle est maître chez nous. »*

La liste de M. Fontanille avait recueilli 30,76 % des suffrages au premier tour. La liste U.D.F. de M. Cauchon, conduite par le docteur Jean-Pierre Allibert (18,84 %), s'est donc désistée en sa faveur pour le deuxième tour de scrutin. Mais M. Cauchon et trois des anciens adjoints de son père ont refusé de figurer parmi les quinze candidats qui sont entrés dans la liste de M. Fontanille. Cette alliance de circonstance n'était pas du goût de M. Cauchon, qui expliquait que *« tous les moyens n'étaient pas forcément bons pour battre Françoise Gaspard »*.

Mme Françoise Gaspard a *été réélue* a la tête d'une ville à propos de laquelle elle disait : *« Ce n'est pas une sinécure. »* Neuf membres de l'opposition figureront dans le nouveau conseil municipal, dont deux militants du Front national, M. Stirbois et une juriste, Mme Mireille Brion. Nul doute que dans les années à venir le problème de l'immigration sera de plus en plus aigu. En effet, en 1982, 41 % des naissances ont eut lieu dans des foyers immigrés. La population drouaise est en proie au classique phénomène de rejet. Elle n'est pas restée insensible à la campagne nationaliste du Front national.

Cette ville de tradition radicale-socialiste du temps de Maurice Violette était légitimement revenue à la gauche en 1977, après douze ans de gestion centriste. Cette fois, la victoire a été d'extrême justesse.

Demain, Mme Gaspard aura la redoutable tâche de réunifier la ville. C'est en tout cas un de ses vœux les plus chers.

MICHEL BOLE-RICHARD.

ANGERS : le vrai sacre du « roi Jean »

De notre correspondant

Angers. – le « roi Jean » a connu, le 13 mars, son véritable sacre ; et Angers sera désormais en France la seule ville de plus de cent mille habitants où aucun communiste ne siégera au conseil municipal. Elu en *1977 à la tête d'une liste d'union* de la gauche, M. Jean Monnier, socialiste rocardien, a obtenu, le 13 mars, 52 % des suffrages exprimés avec sa liste P.S.- P.S.U.-M.R.G. Et il a gagné son pari de conserver la très « bourgeoise » ville d'Angers à la gauche, sans rien concéder au parti communiste...

En 1977, l'union de la gauche *avait enlevé, à la surprise générale*, à la faveur de la « vague rose » qui déferlait alors sur l'Ouest mais aussi d'une querelle fratricide entre le maire sortant de l'époque, M. Jean Turc (C.N.I.) et son premier adjoint, le sénateur Auguste Chupin (C.D.S.). *Deux ans plus tard*, M. Monnier reprenait ses distances avec le P.C. en retirant sa délégation à ses adjoints communistes pour cause de *« manquement à la solidarité de gestion »*, à l'occasion d'un conflit social touchant les transports urbains.

S'estimant conforté dans sa position par l'attitude du P.C.F. face *aux événements d'Afghanistan et de* Pologne – *« Le P.C.*, déclare-t-il, *a une conception du socialisme qui n'est pas celle du P.S., et en tout cas pas la mienne »*. – M. Monnier partait à la bataille des municipales de 1983 sans les communistes, face à une liste d'opposition conduite par le député R.P.R., M. Jean Narquin.

De son côté, la droite avait réalisé la démarche inverse : traumatisée par un échec de 1977 manifeste*ment dû à sa désunion, elle s'est ef*forcée de reconstituer l'unité au sein d'une liste animée par un triumvirat comprenant M. Jean Narquin, « patron » départemental du R.P.R., M. Jean Turc, l'ancien maire C.N.I., et M. Hubert Grimault, conseiller général C.D.S. en 1977, adjoint sortant et candidat sur la liste de M. Chupin, l'auteur du *« putsch » qui avait déposé M. Turc.*

Devant une liste d'opposition dont l'unité était peu crédible, M. Mon*nier entreprenait, vis-à-vis* de l'électorat centriste, une opération de séduction, jouant sur son image personnelle de bon gestionnaire et de socialiste humaniste et son attitude modérée sur la question scolaire : dès le premier tour, il obtenait 44,20 % des suffrages exprimés, gagnant ainsi plus de cinq points sur les meilleurs scores réalisés par le P.S. à *Angers. Alors que la liste de* M. Narquin arrivait en tête avec 45,87 % des suffrages, il refusait, malgré les pressions du « national », la tentation d'une alliance avec la liste communiste de M. Jack Proult (7,72 % des suffrages exprimés).

En ne demandant ni ne concédant rien aux communistes, M. Monnier a conservé le 13 mars ses voix « modérés » du premier tour, renforcées sans doute par un certain nombre de suffrages d'abstentionnistes du premier tour (la participation est passée de 70 à 73,58 %). *L'électorat* communiste de son côté se trouvait dans la situation délicate d'avoir à choisir entre le risque de favoriser l'élection d'une liste de droite conduite par un R.P.R. et l'obligation de passer sous les fourches Caudines du maire sortant.

Aidé peut-être par la campagne souvent excessive et parfois maladroite de l'opposition, il a dans une large proportion choisi la deuxième solution et le « vote de classe » en faveur de M. Monnier.

« L'opposition pouvait gagner à condition de jouer les « primaires » ; nous avons été victimes du « fétichisme » de l'union », déclarait dimanche soir M. Narquin.

« Notre victoire est celle du travail, de l'honnêteté politique et de la vérité », affirmait M. Monnier. Mais le mot de la fin revient à un électeur du P.C. : *« Les communistes angevins sont des saints. Et des martyrs... »*

PAUL-HENRY GAY.

CHAMBÉRY : le changement ne paie pas

De notre correspondant

Chambéry. – *« On prend les mêmes et on recommence. »* A Chambéry, les élections municipales ont eu un arrière-goût de déjà vu. Le scénario a été le même jusqu'au soir du 13 mars. M. Francis Ampe (P.S.), maire sortant, M. Pierre Dumas (R.P.R.) et M. Jean Baud (écologiste régionaliste) furent, comme en 1977, les trois principaux acteurs de la campagne.

En 1983, seul le résultat a changé puisque *M. Pierre Dumas retrouve* un fauteuil de maire qu'il avait occupé pendant dix-huit ans. En 1977, l'élection de M. Francis Ampe, avec cent quatre-vingt-cinq voix d'avance sur son adversaire, avait constitué une énorme surprise, notamment au sein des états-majors politiques.

L'électorat chambérien, jusqu'alors très conservateur, avait rejeté un maire usé par dix-huit années de gestion municipale, mis en cause par la Cour des comptes et peu enclin aux réformes pourtant nécessaires dans une ville qui s'asphyxiait littéralement, envahie par l'automobile.

Après six années de gestion de gauche, le visage de Chambéry a profondément changé. Un air nouveau a soufflé sur la cité des ducs de Savoie. Le flot automobile a été rejeté à la périphérie tandis que l'on rendait aux piétons le centre-ville et que de nouveaux espaces verts étaient créés, des bus sont apparus en nombre suffisant dans les rues, Chambéry a vu enfin sortir de terre, il y a quelques semaines seulement, sa maison de la culture réclamée depuis quinze ans.

Cette amélioration très sensible du cadre de vie n'aura pas été finalement payante électoralement. *« Comment profiter de cet environnement, certes favorable, si l'on ne se sent pas en sécurité ? »* La campagne de l'opposition menée en partie sur ce thème a porté ses fruits. Plus insidieuse fut la campagne de dénigrement systématique de la politique de la municipalité en faveur des familles immigrées les plus démunies

M. Pierre Dumas, qui a obtenu 54,2 % des suffrages contre 45,8 % à son adversaire, soit un écart de mille neuf cent quatre-vingt-onze voix, a construit sa très large victoire grâce notamment aux voix des abstentionnistes du premier tour. D'autre part, l'entrée des écologistes-régionalistes dans la liste d'union de la gauche n'a pas constitué pour celle-ci un apport suffisant. Les deux mille voix *« vertes »* se sont, semble-t-il, portées à égalité sur l'une et l'autre liste.

M. Francis Ampe et son équipe ont peut-être également été victimes, dimanche soir, de l'image quelque peu *« anarchique »* qu'ils donnèrent au cours des trois premières années de leur mandat ; la municipalité d'union de la gauche s'était pourtant, depuis deux ans, bien assagie. Les Chambériens l'ont, semble-t-il, oublié en allant voter.

CLAUDE FRANCILLON.

NIMES : la gauche régnait depuis soixante-quinze ans

De notre correspondant

Nîmes. – *« La chappe que Nîmes avait sur les épaules est tombée »*, a déclaré dimanche soir M. Jean Bousquet, vainqueur du maire com*muniste sortant*, M. Émile Jourdan, député du Gard, avec 50,33 % des suffrages contre 49,67 %, soit un écart de 422 voix sur 64 734 suffrages exprimés. Le P.-D.G. de Cacharel, candidat sans étiquette de l'opposition, n'y croyait plus pourtant depuis la fin de la semaine, impressionné qu'il était par la mobilisation des formations de gauche, leur méthode et leur entraînement au combat politique.

Épuisé, ne réalisant pas tout à fait son succès, M. Bousquet tentait, en *fin de soirée, d'analyser les événe*ments. Pour lui, les deux raisons de la défaite de la gauche tiennent à une alliance contre nature, refusée par les électeurs nîmois, et, surtout, à dix-huit ans de gestion communiste.

L'issue du scrutin est restée incertaine jusqu'au bout. La décision des électeurs ne s'est imposée que tard *dans la soirée, précisément* à l'annonce des résultats de l'avant-dernier bureau de vote, qui consacraient une maigre mais suffisante avance pour le candidat de l'opposition.

L'importance de ce changement politique à Nîmes se mesure mieux si l'on sait que la capitale gardoise est dirigée par des maires de gauche, *socialistes* et *communistes*, depuis soixante-quinze ans.

Ce changement constitue presque une révolution dans une ville réputée pauvre. Comme beaucoup d'autres villes, Nîmes n'a pas échappé au vote de mise en garde destiné au gouvernement, lors du premier tour. Mais, comme dans les autres centres gardois importants, il y a eu une certaine lassitude vis-à-vis de la gestion communiste. Enfin, et surtout, il y a eu ce que les Nîmois *auraient pu* appeler le « cas Georgina ».

Dans la ville, on a encore en mémoire l'oukase des instances nationales du P.S., qui ont obligé Mme Dufoix, secrétaire d'Etat à la famille, à renoncer, fin décembre, à briguer la tête de liste de l'union de la gauche, conséquence de l'accord passé avec l'état-major du P.C.F.

Ce retrait avait suscité de la grogne à la fois chez les militants socialistes de la ville et au sein de la population, entraînant même la constitution d'une liste socialiste « dissidente », dirigée par M. Joseph Alcon, au premier tour.

La carte de la loyauté

A gauche, une fois ce coup de théâtre accepté, on misait gros sur l'impact personnel de « Mimile », M. Jourdan, qui jouit d'une incontestable popularité. On ne se trompait qu'à moitié. Il est certain que la sympathie spontanée des électeurs pour le maire sortant a réduit l'écart des voix au second tour.

Quant à Mme Dufoix, après un ralliement un tantinet crispé à une liste de gauche à direction communiste, elle avait visiblement décidé de jouer la carte de la loyauté et n'avait pas hésité, les tout derniers jours de la campagne, à peser de tout son poids ministériel pour emporter la décision.

Ce ne fut pas suffisant.

J.-Ch. LHEUREUX.

CORRESPONDANCE

Georges Bidault et Munich

Notre confrère Georges Mamy et Mme Françoise Mayeur, auteur d'une thèse consacrée au journal l'Aube *(Armand Colin, 1966), contestent la thèse de M. Guillerez qui, dans une lettre au* Monde, *affirmait que Georges Bidault avait été « munichois » et l'était resté jusqu'au printemps de 1939. M. Mayeur, professeur à l'université de Lille-VI, nous écrit :*

L'éditorial du 1er octobre 1938 qu'il cite est privé d'une partie de sa signification si on l'isole de son contexte (...).

Tout au long de la crise qui précède les accords, *l'Aube* et Georges Bidault sont résolument hostiles à tout abandon. *« Si (...) dans l'espoir d'éviter la guerre nous abandonnons la Tchécoslovaquie, nous creuserons tout simplement la tombe de l'indépendance et de la liberté françaises »*, écrit Bidault le 20 septembre. *« Nous avons trop cédé*, ajoute-t-il le 23. *La paix autant que l'honneur nous commandent de savoir dire non à toute nouvelle abdication. »* Tout semble changer avec le voyage de Daladier à Munich, le 29 septembre.

Mais, en affichant sa confiance à Daladier, Bidault fixe étroitement les conditions : *« Si c'est pour la paix durable, nous disons oui, cent fois. Si c'était pour recommencer dans des conditions pires, nous serions contraints de constater que nous avons été manœuvrés, humiliés et affaiblis sans résultat »* (30 septembre). Dans les jours suivants, les textes de Bidault comme ceux du directeur Francisque Gay expriment un sentiment d'impuissance et d'humiliation, mal compensé par un appel au désarmement général (2, 4 et 5 octobre). Or toutes les analyses antérieures à la crise du journal démontreront le caractère illusoire des vœux pour un désarmement, eu égard aux conditions internationales depuis 1935 surtout. Il ne faut pas plus d'une semaine pour que le journal revienne presque à ses positions antérieures, en insistant sur la tromperie de Munich et le remord d'avoir abandonné la Tchécoslovaquie.

Une sérénité supérieure

M. Bernard Billaud, directeur du cabinet du maire à Paris, nous écrit de son côté :

L'article qu'André Fontaine a *écrit pour la mort de Georges Bidault (le Monde* du 28 janvier) restitue avec équité et une grande pénétration humaine toute une vie de combat, d'obstination et de rigueur en la plaçant sous le regard et le jugement de l'histoire.

Il me faut néanmoins, sur un point, rectifier l'appréciation du dernier rédacteur du *Monde* qui ait personnellement connu Georges Bidault lorsqu'il affirme que *« la fin de sa vie, nourrie de nostalgies et de déceptions remâchées, a dû être bien triste »*.

Après son retour d'exil, j'ai en effet connu le président, auquel m'unissait une profonde et respectueuse amitié. Je lui ai rendu visite régulièrement pendant plus de dix ans, passant avec lui la fin de l'après-midi du samedi, et nous échangions très librement des propos sur l'actualité, la politique et aussi sur l'Eglise, dont l'avenir était sa constante préoccupation.

Si, à propos des événements, il lui arrivait d'exercer, avec plus de malice que de mordant, son étonnante acuité dont *l'âge n'avait émoussé ni* la vigueur ni le trait, jamais je ne l'ai entendu, fût-ce une seule fois, se plaindre de son sort, de la solitude dans laquelle il vivait. Jamais il ne manifesta d'aigreur de se trouver définitivement à l'écart, ou d'être parfois délibérément ignoré au cours de cérémonies publiques auxquelles il se faisait un devoir d'assister, notamment celles à la mémoire de son prédécesseur Jean Moulin à la tête du Conseil national de la Résistance.

Ma conviction intime, c'est qu'il vivait détaché des petites et grandes mesquineries de notre monde. Il avait accédé à une sérénité supérieure dont il puisait la force dans une foi qui, certes durant toute sa vie, avait guidé ses pas, mais qui, après le temps des épreuves, était paradoxalement devenue la seule et mystérieuse réalité qui le rattachait encore à la vie. Pour moi qui l'ai vu vivre dans l'humilité et la ferveur du chrétien, il n'y a pas de doute : le président Georges Bidault avait, depuis de longues années déjà, remis sa vie entre les mains de son Seigneur.




UNE GRANDE PAGE
DE LA TECHNOLOGIE DE NOTRE TEMPS.
Le meilleur de la technique.
Le Monde
3,60 F
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Chaîne Hi-Fi 2 x 40 watts. Tuner analogique 7 présélections. Lecteur-enregistreur de cassettes à touches douces. Position métal et Dolby.
Magnétoscope portable VHS compact de reportage. Enregistrement 30 minutes. Poids avec batterie : 2,4 kg. Compatible avec les magnétoscopes de salon VHS.
Caméra vidéo légère. Zoom électrique de rapport 6. Viseur électronique intégré. Correction automatique du diaphragme.
Auto-chaîne. 2 x 25 watts. Ampli. Tuner. Lecteur de cassettes. Égaliseur. Tous ces appareils dans le volume d'un auto-radio classique.
Micro-ordinateur TO7. L'ordinateur au crayon optique intégré. Pour apprendre, jouer. Programmer. Gérer. Grande bibliothèque de programmes. Nombreux périphériques. Un système complet pour tous.
Platine à lecture laser. Chargement vertical. Disque compact de 12 cm. 1 heure de lecture continue. Qualité acoustique de reproduction exceptionnelle.
Vidéo Projecteur. Écran plein jour. Diagonale : 1,80 m. Ou écran plat jusqu'à 2,50 m de base. Télécommandé. Systèmes Secam, Pal, NTSC.
Téléviseur Moniteur Vidéo Couleur. 25 cm. Télécommande à synthèse de fréquence. Poids : 9,5 kg.
Magnétoscope de salon VHS. Chargement frontal motorisé. Télécommande à infrarouge. Ralenti. Accéléré. 8 programmes sur quatorze jours.
Téléviseur couleur 67 cm. Géansonic. Deux amplificateurs de 12 watts chacun. 4 haut-parleurs. Télécommande à synthèse de fréquence.
La technologie de l'audiovisuel, c'est le monde de Thomson. Le monde de l'image et le monde du son. De l'auto-chaîne au vidéo-projecteur, du lecteur laser au téléviseur Géansonic, Thomson écrit les plus belles pages de la technologie de notre temps.
THOMSON
BAZAINE

D'une ville à l'autre

LE SECOND TOUR

LYON : victoire totale pour M. Francisque Collomb

De notre correspondant régional

Lyon. – Pour l'équipe de M. Francisque Collomb, maire sortant, sénateur (non inscrit), la victoire est nette ; les listes d'Union *pour Lyon ont confirmé au* deuxième tour, sur les neuf arrondissements en ballottage, une très forte prééminence (65,50 % des suffrages contre 54,26 % au deuxième tour de mars 1977). La remontée des listes d'union de la gauche conduites par le député socialiste M. Gérard Collomb (+ 4,5 points entre les deux tours) n'a pu éviter le « grand chelem » de la droite lyonnaise.

Il faudra donc s'habituer à parler au passé des « fiefs » de la gauche des huitième et neuvième secteurs. Dans le huitième, Mme Marie-Thérèse Patrat (P.S.), député, essuie une cuisante défaite : 45,6 % des suffrages contre 54,7 % en 1977 (le leader de la liste était alors un communiste). Dans le neuvième, M. Gérard Collomb a échoué pour... 50 voix.

La défaite de la gauche s'inscrit également au nombre des sièges : 11 élus seulement à l'hôtel de ville, dont un seul communiste, M. René Chevailler, ce qui réduit le P.C.F., plus que jamais, à la portion congrue.

A droite, en revanche, les résultats sont très favorables pour le R.P.R., qui dirigera deux conseils d'arrondissement sur neuf et compte désormais 25 élus sur 73, contre 6 sur 61 dans l'assemblée sortante.

Mais le succès du camp modéré est d'abord, et surtout, celui de M. Francisque Collomb et de ses alliés U.D.F. qui, à eux seuls, obtiennent la majorité absolue : 37 sièges et pas moins de sept mairies d'arrondissement. Du côté des proches du maire, on a eu, après la primaire largement gagnée contre le R.P.R., le triomphe assez sobre, l'U.D.F. jouant en la circonstance un rôle très modérateur. Entre les deux tours, MM. Francisque Collomb et Michel Noir (député R.P.R.) ont conclu une paix rapide. Mais si les états-majors ont la cicatrisation facile, les électeurs de l'opposition ont contesté à leur manière : le total des voix de droite du deuxième tour est légèrement inférieur à l'addition arithmétique des voix obtenues par les deux listes concurrentes de droite au premier tour. Il est vrai que dans sept arrondissements sur neuf les jeux paraissaient faits dès le soir du premier tour.

Dans quelques jours, M. Francisque Collomb, qui se succédera à lui-même à la tête de la communauté urbaine, retrouvera son fauteuil de maire avec une équipe rajeunie et peut-être plus marquée politiquement. *Mais les premières* déclarations de M. Collomb laissent présager une résurgence du courant « apolitique » pradélien. A cet égard, le choix du premier adjoint, *prévu pour mardi, sera très significatif*. Parmi les noms avancés, deux non-inscrits, MM. Jacques Moulinier et André Soulier, et un U.D.F.-C.D.S., M. Roger Fenech.

CLAUDE RÉGENT.

Les villes qui n'ont pas bougé

AU PREMIER TOUR

Villes	Appartenances
BOURG-EN-BRESSE (Ain)	P.S.
VICHY (Allier)	U.D.F.-P.R.
GAP (Hautes-Alpes)	U.D.F.
ANTIBES (ALPES-MARITIMES)	U.D.F.-rad.
CAGNES-SUR-MER (Alpes-Maritimes)	R.P.R.
LE CANNET (Alpes-Maritimes)	R.P.R.
NICE (Alpes-Maritimes)	app. R.P.R.
TROYES (Aube)	R.P.R.
NARBONNE (Aude)	mod.
AUBAGNE (Bouches-du-Rhône)	P.C.
MARIGNANE (Bouches-du-Rhône)	
MARTIGUES (Bouches-du-Rhône)	P.C.
CAEN (Calvados)	U.D.F.-P.R.
ANGOULÊME (Charente)	P.S.
LA ROCHELLE (Charente-Maritime)	M.R.G.
BOURGES (Cher)	P.C.
VIERZON (Cher)	P.C.
BRIVE-LA-GAILLARDE (Corrèze)	R.P.R.
DIJON (Côte-d'Or)	R.P.R.
SAINT-BRIEUC (Côtes-du-Nord)	P.S.
VALENCE (Drôme)	P.S.
EVREUX (Eure)	P.C.
CHARTRES (Eure-et-Loir)	P.S.
QUIMPER (Finistère)	R.P.R.
ALÈS (Gard)	P.C.
TOULOUSE (*Haute-Garonne*)	*U.D.F.*
BORDEAUX (Gironde)	R.P.R.
MÉRIGNAC (Gironde)	P.S.
CHATEAUROUX (Indre)	U.D.F.
JOUÉ-LES-TOURS (Indre-et-Loire)	U.D.F.-C.D.S.
TOURS (*Indre-et-Loire*)	div. d.
ECHIROLLES (Isère))	P.C.
SAINT-MARTIN-D'HÈRES (Isère)	P.C.
BLOIS (Loir-et-Cher)	U.D.F.
ROANNE (Loire)	P.S.
RÉZÉ (Loire-Atlantique)	P.S.
SAINT-HERBLAIN (Loire-Atlantique)	P.S.
AGEN (Lot-et-Garonne)	U.D.F.
CHOLET (Maine-et-Loire)	app. U.D.F.
CHALONS-SUR-MARNE (Marne)	P.C.
SAINT-DIZIER (Haute-Marne)	P.C.
NANCY (Meurthe-et-Moselle)	*U.D.F.-rad.*
VANDŒUVRE-LES-NANCY (Meurthe-et-Moselle)	mod.
LORIENT (Morbihan)	P.S.
VANNES (Morbihan)	U.D.F.-P.R.
METZ (Moselle)	U.D.F.-C.D.S.
THIONVILLE (Moselle)	P.C.
CAMBRAI (Nord)	R.P.R.
DOUAI (Nord)	R.P.R.
DUNKERQUE (Nord)	R.P.R.
MARCQ-EN-BARŒUL (Nord)	R.P.R.
VALENCIENNES (Nord)	R.P.R.
VILLENEUVE-D'ASCQ (Nord)	P.S.
WATTRELOS (Nord))	P.S.
BEAUVAIS (Oise)	P.S.
COMPIÈGNE (Oise)	C.N.I.P.
CREIL (Oise)	P.S.
ALENÇON (Orne)	P.S.
BOULOGNE-SUR-MER (Pas-de-Calais)	P.S.
CALAIS (Pas-de-Calais)	P.C.
LENS (Pas-de-Calais)	P.S.
LIEVIN (Pas-de-Calais)	P.S.
CLERMOND-FERRAND (Puy-de-Dôme)	P.S.
BAYONNE (Pyrénées-Altantiques)	U.D.F.
PAU (Pyrénées-Atlantiques)	P.S.
PERPIGNAN (Pyrénées-Orientales)	U.D.F.-P.S.D.
SCHILTIGHEIM (Bas-Rhin)	P.S.
STRASBOURG (Bas-Rhin)	U.D.F.-C.D.S.
COMAR (Haut-Rhin)	U.D.F.-C.D.S.
CALUIRE-ET-CUIRE (Rhône)	U.D.F.-P.S.D.
RILLIEUX-LA-PAPE (Rhône)	mod.
VENISSIEUX (Rhône)	P.C.
VILLEFRANCHE-SUR-SAONE (Rhône)	P.S.
MACON (Saône-et-Loire)	P.S.
LE CREUSOT (Saône-et-Loire)	P.S.
ANNECY (Haute-Savoie)	U.D.F.-C.D.S.
LE GRAND-QUEVILLY (Seine-Maritime)	P.S.
LE HAVRE (Seine-Maritime)	P.C.
ROUEN (Seine-Maritime)	U.D.F.-C.D.S.
SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY (Seine-Maritime)	P.C.
MELUN (Seine-et-Marne)	R.P.R.
CONFLANS-SAINTE-HONORINE (Yvelines)	P.S.
MANTES-LA-JOLIE (Yvelines)	P.S.
LES MUREAUX (Yvelines)	P.C.
SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (Yvelines)	R.P.R.
VERSAILLES (Yvelines)	U.D.F.-C.D.S.
NIORT (Deux-Sèvres)	P.S.
CASTRES (Tarn)	P.S.
FRÉJUS (Var)	U.D.F.-P.R.
TOULON (Var)	U.D.F.-P.R.
LA ROCHE-SUR-YON (Vendée)	P.S.
POITIERS (Vienne)	P.S.
LIMOGES (Haute-Vienne)	P.S.
AUXERRE (Yonne)	U.D.F.-P.R.
CORBEIL-ESSONNES (*Essonne*)	P.C.
SAINTE-GENEVIÈVE-DES-BOIS (Essonne)	P.C.
VIRY-CHATILLON (Essonne)	mod.
ASNIÈRES-SUR-SEINE (Hauts-de-Seine)	R.P.R.
BAGNEUX (Hauts-de-Seine)	P.C.
BOULOGNE-BILLANCOURT (Hauts-de-Seine)	R.P.R.
CLAMART (Hauts-de-Seine)	U.D.F.-C.D.S.
COLOMBES (Hauts-de-Seine)	P.C.
COURBEVOIE (Hauts-de-Seine)	U.D.F.-P.R.
GENNEVILLIERS (Hauts-de-Seine)	P.C.
ISSY-LES-MOULINEAUX (Hauts-de-Seine)	U.D.F.-P.S.D.
MALAKOFF (Hauts-de-Seine)	P.C.
MEUDON (Hauts-de-Seine)	U.D.F.-P.R.
MONTROUGE (Hauts-de-Seine)	C.N.I.P.
NANTERRE (Hauts-de-Seine)	P.C.
NEUILLY-SUR-SEINE (Hauts-de-Seine)	R.P.R.
PUTEAUX (Hauts-de-Seine)	R.P.R.
RUEIL-MALMAISON (Hauts-de-Seine)	R.P.R.
AUVERVILLIERS (Seine-Saint-Denis)	P.C.
BAGNOLET (Seine-Saint-Denis)	P.C.
LE BLANC-MESNIL (Seine-Saint-Denis)	P.C.
BOBIGNY (*Seine-Saint-Denis*)	P.C.
BONDY (Seine-Saint-Denis)	P.S.
LA COURNEUVE (Seine-Saint-Denis)	P.C.
DRANCY (Seine-Saint-Denis)	P.C.
ÉPINAY-SUR-SEINE (Seine-Saint-Denis)	P.S.
LIVRY-GARGAN (Seine-Saint-Denis)	P.S.
MONTREUIL (Seine-Saint-Denis)	P.C.
NOISY-LE-SEC (Seine-Saint-Denis)	P.C.
PANTIN (Seine-Saint-Denis)	P.C.
SAINT-DENIS (Seine-Saint-Denis)	P.C.
SAINT-OUEN (Seine-Saint-Denis)	P.C.
STAINS (Seine-Saint-Denis)	P.C.
ALFORTVILLE (Val-de-Marne)	P.S.
CHAMPIGNY-SUR-MARNE (Val-de-Marne)	P.C.
CHOISY-LE-ROI (Val-de-Marne)	P.C.
L'HAY-LES-ROSES (Val-de-Marne)	P.S.
IVRY-SUR-SEINE (Val-de-Marne)	P.C.
MAISONS-ALFORT (Val-de-Marne)	U.D.F.-P.R.
VILLEJUIF (Val-de-Marne)	P.C.
VINCENNES (Val-de-Marne)	U.D.F.-P.R.
VITRY-SUR-SEINE (Val-de-Marne)	P.C.
ARGENTEUIL (Val-d'Oise)	P.C.
GARGES-LES-GONESSE (Val-d'Oise)	P.C.
SARCELLES (Val-d'Oise)	P.C.

AU SECOND TOUR

Villes	Appartenances
MONTLUÇON (Allier)	P.C.
CANNES (Alpes-Maritimes)	R.P.R.
CHARLEVILLE-MÉZIÈRES (Ardennes)	P.S.
AIX-EN-PROVENCE (Bouches-du-Rhône)	U.D.F.-rad.
LA CIOTAT (Bouches-du-Rhône)	P.C.
SALON-DE-PROVENCE (Bouches-du-Rhône)	U.D.F.-C.D.S.
AJACCIO (Corse-du-Sud)	Bon.
BASTIA (Haute-Corse)	M.R.G.
BESANÇON (Doubs)	P.S.
MONTBELIARD (Doubs)	P.S.
ROMANS-SUR-ISÈRE (Drôme)	P.S.
DREUX (Eure-et-Loir)	P.S.
MONTPELLIER (Hérault)	P.S.
RENNES (Ille-et-Vilaine)	P.S.
SAINT-CHAMOND (*Loire*)	P.S.
SAINT-NAZAIRE (Loire-Atlantique)	P.S.
ORLÉANS (Loiret)	U.D.F.-P.R.
ANGERS (Maine-et-Loire)	P.S.
SAUMUR (Maine-et-Loire)	R.P.R.
CHERBOURG (Manche)	P.S.
LAVAL (Mayenne)	P.S.
NEVERS (Nièvre)	P.S.
LILLE (Nord)	P.S.
MAUBEUGE (Nord)	U.D.F.-P.S.D.
ARRAS (*Pas-de-Calais*)	P.S.
TARBES (Hautes-Pyrénées)	P.C.
MULHOUSE (Haut-Rhin)	U.D.F.-P.S.D.
BRON (Rhône)	P.S.
SAINT-PRIEST (Rhône)	P.S.
VAULX-EN-VELIN (Rhône)	P.C.
VILLEURBANNE (Rhône)	P.S.
LE MANS (Sarthe)	P.C.
DIEPPE (Seine-Maritime)	P.C.
SOTTEVILLE-LES-ROUEN (Seine-Maritime)	U.D.F.-rad.
MEAUX (Seine-et-Marne)	P.S.
HOUILLES (Yvelines)	P.C.
SARTROUVILLE (Yvelines)	P.C.
AMIENS (Somme)	P.C.
ALBI (Tarn)	P.S.
MONTAUBAN (Tarn-et-Garonne)	P.S.
LA SEYNE-SUR-MER (Var)	P.C.
BELFORT (Territoire-de-Belfort)	P.S.
EVRY (Essonne)	P.S.
MASSY (Essonne)	P.S.
ANTONY (Hauts-de-Seine)	P.C.
CHATENAY-MALABRY (Hauts-de-Seine)	P.S.
CLICHY (Hauts-de-Seine)	P.S.
AULNAY (Seine-Saint-Denis)	P.C.
NOISY-LE-GRAND (Seine-Saint-Denis)	P.C.
SEVRAn (Seine-Saint-Denis)	P.C.
CRÉTEIL (Val-de-Marne)	P.S.
FONTENAY (Val-de-Marne)	P.C.
SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS (Val-de-Marne)	Div. d.
VILLENEUVE-SAINT-GEORGES (Val-de-Marne)	P.C.

Les villes qui sont passées de la majorité à l'opposition

AU PREMIER TOUR

VILLES	PERDANTS	GAGNANTS
GRASSE (Alpes-Maritimes)	P.C.	U.D.F.-rad.
ARLES (Bouches-du-Rhône)	P.C.	mod.
BREST (Finistère)	P.S.	R.P.R.
PESSAC (Gironde)	P.S.	R.P.R.
GRENOBLE (Isère)	P.S.	R.P.R.
NANTES (Loire-Atlantique)	P.S.	R.P.R.
REIMS (Marne)	P.C.	R.P.R.
ROUBAIX (Nord)	P.S.	*U.D.F.-C.D.S.*
TOURCOING (Nord)	P.S.	U.D.F.-P.R.
POISSY (Yvelines)	P.C.	R.P.R.
AVIGNON (Vaucluse)	P.S.	R.P.R.
ÉPINAL (Vosges)	P.S.	R.P.R.
SAVIGNY-SUR-ORGE (Essonne)	P.C.	R.P.R.
LEVALLOIS-PERRET (Hauts-de-Seine)	P.C.	R.P.R.
ROSNY-SOUS-BOIS (Seine-Saint-Denis)	P.C.	div. d.
FRANCONVILLE (Val-d'Oise)	P.C.	U.D.F.

AU DEUXIÈME TOUR

VILLES	PERDANTS	GAGNANTS
SAINT-QUENTIN (Aisne)	P.C.	R.P.R.
CARCASSONNE (Aude)	P.S. diss.	R.P.R.
NIMES (Gard)	P.C.	*Div. d.*
TALENCE (Gironde)	ex-P.S.	R.P.R.
BÉZIERS (Hérault)	P.C.	U.D.F.-P.S.D.
SÈTE (Hérault)	P.C.	U.D.F.-C.D.S.
SAINT-MALO (Ille-et-Vilaine)	P.S.	Div. d.
SAINT-ÉTIENNE (*Loire*)	P.C.	U.D.F.-C.D.S.
CHALON-SUR-SAONE (Saône-et-Loire)	P.S.	R.P.R.
CHAMBÉRY (Savoie)	P.S.	R.P.R.
CHELLES (Seine-et-Marne)	P.C.	R.P.R.
HYÈRES (Var)	P.S.	Div. d.
ATHIS-MONS (Essonne)	P.C.	Div. d.
SURESNES (Hauts-de-Seine)	P.S.	R.P.R.
GAGNY (Seine-Saint-Denis)	P.C.	R.P.R.

Une ville est passée de l'opposition à la majorité

AU SECOND TOUR

Villes	Appartenance
CHATELLERAULT (Vienne)	U.D.F.-C.D.S.

DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

D'une ville à l'autre

Les villes de plus de 30 000 habitants en 1983

DÉPARTEMENTS	ÉTIQUETTE maires sortants	TOTAL GAUCHE 1er tour	TOTAL GAUCHE 2e tour	TOTAL DROITE 1er tour	TOTAL DROITE 2e tour	ÉTIQUETTE FUTURS MAIRES
		%	%	%	%	
AISNE : Saint-Quentin	P.C.	43,54	49,09	56,45	50,90	R.P.R.
ALLIER : Montluçon	P.C.	72,62	58,81	27,37	41,18	P.C.
ALPES-MARITIMES : Cannes (2)	Div. d.	40,92	44,66	59,07	55,33	R.P.R.
ARDENNES : Charleville-Mézières	P.S.	48,37	53,70	47,59	46,29	P.S.
AUDE : Carcassonne	P.S. diss.	58,66	47,27	41,33	52,72	R.P.R.
BOUCHES-DU-RHONE : Aix-en-Provence (2)	U.D.F.-Rad.	36,67	41,04	61,86	58,95	U.D.F.-rad.
BOUCHES-DU-RHONE : La Ciotat	P.C.	49,15	54,26	50,84	45,73	P.C.
BOUCHES-DU-RHONE : Salon-de-Provence	U.D.F.-C.D.S.	50,26	46,98	49,73	53,01	U.D.F.-C.D.S.
CORSE-DU-SUD : Ajaccio	Bon.	31,91	41,36	54,33	58,63	Bon.
HAUTE-CORSE : Bastia (2)	M.R.G.	46,50	50,30	37,84	38,04	M.R.G.
DOUBS : Besançon	P.S.	44,68	50,72	46,30	49,27	P.S.
DOUBS : Montbéliard	P.S.	53,96	52,90	46,03	47,09	P.S.
DROME : Romans-sur-Isère	P.S.	51,63	53,29	48,36	46,70	P.S.
EURE-ET-LOIR : Dreux	P.S.	45,08	50,03	54,91	49,96	P.S.
GARD : Nîmes	P.C.	49,49	49,67	47,03	50,32	Div. d.
GIRONDE : Talence	Ex-P.S.	58,72	43,77	41,27	56,22	R.P.R.
HÉRAULT : Montpellier	P.S.	48,02	52,49	46,88	47,50	P.S.
HÉRAULT : Béziers	P.C.	44,18	49,41	48,99	50,28	U.D.F.-P.S.D.
HÉRAULT : Sète	P.C.	57,56	49,78	42,43	50,21	U.D.F.-C.D.S.
ILLE-ET-VILAINE : Rennes	P.S.	50,02	52,83	43,79	47,16	P.S.
ILLE-ET-VILAINE : Saint-Malo	P.S.	46,24	48,15	53,75	51,84	Div. d.
LOIRE : Saint-Etienne	P.C.	43,16	49,05	51,42	50,94	U.D.F.-C.D.S.
LOIRE : Saint-Chamond	P.S.	46,57	50,35	44	49,64	P.S.
LOIRE-ATLANTIQUE : Saint-Nazaire	P.S.	61,92	56,57	38,07	43,42	P.S.
LOIRET : Orléans	U.D.F.-P.R.	43,27	45,28	51,45	54,71	U.D.F.-P.R.
MAINE-ET-LOIRE : Angers	P.S.	51,47	52,06	45,87	47,93	P.S.
MAINE-ET-LOIRE - Saumur	U.D.F.	32,70	39,98	67,29	60,01	R.P.R.
MAYENNE : Laval	P.S.	53,13	51,48	46,86	48,51	P.S.
NIÈVRE : Nevers	P.S.	48,82	53,94	48,22	46,05	P.S.
NORD : Lille	P.S.	48,87	52,82	45,70	47,17	P.S.
NORD : Maubeuge	U.D.F.-P.S.D.	45,85	46,44	48,04	53,55	U.D.F.-P.S.D.
PAS-DE-CALAIS : Arras	P.S.	48,70	53,07	41,36	46,92	P.S.
HAUTES-PYRÉNÉES : Tarbes	P.C.	61,93	54,75	38,06	45,24	P.C.
HAUT-RHIN : Mulhouse	U.D.F.-P.S.D.	28,49	37,66	64,28	62,33	U.D.F.-P.S.D.
RHONE : Bron	P.S.	43,02	50,57	47,50	49,42	P.S.
RHONE : Saint-Priest	Ex-P.S.	62,84	51,52	37,15	48,47	P.S.
RHONE : Vaulx-en-Velin (2)	P.C.	59,46	57,68	40,53	42,31	P.C.
RHONE : Villeurbanne	P.S.	53,03	54,95	42,54	45,04	P.S.
SAONE-ET-LOIRE : Chalon-sur-Saône	P.S.	52,47	49,78	47,52	50,21	R.P.R.
SARTHE : Le Mans	P.C.	58,26	53,51	41,73	46,48	P.C.
SAVOIE : Chambéry	P.S.	40,71	45,77	49,90	54,22	R.P.R.
SEINE-MARITIME : Dieppe (1)	P.C.	59,82	52,65	40,17	47,34	P.C.
SEINE-ET-MARNE : Chelles	P.C.	51,27	46,78	48,72	53,21	R.P.R.
SEINE-ET-MARNE : Meaux	P.S.	47,65	51,44	52,34	48,55	P.S.
YVELINES : Sartrouville	P.C.	60,54	51,49	39,45	48,50	P.C.
SOMME : Amiens	P.C.	49,33	52,04	50,66	47,95	P.C.
TARN : Albi	P.S.	52,96	51,59	47,03	48,40	P.S.
TARN-ET-GARONNE : Montauban	P.S.	59,54	51,57	40,45	48,42	P.S.
VAR : Hyères	P.S.	46,10	47,18	53,89	52,81	Div. d.
VAR : La Seyne-sur-Mer	P.C.	48,74	50,56	51,25	49,43	P.C.
VIENNE : Châtellerault	U.D.F.-C.D.S.	48,96	52,72	51,03	47,27	P.S.
TERRITOIRE DE BELFORT : Belfort	P.S.	44,57	52,16	47,38	47,83	P.S.
ESSONNE : Evry (1)	P.S.	50,29	51,48	49,70	48,51	P.S.
ESSONNE : Massy (2)	P.S.	61,04	58,53	38,95	41,46	P.S.
HAUTS-DE-SEINE : Antony	P.C.	43,77	50,73	46,86	49,26	P.C.
HAUTS-DE-SEINE : Clichy	P.S.	50,95	51,26	49,04	48,73	P.S.
HAUTS-DE-SEINE : Suresnes	P.S.	50,75	49,20	49,24	50,79	R.P.R.
SEINE-SAINT-DENIS : Aulnay	P.C.	52,79	50,54	47,20	49,45	P.C.
SEINE-SAINT-DENIS : Gagny	P.C.	52,10	48,78	47,89	51,21	R.P.R.
SEINE-SAINT-DENIS : Noisy-le-Grand	P.C.	42,95	50,49	57,04	49,50	P.C.
SEINE-SAINT-DENIS : Sevran	P.C.	69,31	55,19	30,68	44,80	P.C.
VAL-DE-MARNE : Créteil	P.S.	44,36	50,80	49,13	49,19	P.S.
VAL-DE-MARNE : Fontenay	P.C.	48,22	52,41	44,72	47,58	P.C.
VAL-DE-MARNE : Saint-Maur-des-Fossés (2)	Div. dr.	35,05	36,09	64,94	63,90	Div. d.

(1) Ces villes n'avaient pas 30 000 habitants en 1977.

(2) Triangulaires : à Cannes, « total gauche 2e tour » correspond à l'addition des voix recueillies par les listes de MM. Cornut-Gentille (33,77 %) et Renouard (10,88 %) ; de même à Aix-en-Provence par celles de MM. Rozan (27,18 %) et Kleniec (13,86 %) ; à Vaulx-en-Velin par celles de MM. Capievic (48,47 %) et Stadler (9,21 %) ; à Massy par celles de M. Germon (49,07 %) et Mme Berthon-Wartier (9,45 %) et à Saint-Maur-des-Fossés, par celles de MM. Delanoe (26,80 %) et Noël (9,29 %). A Bastia, la liste autonomiste de M. Simeoni a obtenu 11,65 %.

Les villes qui sont repassées en dessous de 30 000 habitants depuis 1977

DÉPARTEMENTS	ÉTIQUETTE maires sortants	TOTAL GAUCHE 1er tour	TOTAL GAUCHE 2e tour	TOTAL DROITE 1er tour	TOTAL DROITE 2e tour	ÉTIQUETTE FUTURS MAIRES
		%	%	%	%	
MANCHE : Cherbourg (1)	P.S.	43,34	47,19	46,60	46,86	P.S.
SEINE-MARITIME : Sotteville-lès-Rouen	Mod.	57,68	49,76	42,31	50,23	U.D.F.-rad.
YVELINES : Houilles	P.C.	49,12	50,64	43,22	49,35	P.C.
ESSONNE : Athis-Mons	P.C.	49,67	48,77	42,80	51,22	Div. d.
HAUTS-DE-SEINE : Châtenay-Malabry	P.S.	44,46	50,04	42,95	49,95	P.S.
VAL-DE-MARNE : Villeneuve-Saint-Georges	P.C.	42,39	50,34	50,71	49,65	P.C.

(1) Triangulaire : la liste écologiste a obtenu 5,93 % des voix.

Les reports de voix ont été inégaux à gauche

Dans neuf villes de plus de trente mille habitants, le maire sortant communiste affrontait l'opposition, au second tour, après avoir devancé le P.S. dans une « primaire » que lui avait imposée ce dernier. Dans tous les cas, la liste dirigée par le P.C.F. a recueilli un nombre de suffrages inférieur au total de la gauche au premier tour. L'écart atteint de 163 voix sur 12 209 suffrages exprimés à Athis-Mons, ville gagnée par l'opposition, à 2 390 voix sur 13 022 suffrages exprimés (près de 800 de moins qu'au premier tour) à Sevran, ville conservée par le P.C.F.

Les communiste pouvaient espérer conserver Gagny, Chelles et Sète, le total des voix de la gauche étant, un premier tour, supérieur à 50 %. Ils perdent ces trois villes. La mobilisation des abstentionnistes a profité à l'opposition à Gagny et à Chelles. A Sète, où l'on a dénombré 22 692 suffrages exprimés, soit un millier de plus qu'au premier tour, il a manqué à M. Gilbert Martelli 1 187 voix par rapport au total qu'avait recueilli la gauche.

Le P.C.F. a surmonté des « primaires » tendues avec le P.S. au Mans et à Montluçon, qu'il conserve, mais la déperdition de voix est de 2 848 (pour 71 692 suffrages exprimés) au Mans, et de 4 106 à Montluçon (pour 25 893 suffrages exprimés, soit 729 de moins qu'au premier tour). L'écart est de 1 247 voix (pour 19 734 suffrages exprimés) à Dieppe, et de 1 412 voix (pour 17 781 suffrages exprimés) à Sartrouville, deux villes que le P.C.F. garde également. A Tarbes, que le P.C.F. conserve après une « primaire » où il était allié au P.S. contre le M.R.G., il a perdu 1 346 voix (pour 22 043 suffrages exprimés) par rapport au total de la gauche au premier tour.

Ainsi, René Andrieu, directeur adjoint de *l'Humanité*, peut observer, lundi, dans le quotidien du P.C.F., qu'*« il y a eu hier un mauvais report des voix socialistes »*. Il ajoute : *« Le fait qu'il ait fallu attendre parfois jusqu'au dernier moment pour que les organisations locales du parti socialiste appliquent l'accord national n'a pas créé, il faut bien le dire, les conditions les plus favorables pour le rassemblement de la gauche. »*

Un cas intéressant de « mauvais report » à gauche, dont René Andrieu ne parle pas, est celui de Moyeuvre-Grande (Moselle), où la section communiste, en maintenant sa liste contre celle du maire sortant, M. César Depiétri, candidat officiel de la fédération du P.C.F., a permis la victoire du candidat socialiste, M. René Drouin. Plus sérieusement, il a manqué à M. Serge Bourguignon, député (P.S.), par rapport au total de la gauche au premier tour, 849 voix (sur 14 407 exprimés), qui lui auraient été bien utiles pour enlever la mairie de Sotteville-lès-Rouen, après une « primaire » difficile, mais largement remportée, avec le premier secrétaire de la fédération communiste, M. Jean Malvesio.

Il est vrai que, à l'inverse, le P.S. *n'a eu à souffrir de mauvais reports* de voix ni à Angers, qu'il garde en gagnant 1 535 voix (pour 58 707 suffrages exprimés) par rapport au total de la gauche au premier tour, ni à Saint-Malo, qu'il perd en gagnant 906 voix (pour 26 297 exprimés). Pourtant, dans ces deux villes, le maire sortant socialiste avait refusé l'union avec les communistes. A Laval, où cette union n'avait été réalisée qu'au second tour, il ne manque que 12 voix de gauche (pour 25 813 exprimés) au maire socialiste, qui conserve la ville.

A Carcassonne et à Talence, le P.S., ayant dû, d'abord, affronter l'indiscipline de ses maires sortants, a perdu, respectivement, 2 282 voix (pour 21 535 exprimés) et 2 224 voix (pour 13 493 exprimés) par rapport au total de la gauche au premier tour, ce qui lui a coûté la mairie. Les socialistes pouvaient espérer conquérir Salon-de-Provence, mais les abstentionnistes du premier tour ont favorisé la droite. A Suresnes, M. Robert Pontillon, sénateur (P.S.), battu, *n'a pas bénéficié du* report de toutes les voix recueillies au premier tour par le parti communiste internationaliste (trotskiste).

Les voix qui s'étaient portées au premier tour sur des listes écologistes se sont reportées à gauche dans la plupart des cas. La gauche progresse nettement par rapport à son total du premier tour à Antony, Saint-Étienne, Houilles, Béziers, Fontenay-sous-Bois, Mulhouse, Yerres, Belfort, Bron, Créteil, Besançon, Châtenay-Malabry, Charleville-Mézières, Chambéry, Montpellier, Arras, Lille. Elle gagne des voix à Cherbourg, où la liste écologiste avait pourtant décidé de se maintenir, à Saint-Chamond, où le chef de file des verts avait rallié la liste de l'opposition, et à Rennes, où les écologistes préconi*saient l'abstention.*

P. J.

Nous publions dans les pages qui suivent les résultats complets des élections municipales, département par département.

Pour chacun de ceux-ci, nous donnons successivement les *renseignements intéressant le chef-lieu (quelle que soit sa* population), puis ceux concernant les villes les plus importantes par ordre alphabétique.

Le symbole ◆ précède les deux cent vingt villes dont la population en 1977 était supérieure à 30 000 habitants et où, lors du précédent scrutin, le système des listes bloquées était appliqué. Ce symbole précède donc les communes d'Athis-Mons, de Châtenay-Malabry, de Cherbourg, de Houilles, de Sotteville-lès-Rouen, et de Villeneuve-Saint-Georges, dont la population n'atteint plus 30 000 habitants. En revanche, il ne précède pas les communes de Dieppe et d'Evry, qui, depuis lors, ont 30 000 habitants ou plus.

A la suite des résultats, nous rappelons ceux du premier tour des élections municipales de 1983 et du second tour de l'élection présidentielle de 1981.

Nous donnons le nombre de candidats élus par liste, la composition du nouveau conseil municipal ainsi que la composition du conseil municipal sortant, en précisant, *le cas échéant, le nombre* de sièges vacants.

Dans tous les cas, le sort du maire sortant est mentionné.

Les variations de population, d'une part, et l'augmentation des effectifs des conseils municipaux, en application de la nouvelle *loi électorale, d'autre part,* expliquent que le nombre de conseillers sortants n'est pas identique à celui des conseillers nouvellement élus.

Nous n'avons pu obtenir de certaines préfectures la répartition par familles politiques des nouveaux conseils. Ce qui explique que nous avons simplement, dans certains cas, comptabilisé *les élus d'union de* la gauche *et* ceux de l'opposition.

La loi électorale autorisant les listes ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés au premier tour à fusionner avec celles qui ont obtenu au moins 10 %, nous avons tenu compte de ces fusions. Par exemple, quand au premier tour étaient en présence une liste communiste et une liste socialiste et que ces deux listes ont fusionné, nous indiquons « *union de la gauche* » (un. g.). Quand une liste « divers droite » (div. d.) a fusionné avec une liste « action locale » (act. loc.), nous le précisons par l'intitulé « divers droite ; action locale » (div. d. ; act. loc.).

ABRÉVIATIONS

n.s.r.p. — ne se représente pas.

I. – TITRES

- a. d. — ancien député.
- a. m. — ancien maire.
- a. min. — ancien ministre.
- a. s. — adjoint sortant.
- a. sén. — ancien sénateur.
- c. g. — conseiller général.
- c. m. — conseiller municipal sortant.
- d. — député.
- m. s. — maire sortant.
- min. — ministre.
- sec. E. — *secrétaire d'Etat.*
- sén. — sénateur.

II. – ÉTIQUETTES

- act. loc. — action locale (englobe les listes de chômeurs, de jeunes, de femmes).
- app. — apparenté.
- aut. — autonomistes.
- bon. — bonapartistes.
- C.C.N. — comités des consultes nationalistes (corses).
- C.D.S. — Centre des démocrates sociaux (U.D.F.).
- C.N.I.P. — Centre national des indépendants et paysans.
- diss. — dissident (n'a pas reçu l'investiture de son parti).
- div. d. — divers droite.
- div. g. — divers gauche.
- E.L.I. — Entreprise libre et indépendante.
- écol. — écologistes.
- ext. d. — extrême droite.
- ext. g. — extrême gauche.
- F.N. — Front national.
- G.A.M. — groupe d'action municipale.
- gaull. g. — gaullistes de gauche.
- I.A. — Initiative alsacienne.
- I.R.S. — Initiative républicaine et socialiste (Léo Hamon).
- L.C.R. — Ligue communiste révolutionnaire.
- L.D. — Légitime défense.
- L.O. — Lutte ouvrière.
- M.D. — Mouvement des démocrates.
- mod. — modéré (candidats de l'opposition n'appartenant ni au R.P.R. ni à l'U.D.F.).
- M.R.G. — Mouvement des radicaux de gauche.
- Mouv. norm. — Mouvement normand.
- N.A.R. — Nouvelle action royaliste.
- P.C. — *parti communiste.*
- P.C.I. — parti communiste internationaliste.
- P.C.M.L. — parti communiste marxiste-léniniste.
- P.D.F. — parti démocrate français.
- P.F.N. — Parti des forces nouvelles.
- P.L. — parti libéral.
- P.P.T. — *Paris pour tous (M.D. + I.R.S. + N.A.R.).*
- P.R. — parti républicain (U.D.F.).
- P.S. — parti socialiste.
- P.S.D. — parti social-démocrate (ancien M.D.S.F. de Max Lejeune - U.D.F.).
- P.S.U. — parti socialiste unifié.
- rad. — parti radical (U.D.F.).
- rég. — régionalistes.
- R.P.R. — Rassemblement pour la République.
- s.c. — syndicalisme cadres.
- soc. — socialiste indépendant ou ancien socialiste.
- U.D.B. — Union démocratique bretonne.
- U.D.F. — Union pour la démocratie française.
- U.G.P. — Union gaulliste populaire.
- U.L.P. — Union des libéraux pour Paris.
- un. g. — union de la gauche.
- un. opp. — union de l'opposition.
- U.P. — Union progressiste.
- U.P.C. — Union du peuple corse.
- V.T. — la Voix des travailleurs (L.O. + L.C.R.).
- verts — les Verts.

A PARIS : M. Chirac parachève son triomphe

M. Jacques Chirac réunit dès ce lundi après-midi 14 mars, à l'Hôtel de ville, les cent quarante et un élus de la nouvelle majorité municipale, mais ce n'est qu'au cours de la séance du Conseil de Paris du lundi 21 mars qu'il sera réélu maire de la capitale en même temps que les adjoints.

Si le maire sortant n'a jamais douté du succès dans une ville qu'il administre depuis 1977, il ne prévoyait cependant pas — avant le premier tour — que *son triomphe serait aussi complet*. *Remportant* dès le 6 mars dix-huit des vingt arrondissements, alors qu'en 1977 un seul avait été pourvu, parachevant sa victoire au second tour alors que six ans auparavant la gauche avait conservé les cinq arrondissements qu'elle possédait depuis 1971 et en avait gagné deux autres (les deuxième et troisième). M. Jacques Chirac voit son autorité consacrée par toute la capitale.

Les Parisiens, selon une tradition — admise aussi bien par la gauche que par la droite — ont amplifié par leurs votes le sentiment général exprimé au premier tour par le reste du pays.

Ils ont aussi infligé à la réforme du statut de Paris un désaveu. Les conditions dans lesquelles le gouvernement, le ministre de l'intérieur et les socialistes parisiens avaient élaboré le nouveau statut pendant l'été 1982 avaient donné l'impression que le pouvoir préparait, selon l'expression de M. Chirac, *« un mauvais coup »* contre le maire de Paris et une entreprise *« d'éclatement »* de la capitale. Les électeurs parisiens n'ont, en tout cas, pas été sensibles aux argument des candidats de gauche *vantant* les avantages du nouveau statut, et le surcroît de démocratie que constitue la création des conseils d'arrondissements. A *une large majorité (plus de 62 % au* premier tour) ils font confiance à M. Chirac pour appliquer cette réforme de façon *« restrictive »* ainsi qu'il *l'a lui-même annoncé.*

En tout état de cause, l'insuffisance du *logement* social dénoncé par la gauche a été un thème beaucoup moins porteur électoralement que ne l'a été *celui de l'insécurité pour l'opposition.*

Enfin, M. Chirac, au prix de quelques « cadeaux » en sièges faits à ses alliés de l'U.D.F., a *pu se donner l'image d'un actif partisan de l'union* de l'opposition nationale alors que nul n'ignorait qu'au sein de la gauche les rivalités avaient été vives entre les *tendances* du P.S. avant la désignation de M. Quilès.

Le nouveau statut destiné à restreindre les pouvoirs *et la liberté* d'action du maire de la capitale sur l'ensemble de la commune entrera donc en vigueur mais il n'atteindra pas son objectif initial. La majorité *municipale* est en effet représentée de façon écrasante dans les conseils d'arrondissement.

Les élus de gauche à l'Hôtel de Ville

Les élus de gauche n'y siégeront que pour témoigner. Toutefois, à l'Hôtel de Ville le groupe socialiste comprendra plusieurs personnalités d'envergure nationale comme Mme Avice, ministre de la jeunesse et des sports, MM. Jack Lang, ministre de la culture, Jospin, premier *secrétaire* du P.S., *Quilès*, candidat de la gauche à la mairie et numéro trois du P.S., Georges Sarre, président du groupe dans le *conseil sortant, et Paul Laurent, membre du secrétariat* du comité central du P.C., notamment.

Les membres des conseils éliront les « maires *d'arrondissement* » *le mardi 29 mars. Pourront-ils* pour autant fonctionner aussitôt ? Des dix décrets d'application prévus par la loi de 1982, aucun n'a *encore été publié par* le ministère de l'intérieur. En conséquence, si les maires d'arrondissement peuvent tenir l'état civil, procéder aux mariages — comme *par le passé* — ils ignorent comment s'organiseront *leurs services, quels personnels pourront leur être* attribués, avec quel statut, selon quel mode de recrutement, avec quelles rémunérations quels seront les *trois collaborateurs du maire d'arrondissement* prévus par la loi ?

La loi n'a pas établi de structures de concertation *entre le maire de Paris et les vingt maires* d'arrondissement. Ces derniers appartenant tous à la majorité municipale, il sera cependant plus facile à M. Chirac d'organiser avec eux des sortes de conférences informelles pour régler les problèmes communs. Ainsi pour le vote du budget de la ville la nouvelle loi impose soixante-trois délibérations : trois pour le Conseil de Paris et trois pour chacun des vingt conseils d'arrondissement. Le souci du maire est de trouver des procédures qui atténueront les lourdeurs et les lenteurs de ces nouveaux circuits.

Les adjoints au maire

Un autre problème se pose dès cette semaine à M. Jacques Chirac : celui du choix de ses adjoints. Selon l'ancienne législation le nombre des adjoints était fixé en fonction de la population des communes. Ainsi la municipalité parisienne comptait dix-neuf adjoints réglementaires *et* huit adjoints supplémentaires. La nouvelle loi précise que le nombre des adjoints ne doit pas dépasser 30 % de l'effec*tif du Conseil soit, en l'occurrence quarante-huit* pour Paris. L'intention de M. Chirac est de ne pas utiliser toute cette latitude. Il préfère constituer une *équipe restreinte d'adjoints*, ce qui entraînera le départ ou le remplacement de certains adjoints actuels. Le cas de la substitution de M. Alain Juppé, élu dans le dix-huitième, à M. Christian de la Malène, réélu dans le quatorzième, comme premier adjoint chargé des questions budgétaires et financières, est ainsi posé.

Aucune incompatibilité n'a été prévue par la loi entre les fonctions d'adjoint au maire de Paris et celle de maire d'arrondissement. Ces derniers doivent cependant être choisis parmi les conseillers de Paris élus dans l'arrondissement concerné et non parmi les simples conseillers d'arrondissement. Or un certain nombre de personnalités élues comme tête de liste dans leur arrondissement, anciens adjoints au maire de Paris, souhaiteraient conserver ce titre et devenir de surcroît maire de leur arrondissement. M. Chirac pose comme *principe qu'il ne saurait* y avoir cumul entre ces deux mandats... à quelques exceptions près.

Les groupes politiques

Reste enfin le problème de la constitution des groupes politiques au sein du Conseil de Paris. Selon le règlement ancien, l'effectif minimum pour constituer un groupe autonome était de cinq conseillers. Le nombre des conseillers de Paris passant de cent neuf à cent soixante-trois, la *municipalité* avait envisagé d'élever le quota. Cependant, le résultat du scrutin n'accordant au groupe communiste que six élus, il aurait été malséant de priver celui-ci de toute existence administrative. La règle ancienne pourrait *donc être maintenue.*

Dans le nouveau Conseil, pour éviter une prolifération des groupes selon les diverses sensibilités de la *majorité municipale*, M. Chirac compte *proposer* l'institution d'un groupe rassemblant le R.P.R., le C.N.I.P., l'unité radicale et divers opposants, soit au total *quatre-vingt-douze* élus, et d'un groupe s'articulant autour de l'U.D.F. avec quarante-neuf conseillers.

Un intergroupe de la majorité sera mis sur pied et placé sous la présidence de M. Chirac. Le Conseil de Paris ne tiendra sa première séance de travail de la nouvelle mandature que le lundi 25 avril. — A. P.

LES RÉSULTATS

13e SECTEUR

Inscr., 95 172 ; abst., 27,13 % ; *suffr. expr., 68 186.* —
un. opp. (M. Toubon, R.P.R., d.), 36 006 (52,80 %), 10 ÉLUS ; un. g. (M. Quilès, P.S., d.) 32 180 (47,19 %), 3 ÉLUS.

Au premier tour : Inscr., 95 192 ; abst., 30,92 % ; suffr. expr., 64 687. — *Un. opp. (M. Toubon, R.P.R., d.)*, 32 077 (49,58 %) ; un. g. (M. Quilès, P.S., d.), 26 152 (40,42 %) ; verts (M. Brossault), 2 786 (4,30 %) ; div. d. (M. Romerio), 944 (1,45 %) ; V.T. (M. Le Grall, L.C.R.), 684 (1,05 %) ; ext. g. (Mme Cartairade), 632 (0,97 %) ; div. d. (M. Giafferi, U.L.P.), 554 (0,85 %) ; ext. g. (M. Obadia, P.C.I.), 485 (0,74 %) ; P.P.T. (M. Druzi), 373 (0,57 %), BALL.

1981. — MM. Mitterrand, 44 574 (57,93 %) ; Giscard, 32 363 (42,06 %).

20e SECTEUR

Inscr., 94 062 : abst., 30,63 % : suffr. expr., 64 479. —
Un. opp (M. Bariani, U.D.F.-rad., a. d.), 32 519 (50,43 %), 10 ÉLUS ; un. g. (M. Charzat, P.S., c. s., d.), 26 451 (41,02 %), 3 ÉLUS ; ext. d. (M. Le Pen, F.N., a. d.), 5 509 (8,54 %).

Au premier tour : Inscr., 94 062 ; abst., 33,84 % ; suffr. expr., 61 061. — Un. opp. (M. Bariani, U.D.F.-rad., a.d.), 27 267 (44,65 %) ; un. g. (M. Charzat, P.S., c.s., d.), 21 428 *(35,09 %) ; ext. d. (M. Le Pen, F.N.,* a.d.), 6 877 (11,26 %) ; verts (M. Taieb), 2 612 (4,27 %) ; div. d. (M. Caron, U.L.P.), 1 188 (1,94 %) ; V.T. (Mme Dubois, L.O.), 922 (1,50 %) ; ext. g. (M. Lestrade, P.C.I.), 767 (1,25 %). BALL.

1981. — MM. Mitterrand, 42 124 (56,90 %) ; Giscard, 31 904 (43,09 %).

La composition politique du nouveau Conseil

A l'issue des deux tours de scrutin et en fonction des étiquettes adoptées par les nouveaux élus lors de leur déclara*tion de candidature, voici quelle* est la composition politique du nouveau Conseil de Paris. Sur 163 membres, 22 se réclament de la gauche dont 6 communistes, 92 se situent au R.P.R., au C.N.I.P. et apparentés et 49 à l'U.D.F. ou dans des mouvements proches. La majorité municipale est ainsi de 141 élus.

Majorité municipale

● **77 R.P.R. :**

1er arr. : MM. Michel Caldaguès, *Jean-Louis Boursin ; 2e : Mme Moni*que Garnier-Lançon ; 3e : Mme Marie-Thérèse Hermange ; 4e : M. Pierre-Charles Krieg ; 5e : MM. Jacques Chirac, Jean Tiberi, Roger Romani ; 6e : MM. Pierre Bas, François Collet ; 7e : MM. Jean-Philippe Hubin, Henri-Dominique Magnin ; 8e : MM. Maurice Couve de Murville, François Lebel ; 9e : M. Gabriel Kas*pereit, Mme Hélène Perrin,* M. Edmond Poli ; 10e : MM. Claude-Gérard Marcus, Claude Challal, Mme Gabrielle Mass ; 11e : MM. Alain Devaquet, Claude Martin, Joël Laine, Emile August, Michel Marquet ; 12e : MM. Fernand Rombach, Olivier Dassault, Guy Drut, Mme Hélène Michoud, MM. Jean-José Clément, Jean-Pierre Bechter ; 13e : MM. Jacques Toubon, Jean Matteoli, Claude Avisse, Daniel Meraud, Mme Anne-*Marie Couderc, MM. Alain Baril,* Jean-Pierre Payrau ; 14e : MM. Christian de la Malène, Yves Lancien, Lionel Assouad, Pierre Dangles, Roland Carter ; 15e : Mme Nicole de Hauteclocque, MM. Jacques Marette, Jean Cherioux, Bernard Rocher, René Galy-Dejean, Jacques Game, François Ruff, Jean-Paul Rocquet, Philippe *Goujon ; 16e : Mme Françoise de Pa*nafieu, MM. Jean Méo, Gérard Leban ; 17e : M. Bernard Pons, Mme Hélène Missoffe, MM. Jean de Préaumont, Philippe Lafay, Serge Jeanneret, Pierre Remond, Alain Rivron ; 18e : M. Alain Juppé, Mme Jacqueline Delatte, MM. Claude Debrion, Raymond Dohet, Mme Anne-France Chantalat, M. Raymond *Prieur ; 19e : Mme Ni*cole Chouraqui, MM. Patrick Faure, Philippe Nivet-Doumer, Mme Simone Koch ; 20e : MM. Paul Violet, Patrice-Henri Desaubliaux, Pierre-Marie Guastavino, Cyrille Pilipenko, Jean-Pierre Marliac.

● **6 C.N.I.P. :**

7e, M Edouard Frédéric-Dupont, Mme Martine Aurillac ; 8e, Mme Mag*deleine Anglade ; 10e, M. Jean Ro*manetti ; 16e, M. Michel Junot ; 19e, M. Jacques Féron.

● ***1 Entreprise libre et indépendante :***

1er, M. Daniel Maillet.

● ***1 Démocrate Ve République :***

14e, Mme Marguerite Fialon.

● **2 Unité radicale :**

15e, Mme Jacqueline Nebout ; 19e, M. Guy Longeville.

● **1 Parti démocrate français :**

11e, M. Guy Genesseaux.

● **4 Divers opposition :**

15e, M. Antoine Veil ; 17e, M. Manuel Diaz ; 18e, M. René Béguet ; 19e, M. Pierre Mattéi.

● **26 U.D.F.-P.R. :**

2e, M. Alain Dumait, Mme Benoîte Taffin ; 3e, M. Jacques Dominati ; 4e, M. Lucien Finel ; 5e, M. Patrick-Olivier Picourt ; 10e, Mme Alice Saunier-Seïté ; 12e, MM. Jacques Loygue, Jean-Pierre Burrier ; 13e, MM. René Dubail, Jacques Miquel, Pierre-André Périssol ; 14e, M. Mi*chel Pelege ; 15e, MM. Jean Conne*haye, Alain Destrem ; 16e, MM. Gilbert Gantier, Pierre-Christian Taittinger, Raymond Long ; 17e, M. Bernard Plasait ; 18e, MM. Roger Chinaud, Jean-Pierre Pierre-Bloch, Yves Werwaerde, Dominique Lansoy ; 19e, Mme Annick Bouchara ; 20e, Mme Jeanne Porcher, MM. Bernard Lehideux, Mme Isabelle de Kerviller.

● **14 U.D.F.-C.D.S. :**

6e, Mme Gisèle Favre ; 7e, M. Phi*lippe Mithouard ; 11e, M. André* Chavinien ; 12e, M. Paul Pernin ; 14e, M. Claude Goasguen ; 15e, MM. Dominique Pado, Jean-Charles de Vincenti ; 16e, MM. Georges Mesmin, Michel Elbel, Mme Solange Marchal, Colette *Talmon ; 18e, M.* Bernard Guyomard ; 19e, MM. Alain-Michel Grand, Jean-Thomas Nordmann.

● ***2 U.D.F.-Clubs Perspective et* Réalités :**

9e, M. Claude Villette ; 17e, Xavier de la Fournière.

● **6 U.D.F.-Radical :**

11e, M. Alain Bloch ; 16e, MM. Jean-Loup Morle, Pierre *Lépine* ; 17e, M. Yves Galland ; 20e, MM. Didier Bariani, Jean-Louis Bergeal.

● **1 U.D.F.-P.S.D. :**

11e, M. Gérard Guelton.

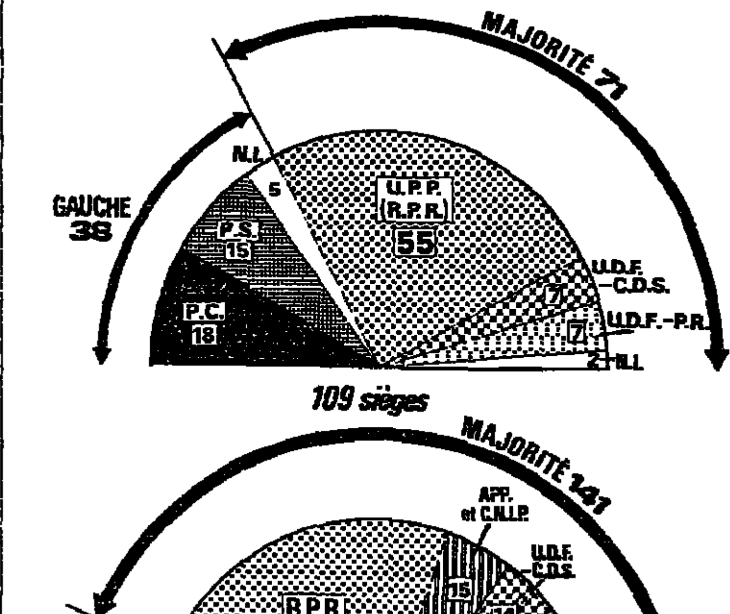
Opposition municipale

● **16 P.S. :**

3e, M. Jack Lang ; 4e, M. Maurice Benassayag ; 10e, M. Gérard Lutier ; 11e, M. Georges Sarre ; 12e, M. Philippe Farine ; 13e, MM. Paul Quilès, *Daniel Banassaya ; 14e, Mme* Edwige Avice, M. Pierre Castagnou ; 15e, M. Alain Hubert ; 17e, M. Jean-Luc Gonneau ; 18e, MM. Lionel Jospin, Claude Estier ; 19e, M. Manuel Escutia ; 20e, MM. Michel Charzat, Jean Brocas.

● **6 P.C. :**

11e, Mme Christine Schwarz Bart ; 13e, Mme Gisèle Moreau ; 15e, M. Roger *Gauvrit ; 18e, M. Louis* Baillot ; 19e, M. Paul Laurent ; 20e, M. Henri Malberg.



Les vingt maires d'arrondissements seront élus le 29 mars

Les conseils d'arrondissements créés par la nouveau statut de Paris sont composés des conseillers de Paris et de conseillers d'arrondissements élus en même temps dans chaque secteur électoral (les vingt secteurs correspondent aux vingt arrondissements). Les membres *composant le conseil* d'arrondissement élisent en leur sein un « maire d'arrondissement » qui doit être un conseiller de Paris élu de l'arrondissement. Ces élections devraient se dérouler le mardi 29 mars.

En vertu de l'aplication du nouveau mode de scrutin, un seul arrondissement, le 8e, n'a aucun élu de l'opposition *municipale*. Sept arrondissements ne comptent qu'un seul élu de gauche (socialiste) : les 1er, 2e, 5e, 6e, 7e, 9e et 16e. Disposent de trois élus de l'opposition municipale, les 3e, 4e et 10e arrondissements. Les 12e et 17e en comptent quatre chacun *alors que le 14e et le 20e en* comptent cinq. Le 11e et le 13e ont six élus de gauche, les 15e et 19e, sept. Le 18e est, en ce domaine, le mieux pourvu, avec huit élus de gauche. Dans le conseil du 20e siègera M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national.

Parmi les personnalités de la majorité *qui* pourraient briguer le mandat de maire d'arrondissement, les plus probables sont les suivantes :

1er, M. Michel Caldaguès (R.P.R.) ; 2e, M. Alain Dumait (U.D.F.) ; 3e, M. Jacques Dominati (U.D.F.) ; 4e, M. Pierre-Charles Krieg (R.P.R.) ; 5e, M. Jean Tiberi (R.P.R.) ; 6e, M. Pierre Bas (R.P.R.) ; 7e, M. Edouard Frederic-Dupont (C.N.I.P.) ; 8e, M. Couve de Murville (R.P.R.) ; 9e, M. Gabriel Kaspereit (R.P.R.) : 10e, M. Claude-Gérard Marcus (R.P.R.) ; 11e, M. Alain Devaquet (R.P.R.) ; 12e, M. Paul Pernin *(U.D.F.-C.D.S.) ; 13e, M. Jacques* Toubon (R.P.R.) ; 14e, M. Lionel Assouad (R.P.R.) ; 15e, M. René Galy-Dejean (R.P.R.) ; 16e, M. Georges Mesmin (U.D.F.-C.D.S.) ; 17e, M. Pierre Rémond (R.P.R.) ; 18e, M. Roger Chinaud (U.D.F.-P.R.) ; 19e, M. Jacques Feron (C.N.I.P.) ; 20e, M. Didier Bariani (U.D.F.-Rad.).

∴

Dans les arrondissements de Paris, sur les 354 conseillers d'arrondissements élus aux deux tours, l'opposition de gauche comptera au total 51 sièges, dont celui de M. Henri Fiszbin, ex-communiste, dans le 19e. Les verts ont un élu dans le 15e et la liste de M. Jean-Marie *Le Pen, dans le 20e,* a obtenu un siège au conseil d'arrondissement.

A L'HOTEL DE VILLE

M. le maire est ailleurs

Hôtel de Ville, 21 h 30. Il arrive en trombe, monte sur l'estrade. On l'attend depuis une heure, il parle trois minutes. Tout aussi vite, il quitte la salle de presse. Sous les lustres, au pas de course, accompagné par *M. de La Malène, il gagne son* bureau et s'y enferme près d'une heure. La meute des photogra*phes, comme celle des admira*teurs, a bien du mal à suivre : M. Chirac est ailleurs.

Déjà, dans sa déclaration, la capitale n'apparaissait guère. Paris disparaissait derrière la France. Cette France que l'on ne doit pas diviser en *« un peuple de gauche et un autre peuple qui serait moins digne d'intérêt »*. Une ombre au tableau : *« Le deuxième tour ne semble pas devoir confirmer totalement nos espoirs. »* Une satisfaction malgré tout : *« la lourde défaite, dans un bon nombre de villes »*, du parti communiste.

Paris ? Le *« grand chelem »* ? La *« victoire totale »* ? M. le maire n'évoquera rien de tout cela. Il remercie sobrement les Parisiens pour leur confiance, qui a valeur, à ses yeux, *« d'encouragement »*. Curieusement, il n'en dira pas plus. Visiblement, il est bien loin, comme au-delà de son propre triomphe.

On n'échappera pourtant pas à la joie expansive, aux accolades, à tous les degrés de la gamme des politesses salonnardes. L'Hôtel de Ville, ce soir, est bruissant de bonheur. M. Toubon arrive à son tour. Acclamations en haut de l'escalier d'honneur. Félicitations de MM. Tiberi et Juppé. Le nouveau vainqueur s'évanouit à son tour puis réapparaît sous les flashes aux côtés d'un Jacques Chirac radieux et protecteur.

Nouvelle disparition : tous les élus s'enferment longuement avec les équipes de radio et de télévision. Il faut faire antichambre pour un geste, un sourire. Il faut séduire les vigiles pour espérer une poignée de main, pour gagner une embrassade.

A 23 heures, les enregistrements sont terminés. Le champagne vient d'être servi. Le maire de Paris ? Il est déjà parti.

JEAN-YVES NAU.

DANS LE VINGTIÈME

M. Le Pen frustré

M. Jean-Marie Le Pen, à peine arrivé dimanche dans sa permanence du vingtième arrondissement, voulait en repartir pour le siège du Front national. Comme si sa place n'était plus là, dans le local couvert d'affiches dénonçant l'insécurité, l'immigration et le chômage. Comme s'il savait avant même les résultats qu'il avait perdu : *« Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre »*, écrit-il en dédicace à un jeune militant.

Un seul sujet le mobilise vraiment : M. Chirac, *qui a refusé* la fusion au lendemain du premier tour, qui a mené campagne *contre lui, qui a, dans des journaux*, dénoncé le maintien au deuxième tour du président du *Front national. Comme M. Le* Pen est frustré des deux sièges que le maire de Paris aurait dû, *d'après lui, lui concéder !*

M. Defferre, annonce la radio, est réélu ; la gauche est victorieuse à Nevers, à Belfort et à Lille. *« Je l'avais bien dit »*, s'exclame M. Le Pen, *comme rassuré* sur sa propre analyse. Seule la défaite de l'opposition à Dreux *laisse le président* du Front national sans voix. On avait donné Mme Gaspard battue en début de soirée, ce qui était, pour les militants du Front national, un symbole du succès d'une union de toute *l'opposition*. Une fois les résultats connus, M. Le Pen, simple conseiller d'arrondissement, attribuait encore, en fin de soirée, au siège de son parti la responsabilité de son échec à une *« campagne mensongère et diffamatoire »* du maire de Paris.

Une quarantaine de militants socialistes du vingtième arrondissement faisaient, eux, la part des choses : *la gauche perdait à Paris* mais résistait en France. Même Grenoble, rêvait-on, aurait pu être conservée s'il y avait eu ballottage. Les résultats bureau par bureau attristent pourtant la plupart des militants ; on en oublie presque de regarder M. Jospin à la télévision. *« Paris va devenir invivable,* déclare une militante ; *il va falloir déménager en banlieue. »* Seul le recul de M. Jean-Marie Le Pen en console quelques-uns.

M. Didier Bariani (radical), tout *à la joie de* reprendre à la gauche le siège de Gambetta, répond à peine aux questions. De nombreux invités se pressent autour de lui ; les embrassades tiennent lieu de commentaires. M. Bariani se félicite pourtant d'avoir remporté *« cette victoire contre les socialo-communistes sans l'aide de l'extrême droite »*. Personne ne parle, devant le buffet de la liste victorieuse, des bons résultats de la gauche dans le reste du pays. Paris, à lui seul, vaut bien une fête.

NICOLAS BEAU.

ILE-DE-FRANCE : le sursaut majoritaire n'a pas eu lieu

Le sursaut de la gauche n'a pas eu lieu en Ile-de-France. Dans la petite couronne parisienne (Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Hauts-de-Seine), les communistes ont perdu 4 des 11 villes où leur maire sortant était en ballottage. Et si les socialistes n'ont abandonné qu'une de leurs communes encore en jeu, elle a valeur de symbole : le maire sortant de Suresnes était M. Robert Pontillon, sénateur, un des caciques du P.S., un proche du premier ministre, et sa cité était déjà gérée par les socialistes avant la guerre.

Dans la grande banlieue, la défaite de la gauche est tout aussi nette : le P.C. perd 3 sur 5 de ses ballottages en Seine-et-Marne, autant dans l'Essonne ; le P.S., lui, en perd 2 sur 5 dans l'Essonne, 1 sur 7 en Seine-et-Marne. Même la mobilisation plus grande de l'électorat ne lui a pas toujours permis de sauver des mairies menacées : ainsi, à Yerres, l'abstention a diminué de 4 points, mais la droite reprend quand même cette cité qu'elle avait dû abandonner il y a six ans à un socialiste. De même, à Sèvres, où l'arrivée de 678 nouveaux votants a permis au candidat de la droite de battre le maire sortant, M. Roger Fajnzylberg, dissident du P.C., qui a pourtant amélioré le score de la gauche du premier tour.

Quand l'appel aux abstentionnistes a été entendu, des situations qui paraissaient difficiles le 6 mars au soir ont été redressées : à Evry, M. Jacques Guyard, député socialiste, est élu avec 51,49 % des suffrages exprimés, alors qu'une semaine auparavant la gauche n'avait totalisé que 50,27 %. L'amélioration de la participation (+ 2,22 points) lui a été profitable. De même à Meaux, à Créteil et surtout à Clichy, où le léger réveil des abstentionnistes a permis à M. Delors de garder cette mairie aux socialistes ; mais le ministre de l'économie et des finances n'a pas eu, loin s'en faut, l'élection de maréchal à laquelle il pouvait *a priori* prétendre.

Globalement, la défaite de la gauche ne peut être contestée : dans la grande couronne (Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne, Val-d'Oise), le P.C. gérait 65 des 242 villes de plus de 3 500 habitants ; il n'en dirigera plus que 40. Quant au P.S., il a perdu 18 de ses 54 mairies, le M.R.G. et les divers gauche conservant les 5 qu'ils possédaient déjà. Résultat : la droite augmente de près d'un tiers le nombre de ses mairies. En petite couronne, le P.C. a mieux résisté : la puissance de ses bastions lui permet de les conserver malgré la forte diminution du nombre de ses électeurs. Mais il y perd quand même 8 de ses 54 mairies, et le P.S., 3 de ses 18. La droite, avec 62 mairies, en a ainsi une de plus que la gauche : la ceinture n'est plus rouge.

Les tribunaux administratifs et le Conseil d'Etat pourraient bien accentuer encore ce recul communiste. Au premier tour, les réélections – de justesse – des maires sortants membres du P.C. à Sarcelles, Villepinte, Limeil-Brévannes, avaient été contestées par leurs adversaires. Cette fois, des incidents de même nature ont eu lieu à Trappes, Noisy-le-Grand, Villeneuve-Saint-Georges, La Queue-en-Brie, Fontenay-sous-Bois, Aulnay-sous-Bois, Antony, les opposants se plaignant de manipulation des additions au bureau centralisateur, de bousculades lors du dépouillement. Des plaintes vont être déposées, parfois pour faux en écriture publique, et il va être demandé aux tribunaux de proclamer élu le candidat de l'opposition aux lieu et place du maire sortant communiste.

Les mauvais reports de voix expliquent certainement en partie cette retraite en ordre dispersé : à Chelles, les voix obtenues par le P.C. et le P.S. au premier tour pouvaient laisser espérer à la gauche 8 984 suffrages au second ; elle n'en a eu que 8 806, alors même qu'il y a eu 1 301 votants supplémentaires. Des électeurs socialistes n'ont sans doute pas voulu voter communiste. A l'inverse, à Dammarie-les-Lys, il a manqué 134 voix à la gauche (sur 7 458 suffrages exprimés) par rapport à son score du premier tour, alors que cette fois, c'étaient les communistes qui avaient dû se ranger derrière leurs challengers socialistes. Même situation à Villeparisis. Et si les socialistes peuvent remarquer que la droite gagne 10 des 16 communes communistes où ils avaient tenté, en vain, de contester, au premier tour, la suprématie du parti communiste, ils doivent aussi constater que, dans deux des quatre villes où ils avaient gagné cette première manche, c'est l'opposition qui, finalement, en a profité. Ils ont même perdu les deux cités de plus de 3 500 habitants (Maurepas et Villebon-sur-Yvette), où le P.C., bien que détenant la mairie, leur avait laissé la tête de la liste d'union de la gauche.

Mais cette seule analyse ne saurait suffire. La faible identité communale en banlieue parisienne peut expliquer que l'appel à juger la seule gestion du maire ait été moins entendu ici qu'en province. Mais, surtout, la désindustrialisation de l'Ile-de-France continue à mettre à mal – comme le craignait le P.C. – ses fiefs. Quant au P.S., il apparaît bien qu'une partie des cadres moyens et des techniciens supérieurs qui l'avaient rejoint jusqu'au printemps 1981, l'ont, cette fois, abandonné. Il suffit de constater ses pertes dans la vallée de l'Yvette, là où les chercheurs du plateau de Saclay se sont fait construire leurs pavillons. De même, le P.S. a marqué le pas, pour la première fois depuis leur création, dans les villes nouvelles : il perd une commune à Marne-la-Vallée, une à Melun-Sénart ; s'il en gagne deux à Saint-Quentin-en-Yvelines, c'est au P.C. qu'il les prend, alors qu'il doit laisser Maurepas à l'opposition. Ici – comme en d'autres matières, – il paie la difficulté de tenir une ligne politique précise : on ne peut à la fois critiquer les villes nouvelles et prétendre être les mieux placés pour les gérer. Elles ne peuvent plus être, en tout cas, des bases de départ pour la conquête de l'Ile-de-France. Il est vrai que, cette fois – contrairement aux espérances de 1981, – il ne s'agissait plus de conquérir mais de préserver ce qui pouvait l'être. Ce fut peu.

THIERRY BRÉHIER.

Parti communiste
Parti socialiste
Droite
★ Pris au PC
○ Pris au PS

HAUTS-DE-SEINE — PARIS — SEINE-St DENIS — VAL-DE-MARNE

ESSONNE

ÉVRY

Inscr., 14 445 ; abst., 28,76 % ; suffr. expr., 10 101. – Un. g. (M. Guyard,, P.S., d.), 5 201 (51,48 %), 30 ELUS ; un. opp., div. d. (M. Olivier, R.P.R.), 4 900 (48,51 %), 9 ELUS.

Nouveau conseil : 2 P.S.U., 7 P.C., 19 P.S., 2 M.R.G., 3 U.D.F., 3 R.P.R., 3 div. d.

Sortants : 7 P.C., 16 P.S., 1 div. g., 3 sièges vacants.

M. Jeanlin, P.S., m.s., se représente sur la liste de M. Guyard.

Au premier tour. – Inscr., 14 421 ; abst., 30,97 % ; suffr. expr., 9 699. – Un. g. (M. Guyard, P.S., d.), 4 472 (46,10 %) ; un. opp. (M. Olivier, R.P.R.), 3 742 (38,58 %) ; div. d. (M. Nouvellon), 1 079 (11,12 %) ; V.T. (M. Guérineau, L.C.R.), 282 (2,90 %) ; P.C.I. (M. Courtial), 124 (1,27 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 6 387 (59,24 %) ; Giscard, 4 393 (40,75 %).

◆ **ATHIS-MONS**

Inscr., 17 436 ; abst., 28,17 % ; suffr. expr., 12 209. – Un. opp. (M. L'Helguen, a. m.), 6 254 (51,22 %), 27 ELUS ; un. g. (Mme Chemier, P.C., m. s.), 5 955 (48,77 %), 8 ELUS.

Nouveau conseil : 4 P.C., 2 P.S., 1 M.R.G., 1 div. g., 7 U.D.F., 11 R.P.R., 9 div. d.

Sortants : 16 P.C., 10 P.S., 5 div. g.

Au premier tour. – Inscr., 17 431 ; abst., 31,67 % ; suffr. expr., 11 669. – Un. opp. (M. L'Helguen, a.m.), 4 995 (42,80 %) ; P.C. (Mme Chemier, m.s.), 3 541 (30,34 %) ; P.S. (M. Bouvier, a.s.), 2 251 (19,29 %) ; act. loc. (M. Ribault), 882 (7,55 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 8 373 (58,46 %) ; Giscard, 5 949 (41,53 %).

BRÉTIGNY-SUR-ORGE

Inscr., 11 837 ; abst., 22,44 % ; suffr. expr., 8 977. – Un. g. (M. Blin, P.C., m. s.), 4 534 (50,50 %), 25 ELUS ; un. opp. (M. de Boishue, R.P.R.), 4 443 (49,49 %), 8 ELUS.

Nouveau conseil : 2 P.S.U., 7 P.C., 7 P.S., 3 M.R.G., 6 div. g., 1 U.D.F., 1 R.P.R., 6 div. d.

Sortants : 3 ext. g., 12 P.C., 7 P.S., 1 M.R.G., 2 div. g., 2 sièges vacants.

Au premier tour. – Inscr., 11 841 ; abst., 27,50 % ; suffr. expr., 8 328. – Un. g. (M. Blin, P.C., m.s.), 3 788 (45,48 %) ; un. opp. (M. de Boishue, R.P.R.), 3 759 (45,13 %) ; Div. d. (M. Loup), 781 (9,37 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 5 903 (60,39 %) ; Giscard, 3 871 (39,60 %).

ÉPINAY-SOUS-SÉNART

Inscr., 7 023 ; abst., 31,46 % ; suffr. expr., 4 570. – Un. opp. (M. Dole), 2 457 (53,76 %), 26 ELUS ; un. g., écol. (M. Bonningue, P.C., m.s.), 2 113 (46,23 %), 7 ÉLUS.

Nouveau conseil : 1 P.S.U., 2 P.C., 2 P.S., 1 M.R.G., 1 écol., 1 U.D.F., 1 R.P.R., 24 div. d.

Sortants : 2 ext. g., 9 P.C., 9 P.S., 3 div. g.

Au premier tour. – Inscr., 7 020 ; abst., 34,94 % ; suffr. expr., 4 484. – Un. opp. (M. Dole), 1 664 (36,66 %) ; P.C. (M Bonningue, m. s.), 1 298 (28,95 %) ; P.S. (M. Foret), 1 094 (24,40 %) ; écol. (M. Exbalin), 448 (9,99 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 3 628 (62,78 %) ; Giscard, 2 150 (37,21 %).

◆ **MASSY**

Inscr., 23 719 ; abst., 33,39 % ; suffr. expr., 15 557. – Un. g. (M. Germon, P.S., m.s., d.), 7 635 (49,07 %), 32 ÉLUS ; un. opp. (M. Gauthier, U.D.F.), 6 451 (41,46 %), 9 ÉLUS ; div. g. (Mme Berthon Wartner), 1 471 (9,45 %), 2 ÉLUS.

Nouveau conseil : 1 P.S.U., 10 P.C., 20 P.S., 1 M.R.G., 2 div. g., 4 U.D.F., 3 R.P.R., 2 div. d.

Sortants : 2 ext. g., 12 P.C., 14 P.S., 1 M.R.G., 3 div. d., 1 siège vacant.

Au premier tour. – Inscr., 23 719 ; abst., 36,13 % ; suffr. expr., 14 750. – Un. g. (M. Germon, P.S., m.s., d.), 7 025 (47,62 %) ; un. opp. (M. Gauthier, U.D.F.), 5 746 (38,95 %) ; div. g. (Mme Berthon-Wartner), 1 484 (10,06 %) ; P.C.I. (M. Coustal), 272 (1,84 %) ; V.T. (M. Servo Batista, L.C.R.) 223 (1,51 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 12 441 (63,61 %) ; Giscard, 7 116 (36,38 %).

MONTGERON

Inscr., 14 783 ; abst., 21,85 % ; suffr. expr., 11 309. – Un. opp. (M. Josse, R.P.R.), 5 970 (52,78 %), 27 ÉLUS ; un. g. (M. Langumier, P.S., m.s.), 5 339 (47,21 %), 8 ÉLUS.

Nouveau conseil : 2 P.C., 2 P.S., 1 M.R.G., 3 div. g., 7 U.D.F., 17 R.P.R., 1 P.L., 2 div. d.

Sortants : 8 P.C., 12 P.S., 2 M.R.G., 4 div. g., 1 siège vacant.

Au premier tour. – Inscr., 14 783 ; abst., 25,97 % ; suffr. expr., 10 730. – Un. opp. (M. Josse, R.P.R.), 5 227 (48,71 %) ; un. g. (M. Langumier, P.S., m.s.), 4 627 (43,12 %) ; div. g. (Mme Panfichet), 876 (8,16 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 6 370 (51,22 %) ; Giscard, 6 065 (48,77 %).

YERRES

Inscr., 16 941 ; abst., 25,50 % ; suffr. expr., 12 317. – Div. d. (M. Gossiome, U.D.F.), 6 223 (50,52 %), 27 ÉLUS ; un. g. (M. Lucas, P.S., m.s.), 6 094 (49,47 %), 8 ÉLUS.

Nouveau conseil : 1 P.S.U., 3 P.C., 4 P.S., 2 U.D.F., 14 R.P.R., 11 div. d.

Sortants : 10 P.C., 14 P.S., 1 M.R.G., 2 sièges vacants.

Au premier tour. – Inscr., 16 942 ; abst., 29,64 % ; suffr. expr., 11 609. – Un. g. (M. Lucas, P.S., m.s.), 4 857 (41,83 %) ; div. d. (M. Prats, R.P.R.), 4 752 (40,93 %) ; div. d. (M. Gossiome, U.D.F.), 1 007 (8,67 %) ; écol. (M. Pontvienne), 993 (8,55 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 7 901 (57,50 %) ; Giscard, 5 838 (42,49 %).

HAUTS-DE-SEINE

◆ **ANTONY**

Inscr., 37 217 ; abst., 22,30 % ; suffr. expr., 28 315. – Un. g., écol. (M. Aubry, P.C., m.s.), 14 367 (50,73 %), 34 ÉLUS ; un. opp. (M. Devedjian, R.P.R.), 13 948 (49,26 %), 11 ÉLUS.

Nouveau conseil : 2 P.S.U., 14 P.C., 13 P.S., 2 M.R.G., 3 écol., 3 U.D.F., 4 R.P.R., 4 div. d.

Sortants : 1 ext. g., 18 P.C., 11 P.S., 5 M.R.G.

Au premier tour. – Inscr., 37 217 ; abst., 28,67 % ; suffr. expr., 25 986. – Un. opp. (M. Devedjian, R.P.R.), 12 179 (46,86 %) ; un. g. (M. Aubry, P.C., m.s.), 11 376 (43,77 %) ; verts (M. Prévert), 2 431 (9,35 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 17 241 (55,95 %) ; Giscard, 13 572 (44,04 %).

◆ **CHATENAY-MALABRY**

Inscr., 17 375 ; abst., 28,59 % ; suffr. expr., 12 253. – Un g. (M. Vons, P.S., m. s.), 6 132 (50,04 %), 27 ELUS ; un. opp. (M. Hasbrouck, R.P.R.), 6 121 (49,95 %), 8 ELUS.

Nouveau conseil : 1 P.S.U., 8 P.C., 15 P.S., 3 div. g., 3 U.D.F., 3 R.P.R., 2 div. d.

Sortants : 14 P.C., 17 P.S.

Au premier tour. – Inscr., 17 376 ; abst., 32,25 % ; suffr. expr., 11 548. – Un. g. (M. Vons, P.S., m.s.), 5 135 (44,46 %) ; un. opp. (M. Hasbrouck, R.P.R.), 4 960 (42,95 %) ; verts (M. Pinchon), 769 (6,65 %) ; écol. (M. Robert), 684 (5,92 %) ; BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 8 360 (57,32 %) ; Giscard, 6 223 (42,67 %).

CHATILLON-SOUS-BAGNEUX

Inscr., 15 567 ; abst., 21,47 % ; suffr. expr., 11 984. – Un. opp., div. d. (M. Schosteck, R.P.R.), 6 251 (52,16 %), 27 ELUS ; un. g. (M. Le Dauphin, P.C., m. s.), 5 733 (47,83 %), 8 ELUS.

Nouveau conseil : 4 P.C., 3 P.S., 1 div. g., 9 U.D.F., 7 R.P.R., 11 div. d.

Sortants : 13 P.C., 8 P.S., 1 M.R.G., 5 div. g.

Au premier tour. – Inscr., 15 562 ; abst., 26,53 % ; suffr. expr., 11 230. – Un. g. (M. Le Dauphin, P.C., m.s.), 4 964 (44,20 %) ; un. opp. (M. Schosteck, R.P.R.), 4 660 (41,49 %) ; div. d. (M. Paris), 1 606 (14,30 %) ; BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 7 958 (57,64 %) ; Giscard, 5 848 (42,35 %).

◆ **CLICHY**

Inscr., 25 061 ; abst., 29,21 % ; suffr. expr., 17 389. – Un. g. (M. Delors, P.S., min.), 8 914 (51,26 %), 33 ÉLUS : Un. opp. (M. Deodato, R.P.R.), 8 475 (48,73 %), 10 ÉLUS.

Nouveau conseil : 1 P.S.U., 14 P.C., 18 P.S., 3 U.D.F., 7 R.P.R.

Sortants : 17 P.S., 16 div. g.

M. Roche, P.S., m.s., n.s.r.p.

Au premier tour. – Inscr., 25 061 ; abst., 31,27 % ; suffr. expr., 16 783. – Un. g. (M. Delors, P.S., min.). 7 927 (47,23 %) ; un. opp. (M. Deodato, R.P.R.), 7 368 (43,90 %) ; div. d. (M. Kirsnewaz, P.D.F.), 864 (5,14 %) ; P.C.I. (M. Dutheil), 354 (2,10 %) ; V.T. (M. Nogrette, L.O.), 270 (1,60 %) ; BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 11 581 (57,58 %) ; Giscard, 8 531 (42,41 %).

SÈVRES

Inscr., 13 915 ; abst., 18 % ; suffr. expr., 11 230. – Un. opp. (M. Caillonneau, U.D.F.), 5 675 (50,53 %), 27 ELUS ; P.S. (M. Fajnzylberg, diss. P.C., m. s.), 5 555 (49,46 %), 8 ELUS.

Nouveau conseil : 1 diss. P.C., 5 P.S., 2 div. g., 16 U.D.F., 7 R.P.R., 4 div. d.

Sortants : 2 ext. g., 12 P.C., 1 P.C. diss., 10 P.S., 2 div. g.

Au premier tour. – Inscr., 13 915 ; abst., 22,75 % ; suffr. expr., 10 552. – Un. opp. (M. Caillonneau, U.D.F.), 5 233 (49,59 %) ; P.S. (M. Fajnzylberg, diss. P.C., m. s.), 4 691 (44,45 %) ; P.C. (M. Vuillemenot), 628 (5,95 %). BALL.

1981. – MM. Giscard, 5 962 (50,39 %) ; Mitterrand, 5 868 (49,60 %).

◆ **SURESNES**

Inscr., 21 949 ; abst., 23,73 % ; suffr. expr., 16 446. – Un. opp. (M. Dupuy, R.P.R.), 8 353 (50,79 %), 30 ELUS ; Un. g. (M. Pontillon, P.S., m. s., sén.), 8 093 (49,20 %), 9 ELUS.

Nouveau conseil : 3 P.C., 4 P.S., 2 div. g., 14 U.D.F., 13 R.P.R., 3 div. d.

Sortants : 13 P.C., 13 P.S., 2 div. g., 3 sièges vacants.

Au premier tour. – Inscr., 21 949 ; abst., 27,90 % ; suffr. expr., 15 389. – Un. opp. (M. Dupuy, R.P.R.), 7 579 (49,24 %) ; un. g. (M. Pontillon, P.S., m. s., sén.), 7 255 (47,14 %) ; P.C.I. (M. Monier), 555 (3,60 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 10 123 (56,25 %) ; Giscard, 7 873 (43,74 %).

Dans la région parisienne

LE SECOND TOUR

SEINE-SAINT-DENIS

◆ AULNAY-SOUS-BOIS

Inscr., 41 248 ; abst., 30,68 % ; suffr. expr., 27 874. – Un. g. (M. Thomas, P.C., m. s.), 14 088 (50,54 %), 37 ÉLUS ; un. opp. (M. Abrioux, R.P.R.), 13 786 (49,45 %), 12 ÉLUS.

Nouveau conseil : 2 P.S.U., 19 P.C., 14 P.S., 2 M.R.G., 5 U.D.F., 6 R.P.R., 1 div. d.

Sortants : 2 ext. g., 23 P.C., 10 P.S., 2 M.R.G.

Au premier tour. – Inscr., 42 248 ; abst., 37,24 % ; suffr. expr., 25 694. – Un. g. (M. Thomas, P.C., m. s.), 12 563 (48,89 %) ; un. opp., (M. Abrioux, R.P.R.), 12 130 (47,20 %) ; V.T. (M. Guillemot, L.O.), 625 (2,43 %) ; P.C.I. (M. Segura), 376 (1,46 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 18 896 (60,11 %), Giscard, 12 536 (39,88 %).

◆ GAGNY

Inscr., 22 432 ; abst., 25,32 % ; suffr. expr., 16 525. – Un. opp. (M. Valenet, R.P.R.), 8 464 (51,21 %), 30 ELUS ; un. g. (M. Favretto, P.C., m.s.), 8 061 (48,78 %), 9 ELUS.

Nouveau conseil : 5 P.C., 4 P.S., 11 U.D.F., 17 R.P.R., 2 div. d.

Sortants : 1 ext. g., 15 P.C., 15 P.S.

Au premier tour. – Inscr., 22 432 ; abst., 28,54 % ; suffr. expr., 15 695. – Un. opp. (M. Valenet, R.P.R.), 6 266 (39,92 %) ; P.C. ((M. Favretto, m.s.), 4 853 (30,92 %) ; P.S. (M. Barbera, a.s.), 3 325 (21,18 %) ; div. d. (M. Rigot), 1 251 (7,97 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 10 887 (57,45 %), Giscard, 8 063 (42,54 %).

◆ LES LILAS

Inscr., 12 371 ; abst., 31,16 % ; suffr. expr., 8 272. – Un. opp. (M. Salles, U.D.F.-C.D.S., a.s.), 4 745 (57,36 %), 28 ELUS ; un. g. (M. Bartolone, P.S., d.), 3 527 (42,63 %), 7 ELUS.

Nouveau conseil : 2 P.C., 5 P.S., 6 U.D.F., 11 R.P.R., 11 div. d.

Sortants : 3 U.D.F.-C.D.S., 4 U.D.F.-P.R., 4 U.D.F., 6 R.P.R., 10 div. d.

M. Rabeyrolles, div. d., m.s., n.s.r.p.

Au premier tour. – Inscr., 12 366 ; abst., 30,68 % ; suffr. expr., 8 376. – Un. opp. (M. Salles, U.D.F.-C.D.S., a.s.), 3 684 (43,98 %) ; Un. g. (M. Bartolone, P.S., d.), 2 895 (34,56 %) ; div. d. (M. Dubois), 1 433 (17,10 %) ; V.T. (Mme Laguiller, L.O.), 364 (4,34 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 5 580 (56,78 %), Giscard, 4 246 (43,21 %).

◆ MONTFERMEIL

Inscr., 11 361 ; abst., 22,06 % ; suffr. expr., 8 691. – Un. opp. (M. Bernard, div. d.), 4 451 (51,21 %), 27 ELUS ; un. g. (M. Guimet, P.C., m.s.), 4 240 (48,78 %), 8 ELUS.

Nouveau conseil : 4 P.C., 4 P.S., 9 U.D.F., 10 R.P.R., 8 div. d.

Sortants : 18 P.C., 9 P.S.

Au premier tour. – Inscr., 11 364 ; abst., 25,84 % ; suffr. expr., 8 243. – Un. g. (M. Guimet, P.C., m.s.), 4 047 (49,09 %) ; Un. opp. (M. Bernard, div. d.), 3 967 (48,12 %) ; L.C.R. (M. Pollet), 229 (2,77 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 5 330 (56,44 %) ; Giscard, 4 080 (43,35 %).

◆ NOISY-LE-GRAND

Inscr., 21 624 ; abst., 24,50 % ; suffr. expr., 15 144. – Un. g. (Mme Goutmann, P.C., M.S., A.D.), 7 647 (50,49 %), 33 ÉLUS ; un. opp., act. loc. (Mme Richard, R.P.R.), 7 497 (49,50 %), 10 ÉLUS.

Nouveau conseil : 1 P.S.U., 15 P.C., 14 P.S., 3 div. g., 2 U.D.F., 2 R.P.R., 3 mod., 3 div. g.

Sortants : 3 ext. g., 20 P.C., 1 M.R.G., 7 div. g.

Au premier tour. – Inscr., 21 676 ; abst., 30,07 % ; suffr. expr., 14 828. – Un. g. (Mme Goutmann, P.C., m. s., a. d.), 6 370 (42,95 %) ; un. opp. (Mme Richard, R.P.R.), 5 689 (38,36 %) ; act. loc., (M. Cuq), 2 769 (18,67 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 10 070 (58,22 %) ; Giscard, 7 226 (41,77 %).

◆ SEVRAN

Inscr., 20 732 ; abst., 34,50 % ; suffr. expr., 13 022. – Un. g. (M. Vergnaud, P.C., m. s.), 7 188 (55,19 %), 34 ÉLUS ; un. opp. (M. Fleury, R.P.R.), 5 834 (44,80 %), 9 ÉLUS.

Nouveau conseil : 3 P.S.U., 13 P.C., 12 P.S., 2 M.R.G., 4 div. g., 4 U.D.F., 5 R.P.R.

Sortants : 2 ext. g., 14 P.C., 14 P.S., 1 M.R.G.

Au premier tour. – Inscr., 20 732 ; abst., 31,34 % ; suffr. expr., 13 819. – P.C. (M. Vergnaud, m.s.), 5 144 (37,22 %) ; P.S. (M. Dray), 4 150 (30,03 %) ; un. opp. (M. Fleury, R.P.R.), 3 767 (27,25 %) ; div. d. (M. Machin), 474 (3,43 %) ; P.C.I. (Mme Landron), 284 (2,05 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 11 052 (63,82 %) ; Giscard, 6 263 (36,17 %).

◆ VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

Inscr., 16 747 ; abst., 22,15 % ; suffr. expr., 12 675. – Un. g. (M. Gaudon, P.C., m.s.), 6 381 (50,34 %), 27 ELUS ; un. opp., div. d. (M. Faisse, div. d.), 6 294 (49,65 %), 8 ELUS.

Nouveau conseil : 2 P.S.U., 15 P.C., 8 P.S., 2 M.R.G., 2 U.D.F., 2 R.P.R., 4 div. d.

Sortants : 2 ext. g., 14 P.C., 8 P.S., 3 M.R.G., 3 div. g., 1 siège vacant.

Au premier tour. – Inscr., 16 746 ; abst., 27,36 % ; suffr. expr., 11 873. – Un. g. (M. Gaudon, P.C., m.s.), 5 024 (42,31 %) ; div. d. (M. Faisse), 3 182 (26,80 %) ; div. d. (M. Fairweather, R.P.R.), 2 839 (23,91 %) ; écol. (M. Huot), 819 (6,89 %) ; P.C.I. (M. Ponch-Gimenez), 9 (0,07 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 9 155 (62,58 %) ; Giscard, 5 472 (37,41 %).

VILLIERS-SUR-MARNE

Inscr., 12 892 ; abst., 25,80 % ; suffr.expr., 9 211. - Un. g. (M. Delaporte, P.S., m.s.), 4 834 (52,48 %), 27 ELUS ; un. opp. (M. Bertrand), 4 377 (47,51 %), 8 ELUS.

Nouveau conseil : 3 P.S.U., 8 P.C., 13 P.S., 3 div. g., 2 U.D.F.-C.D.S., 2 U.D.F.-P.R.), 1 U.D.F., 2 R.P.R., 1 div. d.

Sortants : 3 ext. g., 10 P.C., 8 P.S., 3 M.R.G., 3 div. g.

Inscr., 12 892 ; abst., 29,24 % ; suffr. expr., 8 874. – Un. g. (M. Delaporte, P.S., m.s.), 3 800 (42,82 %) ; div. d. (M. Bertrand, U.D.F.), 2 468 (27,81 %) ; div. d. (M. Vanneau, U.D.F.), 1 567 (17,65 %) ; act. loc. (M. Cargnilo), 648 (7,30 %) ; div. g. (M. Leblanc, M.R.G., c.m.), 391 (4,4 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 5 911 (55,36 %) ; Giscard, 4 765 (44,63 %).

VAL-DE-MARNE

◆ CRÉTEIL

Inscr., 39 122 ; abst., 26,27 % ; suffr. expr., 28 135. – Un. g. (M. Cathala, P.S., m.s., d.), 14 293 (50,80 %), 37 ÉLUS ; un. opp. (M. Guillou, R.P.R.), 13 842 (49,19 %), 12 ÉLUS.

Nouveau conseil : 1 P.S.U., 7 P.C., 18 P.S., 3 M.R.G., 7 div. g., 1 écol., 1 U.D.F.-P.R., 3 U.D.F., 4 R.P.R., 1 C.N.I.P., 3 div. d.

Sortants : 22 P.S., 7 M.R.G., 7 div. g., 1 siège vacant.

Au premier tour. – Inscr., 39 122 ; abst., 32,45 % ; suffr. expr., 25 833. – Un. opp. (M. Guillou, R.P.R.), 11 652 (45,10 %) ; un. g. (M. Cathala, P.S., m. s., d.), 10 794 (41,78 %) ; Verts (M. Justaume), 1 678 (6,49 %) ; mod. (M. Adda), 1 041 (4,02 %) ; V.T. (M. Viguie, L.C.R.), 385 (1,49 %) ; P.C.I. (Mme Damien), 283 (1,09 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 17 809 (57,78 %) ; Giscard, 13 013 (42,21 %).

CACHAN

Inscr., 13 123 ; abst., 22,60 % ; suffr. expr., 9 791. – Un. g. (M. Carat, P.S., m.s., sén.), 5 532 (56,50 %), 28 ÉLUS ; un. opp. (M. Grellier, U.D.F.), 4 259 (43,49 %), 7 ÉLUS.

Nouveau conseil : 2 P.S.U., 6 P.C., 18 P.S., 2 div. g., 2 U.D.F.-P.R., 3 R.P.R., 2 C.N.I.P.

Sortants : 23 P.S., 2 M.R.G., 2 div. g.

Au premier tour. – Inscr., 15 123 ; abst., 30,59 % ; suffr. expr., 10 203. – P.S. (M. Carat, m. s., sén.), 4 410 (43,22 %) ; un. opp. (M. Grellier, U.D.F.), 3 692 (36,18 %) ; P.C. (M. Nectar), 1 534 (15,03 %) ; div. g. (Mme Dupont, P.S.U.), 567 (5,55 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 7 348 (59,34 %) ; Giscard, 5 034 (40,65 %).

◆ FONTENAY-SOUS-BOIS

Inscr., 31 921 ; abst., 28,28 % ; suffr. expr., 22 499. – Un. g., écol. (M. Bayeurte, P.C., m.s.), 11 793 (52,41 %), 35 ÉLUS ; Un. opp. (M. Favas, C.N.I.P.), 10 706 (47,58 %), 10 ÉLUS.

Nouveau conseil : 1 P.S.U., 18 P.C., 11 P.S., 3 M.R.G., 2 écol., 3 U.D.F., 3 R.P.R., 1 C.N.I.P., 3 div. g.

Sortants : 17 P.C., 8 P.S., 3 M.R.G., 1 div. g., 4 sièges vacants.

Au premier tour. – Inscr., 31 930 ; abst., 32,73 % ; suffr. expr., 21 127. – Un. g. (M. Bayeurte, P.C., m.s.), 10 189 (48,22 %) ; un. opp. (M. Favas, C.N.I.P.), 9 449 (44,72 %) ; écol. (M. Carre), 1 489 (7,04 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 13 678 (54,98 %) ; Giscard, 11 200 (45,01 %).

FRESNES

Inscr., 14 057 ; abst., 33,25 % ; suffr. expr., 9 176. – Un. g. (M. Villette, P.S., m. s.), 5 304 (57,80 %), 28 ÉLUS ; Un. opp. (M. Brin, U.D.F.-rad.), 3 872 (42,19 %), 7 ÉLUS.

Nouveau conseil : 1 P.S.U., 5 P.C., 16 P.S., 1 M.R.G., 5 div. g., 1 U.D.F.-rad., 1 U.D.F., 4 R.P.R., 1 div. d.

Sortants : 9 P.S., 15 div. g., 3 sièges vacants.

Au premier tour. – Inscr., 14 057 ; abst., 38,96 % ; suffr. expr., 8 373. – P.S. (M. Villette, m.s.), 3 726 (44,50 %) ; un. opp. (M. Brin, U.D.F.-rad.), 3 187 (38,06 %) ; P.C. (M. Chaudiron), 1460 (17,43). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 7 419 (61,20 %) ; Giscard, 4 702 (38,79 %).

LE KREMLIN-BICÊTRE

Inscr., 9 908 ; abst., 29,31 % ; suffr. expr., 6 819. – Un. opp., div. d. (M. Lacroix, U.D.F.-P.S.D., m. s.), 3 744 (54,90 %), 26 ÉLUS ; un. g. (Mme Martelli, P.C.), 3 075 (45,09 %), 7 ÉLUS.

Nouveau conseil : 3 P.C., 4 P.S., 16 U.D.F., 8 R.P.R., 2 div. d.

Sortants : 20 U.D.F., 5 R.P.R., 2 sièges vacants.

Au premier tour. – Inscr., 9 908 ; abst., 29,54 % ; suffr. expr., 6 762. – Un. g. (Mme Martelli, P.C.), 2 714 (40,13 %) ; un. opp. (M. Lacroix, U.D.F.-P.S.D., m.s.), 2 448 (36,20 %) ; div. d. (M. Maigne, U.D.F.-C.D.S., a.s.), 1 600 (23,66 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 4 894 (58,19 %) ; Giscard, 3 515 (41,80 %).

◆ SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS

Inscr., 49 506 ; abst., 29,09 % ; suffr. expr., 34 368. – Div. d. (M. Beaumont, m. s., a. d.), 21 962 (63,90 %), 44 ÉLUS : un. g. (M. Delanoë, P.S.), 9 213 (26,80 %), 7 ÉLUS ; div. g. (M. Noël, gaull. g., a. m.), 3 193 (9,29 %), 2 ÉLUS.

Nouveau conseil : 2 P.C., 5 P.S., 2 div. g., 14 U.D.F., 14 R.P.R., 1 C.N.I.P., 15 div. d.

Sortants : 7 U.D.F., 13 R.P.R., 18 div. d., 1 siège vacant.

Au premier tour. – Inscr., 49 506 ; abst., 28,58 % ; suffr. expr., 34 579. – Div. d. (M. Beaumont, m. s., a. d.), 16 600 (48 %) ; un. g. (M. Delanoe, P.S.), 7 565 (21,87 %) ; div. d. (M. Martin, R.P.R.), 5 856 (16,93 %) ; div. g. (M. Noël, gaull. g., a. m.), 4 053 (11,72 %) ; P.C.I. (M. Denis), 505 (1,46 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 23 761 (57,58 %) ; Giscard, 17 499 (42,41 %).

SEINE-ET-MARNE

◆ CHELLES

Inscr., 26 849 ; abst., 28,47 % ; suffr. expr., 18 822. – Un. opp. (M. Cova, R.P.R.), 10 016 (53,21 %), 33 ÉLUS ; Un. g. (M. Bordu, P.C., m.s., a.d.), 8 806 (46,78 %), 10 ÉLUS.

Nouveau conseil : 3 P.C., 4 P.S. 1 M.R.G., 2 div. g., 19 R.P.R., 4 U.D.F., 9 div. d., 1 ext. d.

Sortants : 17 P.C., 12 P.S., 2 M.R.G.

Au premier tour. – Inscr., 26 856 ; abst., 33,36 % ; suffr. expr., 17 521. – Un. opp. (M. Cova, R.P.R.), 8 537 (48,72 %) ; P.C. (M. Bordu, m.s., a.d.), 5 006 (28,57 %) ; P.S. (M. Fourre, c. m., d.), 3 978 (22,70 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 12 643 (58,94 %) ; Giscard, 8 806 (41,05 %).

COMBS-LA-VILLE

Inscr., 8 710 ; abst., 23,23 % ; suffr. expr., 6 614. – Un. g. (M. Sapin, P.S., a. s.), 2 877 (43,49 %), 24 ÉLUS ; un. opp. (M. Kirchheim, R.P.R.), 2 764 (41,79 %), 7 ÉLUS ; Act. loc. (M. Sudre), 973 (14,71 %), 2 ÉLUS.

Nouveau conseil : 5 P.C., 15 P.S., 4 div. g., 2 R.P.R., 5 div. d., 2 act. loc.

Sortants : 1 P.S.U., 8 P.C., 1 app. P.C., 13 P.S., 2 app. P.S., 2 M.R.G.

Au premier tour. – Inscr., 8 713 ; abst., 25,04 % ; suffr. expr., 6 424. - Un. g. (M. Sapin, P.S., a.s.), 2 803 (43,63 %) ; un. opp. (M. Kirchheim, R.P.R.), 2 283 (35,53 %) ; act. loc. (M. Sudre), 1 338 (20,82 %). BALL.

M. Vivien, P.S., m.s., d., se représente à Melun.

1981. – MM. Mitterrand, 3 925 (56,42 %) ; Giscard, 3 031 (43,57 %).

DAMMARIE-LES-LYS

Inscr., 10 267 ; abst., 26,15 % ; suffr. expr., 7 458. – Un. opp. (M. Mignon, R.P.R.), 3 875 (51,95 %), 25 ÉLUS ; Un. g. (M. Henault, P.S., a. s.), 3 583 (48,04 %), 8 ÉLUS.

Nouveau conseil : 3 P.C., 5 P.S., 5 U.D.F., 10 R.P.R., 10 div. d.

Sortants : 13 P.C., 12 P.S., 1 M.R.G., 1 siège vacant.

M. Robert Laporte, P.C., m.s., est décédé.

Au premier tour. – Inscr., 10 267 ; abst., 28,43 % ; suffr. expr., 7 204. - Un. opp. (M. Mignon, R.P.R.), 3 487 (48,40) ; P.S. (M. Henault, a.s.), 1 903 (26,41 %) ; P.C. (Mme Plard, a.s.), 1 814 (25,18 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 5 147 (60 %) ; Giscard, 3 430 (39,99 %).

LAGNY-SUR-MARNE

Inscr., 10 137 ; abst., 28 % ; suffr. expr., 7 178. – Un. opp. (M. Avisse, R.P.R., m. s.), 4 455 (62,06%), 27 ÉLUS ; Un. g. (M. Hanrot, P.S.), 2 723 (37,93 %), 6 ÉLUS.

Nouveau conseil : 2 P.C., 4 P.S., 5 U.D.F., 11 R.P.R., 11 div. d.

Sortants : 3 P.C., 2 P.S., 1 M.R.G., 2 div. g., 11 U.D.F., 5 R.P.R., 3 mod.

Au premier tour. – Inscr., 10 137 ; abst., 28,03 % ; suffr. expr., 7 146. - Un. opp. (M. Avisse, R.P.R., m.s.), 3 393 (47,48 %) ; un. g. (M. Hanrot, P.S.), 2 433 (34,04 %) ; div. d. (M. Lallemant), 1 320 (18,47 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 4 136 (50,63 %) ; Giscard, 4 033 (49,36 %).

◆ MEAUX

Inscr., 21 881 ; abst., 26,10 % ; suffr. expr., 15 874. – Un. g. (M. Lion, P.S., m. s.), 8 166 (51,44 %), 33 ÉLUS ; Un. opp. (M. Larché, U.D.F.-P.R., sén.), 7 708 (48,55 %), 10 ÉLUS.

Nouveau conseil : 10 P.C., 21 P.S., 2 M.R.G., 4 U.D.F., 4 R.P.R., 2 div. d.

Sortants : 11 P.C., 17 P.S., 3 app. P.S., 2 M.R.G.

Au premier tour. – Inscr., 21 882 ; abst., 30,92 % ; suffr. expr., 14 714. - Un. g. (M. Lion, P.S., m.s.), 7 012 (47,65 %) ; un. opp. (M. Larche, U.D.F.-P.R., sén.), 5 482 (37,25 %) ; div. d. (M. Héraud, U.D.F.-P.R., a.d.), 2 220 (15,08 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 9 518 (53,59 %) ; Giscard, 8 241 (46,40 %).

VILLEPARISIS

Inscr., 9 849 ; abst., 27,13 % ; suffr. expr., 7 029. – Un. opp. (M. Duchemin, div. d.), 3 557 (50,60 %), 25 ELUS ; Un. g. (M. Hennequin, P.S., a. s.), 3 472 (49,39 %), 8 ELUS.

Nouveau conseil : 3 P.C., 5 P.S., 1 U.D.F., 9 R.P.R., 15 div d.

Sortants : 1 P.S.U., 17 P.C., 9 P.S.

M. Torras, m.s., P.C., s'est retiré après le premier tour.

Au premier tour. – Inscr., 9 849 ; abst., 27,50 % ; suffr. expr., 7 026. - Un. opp. (M. Duchemin, div. d.), 3 046 (43,35 %), P.S. (M. Hennequin, a.s.), 2 196 (31,25 %), P.C. (M. Torras, m. s.), 1 784 (25,39 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 4 970 (63,53 %) ; Giscard, 2 852 (36,46 %).

YVELINES

LE CHESNAY

Inscr., 17 457 ; abst., 34,25 % ; suffr. expr., 11 446. – Div. d. (M. Cointe, U.D.F., m. s.), 5 607 (48,98 %), 27 ELUS ; div d. (M. de Vernejoul, R.P.R.), 3 444 (30,08 %), 5 ELUS ; Un. g. (M. Hertzog, P.S.), 2 395 (20,92 %), 3 ELUS.

Nouveau conseil : 1 P.C., 2 P.S., 7 U.D.F., 7 R.P.R., 18 div. d.

Sortants : 4 U.D.F., 5 R.P.R., 18 div. d.

Au premier tour. – Inscr., 14 457 ; abst., 16,95 % ; suffr. expr., 11 849. – Div. d. (M. Cointe, U.D.F., m. s.), 5 411 (45,66 %) ; div. d. (M. de Vernejoul, R.P.R.), 3 894 (32,86 %) ; un. g. (M. Hertzog, P.S.), 2 544 (21,47 %). BALL.

1981. – MM. Giscard, 8 767 (63,28 %) ; Mitterrand, 5 087 (36,71 %).

◆ HOUILLES

Inscr., 17 940 ; abst., 22,78 % ; suffr. expr., 13 560. – Un. g. (M. Seleskovitch, P.C., m.s.), 6 867 (50,64 %), 27 ÉLUS ; un. opp. (M. Mahiet, R.P.R.), 6 693 (49,35 %), 8 ÉLUS.

Nouveau conseil : 16 P.C., 10 P.S., 1 div. g., 2 U.D.F., 5 R.P.R., 1 div. d.

Sortants : 16 P.C., 12 P.S., 3 div. d.

Au premier tour. – Inscr., 17 940 ; abst., 26,50 % ; suffr. expr., 12 969. – Un. g. (M. Seleskovitch, P.C., m.s.), 5 647 (43,54 %) ; un. opp. (M. Mahiet, R.P.R.), 5 606 (43,22 %) ; verts (M. Coulon), 990 (7,63 %) ; div. d. (M. Dubernard), 568 (4,37 %) ; ext. g. (M. Rosenfeld), 158 (1,21 %) ; BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 8 267 (54,08 %) ; Giscard, 7 017 (45,91 %).

MAISONS-LAFFITTE

Inscr., 14 772 ; abst., 29 % ; suffr. expr., 10 363. – Un. opp. (M. Duprès, div. d., m.s.), 5 275 (50,90 %), 27 ÉLUS ; div. d. (M. Lefebvre, diss. R.P.R.), 3 115 (30,05 %), 5 ÉLUS ; un. g. (M. Athias, P.S.), 1 973 (19,03 %), 3 ÉLUS.

Nouveau conseil : 1 P.C., 2 P.S., 10 U.D.F., 5 R.P.R., 17 div. d.

Sortants : 11 U.D.F., 1 R.P.R., 15 mod.

Au premier tour. – Inscr., 14 772 ; abst., 27,22 % ; suffr. expr., 10 585. – Un. opp. (M. Dupres, div. d., m.s.), 5 061 (47,81 %) ; div. d. (M. Lefebvre, diss. R.P.R., 3 453 (32,62 %) ; un. g. (M. Athias, P.S.), 2 071 (19,56 %) ; BALL.

1981. – MM. Giscard, 7 930 (63,94 %) ; Mitterrand, 4 472 (36,05 %).

RAMBOUILLET

Inscr., 13 538 ; abst., 26,42 % ; suffr. expr., 9 840. – Un. opp. (M. Larcher, R.P.R.), 5 235 (53,20 %), 27 ÉLUS ; un. g. (M. Lepetit, P.S., c.m.), 3 720 (37,80 %), 7 ÉLUS ; div. d. (M. Paccou), 885 (8,99 %), 1 ÉLU.

Nouveau conseil : 1 P.C., 2 P.S., 4 div. g., 7 U.D.F., 5 R.P.R., 16 div. d.

Sortants : 5 P.C., 14 P.S., 7 M.R.G., 1 U.D.F.-rad.

Mme Thome-Patenotre, ex-M.R.G., m.s., n.s.r.p.

Au premier tour. – Inscr., 13 548 ; abst., 28,82 % ; suffr. expr., 9 417. – Un. g. (M. Lepetit, P.S., c. m.), 3 254 (34,55 %) ; R.P.R. (M. Larcher), 3 023 (32,10 %) ; U.D.F.-P.R. (Mme Boutin, m. s. d'Auffargis), 2 085 (22,14 %) ; div. d. (M. Paccou), 1 055 (11,20 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 5 579 (50,07 %) ; Giscard, 5 563 (49,92 %).

SAINT-CYR-L'ÉCOLE

Inscr., 9 856 ; abst., 30,83 % ; suffr. expr., 6 665. – Un. g. (M. Cuguen, P.C., c.m.), 3 658 (54,88 %), 26 ÉLUS ; un. opp. (M. Gourgon, U.D.F.), 3 007 (45,11 %), 7 ÉLUS.

Nouveau conseil : 17 P.C., 7 P.S., 1 M.R.G., 1 div. g., 3 U.D.F., 2 R.P.R., 2 div. d.

Sortants : 4 P.S.U., 15 P.C., 6 P.S., 2 M.R.G.

Au premier tour. – Inscr., 9 857 ; abst., 31,22 % ; suffr. expr., 6 643. – P.C. (M. Cuguen, m. s.), 2 884 (43,41 %) ; un. opp. (M. Gourgon, U.D.F.), 2 630 (39,59 %) ; P.S. (M. Filliatreau, c.m.), 1 129 (11,99 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 4 866 (58,62 %) ; Giscard, 3 434 (41,37 %).

◆ SARTROUVILLE

Inscr., 25 734 ; abst., 29,37 % ; suffr. expr., 17 781. – Un. g. (M. Chrétienne, P.C., M.S.), 9 157 (51,49 %), 33 ÉLUS ; un. opp. (M. Wetzel, U.D.F.-C.D.S.), 8 624 (48,50 %), 10 ÉLUS.

Nouveau conseil : 1 P.S.U., 21 P.C., 2 div. g., 4 U.D.F., 3 R.P.R., 3 div. d.

Sortants : 3 P.S.U., 21 P.C., 9 P.S.

Au premier tour. – Inscr., 25 762 ; abst., 31,03 % ; suffr. expr., 17 457. – Un. opp. (M. Wetzel, U.D.F.-C.D.S.), 6 888 (39,45 %) ; P.C. (M. Chrétienne, m.s.), 6 511 (37,29 %) ; P.S. (M. Le Gars, d.), 3 776 (21,63 %) ; P.C.I. (M. Imbert), 282 (1,61 %) ; BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 12 031 (57,56 %) ; Giscard, 8 870 (42,43 %).

TRAPPES

Inscr., 13 597 ; abst., 33,93 % ; suffr. expr., 8 765. – Un. g. (M. Hugo, P.C., M.S., Sen.), 4 447 (50,73 %), 27 ÉLUS ; un. opp. (Mme Cayet, U.D.F.), 4 318 (49,26 %), 8 ÉLUS.

Nouveau conseil : 1 P.S.U., 16 P.C., 7 P.S., 1 M.R.G., 2 div. g., 2 U.D.F., 1 R.P.R., 5 div. d.

Sortants : 1 P.S.U., 20 P.C., 6 P.S.

Au premier tour. – Inscr., 13 598 ; abst., 41,18 % ; suffr. expr., 7 712. – Un. g. (M. Hugo, P.C., m.s., sén.), 3 634 (47,12 %) ; un. opp. (Mme Cayet, U.D.F.), 3 617 (46,90 %) ; V.T. (M. Stalin, L.C.R.), 461 (5,97 %) ; BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 7 459 (68,03 %) ; Giscard, 3 505 (31,96 %).

DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Dans les départements

AIN

MIRIBEL

Inscr., 4 297 ; abst., 26,13 % ; suffr. expr., 3 131. – Un. opp. (M. Beaufort, U.D.F.), 1 560 (49,82 %), 22 ÉLUS ; Un. g. (M. Coquard, P.S.), 1 261 (40,27 %), 6 ÉLUS ; div. g. (M. Davèze), 310 (9,90 %), 1 ÉLU.

Nouveau conseil : 2 P.C., 4 P.S., 1 U.D.F., 1 R.P.R., 21 div. d.

Sortants : 23 div. d.

M. Billandon, m.s., U.D.F.-C.D.S., n.s.r.p.

Au premier tour. – Inscr., 4 297 ; abst., 29,83 % ; suffr. expr., 2 931. – Un. opp. (M. Beaufort, U.D.F.), 1 441 (49,16 %) ; Un. g. (M. Coquard, P.S.), 1 110 (37,87 %) ; div. d. (M. Davaze), 380 (12,96 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 1 825 (52,94 %) ; Giscard, 1 622 (47,05 %).

Les principales villes du département ont donné une prime aux maires sortants réélus facilement dès le premier tour à Bourg-en-Bresse (P.S.), Bellegarde (P.C.), Belley (U.D.F.-P.R.), et Ambérieu-en-Bugey (app. U.D.F.). Seule Oyonnax, seconde ville de l'Ain, a opté pour un changement de la gauche vers la droite.

La seule ville importante en ballottage, Miribel, a été conservée par l'opposition malgré le non-désistement de M. Davèze (div. d.). M. Jean Beaufort, conseiller général (app. U.D.F.), est élu maire, battant M. Alain Coquard, premier secrétaire de la fédération du P.S. de l'Ain et chargé de mission au ministère des P.T.T.

AISNE

HIRSON

Inscr., 7 846 ; abst., 19,58 % ; suffr. expr., 6 044. – Un. opp. (M. Lapeyrie, R.P.R.), 3 099 (51,27 %), 25 ÉLUS ; un. g. (M. Mahoudeaux, P.C., m.s.), 2 945 (48,72 %), 8 ÉLUS.

Nouveau conseil : 4 P.C., 3 P.S., 1 div. g., 8 U.D.F., 14 R.P.R., 3 div. d.

Sortants : 10 P.C., 10 P.S., 7 div. g.

Au premier tour. – Inscr., 7 851 ; abst., 23 21 % ; suffr. expr., 5 756. – Un. g. (M. Mahoudeaux, P.C., m.s.), 2 469 (42,89 %) ; un. opp. (M. Lapeyrie, R.P.R.), 2 065 (35,87 %) ; div. d. (M. Hary), 1 099 (19,09 %) ; P.C.I. (Mme Guy), 123 (2,13 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 3 825 (57,55 %) ; Giscard, 2 821 (42,44 %).

◆ **SAINT-QUENTIN**

Inscr., 40 687 ; abst., 18,30 % ; suffr. expr., 32 330. – Un. opp. act. loc. (M. Braconnier, R.P.R.), 16 457 (50,90 %), 37 ÉLUS ; un. g. (M. Le Meur, P.C., m.s., d.), 15 873 (49,09 %), 12 ÉLUS.

Nouveau conseil : 4 P.C., 2 app. P.C., 6 P.S., 10 U.D.F., 10 R.P.R., 10 div. d., 7 act. loc.

Sortants : 1 P.S.U., 19 P.C., 14 P.S., 3 div. g.

Au premier tour. – Inscr., 40 687 ; abst., 24,17 % ; suffr. expr., 29 479. – Un. opp. (M. Braconnier, R.P.R., sén.), 13 094 (44,41 %) ; un. g. (M. Le Meur, P.C., m.s., d.), 12 838 (43,54 %) ; act. loc. (M. Huguet), 3 547 (12,03 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 19 364 (55,82 %) ; Giscard, 15 322 (44,17 %).

C'est au nord du département que le changement est intervenu : Saint-Quentin, Hirson et Tergnier ont changé de camp. A Saint-Quentin, 564 suffrages ont suffi à M. Jacques Braconnier, sénateur R.P.R., pour reprendre à M. Le Meur, député communiste, maire sortant, la mairie que ce dernier lui avait enlevée en 1977. Bien que M. Le Meur ait gagné plus de 3 000 voix par rapport au premier tour, cela n'a pas suffit pour endiguer la montée de son adversaire. M. Braconnier a bénéficié de l'apport de la liste de M. Huget.

A Hirson, M. Mahoudeaux, maire sortant, a été de même victime du désistement de la liste Hary, dont les électeurs ont apporté leurs suffrages à la liste R.P.R. de M. Lapeyrie. Cette défaite de la gauche à Hirson « répond » à la victoire, à Vervins, du député socialiste M. Balligand, au premier tour, qui a détrôné le maire sortant.

Une autre ville de plus de 3 500 habitants a changé de couleur : Tergnier, grâce à l'apport des communes associées, où la gauche a repris l'avantage d'un siège et dont le maire sera socialiste.

ALLIER

◆ **MONTLUÇON**

Inscr., 33 907 ; abst., 20,53 % ; suffr. expr., 25 893. – P.C. (M. Goldberg, m.s., a.d.), 15 229 (58,81 %), 34 ÉLUS ; un. opp. (M. Rossi, U.D.F.-P.R.), 10 664 (41,18 %), 9 ÉLUS.

Nouveau conseil : 15 P.C., 6 P.S., 1 M.R.G., 12 div. g., 3 R.P.R., 3 U.D.F., 3 div. d.

Sortants : 17 P.C., 11 P.S., 7 div. g.

Au premier tour. – Inscr., 31 907 ; abst., 14,60 % ; suff. expr., 26 622. – P.C. (M. Goldberg, m.s., a.d.), 12 194 (45,80 %) ; P.S. (M. Chaubard, d.), 7 141 (26,82 %) ; un. opp. (M. Rossi, U.D.F.-P.R.), 4 533 (17,02 %) ; div. d. (M. Mairal, R.P.R.), 2 754 (10,34 %) ; BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 17 453 (59,57 %) ; Giscard, 11 843 (40,42 %).

A Montluçon, le report des voix socialistes du premier tour s'est mal effectué, au second, en faveur de la liste d'union conduite par M. Goldberg (P.C.). La gauche totalisait 19 335 suffrages au premier tour. Elle n'en recueille que 15 229 au second, ce qui lui suffit cependant pour l'emporter aisément.

HAUTES-ALPES

BRIANÇON

Inscr., 5 805 ; abst., 18,29 % ; suffr. expr., 4 517. – Un. g. (M. de Caumont, P.S., d.), 2 277 (50,40 %), 22 ÉLUS ; un. opp. (M. Chabas, R.P.R., c.g.), 2 240 (49,59 %), 7 ÉLUS.

Nouveau conseil : 7 P.C., 7 P.S., 7 div. g., 3 R.P.R., 5 div. d.

Sortants : 1 U.D.F.-P.R., 22 div. d.

Au premier tour. – Inscr., 5 805 ; abst., 23,08 % ; suffr. expr., 4 278. – Un. g. (M. de Caumont, P.S., d.), 1 699 (39,71 %) ; un. opp. (M. Chabas, R.P.R., c.g.), 1 675 (39,15 %) ; div. d. (M. Cheynet), 904 (21,13 %). BALL.

M. Paul Dijoud, U.D.F.-P.R., m.s., a.d., a. min., n.s.r.p.

1981. – MM. Mitterrand, 2 544 (51,55 %) ; Giscard, 2 391 (48,44 %).

La liste conduite par M. Robert de Caumont, député P.S., l'a emporté avec seulement 37 voix d'avance sur la liste d'opposition. Après le premier tour, la liste apolitique du docteur Cheynet s'était retirée. M. de Caumont, un des fondateurs des GAM (Groupes d'action municipale), succédera donc à M. Paul Dijoud (U.D.F.-P.R.) qui, maire sortant, ne se représentait pas.

ALPES-MARITIMES

BEAUSOLEIL

Inscr., 9 826 ; abst., 21,66 % ; suffr. expr., 7 510. – Un. g. (M. Vanco, P.C., m.s.), 3 845, (51,19 %) ; 25 ÉLUS ; un. opp. (M. Bernardi, R.P.R.), 3 665 (48,80 %), 8 ÉLUS.

Nouveau conseil : 8 P.C., 1 P.S., 16 div. g., 2 U.D.F.-P.R., 4 R.P.R., 2 div. g.

Sortants : 15 P.C., 3 P.S., 9 div. g.

Au premier tour. – Inscr., 9 826 ; abst. 26,55 % ; suffr. expr., 7 078. – Un. g. (M. Vanco, P.C., m.s.), 3 447 (48,70 %) ; un. opp. (M. Bernardi, R.P.R., 3 061 (43,24 %) ; div. d. (M. Zonza), 570 (8,05 %). BALL.

1981. – MM. Giscard, 4 174 (55,80 %) ; Mitterrand, 3 306 (44,19 %).

◆ **CANNES**

Inscr., 50 828 ; abst., 21,73 % ; suffr. expr., 39 180. – Un. opp. (Mme Dupuy, R.P.R.), 21 680 (55,33 %), 39 ÉLUS ; div. g. (M. Cornut-Gentille, a.m., a.d.), 13 234 (33,77 %), 8 ÉLUS ; un. g. (M. Renouard, P.S.), 4 266 (10,88 %), 2 ÉLUS.

Nouveau conseil : 2 P.S., 8 div. g., 6 U.D.F., 6 R.P.R., 1 C.N.I.P., 26 div. d.

Sortants : 3 P.C., 6 P.S., 28 act. loc.

M. Ladevèze, m.s., mod., s'est retiré après le premier tour.

Au premier tour. – Inscr., 50 828 ; abst., 22,68 % ; suffr. expr., 38 649. – Un. opp. (Mme Dupuy, R.P.R.), 17 595 (45,52 %) ; div. g. (M. Cornut-Gentille, a.m., a.d.), 10 886 (28,16 %) ; div. d. (M. Ladevèze, m.s.), 5 237 (13,55 %) ; Un. g. (M. Renouard, P.S.), 4 931 (12,75 %). BALL.

1981. – MM. Giscard, 25 118 (59,47 %), Mitterrand, 17 114 (40,52 %).

MENTON

Inscr., 19 287 ; abst., 18,39 % ; suffr. expr., 15 151. – R.P.R. (M. Aubert, m.s., d.), 9 038 (59,65 %), 28 ÉLUS ; Un. g. (M. Guidez, P.S.), 6 113 (40,34 %), 7 ELUS ; un. g. (M. Guidez, P.S.), 6 113 (40,34 %), 7 ÉLUS.

CAS **Nouveau conseil** : 3 P.C., 4 P.S., 1 U.D.F.-C.D.S., 5 U.D.F., 11 R.P.R., 11 div. d.

Sortants : 2 U.D.F.-P.S.D., 4 U.D.F.-P.R., 7 R.P.R., 11 div. d., 3 sièges vacants.

Au premier tour. – Inscr., 19 289 ; abst., 18,73 % ; suffr. expr., 15 285. – R.P.R. (M. Aubert, m. s., d.), 7 067 (46,23 %) ; un. g. (M. Guidez, P.S.), 4 271 (27,94 %) ; U.D.F. (M. Palmero, sén.), 3 947 (25,82 %). BALL.

1981. – MM. Giscard, 9 143 (56,43 %), Mitterrand, 7 057 (43,56 %).

VENCE

Inscr., 8 818 ; abst., 27,97 % ; suffr. expr., 6 746 – Un. opp. (M. Falcoz, R.P.R.), 2 785 (41,28 %), 24 ÉLUS ; div. d. (M. Prioux, R.P.R.), 2 047 (30,34 %), 5 ÉLUS ; Un. g. (M. Boivin P.S.), 1 914 (28,37 %), 4 ÉLUS.

Nouveau conseil : 1 P.C., 3 P.S., 1 U.D.F.-C.D.S., 7 U.D.F.-P.R., 9 R.P.R., 12 div. d.

Sortants : 2 P.S., 4 U.D.F.-P.R., 5 R.P.R., 16 mod.

M. Maret, U.D.F., m.s., n.s.r.p.

Au premier tour. – Inscr., 8 818 ; abst., 22,99 % ; suffr. expr., 6 630. – Un. opp. (M. Falcoz, R.P.R.), 2 338 (35,26 %) ; div. d. (M. Boivin, P.S.), 1 883 (28,40 %) ; div d. (M. Chabert), 477 (7,19 %). BALL.

1981. – MM. Giscard, 4 073 (60,11 %) ; Mitterrand, 2 702 (39,88 %).

Le deuxième tour du scrutin n'a pas modifié notablement la carte politique du département.

A Cannes, après l'éviction, le 6 mars, du maire sortant, M. Ladevèze (div. droite), c'est, comme prévu, Mme Anne-Marie Dupuy (R.P.R.) qui l'emporte en devançant la liste conduite par M. Bernard Cornut-Gentille de 8 446 voix. Elle a bénéficié d'une bonne part des suffrages dont avait bénéficié au premier tour la liste de M. Ladevèze.

A l'inverse, la liste majoritaire de M. Renouard (P.S.) a perdu 665 voix par rapport au premier tour.

A Menton, comme cela était également attendu, le maire sortant, M. Aubert (R.P.R.), retrouve son siège avec 2 925 voix de plus que le candidat du P.S., tout comme M. Vanco (P.C.F.), qui est réélu à Beausoleil où le réflexe majoritaire a joué en sa faveur, lui permettant de battre son adversaire R.P.R. de 180 voix.

A Vence, où le maire (U.D.F.) sortant ne se représentait pas et où deux listes R.P.R. s'affrontaient au second tour face à la liste de la gauche, M. Falcoz (R.P.R.) l'a emporté sans que cette victoire constitue, là encore, une véritable surprise.

ARDÈCHE

AUBENAS

Inscr., 7 403 ; abst., 22,54 % ; suffr. expr., 5 506. – Div. d. (M. Hugo, R.P.R., m.s., sén.), 3 187 (57,88 %), 26 ÉLUS ; un. g. (M. Eymery, P.S.), 2 319 (42,11 %), 7 ÉLUS.

Nouveau conseil : 2 P.C., 5 P.S., 5 U.D.F., 9 R.P.R., 12 div. d.

Sortants : 1 U.D.F., 9 R.P.R., 16 mod., 1 siège vacant.

Au premier tour. – Inscr., 7 403 ; abst., 22,34 % ; suffr. expr., 5 587. – Div. d. (M. Hugo, R.P.R., m.s., sén.). 2 724 (48,75 %) ; un. g. (M. Eymery, P.S.), 1 814 (32,46 %) ; div. d. (M. Chastanier, U.D.F.), 1 049 (18,77 %), BALL.

1981. – MM. Giscard, 3 230 (51,75 %) ; Mitterrand, 3 011 (48,24 %).

LE TEIL

Inscr., 5 716 ; abst., 18,71 % ; suffr. expr., 4 530. – Un. g. (M. Chapuis, P.S., d.), 2 741 (60,50 %), 24 ÉLUS ; un. opp. (M. Benistant, U.D.F., m.s.), 1 789 (39,49 %), 5 ÉLUS.

Nouveau conseil : 8 P.C., 16 P.S., 5 div. d.

Sortants : 23 mod.

Au premier tour. – Inscr., 5 516 ; abst., 16,51 % ; suffr. expr., 4 465. – P.S. (M. Chapuis, d.), 1 773 (39,70 %) ; un. opp. (M. Benistant, U.D.F., m.s.), 1 594 (35,69 %) ; P.C. (M. Mazel), 1 098 (24,59 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 2 907 (60,08 %) ; Giscard, 1 931 (39,91 %).

La gauche, qui a dû concéder la mairie d'Annonay à M. Perbet (R.P.R.), a conquis, avec M. Chapuis, député socialiste, la mairie du Teil.

A Vals-les-Bains, le fils de l'ancien ministre Paul Ribeyre, M. Jean-Paul Ribeyre, est élu. Les électeurs l'ont préféré à une liste composite proposée au second tour, après maintes tractations, qui excluait le P.C. et rassemblait socialistes, centristes et divers droite.

ARDENNES

◆ **CHARLEVILLE-MÉZIÈRES**

Inscr., 32 367 ; abst., 24,98 % ; suffr. expr., 23 694. – un. g. (M. Mas, P.S. m. s., d.), 12 726 (53,70 %), 35 élus ; un. opp. (M. Pilard, U.D.F.-C.D.S.), 10 968 (46,29 %), 10 ÉLUS.

Nouveau conseil : 13 P.C., 21 P.S., 1 div. g., 4 U.D.F.-P.R., 5 R.P.R., 1 div. d.

Sortants : 15 P.C., 20 P.S.

Au premier tour. – Inscr., 32 371 ; abst., 29,25 % ; suffr. expr., 22 249. – Un. g. (M. Mas, P.S., m. s., d.), 10 764 (48,37 %) ; un. opp. (M. Pilard, U.D.F.-C.D.S.), 9 561, (42,97 %) ; mod. (M. Frezzato), 1 028 (4,62 %) ; div. g. (M. Giot), 896 (4,02 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 15 939 (57,44 %), Giscard, 11 808 (42,55 %).

RETHEL

Inscr., 5 202 ; abst., 24,79 % ; suffr. expr., 3 842. – Div. d. (M. Siegel, C.N.O.P., m.s.), 1 736 (45,18 %), 20 ÉLUS ; un. g. ((M. Faynot, P.S.), 1 345 (35 %), 5 ÉLUS ; div. d. (M. div. d. (M. Prudhommeaux.), 761 (19,80 %), 3 ÉLUS.

Nouveau conseil : 2 P.C., 3 P.S, 4 R.P.R., 19 div. d. (+ 1 div. d. élu au premier tour).

Sortants : 4 P.S., 1 C.N.I.P., 18 mod.

Au premier tour. – Inscr., 5 202 ; abst., 25,89 % ; suffr. expr., 3 751. – Div. d. (M. Siegel, C.N.I.P., m.s.) ; 1 494 (39,82 %) ; un. g. (M. Faynot, P.S.), 1 087 (28,97 %) ; div. d. (M. Prudhommeaux), 854 (22,76 %) ; div. g. (M. Convers, M.R.G.), 316 (8,42 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand 2 298 (52,60 %), Giscard, 2 070 (47,39 %).

SEDAN

Inscr., 13 090 ; abst., 21,28 % ; suffr. expr., 10 108. – Un. g. (M. Demoulin, P.S., 5 073 (50,18 %), 27 ÉLUS ; un. opp. (M. Sourdille, R.P.R., a.d., a. m.), 5 035 (49,81 %), 8 ÉLUS.

Nouveau conseil : 10 P.C., 17 P.S., 1 R.P.R., 7 div. d.

Sortants : 10 P.C., 17 P.S.

M. Charpentier, P.S., m.s., d., se représente sur la liste de M. Demoulin.

Au premier tour. – Inscr., 13 089 ; abst., 27,58 % ; suffr. expr., 9 240. – Un. opp. (M. Sourdille, R.P.R., a.d., a.m.), 4 484 (48,52 %) ; un. g. (M. Demoulin, P.S.), 4 248 (45,97 %) ; act. loc. (M. Petitjean), 508 (5,49 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 6 456 (58,64 %), Giscard, 4 553 (41,35 %).

La liste d'union de la gauche conserve la mairie de Sedan avec seulement 38 voix d'avance. La liste d'opposition conduite par le président du conseil général, M. Jacques Sourdille (R.P.R.), qui avait 272 voix de retard au premier tour, l'aurait emporté sans le réveil des abstentionnistes en faveur de la gauche dans le seul secteur de Sedan.

Ces abstentionnistes du premier tour ont aussi permis la réélection de M. Roger Mas (P.S.) à Charleville-Mézières, qui recueille près de 2 000 voix de plus que son adversaire, et enregistre un soutien important des écologistes.

ARIÈGE

FOIX

Inscr., 6 087 ; abst., 18,15 % ; suffr. expr., 4 896. – Un. g. (M. Carol, P.S., m. s.), 1 891 (38,62 %), 20 ELUS ; diss. P.S. (M. Thiers), 1 676 (34,23 %), 5 ELUS ; un. opp. (M. Sannac, R.P.R.), 1 329 (27,14 %), 4 ELUS.

Nouveau conseil : 2 P.S.U., 5 P.C., 7 P.S., 4 diss. P.S., 2 M.R.G., 5 div. g., 1 U.D.F., 2 R.P.R., 1 div. d.

Sortants : 6 P.C., 15 P.S., 2 app. P.S.

Au premier tour. – Inscr., 6 087 ; abst., 19,74 % ; suffr. expr., 4 690. – Un. g. (M. Carol, P.S., m.s.), 1 781 (37,97 %) ; diss. P.S. (M. Thiers, C.S., diss. P.S.), 1 532 (32,66 %) ; un. opp. (M. Sannac, R.P.R.), 1 377 (29,36 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 3 185 (61,22 %) ; Giscard, 2 017 (38,77 %).

LAVELANET

Inscr., 5 677 ; abst., 18,70 % ; suffr. expr., 4 503. – P.S. (M. Caux), 1 905 (42,30 %), 21 ELUS : P.C. (M. Miquel, m.s.), 1 623 (36,04 %), 5 ELUS ; un. opp. (M. Milesi, div. d.), 975 (21,65 %), 3 ELUS.

Nouveau conseil : 5 P.C., 21 P.S., 3 R.P.R.

Sortants : 13 P.C et app., 10 P.S. et app.

Au premier tour. – Inscr., 5 677 ; abst., 19,86 %, suffr. expr., 4 385. – P.S. (M. Caux), 1 814 (41,36 %) ; P.C. (M. Miquel, m.s.), 1 532 (34,93 %) ; un. opp. (M. Milesi, div. d.), 1 039 (23,69 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 2 990 (64,09 %) ; Giscard, 1 675 (35,90 %).

PAMIERS

Inscr., 9 400 ; abst., 16,76 % ; suffr. expr., 7 626. – Div. d. (M. Rouquet, m. s.), 3 823 (50,13 %), 25 ÉLUS ; un. g. (M. Barrière, div. g), 3 803 (49,86 %), 8 ELUS.

Nouveau conseil : 4 P.C., 3 P.S., 1 M.R.G., 3 R.P.R., 22 div. d.

Sortants : 2 P.C., 2 app. P.C., 4 soc., 19 act. loc.

Au premier tour. – Inscr., 9 404 ; abst., 22,01 %, suffr. expr., 7 246. – Div. d. (M. Rouquet, m.s.), 2 784 (38,42 %) ; P.C. (M. Barrière, div. g.), 2 037 (28,11 %) ; mod. (M. Dallet), 1 296 (17,88 %) ; P.S. (M. Truno), 1 129 (15,58 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 4 622 (60,52 %) ; Giscard, 3 014 (39,47 %).

Prime au maire sortant à Foix où M. Olivier Carol (P.S.) conserve son siège devant le socialiste dissident, M. Serge Thiers. Les deux candidats socialistes obtiennent ensemble un score sensiblement voisin de celui réalisé en 1977 par le seul M. Olivier Carol. A Pamiers, le maire sortant, M. Francis Rouquet (div. d.) sauve son siège de justesse.

A Lavelanet, M. Jean-Michel Caux (P.S.) bat largement M. Jean Miquel (P.C.), maire sortant, qui n'obtient que 36,04 % des voix, soit un peu plus d'un point de moins qu'au premier tour.

AUBE

LA CHAPELLE-SAINT-LUC

Inscr., 7 929 ; abst., 36,12 % ; suffr. expr., 4 938. – Un. opp., mod. (M. Noley, div. d.), 2 554 (51,72 %), 25 ÉLUS ; Un. g. (M. Cesnot, P.S.), 2 384 (48,27 %), 8 ÉLUS.

Nouveau conseil : 3 P.C., 5 P.S., 4 div. g., 5 diss. P.S., 16 div. d.

Sortants : 5 P.S., 9 div. g., 13 mod.

M. Predieri, m.s., diss. P.S., se présente sur la liste de M. Noley.

Au premier tour. – Inscr., 7 929 ; abst., 37,33 % ; suffr. expr., 4 841. – Un. g. (M. Gesnot, P.S.), 1 827 (37,74 %), un. opp. (M. Noley), 1 624 (33,54 %) ; mod. (M. Predieri, diss. P.S., m. s.), 1 390 (28,71 %), BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 3 804 (61,87 %) ; Giscard, 2 344 (38,12 %).

A La Chapelle-Saint-Luc, la victoire, avec 51,72 % des suffrages exprimés et 25 sièges, revient à la liste d'action et d'union municipales, conduite par M. Noley (div. d.), adjoint sortant, et résultat d'une fusion entre la liste dite apolitique de M. Noley et celle du maire sortant, dissident socialiste, M. Prédiéri. A elles deux, elles comptabilisaient 62,2 % des voix au premier tour, et ont donc perdu près de dix points entre les deux tours. Dans le même temps, la liste d'union de la gauche, conduite par M. Gesnot, socialiste et conseiller municipal sortant, a gagné, elle, dix points et, en recueillant 48,27 % des voix, s'est assuré 8 sièges.

M. Bernard Goury, directeur de cabinet du ministre de l'agriculture, Mme Cresson, qui se présentait sur la liste d'union de la gauche à Aix-en-Othe, a été battu.

AUDE

◆ **CARCASSONNE**

Inscr., 28 486 ; abst., 21,10 % ; suffr. expr., 21 535. – Un. opp. (M. Chesa, R.P.R.), 11 355 (52,72 %), 33 ÉLUS : Un. g., div. g. (M. Vidal, P.S., D.), 10 180 (47,27 %), 10 ÉLUS.

Nouveau conseil : 4 P.C., 4 P.S., 1 div. g., 1 écol., 11 U.D.F., 11 R.P.R., 11 div. d.

Sortants : 16 P.C., 17 P.S.

M. Anselme, m.s., P.S. diss., s'est retiré après le premier tour.

Au premier tour. – Inscr., 28 498 ; abst., 23,48 % ; suffr. expr., 21 241. – Un. opp. (M. Chesa, R.P.R.), 8 779 (41,33 %) ; un. g. (M. Vidal, P.S., d.), 7 262 (34,18 %) ; diss. P.S. (M. Ancely, m. s.), 3 295 (15,51 %) ; div. g. (M. Peytavi, diss. P.C.), 1 905 (8,96 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 13 230 (58,46 %) ; Giscard, 9 400 (41,53 %).

LIMOUX

Inscr., 6 621 ; abst., 16,22 % ; suffr. expr., 5 356. – Un. g. (M. Badoc, P.S., M.S.), 2 978 (55,60 %).), 23 ÉLUS ; Un. opp. (M. Santa Mans, R.P.R.), 2 378 (44,39 %), 6 ÉLUS.

Nouveau conseil : 8 P.C., 11 P.S., 3 M.R.G., 1 gaull. g., 2 U.D.F., 4 R.P.R.

Sortants : 8 P.C., 14 P.S., 4 M.R.G., 1 div. g.

Au premier tour. – Inscr., 6 621 ; abst., 18,48 % ; suffr. expr., 5 197. – P.S., M.R.G. (M. Badoc, P.S., m.s.), 2 081 (40,04 %) ; un. opp. (M. Santa Mans, R.P.R.), 2 005 (38,57 %) ; P.C. (Mme Rivera), 1 111 (21,37 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 3 445 (61,08 %) ; Giscard, 2 195 (38,91 %).

Après Narbonne et Castelnaudary en 1971, le parti socialiste vient de perdre la plus importante ville du département, Carcassonne, qu'il détenait depuis trente ans. Mais si la victoire de la liste de l'opposition (52,64 % des suffrages) marque le glissement à droite d'une ville qui, en février 1982, avait déjà élu M. Raymond Chesa (R.P.R.) au conseil général, c'est avant tout la conséquence logique d'un déchirement de la gauche, qui n'alignait pas moins de trois listes lors du premier tour. L'une d'entre elle, était conduite par le maire sortant, M. Fernand Ancely, qui n'avait pas obtenu l'investiture du P.S. une autre l'était par M. Joseph Vidal, député socialiste, et candidat officiel de l'union de la gauche. La question de la tête d'une éventuelle liste d'union n'ayant pu être réglé entre les deux tours, M. Ancely (15 % des voix au premier tour) avait décidé de se retirer de la compétition. Un rapide calcul fondé sur les résultats du 6 mars laissait alors facilement prévoir une victoire de M. Joseph Vidal, fort du report de toutes les voix de gauche ; mais le contraire est arrivé, et c'est M. Chesa qui, avec 11,39 % de plus qu'au premier tour, semble avoir bénéficié des suffrages obtenus une semaine plus tôt par M. Ancely. A Limoux, en revanche, les alliances ont été respectées et la fusion des listes socialiste et communiste a permis à la majorité, désunie au premier tour, de remporter, avec 55,60 % des suffrages, une assez nette victoire.

Limoux et Lézignan-Corbières restent désormais les seules villes de plus de 7 000 habitants dirigées par le parti socialiste. Un parti qui, s'il perd de son poids dans les milieux urbains, garde toutefois une place prépondérante dans la plupart des communes de moins de 3 500 habitants.

AVEYRON

RODEZ

Inscr., 14 313 ; abst., 20,45 % ; suffr. expr., 11 237. – Div. d. (M. Censi, U.D.F.-P.R), 4 185 (37,24 %.), 24 ELUS ; div. d. (M. Boscary-Monsservin, U.D.F.-P.R., m. s.), 3 832 (34,10 %), 6 ELUS ; un. g. (M. Raynal, P.S.), 3 220 (28,65 %), 5 ELUS.

Nouveau conseil : 1 P.C., 4 P.S., 24 U.D.F., 2 R.P.R., 4 div. d.

Sortants : 1 P.S., 6 U.D.F., 5 R.P.R., 14 mod. et 1 siège vacant.

Au premier tour. – Inscr., 14 313 : abst., 23,90 % ; suffr. expr., 10 595. – Div. d. (M. Censi, U.D.F.-P.R.), 3 749 (35,38 %) ; div. d. (M. Boscary-Monsservin, U.D.F.-P.R., m. s.), 3 702 (34,94 %) ; un. g. (M. Raynal, P.S.), 3 144 (29,67 %). BALL.

1981. – MM. Giscard, 6 264 (52,94 %) ; Mitterrand, 5 568 (47,05 %).

MILLAU

Inscr., 15 596 ; abst., 17,03 % ; suffr. expr., 12 561. – Un. g. (M. Deruy, P.S.), 6 687 (53,23 %), 27 ELUS ; un. opp., mod. (M. Esperce, U.D.F.-rad.) 5 874 (46,76 %), 8 ELUS.

Nouveau conseil : 1 P.S.U., 6 P.C., 11 P.S., 3 M.R.G., 2 G.A.M., 4 div. g., 8 div. d.

Sortants : 3 M.R.G., 2 U.D.F.-rad., 5 U.D.F.-C.D.S., 16 mod., 1 siège vacant.

Au premier tour. – Inscr., 15 600 ; abst., 21,94 % ; suffr., expr. 11 644. – Un. g. (M. Deruy, P.S.), 5 705 (48,99 %) ; un. opp. (M. Eperce, U.D.F.-rad.), 4 174 (35,84 %) ; mod. (M. Rimlinger), 1 765 (15,15 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand 7436 (56,45 %) ; Giscard 5735 (43,54 %).

VILLEFRANCHE-DE-ROUERGUE

Inscr., 8 247 ; abst., 15,83 % ; suffr. expr., 6 740. – Un. g. (M. Rigal, M.R.G., d.), 3 671 (54,46 %), 26 ELUS ; un. opp. (M. Pelou, mod.), 3 069 (45,53 %), 7 ELUS.

Nouveau conseil : 4 P.C., 7 P.S., 7 M.R.G., 8 div. g, 1 U.D.F.-P.R., 1 R.P.R., 5 div. d.

Sortants : 3 P.C., 7 P.S., 8 M.R.G., 9 div. g.

M. Fabre, ex-M.R.G., m.s., n.s.r.p.

Au premier tour. – Inscr., 8 247 ; abst., 19,48 % ; suffr., expr., 6 372. – Un. g. (M. Rigal, M.R.G., d.), 3 119 (48,94 %) ; un. opp. (M. Trebosc, U.D.F.). 1 974 (30,97 %) ; mod. (M. Pelou), 1 279 (20,07 %). BALL.

1981. – MM. Giscard 3 613 (53,66 %) ; Mitterrand 3 120 (46,33 %).

A Rodez, le maire sortant, M. Boscary-Monsservin (P.R.), qui, avec l'appui du R.P.R., avait choisi de se maintenir contre la liste officielle de l'U.D.F., doit céder la mairie à son ancien adjoint, M. Marc Censi. Celui-ci, au premier tour, n'avait que 47 voix d'avance. Cette fois, il en a 353.

Millau bascule à gauche. La liste conduite par M. Deruy (P.S.) s'impose plus nettement qu'on ne le pensait généralement. Toutefois, son score (53,23 % des suffrages) est en recul par rapport aux législatives de juin 1981 où M. Deruy totalisait, à Millau-Ville, 58,61 % des suffrages exprimés.

Enfin, à Villefranche-de-Rouergue, M. Rigal (M.R.G.), député et conseiller général, après un premier tour difficile, rattrape son retard et achève ainsi de recueillir l'héritage de M. Robert Fabre.

BOUCHES-DU-RHONE

MARSEILLE (1er secteur)

Inscr., 139 189 ; abst., 26,43 % ; suffr. expr., 100 331. – Un. g. (M. Massé, P.S., d.), 51 906 (51,73 %), 22 ELUS ; un. opp., div. d. (M. Santoni, R.P.R., d.), 48 425 (48,26 %), 7 ELUS.

ELUS : 4 P.C., 12 P.S., 4 div. g., 2 M.R.G., 2 U.D.F., 4 R.P.R., 1 div. d.

Au premier tour. - Inscr., 137 017 ; abst., 36,67 % ; suffr. expr., 84 775. – Un. opp. (M. Santoni, R.P.R., d.), 39 126 (46,15 %) ; Un. g. (M. Masse, P.S., d.), 38 786 (45,75 %) ; div. d. (M. Manovelli), 5 003 (5,90 %) ; V.T. (M. Godard, L.C.R.), 1 860 (2,19 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 60 748 (57,58 %) ; Giscard, 44 742 (42,41 %).

MARSEILLE (2e secteur)

Inscr., 77 702 ; abst., 27,68 % ; suffr. expr., 55 176. - Un. g. (M. Defferre, P.S., m. s., min.), 29 222 (52,96 %), 10 ELUS ; un. opp. (Mme Grand, (R.P.R.), 25 954 (47,03 %), 3 ELUS.

ÉLUS : 2 P.C., 6 P.S., 1 M.R.G., 1 div. g., 1 U.D.F., 2 R.P.R.

Au premier tour. - Inscr., 77 703 ; abst., 37,18 % ; suffr. expr., 47 659. – Un. g. (M. Defferre, P.S., m. s., min.), 23 301 (48,89 %) ; un. opp. (Mme Grand, R.P.R.), 21 020 (44,10 %) ; div. d. (M. Peyronel), 2 088 (4,38 %) ; div. d. (M. Grimaldi, E. Grand), 1 250 (2,62 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 32 922 (56,53 %) ; Giscard, 25 306 (43,46 %).

MARSEILLE (3e secteur)

Inscr., 126 778 ; abst., 23,92 % ; suffr. expr., 94 241. – Un. g. (M. Pézet, P.S.), 48 415 (51,37 %), 19 ELUS ; un. opp., div. d. (M. Chelini, U.D.F.-C.D.S.), 45 826 (48,62 %), 6 ELUS.

ELUS : 3 P.C., 11 P.S., 4 div. g., 1 M.R.G., 3 U.D.F., 2 R.P.R., 1 div. d.

Nouveau conseil : 15 P.C., 34 P.S., 11 div. g., 4 M.R.G., 17 U.D.F., 18 R.P.R., 2 div. d.

Sortants :

Au premier tour. – Inscr., 126 778 ; abst., 34,44 % ; suffr. expr., 81 134. – Un. g. (M. Pezet, P.S.), 38 239 (47,13 %) ; un. opp. (M. Chelini. U.D.F.-C.D.S.), 38 107 (46,96 %) ; div. d. (M. Gasperi), 4 788 (5,90 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 54 782 (56,78 %) ; Giscard, 41 688 (43,21 %).

◆ **AIX-EN-PROVENCE**

Inscr., 71 768 ; abst., 27,98 % ; suffr. expr., 50 238. – Un. opp. (M. Peretti Della Rocca, U.D.F.-rad.), 29 619 (58,95 %), 45 ELUS ; P.S. (M. Rozan), 13 655 (27,18 %), 7 ELUS. P.C. (M. Kleniec), 6 964 (13,86 %), 3 ELUS.

Nouveau conseil : 3 P.C., 5 P.S., 2 div. g., 26 U.D.F., 10 R.P.R., 9 div. d.

Sortants : 1 U.D.F.-rad., 16 U.D.F., 5 R.P.R., 15 div. d., 1 extr. d., 3 sièges vacants.

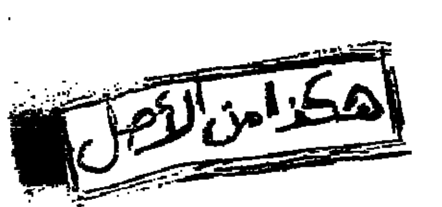
M. Joissains, U.D.F.-rad., m. s., n.s.r.p.

Au premier tour. – Inscr., 71 386 ; abst., 29,95 % ; suffr. expr., 47 998. – Div. d. (M. de Peretti Della Roca, U.D.F.-rad.), 13 954 (29,07 %) ; P.S. (M. Rozan), 10 458 (21,78 %) ; div. d. (M. de Peretti, R.P.R.), 10 179 (21,20 %) ; P.C. (M. Kleniec), 5 507 (11,47 %) ; div. d. (M. Gajas, C.N.I.P.), 2 787 (5,80 %) ; div. d. (M. Debbasch), 2 772 (5,77 %) ; ext. g. (M. Colson), 1 639 (3,41 %) ; act. loc. (Mme Versini Fernandez), 702 (1,46 %). BALL.

M. Alain Joissard, U.D.F., rad., m.s., n.s.r.p.

1981. – MM. Giscard, 29 743 (52,03 %), Mitterrand, 27 422 (47,96 %).

(Lire la suite page 14.)



LE SECOND TOUR

(Suite de la page 13.)

◆ **LA CIOTAT**
Inscr., 22 148 ; abst., 15,70 % ; suffr. expr., 18 227. – Un. g. (M. Perrimond, P.C., m. s.), 9 891 (54,26 %), 30 ÉLUS ; div. d. (M. Giraud, R.P.R.), 8 336 (45,73 %), 9 ÉLUS.
Nouveau conseil : 15 P.C., 10 P.S., 5 div. g., 2 U.D.F., 3 R.P.R., 4 div. d.
Sortants : 13 P.C., 5 P.S., 9 div. g., 2 div. d., 2 sièges vacants.
Au premier tour. – Inscr., 22 191 ; abst., 21,30 % ; suffr. expr., 17 006. – Un. g. (M. Perrimond, P.C., m. s.), 8 360 (49,15 %) ; div. d. (M. Giraud, R.P.R.), 5 882 (34,58 %) ; div. g. (M. Bonan, U.D.F., c.m.), 2 764 (16,25 %). BALL.
1981. – MM. Mitterrand, 9 655 (54,77 %) ; Giscard, 7 972 (45,22 %).

MIRAMAS
Inscr., 12 255 ; abst., 16,29 % ; suffr. expr., 10 098. – Un. g. (M. Thorrand, P.C., m. s.), 5 249 (51,98 %), 27 ÉLUS ; un. opp. (M. Carlin, mod.), 4 849 (48,01 %), 8 ÉLUS.
Nouveau conseil : 19 P.C., 8 P.S., 1 R.P.R., 4 U.D.F., 3 div. d.
Sortants : 18 P.C., 8 P.S., 1 siège vacant.
Au premier tour. – Inscr., 12 255 ; abst., 21,08 % ; suffr. expr., 9 439. – Un. g. (M. Thorrand, P.C., m.s.), 4 696 (49,75 %) ; mod. (M. Carlin), 3 357 (35,56 %) ; div. d. (M. Thomas, R.P.R.), 1 386 (14,68 %). BALL.
1981. – MM. Mitterrand, 6 357 (64,55 %) ; Giscard, 3 491 (35,44 %).

LES PENNES-MIRABEAU
Inscr., 11 538 ; abst., 23,13 % ; suffr. expr., 8 683. – P.S. (M. Mellan, m. s.), 4 494 (51,75 %), 25 ÉLUS ; un. opp. (M. Poussel), 2 130 (24,53 %), 4 ÉLUS ; P.C. (M. Recours), 2 059 (23,71 %), 4 ÉLUS.
Nouveau conseil : 4 P.C., 16 P.S., 1 M.R.G., 8 div. g., 1 U.D.F., 1 R.P.R., 2 div. d.
Sortants : 12 P.S., 15 div. g.
Au premier tour. – Inscr., 11 538 ; abst., 26,13 % ; suffr. expr., 8 376. – P.S. (M. Mellan, m.s.), 4 153 (49,58 %) ; un. opp. (M. Poussel), 2 049 (24,46 %) ; P.C. (M. Recours), 1 703 (20,33 %) ; mod. (M. Cerene), 471 (5,62 %). BALL.
1981. – MM. Mitterrand, 5 997 (64,37 %) ; Giscard, 3 319 (35,62 %).

◆ **SALON-DE-PROVENCE**
Inscr., 22 125 ; abst., 17,02 % ; suffr. expr., 17 926. – Un. opp. (M. Francou, U.D.F.-C.D.S., m.s., sén.), 9 504 (53,01 %), 30 ÉLUS ; Un. g. (M. Vallet, P.S.), 8 422 (46,98 %), 9 ÉLUS.
Nouveau conseil : 1 P.C., 5 P.S., 3 div. g., 9 U.D.F., 10 R.P.R., 11 div. d.
Sortants : 1 U.D.F.-C.D.S., 12 U.D.F., 5 R.P.R., 12 div. d., 1 siège vacant.
Au premier tour. – Inscr., 22 141 ; abst., 21,68 % ; suffr. expr., 16 929. – Un. opp. (M. Francou, U.D.F.-C.D.S., m. s., sén.), 8 420 (49,73 %) ; P.S. (M. Vallet), 5 797 (34,24 %) ; div. g. (M. Aim), 1 389 (8,20 %) ; P.C. (M. Chapus), 1 323 (7,81 %). BALL.
1981. – MM. Giscard, 8 955 (50,38 %) ; Mitterrand, 8 817 (49,61 %).

TARASCON
Inscr., 7 376 ; abst., 15,83 % ; suffr. expr., 6 046. – Un. opp. (M. Aillaud), 3 061 (50,62 %), 25 ÉLUS ; Un. g. (M. Lalauze, P.S.), 2 985 (49,37 %), 8 ÉLUS.
Nouveau conseil : 2 P.C., 2 P.S., 4 div. g., 8 R.P.R., 6 U.D.F., 11 div. d.
Sortants : 13 P.S., 13 div. g., 1 siège vacant.
M. Saint-Michel, P.S., m.s., n.s.r.p.
Au premier tour. – Inscr., 7 377 ; abst., 18,72 % ; suffr. expr., 5 845. – Un. opp. (M. Aillaud), 2 557 (43,74 %) ; P.S. (M. Lalauze), 2 047 (35,02 %) ; P.C. (M. Laupies), 1 241 (21,23 %). BALL.
1981. – MM. Mitterrand, 3 214 (54,07 %) ; Giscard, 2 730 (45,92 %).

VITROLLES
Inscr., 12 042 ; abst., 23,11 % ; suffr. expr., 9 126. – Un. g. (M. Anglade, P.S.), 4 109 (45,02 %), 26 ÉLUS : Un. opp. (M. Luciani, U.D.F.-Rad.), 3 541 (38,80 %), 7 ÉLUS : div. d. (M. Chicha), 1 476 (16,17 %), 2 ÉLUS.
Nouveau conseil : 12 P.C., 12 P.S., 2 div. g., 1 U.D.F., 2 R.P.R., 6 div. d.
Sortants : 1 ext. g., 12 P.C., 9 P.S., 2 M.R.G., 1 div. d., 2 sièges vacants (M. Celles, m. s., P.C., s'est retiré après le premier tour).
Au premier tour. – Inscr., 12 041 ; abst., 26,95 % ; suffr. expr., 8 656. – Un. opp. (M. Luciani, U.D.F.-rad.), 2 387 (27,57 %) ; P.S. (M. Anglade), 2 073 (23,94 %) ; div. d. (M. Chicha), 1 945 (22,46 %), P.C. (M. Scelles, m. s.), 1 938 (22,38 %) ; ext. g (M. Poncet, P.C.M.L.), 313 (3,61 %). BALL.
1981. – MM. Mitterrand, 5 178 (59,07 %) ; Giscard, 3 587 (40,92 %).

Le scrutin a été marqué par une très forte augmentation de la participation dans l'ensemble du département (+ 7 points par rapport au premier tour). Elle atteint 72 % à Marseille et dépasse 80 % dans certaines petites communes du département. La majorité a conservé les communes de La Ciotat, où M. Perrimont, maire sortant communiste, a résisté à la percée de M. Giraud (R.P.R.), ancien directeur administratif des chantiers navals.

Le maire sortant de la ville nouvelle de Vitrolles, M. Pierre Scelles (P.C.), battu au premier tour lors d'une primaire, cède la place à un jeune avocat socialiste de trente-trois ans, M. Jean-Jacques Anglade, pour lequel il s'était désisté, tandis que, à Fos-sur-Mer, M. Bovero (opposition) se voit dépossédé de son écharpe par M. Claude Rossi, ancien conseiller général communiste.

Miramas reste fidèle à M. Thorrand, son maire communiste. En revanche, à Tarascon, où le maire sortant, M. Saint-Michel (P.S.), ne se représentait pas, M. Lalauze (P.S.) est battu de moins de 100 voix par Mme Aillaud, à la tête d'une liste d'union de l'opposition. A Salon-de-Provence, il a fallu deux tours à M. Jean Francou, sénateur centriste, pour conserver son siège de maire, alors qu'il était un habitué de l'élection au premier tour lors des précédents scrutins.

A Carry-le-Rouet, le maire sortant, M. Alfred Martin, ancien socialiste passé à l'opposition, a été battu par un autre candidat de l'opposition, M. Montagnac (R.P.R.). Aux Pennes-Mirabeau, le secrétaire du cabinet particulier de M. Gaston Defferre, M. Victor Mellan, qui fait l'objet d'une procédure d'exclusion du P.S. pour avoir refusé une liste d'union (comme M. Pauriol, le maire de Lambesc), a été réélu.

CANTAL

MAURIAC
Inscr., 2 928 ; abst., 17,00 % ; suffr. expr., 2 388. – Un. opp. (M. Chauvet, R.P.R., m.s, a.d.), 1 116 (46,73 %), 20 ÉLUS ; div. g. (M. Farron, diss. P.S.), 861 (36,05 %), 5 ÉLUS ; un. g. (M. Besombes, P.C.), 411 (17,21 %), 2 ÉLUS.
Nouveau conseil : 2 P.C., 5 diss. P.S., 7 U.D.F., 13 R.P.R.
Sortants : 2 P.C., 2 P.S., 2 div. g., 17 div. d.
Au premier tour. – Inscr., 2 929 ; abst., 16,93 % ; suffr. expr., 2 335. – Un. opp. (M. Chauvet, R.P.R., m.s., a.d.), 1 098 (47,02 %) ; div. g. (M. Farron, P.S.), 739 (31,64 %) ; un. g. (M. Besombes, P.C.), 498 (21,32 %) ; BALL.
1981. – MM. Giscard, 1 236 (52,17 %) ; Mitterrand, 1 133 (47,82 %).

CHARENTE

LA COURONNE
Inscr., 3 756 ; abst., 24,01 % ; suffr. expr., 2 741. – Un. g. (M. Desbordes, P.S.), 1 438 (52,46 %), 22 ÉLUS ; un. opp. (M. Faubert, div. d.), 1 303 (47,53 %), 7 ÉLUS.
Nouveau conseil : 7 app. P.C., 15 P.S., 7 div. d.
Sortants : 23 P.S. et app.
M. Motard, P.S., m.s., n.s.r.p.
Au premier tour. – Inscr., 3 756 ; abst., 25,42 % ; suffr. expr., 2 691. – P.S. (M. Desbordes, P.S.), 1 090 (40,50 %) : un. opp. (M. Faubert, div. d.), 1 041 (38,68 %) : P.C. (M. Jensac), 560 (20,81 %). BALL.
M. Angel Motard, m.s., P.S., n.s.r.p.
1981. – MM. Mitterrand, 1 891 (61,03 %) ; Giscard, 1 207 (38,96 %).

Il a fallu la nouvelle loi électorale, la retraite politique de M. Angel Motard, maire de La Couronne depuis 1971, et un premier tour convenable, sans plus, pour que les socialistes de La Couronne acceptent de négocier avec le P.C. La fusion entre les deux listes, sur la base du 6 mars, constitue en soi une victoire des partisans de l'union de la gauche sur ceux de la tradition locale, fortement marqués par l'esprit de l'ancienne S.F.I.O. La majorité présidentielle conserve ainsi la mairie, mais elle perd 212 voix près de neuf points sur le total des deux listes de gauche au premier tour. Ces voix se sont reportées sur la liste d'opposition : la composante centriste des Démocrates de progrès, qui faisait la force du socialisme façon Motard, ne s'est pas reconnue dans un socialisme découvrant les vertus électorales de l'union de la gauche.

CORSE-DU-SUD

◆ **AJACCIO**
Inscr., 26 147 ; abst., 21,83 % ; suffr. expr., 19 631. – Un. opp. (M. Ornano, bon., m.s., sén.), 11 510 (58,63 %), 36 ÉLUS ; un. g. (M. Pancrazi, P.C.), 8 121 (41,36 %), 9 ÉLUS.
Nouveau conseil : 3 P.C., 2 P.S., 3 M.R.G., 1 div. g., 10 U.D.F., 9 R.P.R., 16 bon, 1 div. d.
Sortants : 2 U.D.F.-C.D.S., 5 R.P.R., 28 bon.
Au premier tour. – Inscr., 26 156 ; abst., 22,80 % ; suffr. expr., 19 578. – Un. opp. (M. Ornano, bon., m. s., sén.), 9 371 (47,86 %) ; Un. g. (M. Pancrazi, P.C.), 6 248 (31,91 %) ; div. g. (M. Sindali, diss. R.P.R.), 1 267 (6,47 %) ; act. loc. (M. Musso), 1 134 (5,79 %) ; U.P.C. (M. Fazzi), 860 (4,39 %) ; C.C.N. (M. Rotily-Forcioli), 430 (2,19 %) ; aut. (M. Buresi), 268 (1,36 %). BALL.
1981. – MM. Giscard, 10 741 (54,05 %) ; Mitterrand, 9 131 (45,94 %).

Comme prévu, la municipalité sortante d'Ajaccio, conduite par M. Charles Ornano (bonapartiste), remporte largement ce second tour. La gauche ajaccienne progresse de quelques points par rapport aux élections de 1977 (41,37 % contre 36,60 %), mais elle n'est pas parvenue à mobiliser en sa faveur les abstentionnistes du premier tour. Sa liste d'union de la majorité ne bénéficie que partiellement du report des voix autonomistes et séparatistes, qui représentaient, le 6 mars, près de 10 % des suffrages exprimés.

HAUTE-CORSE

◆ **BASTIA**
Inscr., 21 147 ; abst., 26,21 % ; suffr. expr., 15.210. – Un. g. (M. Zuccarelli, M.R.G., m.s., d.), 7 651 (50,30 %), 33 ÉLUS ; un. opp. (M. Chiarelli, R.P.R.), 5 786 (38,04 %), 8 ÉLUS ; U.P.C. (M. Siméoni), 1 773 (11,65 %), 2 ÉLUS.
Nouveau conseil : 2 U.P.C., 14 P.C., 5 P.S., 14 M.R.G., 5 R.P.R., 3 div. d.
Sortants : 14 P.C., 16 M.R.G., 4 div. g., 1 siège vacant.
Au premier tour. – Inscr., 21 127 ; abst., 29,94 % ; suffr. expr., 14 297. – Un. g. (M. Zuccarelli, M.R.G., m.s., d.), 6 649 (46,50 %) ; div. d. (M. Chiarelli, R.P.R.), 3 132 (21,90 %) ; U.P.C. (M. Simeoni), 1 821 (12,73 %) ; un. opp. (M. Bronzini de Caraffa, U.D.F.), 1 659 (11,60 %) ; div. d. (M. Marzocchi, diss. R.P.R.), 620 (4,33 %) ; C.C.N., (M. Battesti), 416 (2,90 %). BALL.
1981. – MM. Mitterrand, 8 582 (56,66 %) ; Giscard, 6 562 (43,33 %).

CORTE
Inscr., 4 201 ; abst., 24,70 % ; suffr. expr., 2 991. – Un. opp., div. d. (M. Colonna, R.P.R.), 1 692 (56,56 %), 24 ÉLUS ; div. g. (M. Baldacchi, M.R.G.), 932 (31,16 %), 4 ÉLUS ; P.S. (M. Colombani), 367 (12,27 %), 1 ÉLU.
Nouveau conseil : 1 P.C., 1 P.S., 2 M.R.G., 1 div. g., 9 R.P.R., 13 div. d.
Sortants : 0 P.C., 1 P.S., 5 M.R.G., 2 div. g., 3 U.D.F., 8 div. d., 3 sièges vacants.
M. Pierucci, div. d., m.s., n.s.r.p.
Au premier tour. – Inscr., 4 201 ; abst., 24,49 % ; suffr. expr., 3 093. – Un. opp. (M. Colonna, R.P.R.), 1 281 (41,41 %) ; div. g. (M. Baldacchi, M.R.G.), 655 (21,17 %) ; div. d. (Mme Pierucci, m.s.), 518 (16,74 %) ; P.S. (M. Colombani), 368 (11,89 %) ; aut. (M. Griffi), 220 (7,11 %) ; C.C.N. (M. Galleti, 51 (1,64 %). BALL.
1981. – MM. Giscard, 1 457 (53,56 %) ; Mitterrand, 1 263 (46,43 %).

A Bastia, la liste de la majorité conduite par le maire sortant M. Jean Zuccarelli (M.R.G.) obtient 51 % des voix, malgré le soutien d'une liste autonomiste menée par M. Edmond Simeoni (U.P.C.). Ce dernier paie, d'une certaine façon, son maintien au second tour et sa campagne contre les fraudes électorales. Sa liste, Réhabiliter Bastia, perd un point (11 % contre 12 %) par rapport au résultat du 6 mars.

La liste d'opposition a bénéficié du report des deux autres listes divers droite du premier tour, malgré une désunion flagrante au début de la campagne électorale.

A Corte, M. Jean Colonna (R.P.R.), qui conduisait la liste d'opposition, renoue, en l'emportant, avec la tradition de Corte, longtemps sous l'administration du « clan » de droite. Il bénéficie de la défection de l'ancien maire, M. Michel Pierucci (U.D.F.), qui ne se représentait pas. Toutefois, certains électeurs de la municipalité sortante ont reporté leurs suffrages sur la liste M.R.G.

COTE-D'OR

LONGVIC
Inscr., 4 649 ; abst., 30,28 % ; suffr. expr., 3 197. – Un. opp. (M. Jacquelinet, R.P.R.), 1 679 (52,51 %), 23 ÉLUS ; un. g. (M. Etievant, P.S.), 944 (29,52 %), 4 ÉLUS : mod. (M. Lerat), 574 (17,95 %), 2 ÉLUS.
Nouveau conseil : 1 P.C., 3 P.S., 2 div. g., 2 U.D.F., 9 R.P.R., 12 div. d.
Sortants : 23 mod.
M. Michel Mazué, mod., m.s., n.s.r.p.
Au premier tour. – Inscr., 4 649 ; abst., 32,07 % ; suffr. expr., 3 086. – Un. opp. (M. Jacquelinet, R.P.R.), 1 524 (49,38 %) ; un. g. (M. Etievant, P.S.), 872 (28,25 %) ; mod. (M. Lerat), 690 (22,35 %). BALL.
1981. – MM. Mitterrand, 2 154 (55,83 %), Giscard, 1 704 (44,16 %).

Les triangulaires, à Longvic, Auxonne, Semur-en-Auxois se sont soldées par un léger gain de l'opposition. M. Marcel Jacquelinet (R.P.R.) accède à la mairie de Longvic, tandis que deux sortants radicaux de gauche, M. Morlevat à Semur-en-Auxois et M. Hugon à Auxonne, sauvent leur mairie mais enregistrent un recul.

COTES-DU-NORD

GUINGAMP
Inscr., 5 915 ; abst., 17,29 % ; suffr. expr., 4 794. – Un. g. (M. Briand, P.S., d.), 2 434 (50,77 %), 22 ÉLUS ; Un. opp. (M. Pasquiou, U.D.F.-P.R.), 2 360 (49,22 %), 7 ÉLUS.
Nouveau conseil : 2 P.S.U., 9 P.C., 1 app. P.C., 7 P.S., 3 app. P.S., 1 U.D.F., 1 app. R.P.R., 5 mod.
Sortants : 9 P.C., 8 P.S., 1 div. g., 1 U.D.F.-C.D.S., 4 mod. M. Leizour, m. s., a. d., P.C., se présente sur la liste de M. Briand.
Au premier tour. – Inscr., 5 922 ; abst., 19,63 % ; suffr. expr., 4 658. – Un. opp. (M. Pasquiou, U.D.F.-P.R.), 2 104 (45,16 %) ; P.S. (M. Briand, d.), 1 321 (28,35 %) ; P.C. (M. Leizour, m. s., a. d.), 1 007 (21,61 %) ; rég. (M. Gimet), 226 (4,85 %). BALL.
1981. – MM. Mitterrand, 3 062 (57,14 %) ; Giscard, 2 296 (42,85 %).

LANNION
Inscr., 11 135 ; abst., 17,71 % ; suffr. expr., 9 090. – Un. opp. (M. Nedelec, R.P.R.), 4 227 (46,50 %), 25 ÉLUS ; un. g. (M. Jagoret, P.S., m.s., D.), 4 188 (46,07 %), 7 ÉLUS ; Mod. (M. Gouronnec), 675 (7,42 %), 1 ÉLU.
Nouveau conseil : 2 P.C., 4 P.S., 1 U.D.B., 1 U.D.F., 11 R.P.R., 14 mod.
Sortants : 2 U.D.B., 4 P.C., 7 P.S., 1 div. g., 1 R.P.R., 12 mod.
Au premier tour. – Inscr., 11 135 ; abst., 23,91 % ; suffr. expr., 8 194. – Un. opp. (M. Nedelec, R.P.R.), 3 592 (43,83 %) ; un. g. (M. Jagoret, P.S., m. s., d.), 3 519 (42,94 %) ; mod. (M. Gouronnec), 1 083 (13,21 %). BALL.
1981. – MM. Mitterrand, 5 397 (58,60 %) ; Giscard, 3 812 (41,39 %).

PLERIN
Inscr., 7 854 ; abst., 17,87 % ; suffr. expr., 6 294. – Un. g. (M. Ollivier, P.C., m.s.), 3 267 (51,90 %), 25 ÉLUS : un. opp. (M. Pascal, R.P.R.,), 3 027 (48,09 %), 8 ÉLUS.
Nouveau conseil : 1 P.S.U., 8 P.C., 5 app. P.C., 7 P.S., 2 app. P.S., 1 div. g., 1 U.D.B., 1 U.D.F., 2 R.P.R., 5 mod.
Sortants : 9 P.C., 8 P.S., 2 div. g., 4 mod.
Au premier tour. – Inscr., 7 858 ; abst., 19,11 % ; suffr. expr., 6 211. – Un. opp. (M. Pascal, R.P.R.), 2 398 (38,60 %) ; P.C. (M. Ollivier, m. s.), 2 282 (36,74 %) ; P.S. (M. Dupard), 1 194 (19,22 %) ; div. d. (M. Meleard, R.P.R.), 337 (5,42 %). BALL.
1981. – MM. Mitterrand, 3 565 (56,68 %) ; Giscard, 2 724 (43,31 %).

Les positions que la gauche paraissait avoir maintenues au premier tour n'ont finalement pas résisté à la poussée de l'opposition au second. Le député sortant de Lannion, M. Jagoret (P.S.), en est la première victime. A Guingamp où, après de difficiles tractations, la liste du maire sortant, M. Leizour (P.C.), avait fusionné avec celle du député M. Briand (P.S.), ce dernier prenant la tête de la nouvelle liste, la gauche l'emporte avec seulement 74 voix d'avance, soit 50,77 % des suffrages. Elle totalisait 49,9 % au premier tour. Les voix qui, le 6 mars, s'étaient portées sur la liste U.D.B.-écologistes, soit 4,85 % des suffrages, ne se sont donc pas reportées au second tour sur la liste de gauche. De même, à Plérin, M. Ollivier (P.C.), maire sortant, n'a obtenu sa réélection qu'avec 240 voix d'avance et ne semble pas avoir bénéficié de toutes les voix qui s'étaient prononcées pour la liste socialiste au premier tour.

La surprise vient évidemment de Lannion où M. Jagoret, bien que se trouvant en ballottage difficile à l'issue du premier tour, pouvait bénéficier de la présence de deux listes de l'opposition au second. M. Nedelec (R.P.R.), nouveau maire de Lannion, a bénéficié du report d'une partie des voix de la liste de M. Gouronnec (mod.), battant ainsi le maire socialiste de 73 voix.

DORDOGNE

BERGERAC
Inscr., 19 347 ; abst., 16,13 % ; suffr. expr., 15 768. – Un. g. (M. Manet, P.S., m. s., sén.), 7 540 (47,81 %), 26 ÉLUS ; un. opp. (Mme Traissac), 7 095 (44,99 %), 8 ÉLUS ; div. g. (Mme Bourgeois), 1 133 (7,18 %), 1 ÉLU.
Nouveau conseil : 14 P.S., 6 div g., 3 U.D.F., 4 R.P.R., 1 div. d.
Sortants : 7 P.C., 12 P.S., 8 div. g.
Au premier tour. – Inscr., 19 359 ; abst., 20,17 % ; suffr. expr., 14 727. – Un. g. (M. Manet, P.S., m.s., sén.), 6 708 (45,54 %) ; un. opp. (Mme Traissac), 6 176 (41,93 %) ; div. g. (Mme Bourgeois), 1 843 (12,51 %). BALL.
1981. – MM. Mitterrand, 8 664 (52,76 %) ; Giscard, 7 757 (47,23 %).

TERRASSON-LA-VILLEDIEU
Inscr., 4 150 ; abst., 15,06 % ; suffr. expr., 3 420. – Un. g. (M. Baedaguet, P.C.), 1 754 (51,28 %), 22 ÉLUS ; un. opp. (M. Absil), 1 666 (48,71 %), 7 élus.
Nouveau conseil : 1 P.S.U., 10 P.C., 7 P.S., 4 div. g., 2 R.P.R., 5 div. d.
Sortants : 3 ext. g., 11 P.C., 8 P.S., 1 div. g.
M. Larramade, P.S., m.s., n.s.r.p.
Au premier tour. – Inscr., 4 150 ; abst., 17,22 % ; suffr. expr., 3 304. – Un. opp. (M. Absil), 1 339 (40,52 %) : P.C. (M. Bardaguet), 1 044 (31,59 %) ; P.S. (M. Serre), 921 (27,87 %). BALL.
1981. – MM. Mitterrand, 2 174 (62,45 %) ; Giscard, 1 307 (37,54 %).

Bergerac restait la grande inconnue de ce second tour, puisque M. Michel Manet, sénateur et maire sortant (P.S.), retrouvait contre lui Mme Katherine Traissac (R.P.R.) et Mme Monique Bourgeois, qui se déclarait socialiste opposée au maire sortant. Finalement, M. Michel Manet retrouve son siège et Mme Monique Bourgeois, dont le mari est conseiller général P.S., est la seule élue de sa liste. Le père de Mme Bourgeois, M. Lacombe, est le huitième et dernier élu de la liste conduite par Mme Traissac. Cette élection pose un problème puisque l'article 238 du code électoral précise que dans les communes de plus de cinq cents habitants les descendants d'une famille ne peuvent siéger ensemble dans le même conseil.

A Terrasson, où le maire sortant, M. Larramade (P.S.), ne se représentait pas, la liste d'union de la gauche constituée au second tour – une primaire avait eu lieu dimanche 6 mars – ne fait pas le plein des voix de gauche du premier tour mais l'emporte avec 88 voix d'avance. Cette mairie était tenue depuis une trentaine d'années par les socialistes. Il y a eu, là aussi, un problème de famille puisque M. Jean-Claude Serre, tête de liste du P.S. au premier tour, n'a pu se représenter : son frère Maurice (P.C.) avait obtenu plus de voix que lui dimanche dernier.

DOUBS

◆ **BESANÇON**
Inscr., 61 334 ; abst., 25,40 % ; suffr. expr., 44 977. – Un. g. (M. Schwint, P.S., m. s., sén.), 22 814 (50,72 %), 42 ÉLUS ; Un. opp. (M. Bittard, U.D.F.), 22 163 (49,27 %), 13 ÉLUS,
Nouveau conseil : 4 P.S.U., 7 P.C., 21 P.S., 4 M.R.G., 6 div. g., 6 U.D.F., 6 R.P.R., 1 div. d.
Sortants : 2 P.S.U., 8 P.C., 21 P.S., 7 M.R.G., 2 div. g., 1 siège vacant.
Au premier tour. – Inscr., 61 351 ; abst., 31,97 % ; suffr. expr., 40 928. – Un. opp. (M. Bittard, U.D.F.), 18 953 (46,30 %) ; un. g. (M. Schwint, P.S., m.s., sén.), 17 485 (42,72 %) ; écol. (M. Fousseret), 3 686 (9 %) ; V.T. (M. Millot, L.C.R.), 804 (1,96 %) ; BALL.
1981. – MM. Mitterrand, 26 047 (52,42 %) ; Giscard, 23 636 (47,57).

◆ **MONTBELIARD**
Inscr., 16 354 ; abst., 25,73 % ; suffr. expr., 11 823. – Un. g. (M. Lang, P.S., m. s.), 6 255 (52,90 %), 30 ÉLUS ; Un. opp. (M. Kuster, R.P.R.), 5 568 (47,09 %), 9 ÉLUS.
Nouveau conseil : 5 P.C., 21 P.S., 4 div. g. 4 U.D.F., 5 R.P.R.
Sortants : 5 P.C., 26 P.S.
Au premier tour. – Inscr., 16 361 ; abst., 30,24 % ; suffr. expr., 11 044. – Un. g. (M. Lang, P.S., m.s.), 5 404 (48,93 %) ; un. opp. (M. Kuster, R.P.R.), 5 084 (46,03 %) ; V.T. (M. Driano, L.O.), 556 (5,03 %) ; BALL.
1981. – MM. Mitterrand, 8 165 (58,35 %) ; Giscard, 5 828 (41,64 %).

VALENTIGNEY
Inscr., 7 762 ; abst., 26,56 % ; suffr. expr., 5 616. – Un. opp. (M. Bianchi, R.P.R.), 2 371 (42,21 %), 24 ÉLUS ; Un. g. (M. Massacrier, P.S.), 2 066 (36,78 %), 6 ÉLUS ; div. g. (M. Macler, diss. P.S., m. s.), 1 179 (20,99 %), 3 ÉLUS.
Nouveau conseil : 1 ext. g., 2 P.C., 3 P.S., 3 diss. P.S., 3 U.D.F., 17 R.P.R., 4 div d.
Sortants : 2 P.S.U., 9 P.C., 14 P.S., 2 sièges vacants.
Au premier tour. – Inscr., 7 763 ; abst., 32,29 % ; suffr. expr., 5 192. – Un. opp. (M. Bianchi, R.P.R.), 2 085 (40,15 %) ; un. g. (M. Massacrier, P.S.), 1 754 (33,78 %) ; div. g. (M. Macler, diss. P.S., m.s.), 1 353 (26,05 %). BALL.
1981. – MM. Mitterrand, 4 083 (64,46 %) ; Giscard, 2 251 (35,53 %).

Les engagements pris à Besançon par la liste du maire sortant, M. Robert Schwint (P.S.) à propos de la condamnation du canal à grand gabarit Rhin-Rhône, l'organisation de référendums locaux, l'ouverture du bulletin municipal à tous les courants politiques, la consultation de ses habitants sur la rénovation du vieux quartier de Battant, tout cela a assuré une courte majorité à la gauche, grâce aux voix écologistes.

A Montbéliard, le score réalisé par l'union de la gauche et l'extrême gauche est plus confortable, bien qu'inférieur de 14 points à celui de 1977. M. André Lang (P.S.), élu maire en 1978, à la suite du décès de André Boulloche, a bénéficié des voix d'extrême gauche, alors qu'à Besançon Lutte ouvrière appelait à l'abstention.

A Valentigney, le maintien de M. Macler, maire sortant, exclu du P.S. pour s'être présenté, malgré les accords intervenus entre les instances communistes et socialistes, assure le retour à la mairie de la coalition R.P.R.-U.D.F. qui s'était fait battre en 1977 après vingt-quatre ans de pouvoir municipal.

DROME

ROMANS-SUR-ISÈRE
Inscr., 20 145 ; abst., 25,18 % ; suffr. expr., 14 764. – Un. g. (M. Lapassat, P.S., adj. s.), 7 868 (53,29 %), 30 ÉLUS ; un. opp. (M. Durand, CNIP), 6 896 (46,70 %), 9 ÉLUS.
Nouveau conseil : 8 P.C., 18 P.S., 4 div. g., 2 U.D.F., 3 R.P.R., 4 div. d.
Sortants ; 10 P.C., 21 P.S.
M. Georges Fillioud, P.S., m.s., min., n.s.r.p.
Au premier tour. – Inscr., 20 142 ; abst., 30,01 % ; suffr. expr., 13 780. – Un. g. (M. Lapassat, P.S., adj. s.), 6 483 (47,04 %) ; un. opp. (M. Durand, C.N.I.P.), 4 200 (30,47 %) ; div. d. (M. Dubernet de Boscq), 2 465 (17,88 %) ; M.R.G. (M. Pieniek), 632 (4,58 %). BALL.
1981. – MM. Mitterrand, 8 911 (54,78 %) ; Giscard, 7 353 (45,21 %).

Avec la victoire à Romans de M. Etienne-Jean Lapassat, auquel M. Georges Fillioud, ministre de la communication, avait passé le flambeau après sa défaite aux cantonales au printemps 1982, le P.S. conserve les trois villes principales de la Drôme ; Montélimar avec M. Maurice Pic, président du conseil général, ancien ministre et grande figure du département ; Valence avec M. Rodolphe Pesce, député ; et donc Romans.

Dans l'ensemble, la majorité s'est bien comportée dans un département dont les socialistes ont fait depuis longtemps une sorte de « chasse gardée ». A l'issue de ce second tour, on relève même le passage à gauche d'une commune de plus de 3 500 habitants de la ceinture de Valence : Loriol.

EURE

LES ANDELYS
Inscr., 5 127 ; abst., 15,62 % ; suffr. expr., 4 250. – Un. opp. (M. Tomasini, R.P.R., m. s., sén.), 2 142 (50,40 %), 22 ÉLUS ; div. d. (Mme Kieffer.), 1 378 (32,42 %), 5 ÉLUS ; P.S. (M. Janvier.), 730 (17,17 %), 2 ÉLUS.
Nouveau conseil : 2 P.S., 3 U.D.F.-rad., 1 U.D.F.-C.D.S., 3 U.D.F.-P.R., 15 R.P.R., 5 div. d.
Sortants : 6 U.D.F.-rad., 1 U.D.F.-C.D.S., 1 U.D.F.-P.R., 2 U.D.F., 13 R.P.R.
Au premier tour. – Inscr., 5 129 ; abst., 15,12 % ; suffr. expr., 4 245. – Un. opp. (M. Tomasini, R.P.R., m.s., sén.), 2 064 (48,62 %) ; div. d. (Mme Kieffer), 1 145 (26,97 %) ; P.S. (M. Janvier), 614 (14,46 %) ; P.C. (M. Etienne), 422 (9,94 %). BALL.
1981. – MM. Giscard, 2 187 (50,34 %) ; Mitterrand, 2 157 (49,65 %).

VERNON
Inscr., 13 522 ; abst., 22,25 % ; suffr. expr., 10 340. – un. opp. (M. Asphe, R.P.R.), 5 397 (52,19 %), 27 ÉLUS ; un. g. (M. Deschaux-Beaume, P.S., d.), 4 943 (47,80 %), 8 ÉLUS.
Nouveau conseil : 8 P.S., 3 U.D.F.-rad., 3 U.D.F.-C.D.S., 6 U.D.F.-P.R., 15 R.P.R.
Sortants : 3 P.C., 12 P.S., 12 div. g.
M. Azemia, ex-P.S., m.s., n.s.r.p.
Au premier tour. – Inscr., 13 521 ; abst., 27,50 % ; suffr. expr., 9 494. – Un. opp. (M. Asphe, R.P.R.), 4 659 (49,07 %) ; Un. g. (M. Deschaux-Beaume, P.S., d.), 4 218 (44,42 %) ; mod. (M. Montourcy), 617 (6,49 %). BALL.
1981. – MM. Giscard, 5 716 (50,39 %) ; Mitterrand, 5 626 (49,60 %).

Le scrutin du 13 mars a, dans l'ensemble, confirmé les enseignements du premier tour : une grande stabilité dans les communes où la plupart des maires conserveront leur écharpe, une érosion limitée des voix de gauche dans les localités plus importantes.

A Vernon, seconde ville du département par sa population, la gauche est en échec. M. Deschaux-Beaume, député socialiste de la circonscription, n'a pas réussi à combler l'avance prise au premier tour par M. Jean-Claude Asphe (R.P.R.), conseiller général de Vernon-sud, cadre commercial, qui va devenir maire de la ville.

Aux Andelys, M. René Tomasini (R.P.R.), maire sortant et sénateur, retrouve son siège mais avec seulement 50,40 % des suffrages exprimés. Une de ses anciennes adjointes, entrée en dissidence, Mme Madeleine Kieffer a réussi à regrouper sur une liste apolitique 32,42 % des voix.

Dans l'ensemble, pour les quinze villes de plus de 3 500 habitants, la gauche ne détient que sept mairies au lieu de neuf, ayant perdu Louviers dès le premier tour et Vernon au second.

EURE-ET-LOIR

CHATEAUDUN
Inscr., 9 508 ; abst., 18,87 % ; suffr. expr., 7 472. – Un. opp. (M. Venot, R.P.R.), 4 031 (53,94 %) ; 26 ÉLUS ; un. g. (M. Hardy, P.C., m.s.), 3 441 (46,05 %), 7 ÉLUS.
Nouveau conseil : 4 P.C., 2 P.S., 1 M.R.G., 1 R.P.R., 25 div. d.
Sortants : 6 P.C., 10 P.S., 7 M.R.G., 4 div. d.
Au premier tour. – Inscr., 9 506 ; abst., 21,74 % ; suffr. expr., 7 188. – Un. opp. (M. Venot, R.P.R.), 3 445 (47,92 %) ; P.C. (M. Hardy, m. s.), 2 243 (31,20 %) ; P.S. (M. Protin), 1 500 (20,86 %). BALL.
1981. – MM. Mitterrand, 4 097 (51,36 %) ; Giscard, 3 879 (48,63 %).

DREUX
Inscr., 15 891 ; abst., 23,64 % ; suffr. expr., 11 816. – Un. g. (Mme Gaspard, P.S., m.s., d.), 5 912 (50,03 %), 30 ÉLUS ; un. opp. (M. Fontanille, R.P.R.), 5 904 (49,96 %), 9 ÉLUS.
Nouveau conseil : 1 P.S.U., 7 P.C., 12 P.S., 3 M.R.G., 7 div. g., 3 U.D.F., 3 R.P.R., 1 div. d., 2 F.N.
Sortants : 8 P.C., 17 P.S., 4 M.R.G., 2 sièges vacants.
Au premier tour. – Inscr., 16 090 ; abst., 30.10 % ; suffr. expr., 10 909. – Un. g. (Mme Gaspard, P.S., m.s., d.), 4 383 (40,17 %) ; div. d. (M. Fontanille, R.P.R.), 3 356 (30,76 %) ; div. d. (M. Albert, U.D.F.), 2 055 (18,83 %) ; mod. (M. Bresson), 580 (5,31 %) ; V.T. (Mme F. Mas, L.C.R.), 279 (2,55 %) ; P.C.I. (M. Sanchez), 256 (2,34 %). BALL.
1981. – MM. Mitterrand, 6 598 (52,24 %) ; Giscard, 6 031 (47,75 %).

NOGENT-LE-ROTROU
Inscr., 8 661 ; abst., 16,78 % ; suffr. expr., 7 013. – Un. g. (M. Huwart, M.R.G., m.s.), 3 569 (50,89 %), 25 ÉLUS ; un. opp. (M. Hoguet, R.P.R.), 3 444 (49,10 %), 8 ÉLUS.
Nouveau conseil : 2 P.C., 5 P.S., 1 M.R.G., 17 div. g., 8 div. d.
Sortants : 1 M.R.G., 26 mod.
Au premier tour. – Inscr., 8 661 ; abst., 17,15 % ; suffr. expr., 6 950. – Un. opp. (M. Hoguet, R.P.R.), 2 975

DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

(42,80 %) ; div. g. (M. Huwart, M.R.G., m.a.), 2 752 (39,59 %) ; P.C., P.S. (M. Gallet, P.S.), 1 223 (17,59 %). BALL.

1981. – MM. Giscard, 3 796 (52,02 %) ; Mitterrand, 3 500 (47,97 %).

La réélection de Mme Françoise Gaspard (P.S.) à Dreux a été acquise de justesse, avec huit voix d'avance sur M. René-Jean Fontanille (R.P.R.), qui siègera au conseil municipal en compagnie de deux membres du Front national. Les thèses de M. Le Pen sur l'immigration ont donc reçu un accueil favorable, bien que M. Chirac ait désapprouvé l'alliance « contre nature » avec le Front national. La population immigrée, à Dreux, oscille entre 22 et 24 %.

A Châteaudun, les électeurs qui avaient accordé aux différents parties de gauche, 52,06 % des suffrages exprimés au premier tour, ont, cette fois, accordé leur confiance à la liste de M. Venot (R.P.R.). Ils ont sans conteste voulu éliminer le maire sortant communiste, M. Jean Hardy, qui avait pourtant devancé au premier tour la liste conduite par son premier adjoint, M. Protin (P.S.).

A Nogent-le-Rotrou, le président du conseil général, M. Robert Huwart (M.R.G.), a connu une élection nettement plus difficile. Il obtient 50,89 % des suffrages exprimés alors que, en 1977, il avait totalisé 68 % des suffrages au premier tour. La présence de communistes sur sa liste a sans doute joué en sa défaveur.

FINISTÈRE

CONCARNEAU

Inscr., 14 070 ; abst., 22,98 % ; suffr. expr., 10 611. – P.S. (M. Le Bris, d.), 5 884 (55,45 %), 26 ÉLUS ; un. opp. (M. Kerlan, div. d.), 4 727 (44,54 %), 7 ÉLUS.

Nouveau conseil : 10 P.C., 16 P.S., 7 div. d.

Sortants : 14 P.C., 9 P.S., 2 mod., 2 sièges vacants. M. Argouac'h, m. s., P.S., se présente sur la liste de M. Le Bris.

Au premier tour. – Insc., 14 074 ; abst., 23,49 % ; suffr. expr., 10 630. – Un. opp. (M. Kerlan, div. d.), 4 035 (37,95 %) ; P.S. (M. Le Bris, d.), 3 671 (34,53 %) ; P.C. (M. Argouac'h, m. s.), 2 237 (21,04 %) ; div. g. (M. Rouger), 687 (6,46 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 6 203 (54,07 %) ; Giscard, 5 269 (45,92 %).

QUIMPERLÉ

Inscr., 7 678 ; abst., 21,88 % ; suffr. expr., 5 934. – Mod. (M. Guillou, div. g., m.s.), 2 333 (39,31 %), 23 ÉLUS ; Un. opp. (M. Chartrain, U.D.F.), 1 874 (31,58 %) ; 5 ÉLUS ; Un. g. (M. Pionet, P.S.), 1 727 (29,10 %), 5 ÉLUS.

Nouveau conseil : 2 P.C., 3 P.S., 23 div. g., 5 mod.

Sortants : 10 P.C., 9 P.S., 6 div. g., 2 sièges vacants.

Au premier tour. – Inscr., 7 611 ; abst., 21,84 % ; suffr. expr., 5 830. – Mod. (M. Guillou, div. g., m. s.), 2 249 (38,57 %) ; un. opp. (M. Chartrain, U.D.F.), 1 880 (32,24 %) ; un. g. (M. Pionet, P.S.), 1 701 (29,17 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 3 610 (56,09 %) ; Giscard, 2 826 (43,90 %).

Le parti socialiste perd au second tour les villes de Crozon et Ergué-Gaberic, mais enlève Plouguerneau (détenue par un maire C.D.S.) à la surprise générale et Audierne. La gauche échoue à Pont-l'Abbé, sans doute en partie à cause des polémiques qui, avant le premier tour, ont opposé le P.S. au P.C. Dans le sud du département, où la majorité maintient ses positions, le P.S., grâce aux primaires, prend deux mairies au P.C. : Scaër – une ville détenue par le P.C. depuis 1945 – et Concarneau qui aura désormais pour maire le député socialiste de la circonscription, M. Gilbert Le Bris. Le P.C. perd son fief de Penmarc'h, au profit de l'opposition, mais conserve cependant Carhaix. A Quimperlé, le maire sortant, M. Yves Guillou (div. g.), qui se présentait contre ses anciens colistiers, est réélu.

GARD

◆ NIMES

Inscr., 82 909 ; abst., 20,31 % ; suffr. expr., 64 734. – Un. opp. (M. Bousquet), 32 578 (50,32 %), 42 ÉLUS ; Un. g. (M. Jourdan, P.C., m.s., d.), 32 156 (49,67 %), 13 ÉLUS.

Nouveau conseil : 6 P.C., 6 P.S., 1 div. g., 14 U.D.F., 14 R.P.R. 14 mod.

Sortants : 1 P.S.U., 19 P.C., 15 P.S., 2 M.R.G., 1 div. g., 3 sièges vacants.

Au premier tour. – Inscr., 82 934 ; abst., 28,04 % ; suffr. expr., 58 459. – Un. opp. (M. Bousquet), 27 495 (47,03 %) ; un. g. (M. Jourdan, P.C. m.s., d.), 25 884 (44,27 %) ; diss. P.S. (M. Alcon) 30,53 (5,22 %) ; act. loc. (M. Cassas), 2 027 (3,46 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 35 305 (54,29 %) ; Giscard, 29 725 (45,70 %).

BEAUCAIRE

Inscr., 8 325 ; abst., 13,35 % ; suffr. expr., 7 065. – Mod. (M. André), 3 545 (50,17 %), 25 ÉLUS ; Un. g. (M. Deschamps, P.C., a.d.), 3 520 (49,82 %), 8 ÉLUS.

Nouveau conseil : 4 P.C., 2 P.S., 2 div. g., 25 mod.

Sortants : 15 P.C., 12 div. g.

M. Boyer, P.C., m.s., n.s.r.p.

Au premier tour. – Inscr., 8 356 ; abst., 18,78 % ; suffr. expr., 6 618. – Un. g. (M. Deschamps, P.C.), 3 200 (48,35 %) ; mod. (M. Andre), 2 098 (31,70 %) ; un. opp. (M. Abric, R.P.R.), 1 320 (19,94 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 3 995 (60,21 %) ; Giscard, 2 640 (39,78 %).

Considérées traditionnellement comme des fiefs de la gauche, et plus particulièrement du parti communiste, les grandes villes du département du Gard ont assisté à la déroute des listes d'union de la gauche conduites par le P.C. A Nîmes tout d'abord, où le maire sortant, M. Emile Jourdan, battu par quelques centaines de voix, devra céder sa place au candidat de l'opposition, M. Jean Bousquet-Cacharel. A Beaucaire, où le maire sortant communiste ne se représentait pas, M. Bernard Deschamps (P.C.) doit s'incliner devant la liste d'opposition modérée. Ayant évincé les communistes de sa liste de gauche, le député socialiste, maire sortant du Vigan, M. Alain Journet, réussit en revanche à contenir la liste d'opposition.

On note toutefois plusieurs exceptions à la règle générale : M. Sodol Colombini, le maire sortant d'Aigues-Mortes, parvient à sauver son siège, alors que M. Rancel, le maire socialiste d'Uzès, est battu. A Vauvert et au Grau-du-Roi, des socialistes sont également écartés de la mairie au bénéfice de l'opposition.

HAUTE-GARONNE

CUGNAUX

Inscr., 5 721 ; abst., 18,94 % ; suffr. expr., 4 542. – P.C., P.S. (M. Blanc, P.S.), 1 742 (38,35 %), 20 ELUS ; M.R.G. (M. Faivre, m.s.), 1 473 (32,43 %), 5 ELUS ; un. opp. (M. Sery, R.P.R.), 1 327 (29,21 %), 4 ELUS.

Nouveau conseil : 8 P.C., 12 P.S., 2 P.S. diss., 3 M.R.G., 1 U.D.F., 3 R.P.R.

Sortants : 23 P.S., M.R.G., mod.

Au premier tour. – Inscr., 5 721 ; abst., 21,79 % ; suffr. expr., 4 327. – P.C., P.S. (M. Blanc, P.S.), 1 298 (29,99 %) ; M.R.G. (M. Faivre, m.s.), 1 256 (29,02 %) ; un. opp. (M. Séry, R.P.R.), 1 194 (27,59 %) ; act. loc. (M. Nandin), 579 (13,38 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 2 997 (62,71 %) ; Giscard, 1 782 (37,28 %).

MURET

Inscr., 9 835 ; abst., 21,73 % ; suffr. expr., 7 407. – Un. opp. (M. Douzans, m. s.), 3 964 (53,51 %), 26 ÉLUS ; un. g. (M. Houter, P.S., d.), 3 443 (46,48 %), 7 ÉLUS.

Nouveau conseil : 2 P.C., 4 P.S., 1 div. g., 7 R.P.R., 4 U.D.F., 15 div. d.

Sortants : 27 act. loc.

Au premier tour. – Inscr., 9 836 ; abst., 22,97 % ; suffr. expr., 7 346. – Un. opp. (M. Douzans, m.s.), 3 121 (42,48 %) ; Un. g. (M. Houteer, P.S., d.), 3 094 (42,11 %) ; div. g. (M. Ronde-Oustau, U.D.F.-rad.), 1 131 (15,39). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 4 196 (54,59 %) ; Giscard, 3 490 (45,40 %).

RAMONVILLE-SAINT-AGNE

Inscr., 6 698 ; abst., 23,15 % ; suffr. expr., 4 956. – Un. g. (M. Barousse, P.S., m. s.), 2 528 (51 %), 25 ÉLUS ; un. opp. (M. Larroque, R.P.R.), 2 428 (48,99 %), 8 ÉLUS.

Nouveau conseil : 6 P.C., 16 P.S, 3 div. g., 1 U.D.F., 5 R.P.R., 2 div. d.

Sortants : 9 P.C., 14 P.S.

Au premier tour. – Inscr., 6 698 ; abst., 25,63 % ; suffr. expr., 4 821. – Un. opp. (M. Larroque, R.P.R.), 2 192 (45,46 %) ; un. g. (M. Barousse, P.S., m.s.), 2 000 (41,48 %) ; div. g. (M. Farreny, diss. P.C.), 629 (13,04 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 3 047 (58,64 %) ; Giscard, 2 149 (41,35 %).

M. Jacques Douzans (div. d.) est facilement réélu à Muret alors que, au premier tour, son concurrent socialiste, M. Gérard Houteer, avait obtenu un score égal au sien. Le parti socialiste emporte la mairie de Cugnaux au détriment d'un radical de gauche, M. Jean-Paul Faivre, maire sortant. M. Christian Blanc (P.S.) a bénéficié du désistement de M. Fernand Naudin (act. loc.). A Ramonville-Saint-Agne, le maire sortant, M. Francis Barousse (P.S.), est réélu alors que le communiste dissident, M. Henri Farreny (13,04 % au premier tour), avait appelé à l'abstention.

GERS

CONDOM

Inscr., 5 338 ; abst., 13,69 % ; suffr. expr., 4 519. – Un. opp. (M. Dubos, R.P.R.), 2 285 (50,56 %), 22 ÉLUS ; un. g. (M. Gabory, P.S.), 2 234 (49,43 %), 7 ÉLUS.

Nouveau conseil : 2 P.C., 3 P.S., 2 div. g., 2 U.D.F., 5 R.P.R., 15 div. d.

Sortants : 4 P.C., 9 P.S., 1 M.R.G., 5 div. g., 1 R.P.R., 3 mod.

M. Abeille, P.S., m.s., n.s.r.p.

Au premier tour. – Inscr., 5 338 ; abst., 16,72 % ; suffr. expr., 4 345. – Un. opp. (M. Dubos, R.P.R.), 1 896 (43,63 %) ; un. g. (M. Gabory, P.S.), 1 709 (39,33 %) ; mod. (M. Tandonnet, M.R.G.), 740 (17,03 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 2 437 (53,91 %) ; Giscard, 2 083 (46,08 %).

FLEURANCE

Inscr., 4 477 ; abst., 12,77 % ; suffr. expr., 3 858. – Un. opp. (M. Mességué, m.s.), 1 928 (49,97 %), 22 ÉLUS ; un. g. (M. Benhard, P.S.), 1 111 (28,79 %), 4 ÉLUS ; div. d. (M. Bessagnet), 819 (21,22 %), 3 ÉLUS.

Nouveau conseil : 1 P.C., 2 P.S., 1 div. g., 1 U.D.F., 4 R.P.R., 20 div. d.

Sortants : 1 U.D.F.-C.D.S., 2 U.D.F., 20 mod.

Au premier tour. – Inscr., 4 482 ; abst., 13,18 % ; suffr. expr., 3 791. – Un. opp. (M. Mességué, m.s.), 1 742 (45,95 %) ; un. g. (M. Benhard, P.S.), 945 (24,92 %) ; div. d. (M. Bessagnet), 913 (24,08 %) ; div. g. (M. Mondange), 191 (5,03 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 2024 (55,43) ; Giscard, 1 627 (44,56 %).

A Condom, avec 51 voix d'avance seulement, la municipalité bascule dans l'opposition. M. Abel Abeille (P.S.) s'était retiré après avoir été maire de Condom pendant dix-neuf ans.

A Fleurance, M. Maurice Mességué frôle la majorité absolue, avec, sans doute, l'appoint d'une partie de l'électorat qui s'était fixé au premier tour sur M. Bessagnet, conseiller municipal « dissident ».

GIRONDE

LE BOUSCAT

Inscr., 14 417 ; abst., 20,99 % ; suffr. expr., 11 253. – Un. opp. (M. Valleix, R.P.R., d.), 5 916 (52,57 %) ; 27 ÉLUS ; un. g. (M. Lalumière, P.S., m.s.), 5 337 (47,42 %), 8 ÉLUS.

Nouveau conseil : 2 P.C., 6 P.S., 1 U.D.F.-rad., 2 U.D.F.-P.R., 1 U.D.F.-C.D.S., 3 R.P.R., 1 C.N.I.P., 19 div. d.

Sortants : 7 P.C., 17 P.S., 2 div. g., 1 siège vacant.

Au premier tour. – Inscr., 14 424 ; abst., 22 24 % ; suffr. expr., 11 026. – Un. g. (M. Lalumière, P.S., m.s.), 4 703 (42,65 %) ; un. opp. (M. Valleix, R.P.R., d.), 4 462 (40,46 %) ; div. d. (M. Vibert, ex-R.P.R.), 1 861 (16,87 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 6 561 (53,22 %) ; Giscard, 5 767 (46,77 %).

SAINT-MÉDARD-EN-JALLES

Inscr., 11 993 ; abst., 17,87 % ; suffr. expr., 9 694. – Un. g. (M. Lamaison, P.S.), 3 861 (39,82 %), 23 ÉLUS ; Un. opp., div. d. (M. Viala, U.D.F., m. s.), 3 493 (36,03 %), 6 ELUS ; div. d. (M. Dussedat, U.D.F.-rad., a. m.), 2 340 (24,13 %), 4 ELUS.

Nouveau conseil : 4 P.C., 9 P.S., 1 M.R.G., 9 div. g., 1 R.P.R., 9 div. d.

Sortants : 2 P.S., 1 U.D.F, 24 div. d.

Au premier tour. – Inscr., 11 993 ; abst., 21,14 % ; suffr. expr., 9 273. – Un. g. (M. Lamaison, P.S.), 3 135 (33,80 %) ; un. opp. (M. Viala, U.D.F., m.s.), 2 772 (29,99 %) ; div. d. (M. Dussedat, U.D.F.-rad., a.m.), 2 608 (28,12 %) ; div. d. (M. Lauba), 758 (8,17 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 5 952 (59,56 %) ; Giscard, 4 040 (40,43 %).

◆ TALENCE

Inscr., 21 249 ; abst., 32,54 % ; suffr. expr., 13 493. – Un. g., div. g. (M. Buffet, P.S.), 7 586 (56,22 %), 31 ELUS Un. opp. (M. Castagnera, R.P.R.), 5 907 (43,77 %), 8 ELUS.

Nouveau conseil : 2 P.C., 5 P.S., 1 div g., 1 U.D.F.-rad., 2 U.D.F.-P.R., 11 R.P.R., 17 div. d.

Sortants : 7 P.C., 22 P.S., 2 M.R.G. (M. Deschamps, m. s., a. d., P.S. se présente sur la liste de M. Buffet.

Au premier tour. – Inscr., 21 257 ; abst., 33,08 % ; suffr. expr., 13 845. – Un. opp. (M. Castagnera, R.P.R.), 5 714 (41,27 %) ; un. g. (M. Saraben, P.S.), 5 027 (36,30 %) ; div. g. (M. Deschamps, ex-P.S., m.s., a.d.), 3 104 (22,41 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 9 850 (57,73 %) ; Giscard, 7 210 (42,26 %).

LA TESTE

Inscr., 13 582 ; abst., 91,57 % ; suffr. expr., 9 442. – Un. opp. (M. Moga, CNIP, m. s.), 4 605 (48,77 %), 25 ELUS ; P.S.-P.C. (M. Lateoule, P.S.), 3 264 (34,56 %), 6 ELUS ; act. loc. (M. Frayssinhes), 1 573 (16,65 %), 2 ELUS.

Nouveau conseil : 1 P.C., 4 P.S., 1 M.R.G., 1 U.D.F., 1 R.P.R., 1 CNIP, 22 div. d., 2 act. loc.

Sortants : 1 P.C., 1 app. P.C., 7 P.S., 2 U.D.F., 2 R.P.R., 1 C.N.I.P., 13 mod.

Au premier tour. – Inscr., 12 582 ; abst., 26,21 % ; suffr. expr., 9 012. – Un. opp. (M. Moga, C.N.I.P., m.s.), 4 200 (46,60 %) ; P.S., P.C. (M. Lateoule, P.S.), 2 977 (33,03 %) ; div. g. (M. Frayssinhes, M.R.G.), 1 835 (20,36 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 5 090 (51,07 %) ; Giscard, 4 875 (48,92 %).

Le recul de la gauche amorcé au premier tour a été confirmé sur l'ensemble du département de la Gironde, mais principalement dans l'agglomération bordelaise. C'est ainsi que la majorité, après avoir perdu au premier tour Pessac, qui a fait basculer la communauté urbaine dans l'opposition, accuse, au second tour, les pertes du Bouscat et de Talence.

Le Bouscat avait été gagné en 1977 par M. Pierre Lalumière, époux du ministre de la consommation. Il n'a pu conserver son siège malgré une primaire d'une rare âpreté à droite.

A Talence, la fédération du parti socialiste avait repris sur la liste d'union de la gauche, pour le second tour, M. Henri Deschamps, maire sortant, qui avait constitué lors du premier tour une liste dissidente. La liste d'union de la gauche était cette fois conduite par M. Yves Buffet (P.S.), conseiller général. Ce chassé-croisé n'a, semble-t-il, pas été du goût des Talençais qui votent pourtant majoritairement à gauche depuis plus de cinquante ans.

Pour des raisons tactiques tout aussi confuses, la gauche a également perdu une vieille municipalité socialiste, à Coutras, dans le nord de la Gironde.

En revanche, elle a conquis la mairie de Saint-Médard-en-Jalles, dans la banlieue bordelaise, où deux listes de droite restaient en présence.

M. Jacques Chaban-Delmas, réélu dès le premier tour maire de Bordeaux, est maintenant assuré de reprendre le contrôle de la communauté urbaine avec une majorité beaucoup plus confortable que celle dont disposait la gauche au lendemain des élections municipales de 1977.

HÉRAULT

◆ MONTPELLIER

Inscr., 107 050 ; abst., 22 16 % ; suffr. expr., 81 614. – Un. g. (M. Frèche, P.S., m.s. d.), 42 841 (52,49 %), 45 ÉLUS ; un. opp. (M. Delmas, U.D.F.-P.R., a.m., a.d.), 38 773 (47,50 %), 14 ÉLUS.

Nouveau conseil : 11 P.C., 2 P.S.U. 23 P.S., 4 M.R.G., 5 div. g., 4 U.D.F.-P.R., 2 U.D.F.-C.D.S., 1 U.D.F.-rad., 6 R.P.R., 1 C.N.I.P.

Sortants : 2 P.S.U., 13 P.C., 22 P.S., 5 M.R.G., 1 div. g.

Au premier tour. – Inscr., 107 072 ; abst., 28,92 % ; suffr. expr., 74 909. – Un. g. (M. Frèche, P.S., m.s., d.), 34 656 (46,26 %) ; un. opp. (M. Delmas, U.D.F.-P.R., a.m., a.d.), 30 949 (41,31 %) ; verts (M. Laurans.), 3 815 (5,09 %), F.N. (M. Janet.), 2 927 (3,90 %) ; div. d. (M. Kremer, P.D.F.), 1 243 (1,65 %) ; V.T. (M. Allies, L.C.R.), 928 (1,23 %), P.C.I (M. Cros), 391 (0,52 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 44 337 (51,68 %), Giscard, 41 443 (48,31 %).

AGDE

Inscr., 11 042 ; abst., 17,74 % ; suffr. expr., 8 710. – Un. opp. (M. Leroy-Beaulieu, R.P.R., m.s.), 4 991 (57,30 %), 26 ÉLUS ; un. g. (M. Rouquairol, P.C.), 3 719 (42,69 %), 7 ÉLUS.

Nouveau conseil : 3 P.C., 2 P.S., 1 M.R.G., 1 div. g., 9 U.D.F.-P.R., 7 R.P.R., 10 mod.

Sortants : 2 U.D.F.-rad., 4 U.D.F.-P.R., 6 R.P.R., 15 mod.

Au premier tour. – Inscr., 11 042 ; abst., 20,29 % ; suffr. expr., 8 650. – Un. opp. (M. Leroy-Beaulieu, R.P.R., m.s.), 4 118 (47,60 %) ; mod. (M. Bernard.), 1 661 (19,20 %), P.C. (M. Rouquairol.), 1 438 (16,62 %), P.S. (M. Galibardy.), 1 433 (16,56 %), BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 4 308 (51,74 %) ; Giscard, 4 018 (48,25 %).

BÉZIERS

Inscr., 51 707 ; abst., 21,68 % ; suffr. expr., 39 444. – Un. opp., div. d. (M. Fontes, U.D.F.-P.S.D.), 19 951 (50,58 %), 37 ÉLUS ; un. g., écol. (M. Balmigère, P.C., m.s., d.), 19 493 (49,41 %), 12 ÉLUS.

Nouveau conseil : 3 P.C., 4 P.S., 2 M.R.G., 2 div. g., 1 écol., 3 U.D.F.-P.R., 5 U.D.F.-C.D.S., 3 U.D.F.-rad., 9 R.P.R., 1 C.N.I.P., 16 mod.

Sortants : 13 P.C., 12 P.S., 7 M.R.G., 7 div. g.

Au premier tour. – Inscr., 51 707 ; abst., 28,08 % ; suffr. expr., 36 236. – Un. g. (M. Balmigère, P.C., m.s. d.), 16 010 (44,18 %) ; un. opp. (M. Fontes, U.D.F.-P.S. d.), 15 328 (42,30 %) ; écol. (M. Couloumа), 2 472 (6,82 %) ; div. d. (M. Marc), 2 426 (6,69 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 22 390 (54,61 %) Giscard, 18 603 (45,38 %).

LUNEL

Inscr., 9 543 ; abst., 16,10 % ; suffr. expr., 7 760. – Div. d. (M. Canitrot), 4 009 (51,66 %), 25 ÉLUS ; un. g. (M. Barral, P.S.), 3 751 (48,33 %), 8 ÉLUS.

Nouveau conseil : 3 P.C., 4 P.S., 1 M.R.G., 4 U.D.F.-P.R., 4 U.D.F.-C.D.S., 8 R.P.R., 8 mod., 1 F.N.

Sortants : 10 P.C., 10 P.S., 3 M.R.G., 4 div. g.

M. Rauzier, P.S., m.s., n.s.r.p.

Au premier tour. – Inscr., 9 564 ; abst., 21,64 % ; suffr. expr., 7 240. – Un. g. (M Barral, P.S.), 3 124 (43,14 %) ; div. d. (M. Canitrot), 3 015 (41,64 %) ; un. opp. (M. Pouderoux), 1 101 (15,20 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 4 050 (53,38 %) ; Giscard, 3 536 (46,61 %).

◆ SÈTE

Inscr., 29 451 ; abst., 20,81 % ; suffr. expr., 22 692. – Un. opp. (M. Marchand, U.D.F.-C.D.S.), 11 394 (50,21 %), 30 ÉLUS ; un. g. (M. Martelli, P.C., m.s.), 11 298 (49,78 %), 9 ÉLUS.

Nouveau conseil : 4 P.C., 2 P.S., 1 M.R.G., 1 gaull. g., 1 div. g., 3 U.D.F.-P.R., 9 U.D.F.-C.D.S., 11 R.P.R., 7 mod.

Sortants : 15 P.C., 10 P.S., 2 M.R.G., 4 div. g.

Au premier tour. – Inscr., 29 463 ; abst., 24,64 % ; suffr. expr., 21 690. – Un. opp. (M. Marchand, U.D.F.-C.D.S.), 9 205 (42,43 %) ; P.C. (M. Martelli, m. s.), 7 328 (33,78 %) ; P.S. (M. Lacombe, d.), 5 157 (23,77 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 13 072 (55,77 %) ; Giscard, 10 364 (44,22 %).

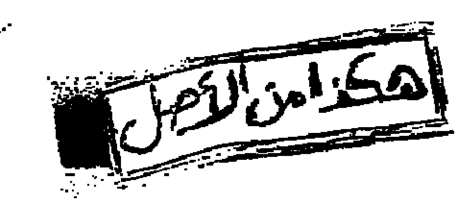
A Montpellier, où le candidat de l'opposition, M. Delmas, ne recueille pas tous les suffrages qu'il pouvait espérer, M. Frèche conserve la ville au P.S. avec un gain de 6.23 points par rapport au premier tour.

Mais le P.S. et le P.C. perdent plusieurs villes à la suite de leurs dissensions. A Pezenas, il s'agit d'un échange au sein de la majorité, le poste de maire passant du P.S. au P.C. En revanche, la mairie de Lunel, où le maire socialiste sortant ne se représentait pas, est perdue par les socialistes et passe à un modéré. A Ganges, jadis célèbre pour ses bas de soie, mais en situation économique difficile, le P.S. perd la mairie au profit du R.P.R. Il en est de même à Castelnau-le-Lez, près de Montpellier, où l'emporte M. Jean-Pierre Grand (R.P.R.), proche de M. Chaban-Delmas. A Maugulo, le maintien de la liste de M. Luce, conseiller général, maire sortant, socialiste dissident, fait tomber au profit de l'opposition, une cité qui était socialiste depuis la libération.

A Béziers, alors que la ballottage était favorable à la liste de la majorité, renforcée pour le second tour par la présence des écologistes, auxquels un poste d'adjoint était réservé, les quelque trois mille votants supplémentaires ont fait pencher la balance en faveur de l'opposition. « Certaines voix populaires nous ont fait défaut aujourd'hui », *a déclaré le maire sortant, M. Balmigère (P.C.)*

Enfin, à Sète, la meilleure participation (1 000 votants de plus) ne suffit pas à expliquer le succès de l'opposition, qui a profité d'un millier de suffrages qui s'étaient portés au premier tour sur la liste conduite par M. Lacombe, député socialiste. M. Marchand (U.D.F.-C.D.S.) l'emporte de 96 voix, une liasse de bulletins étant l'objet d'une contestation. Un recours sera sans doute déposé auprès du tribunal administratif.

(Lire la suite page 16.)



Dans les départements

LE SECOND TOUR

(Suite de la page 15.)

ILLE-ET-VILAINE

◆ **RENNES**

Inscr., 112 285 ; abst., 25,88 % ; suffr. expr., 81 498. – Un. g. (M. Hervé, P.S., m.s., min.), 43 061 (52,83 %).), 45 ÉLUS ; un. opp. (M. Champaud) 38 437 (47,16 %).),14 ÉLUS.

Nouveau conseil : 3 P.S.U., 9 P.C., 26 P.S., 3 M.R.G., 3 div. g., 1 U.D.B., 7 U.D.F., 4 R.P.R., 3 div. d.

Sortants : 2 U.D.B., 12 P.C., 24 P.S., 4 M.R.G., 1 div. g.

Au premier tour. – Inscr., 112 285 ; abst., 29,72 % ; suffr. expr., 77 686. – Un. g. (M. Hervé, P.S., m.s., min.), 36 594 (47,10 %) ; un. opp. (M. Champaud) 34 024 (43,79 %) ; verts (M. Cochet), 4 801 (6,18 %) ; div. g. (M. Fournier), 1 244 (1,60 %) ; V.T. (M. Madec, L.O.), 1 023 (1,31 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 51 555 (56,28 %) : Giscard, 40 041 (43,71 %).

FOUGÈRES

Inscr., 17 628 ; abst., 20,38 %, suffr. expr., 13 686. – Un. g., div. g. (M. Faucheux, P.S.), 7 099 (51,87 %), 27 ÉLUS ; Un. opp. (M. Cointat, R.P.R., m.s., a. min., d.), 6 587 (48,12 %), 8 ÉLUS.

Nouveau conseil : 1 P.S.U., 4 P.C., 11 P.S., 1 M.R.G., 2 M.D., 8 div. g., 3 R.P.R., 3 U.D.F.-C.D.S., 2 div. d.

Sortants : 1 P.C., 2 P.S., 2 R.P.R., 22 div. d.

Au premier tour. – Inscr., 17 628 ; abst., 23,37 % ; suffr. expr., 12 965. – Un. opp. (M. Cointat, R.P.R., m.s., a.min., d.), 5 536 (42,69 %) ; un. g. (M. Faucheux, P.S.), 4 322 (33,33 %) ; div. g. (M. Feuvrier, M.D.), 3 107 (23,96 %). BALL.

1981. – MM. Giscard, 8 140 (54,51 %) ; Mitterrand, 6 792 (45,48 %).

◆ **SAINT-MALO**

Inscr., 33 886 ; abst., 20,33 % ; suffr. expr., 26 297. – Un. opp. (M. Planchet, div. d., a.m.), 13 633 (51,84 %), 33 ÉLUS ; P.S., M.R.G. (M. Chopier, P.S., m.s.), 12 664 (48,15 %), 10 ÉLUS.

Nouveau conseil : 4 P.S., 1 M.R.G., 1 U.D.B., 4 div. g., 9 U.D.F.-C.D.S., 1 U.D.F.-P.R., 3 R.P.R., 1 C.N.I.P., 19 div. d.

Sortants : 17 P.S., 3 M.R.G., 17 div. g.

Au premier tour. – Inscr., 33 886 ; abst., 23,59 % ; suffr. expr., 25 428. – P.S., M.R.G. (M. Chopier, P.S., m.s.), 10 454 (41,11 %) ; div. d. (M. Planchet, a.m.), 7 700 (30,28 %) ; div. d. (M. Lempereur, R.P.R.), 5 970 (23,47 %) ; P.C. (M. Lemaître), 1 304 (5,12 %). BALL.

1981. – MM. Giscard, 14 375 (53,80 %) ; Mitterrand, 12 342 (46,19 %).

M. Edmond Hervé, ministre de l'énergie, a gagné son pari. Le maire socialiste de Rennes, qui avait refusé d'accorder quatre sièges sur sa liste aux écologistes, est en effet réélu avec 52,83 % des suffrages exprimés. Il perd trois points par rapport au second tour de 1977. A Fougères, le maire sortant, M. Cointat (R.P.R.), ancien ministre, est battu, comme les résultats du premier tour le laissaient prévoir. M. Faucheux (P.S.) l'emporte avec 51,87 % des suffrages. Il a cependant bénéficié d'un médiocre report des voix qui, au premier tour, s'étaient prononcées en faveur de M. Feuvrier, candidat du mouvement des démocrates. Il manque en effet 330 voix à M. Faucheux pour atteindre le total des voix recueillies par les deux listes le 6 mars, alors même qu'il y a eu 721 suffrages exprimés de plus d'un tour à l'autre.

A Saint-Malo, le maire sortant, M. Louis Chopier (P.S.), est battu par M. Planchet (div. dr.), qui le devance de 969 voix. M. Planchet, qui a été maire de Saint-Malo de 1967 à 1976, avait été démis d'office de ses fonctions en décembre 1976 à la suite d'une condamnation aujourd'hui amnistiée prononcée par la cour d'appel de Rennes. La seule chance de M. Chopier résidait dans le maintien de deux listes de l'opposition au second tour. La victoire de M. Planchet constitue également une défaite pour le R.P.R., dont la liste était arrivée en troisième position au premier tour.

ISÈRE

BOURGOIN-JALLIEU

Inscr., 12 820 ; abst., 50,97 % ; suffr. expr., 4 480. – Un. g. (M. Oudot, P.S., m. s.), 4 480 (100 %), 35 ELUS.

Nouveau conseil : 10 P.C., 19 P.S., 6 div. g.

Sortants : 8 P.C., 9 P.S., 10 div. g

Au premier tour. – Inscr., 12 820 ; abst., 32,19 % ; suffr. expr., 8 456. – Un. g. (M. Oudot, P.S., m s.), 4 227 (49,98 %) ; un. opp. (M. Durand, U.D.F.-P.R.), 2 919 (34,51 %) ; mod. (M. Faure), 1 310 (15,49 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 5 830 (55,61 %) ; Giscard, 4 652 (44,38 %).

SAINT-ÉGRÈVE

Inscr., 8 755 ; abst., 23,62 % ; suffr. expr., 6 530. – Un. g., écol. (M. Delahais, P.S., m. s.), 3 370 (51,60 %), 25 ELUS ; Un. opp. (M. Jobert, R.P.R.), 3 160 (48,39 %), 8 ELUS.

Nouveau conseil : 7 P.C., 14 P.S., 4 écol., 2 U.D.F.-P.R., 4 R.P.R., 2 div. d.

Sortants : 2 ext. g., 23 P.S., 2 sièges vacants.

Au premier tour. – Inscr., 8 755 ; abst., 26,28 % ; suffr. expr., 6 362. – Un. g. (M. Delahais, P.S., m.s.), 2 326 (36,56 %) ; un. opp. (M. Jobert, R.P.R.), 1 839 (28,90 %) ; act. loc. (M. Balestas, M.R.G.), 1 594 (25,05 %) ; écol. (M. Tarricone), 603 (9,47 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 3 864 (55,46 %) ; Giscard, 3 102 (44,53 %).

La gauche avait enregistré en 1977 un succès remarquable, le P.S. obtenant vingt et une mairies de plus de 3 500 habitants et le P.C. douze, tandis que la droite n'en détenait plus que treize. Les deux tours des élections municipales de 1983 ont permis de rétablir un certain équilibre : le P.S. a, en effet, perdu au total huit mairies et le P.C. une, tandis que le R.P.R., qui n'en détenait qu'une en 1977, en dirigera désormais quatre, dont la plus importante, Grenoble.

La réélection des maires socialistes de Saint-Egrève et de Saint-Martin-le-Vinoux devrait permettre à la gauche de conserver, de justesse, la présidence du syndicat intercommunal de l'agglomération grenobloise (SIEPARG), qui comprenait jusqu'alors treize élus de l'opposition et quarante-trois de la majorité. Le rapport des forces est désormais égal (trente et un contre trente et un), mais certains accords pourraient donner à la gauche une courte majorité au sein du SIEPARG.

JURA

LONS-LE-SAUNIER

Inscr., 12 424 ; abst., 20,39 % ; suffr. expr., 9 651. – Un. g. (M. auger, P.C., m.s.), 4 870 (50,46 %), 27 ÉLUS ; un. opp. (M. Moriconi, R.P.R.), 4 781 (49,53 %), 8 ÉLUS.

Nouveau conseil : 10 P.C., 13 P.S., 4 div. g., 4 U.D.F., 3 R.P.R., 1 div. g.

Sortants : 8 P.C., 10 P.S., 1 app. P.S., 5 U.D.F., 1 R.P.R., 2 sièges vacants.

Au premier tour. – Inscr., 12 428 ; abst., 25,28 % ; suffr. expr. 8 986. – Un. opp. (M. Moriconi, R.P.R.), 4 233 (47,10 %) ; un. g. (M. Auger, P.C., m. s.), 4 172 (46,42 %) ; div. d. (M. Azema), 581 (6,46 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 5 299 (50,86 %) ; Giscard, 5 119 (49,13 %).

DOLE

Inscr., 16 013 ; abst., 22,31 % ; suffr. expr., 12 153. – Un. opp. (M. Barbier, U.D.F.-rad.), 6 157 (50,66 %), 27 ÉLUS ; un. g., P.S.U. (M. Santa Cruz, P.S., m.s., d.), 5 996 (49,33 %), 8 ÉLUS.

Nouveau conseil : 1 P.S.U., 3 P.C., 4 P.S., 8 U.D.F., 6 R.P.R., 13 div. d.

Sortants : 2 ext. g., 12 P.C., 12 P.S., 1 app. U.D.F.

Au premier tour. – Inscr., 15 804 ; abst., 28,76 % ; suffr. expr., 11 116. – Un. g. (M. Santa Cruz, P.S., m. s., d.), 4 082 (36,72 %) ; div. d. (M. Barbier, U.D.F.-rad.). 3 335 (30 %) ; R.P.R. (M. François, div. d.), 2 230 (20,06 %) ; P.S.U. (M. Corbex), 965 (8,68 %) ; div. g. (M. Fourquet), 504 (4,53 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 7 900 (57,90 %) ; Giscard, 5 742 (42,09 %).

SAINT-CLAUDE

Section de Cinquetral. – Inscr., 143 ; vot., 118 ; suffr. expr., 114. – MM. Muyard, P.S., 79, ÉLU ; Lavenne, U.D.F., 35.

Nouveau conseil : 2 P.C., 7 P.S., 5 U.D.F., 6 R.P.R., 13 div. d.

Sortants : 1 P.S., 26 U.D.F.

Au premier tour. – Inscr.,7 342 ; abst., 34,59 % ; suffr. expr., 4 644. – Un. opp. (M. Jaillon, U.D.F.-C.D.S., m.s., a.d.), 2 601 (56 %), 24 ÉLUS ; un. g. (M. Léger, P.S.), 2 043 (43,99 %), 8 ÉLUS.

A Lons-le-Saunier, alors que M. Moriconi (R.P.R.) devançait le maire sortant communiste, M. Auger, de 61 voix, la liste d'union de la gauche l'emporte finalement avec seulement 89 voix d'avance.

A Dole, en revanche, M. Santa-Cruz, maire sortant (P.S.) est battu de 161 voix par le candidat de l'opposition, M. Barbier (U.D.F.-rad.), qui a bénéficié d'un bon report des voix de droite du premier tour. M. Barbier, élu député en 1978, avait été battu aux législatives de 1981 par M. Santa-Cruz.

La plus grande surprise au niveau départemental est la victoire de M. Jean Charropin, R.P.R., qui, à Champagnole, bat la liste d'union de la gauche sur laquelle figurait le maire sortant, M. Fumez-Badoz, de 17 voix. A Tavaux, malgré un ballottage difficile, M. Vauchez, candidat P.S., l'emporte sur le candidat de l'opposition tandis qu'à Poligny M. Tinguely, tête de la liste d'opposition, est élu sans grande difficulté. Dans les neuf villes de plus de 3 500 habitants que compte le Jura, l'opposition, à l'issue du second tour, conserve ses quatre fiefs traditionnels (Morez, Saint-Claude, Salins et Poligny), perd un conseil (à Arbois) mais reconquiert deux villes (Dole et Champagnole). La gauche, pour sa part, se maintient à Lons-le-Saunier et à Tavaux.

LANDES

◆ **MONT-DE-MARSAN**

Inscr., 17 845 ; abst., 21,06 % ; suffr. expr., 13 779. – Un. g (M. Labeyrie, P.S.), 5 543 (40,22 %), 25 ELUS ; div. d. (Mme Chiron, R.P.R.), 5 272 (38,26 %), 7 ELUS ; div. d. (M. Lamarque-Cando, m.s.), 2 964 (21,51 %), 3 ELUS.

Nouveau conseil : 5 P.C., 19 P.S., 1 M.R.G., 2 U.D.F., 5 R.P.R., 3 div. d. **Sortants :** 2 U.D.F., 21 mod., 4 sièges vacants.

Au premier tour. – Inscr., 17 850 ; abst., 26,02 % ; suffr. expr., 12 995. – Un. g. (M. Labeyrie, P.S.), 4 674 (35,96 %) ; div. d. (Mme Chiron, R.P.R.), 3 826 (29,44 %) ; div. d. (M. Lamarque-Cando, m. s.), 3 823 (29,41 %) ; act. loc. (M. Dubos), 672 (5,17 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand 7 244 (50,02 %). Giscard 7 236 (49,97 %).

MIMIZAN

Inscr., 5 236 ; abst., 13,71 % ; suffr. expr., 4 476. – Div. d. (M. Barsac), 2 152 (48,07 %), 22 ELUS ; un. g. (M. Bourden, P.S.), 1 829 (40,86 %), 6 ELUS ; div. d. (M. Cassagne, U.D.F.), 495 (11,05 %), 1 ELU.

Nouveau conseil : 6 P.S., 9 mod. 1 U.D.F., 13 div. d.

Sortants : 4 P.C., 11 P.S., 3 div. g., 5 mod.

M. Dugrand, P.S., m.s., n.s.r.p.

Au premier tour. – Inscr., 5 238 ; abst., 13,40 % ; suffr. expr., 4 394. – Div. d. (M. Barsac), 1 797 (40,89 %), un. g. (M. Bourden, P.S.), 1 347 (30,65 %) ; div. d. (M. Cassagne, U.D.F.), 1 250 (28,44 %) ; BALL.

M. François Dugrand, P.S., m.s., n.s.r.p.

1981. – MM. Mitterrand, 2 825 (61,85 %), Giscard 1 742 (38,14 %).

A Mimizan, où le maire sortant socialiste ne se représentait pas, la gauche a perdu la mairie en dépit de la division de l'opposition qui maintenait deux listes au second tour. A Mont-de-Marsan, le maire sortant (div. d.) subit une cuisante défaite, tandis que Mme Chiron (R.P.R.) crée la surprise en réalisant, derrière le candidat de l'union de la gauche, un très bon score. A Soustons, le maire sortant, M. Jean Nougaro (opp.), perd lui aussi sa mairie qui passe à la majorité.

LOIRE

◆ **SAINT-ÉTIENNE**

Inscr., 125 720 ; abst., 24,49 % ; suffr. expr., 92 934. – Un. opp., div. d. (M. Dubanchet, U.D.F.-C.D.S., sén.), 47 349 (50,94 %), 46 ÉLUS ; un. g. (M. Sanguedolce, P.C., m.s.), 45 585 (49,05 %), 15 ÉLUS.

Nouveau conseil : 1 P.S.U., 7 P.C., 6 P.S., 1 M.R.G., 18 U.D.F., 16 R.P.R., 1 div. d., 11 mod.

Sortants : 1 ext. g., 2 P.S.U., 21 P.C., 15 P.S., 2 div. g., 3 P.D.F., 1 siège vacant.

Au premier tour. – Inscr., 125 720 : abst., 32,38 % ; suffr. expr., 83 464. – Un. g. (M. Sanguedolce, P.C., m.s.), 36 025 (43,16 %) ; un. opp. (M. Dubanchet, U.D.F.-C.D.S., sén.), 34 448 (41,27 %) ; div. d. (M. Bail), 5 222 (6,25 %) ; verts (M. Brodhag), 4 514 (5,40 %) ; div. d. (Mme Victoire, diss. R.P.R.), 1 657 (1,98 %) ; div. d. (M. Grossmann, P.D.F.), 1 598 (1,91 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 52 242 (52,38 %) ; Giscard, 47 482 (47,61 %).

◆ **SAINT-CHAMOND**

Inscr., 24 482 ; abst., 20.17 % ; suffr. expr., 19 157. – Un. g. (M. Badet, P.S., m.s.), 9 647 (50,35 %), 33 ÉLUS ; un. opp., verts (M. Ducarre, R.P.R.), 9 510 (49,64 %), 10 ÉLUS.

Nouveau conseil : 6 P.C., 1 app. P.C., 20 P.S., 6 app. P.S., 3 U.D.F.-C.D.S., 3 R.P.R., 3 div. d., 1 écol.

Sortants : 14 P.C., 19 P.S.

Au premier tour. – Inscr., 24 482 ; abst., 26,62 % ; suffr. expr., 17 605. – Un. opp. (M. Ducarre, R.P.R.), 7 747 (44 %) : un. g. (M. Badet, P.S., m.s.), 7 739 (43,95 %) ; Verts (M. Privat), 1 658 (9,41 %) ; V.T. (M. Cuadros, L.O.), 461 (2,61 %). BALL.

1981. – M. Mitterrand, 11 121 (54,69 %), Giscard, 9 212 (45,30 %).

Deux duels, deux surprises.

Les divergences entre le P.C. et le P.S. ont assurément contribué à la défaite du maire communiste sortant de Saint-Etienne, mais M. Sanguedolce espérait en une meilleure participation. Or, un quart seulement des abstentionnistes du premier tour se sont déplacés dimanche. C'était d'autant moins suffisant pour M. Sanguedolce – qui a surtout attribué sa défaite à « la campagne de haine menée par la droite » – qu'une partie de ces voix, ainsi qu'une fraction non négligeable des suffrages écologistes semblent s'être reportés sur son vainqueur, M. Dubanchet.

A Saint-Chamond, le contraire s'est produit. Le maire sortant, M. Jacques Badet, député socialiste, devancé de 8 voix au premier tour par un pharmacien, M. Gérard Ducarre (R.P.R.), était d'autant plus menacé que le candidat écologiste, M. Privat (9,41 % des suffrages le 6 mars), avait rejoint, entre les deux tours, la liste d'opposition, où il figurait en cinquième position. Mais les électeurs « verts », qui avaient assuré en 1977 la victoire de M. Jacques Badet, n'ont apparemment pas suivi leur leader, et le maire sortant a pu redresser une situation très compromise au soir du 6 mars.

HAUTE-LOIRE

◆ **LE PUY**

Inscr., 12 517 ; abst., 24,85 % ; suffr. expr., 9 276. –
Un. opp. (M. Fourneyron, U.D.F.-C.D.S., m. s., a. d..), 4 181 (45,07 %), 26 ÉLUS ; un. g. (M. Fraquier, P.S..), 3 190 (34,38 %), 6 ÉLUS ;
mod. (M. Portal), 1 905 (20,53 %), 3 ÉLUS.

Nouveau conseil : 1 P.C., 5 P.S., 5 R.P.R., 6 U.D.F.-C.D.S., 6 U.D.F.-P.R.), 12 div. d.

Sortants : 9 U.D.F.-C.D.S., 3 U.D.F.-P.R., 2 R.P.R., 13 mod.

Au premier tour. – Inscr., 12 517 ; abst., 26,19 % ; suffr. expr., 8 999. – Un. opp. (M. Fourneyron, U.D.F.-C.D.S., m. s., a .d.), 3 942 (43,80 %), un. g. (M. Fraquier, P.S.), 2 579 (28,65 %) ; mod. (M. Portal), 2 111 (23,45 %) ; V.T. (M. Vacheron, L.C.R.), 367 (4,07 %). BALL.

1981. – MM. Giscard, 6 059 (53,31 %) ; Mitterrand, 5 305 (46,68 %).

YSSINGEAUX

Inscr., 4 304 ; abst., 13,94 % ; suffr. expr., 3 626. –
Un. opp. (M. Guillaumond, div. d., m. s.), 1 621 (44,70 %), 22 ÉLUS ; act. loc. (M. Lezote.), 1 121 (30,91 %), 4 ÉLUS ; P.S (M. Dupuy.), 884 (24.37 %), 3 ÉLUS.

Nouveau conseil : 2 P.S., 7 div. g., 6 U.D.F.-C.D.S., 1 U.D.F.-P.R., 13 div. d.

Sortants : 7 div. g., 6 U.D.F.-C.D.S., 1 U.D.F.-P.R., 9 mod.

Au premier tour. – Inscr., 4 305 ; abst., 13,24 % ; suffr. expr., 3 598. – Un. op. (M. Guillaumond., div. d., m.s.), 1 586 (44,08 %) ; act. loc. ((M. Lezote), 1 022 (28,40 %) ; P.S. (M. Dupuy), 897 (24,93 %), L.O. (M. Vocanson), 93 (2,58 %), BALL.

1981. – MM. Giscard, 2 228 (62,06 %) ; Mitterrand, 1 362 (37,93 %).

La gauche ne fait pas le plein de ses voix à Yssingeaux. Il en va de même à Monistrol-sur-Loire où la liste du maire sortant, M. Boscher (div. d.), est devancée par une autre liste de même coloration politique. A Brioude, un recours a été introduit devant le tribunal administratif pour diffusion d'un tract jugé diffamatoire contre la liste conduite par M. Chambriard (div. d.) et élue dès le premier tour.

LOIRE-ATLANTIQUE

◆ **SAINT-NAZAIRE**

Inscr., 44 924 ; abst., 31,01 % ; suffr. expr., 30 128. – Un. g. (M. Batteux, P.S.), 17 044 (56,57 %), 39 ÉLUS : Un. opp. (M. Garnier, R.P.R.), 13 084 (43,42 %), 10 ÉLUS.

Nouveau conseil : 11 P.C., 25 P.S., 1 M.R.G., 2 U.D.B., 2 U.D.F.-C.D.S., 1 U.D.F.-P.R., 5 R.P.R., 2 div. d.

Sortants : 2 P.S.U., 1 U.D.B., 13 P.C., 21 P.S.

M. Caux, P.S., m.s., n.s.r.p.

Au premier tour. – Inscr., 44 924 : abst., 34,55 % ; suffr. expr., 28 696. – Un. g. (M. Batteux, P.S.), 13 524 (47,12 %) ; un. opp. (M. Garnier, R.P.R.), 10 926 (38,07 %) ; div. g. (M. Morin, écol.), 1 658 (5,77 %) ; P.C.I. (M. Alseda), 993 (3,46 %) ; div. g. (M. Chanteux, P.S.U.), 904 (3,15 %) ; V.T. (M. Cherblanc, L.O.). 691 (2,40 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 23 288 (63,73 %) ; Giscard, 13 252 (36,26 %).

SAINT-SÉBASTIEN-SUR-LOIRE

Inscr., 12 305 ; abst., 23,22 % ; suffr. expr., 9 168. – Un. g. (M. Laurent, P.S.), 5 249 (57,25 %), 26 ÉLUS ; Un. opp. (Mme Marret, R.P.R.), 3 919 (42,74 %), 7 ÉLUS.

Nouveau conseil : 6 P.C., 19 P.S., 1 M.R.G., 2 U.D.F., 3 R.P.R., 2 div. d.

Sortants : 27 mod.

M. Verbe, m. s., div. d., s'est retiré après le premier tour.

Au premier tour. – Inscr., 12 305 ; abst., 23,97 % ; suffr. expr., 9 180. – Un. g. (M. Laurent, P.S.), 3 829 (41,71 %) ; un. opp. (Mme Marret, R.P.R.), 2 769 (30,16 %) ; div. d. (M. Verbe, m.s.), 2 582 (28,12 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 5 943 (57,45 %) ; Giscard, 4 400 (42,54 %).

Après la perte de Nantes et d'Orvault au premier tour, la gauche s'est bien ressaisie. Emportant deux nouvelles communes – Saint-Sébastien-sur-Loire, dans la banlieue nantaise, et Donges, près de Saint-Nazaire, – elle contrôle autant de villes du département qu'avant les élections. Cependant, il lui faudra compter avec la nouvelle situation de Nantes, qui donne à l'opposition le contrôle du syndicat de l'agglomération nantaise (dix-neuf communes et la moitié de la population du département). On notera enfin l'échec de l'« O.P.A. » du R.P.R. dans cinq communes (Carquefou, Saint-Sébastien-sur-Loire, Sautron, Thouaré, Treillières), où les maires sortants, « apolitiques » ou modérés, avaient refusé d'inclure sur leurs listes ses militants.

LOIRET

◆ **ORLÉANS**

Inscr., 57 025 ; abst., 27,20 % ; suffr. expr., 40 659. – Un. opp. (M. Douffiagues, U.D.F.-P.R., m.s., a.d.), 22 245 (54,71 %), 43 ÉLUS ; un. g., Verts (M. Sueur, P.S., d.), 18 414 (45,28 %), 12 ÉLUS.

Nouveau conseil : 2 P.C., 7 P.S., 1 M.R.G., 1 div. g., 1 écol., 20 U.D.F., 16 R.P.R., 7 div. d.

Sortants : 5 U.D.F.-rad., 1 app. U.D.F.-rad., 1 U.D.F.-P.R., 14 U.D.F., 3 app. U.D.F., 9 R.P.R., 4 C.N.I.P., 4 div. d.

Au premier tour. – Inscr., 57 025 ; abst., 30,71 % ; suffr. expr., 38 554. – Un. opp. (M. Douffiagues, U.D.F.-P.R., m.s., a.d.), 17 550 (45,52 %) ; un. g. (M. Sueur. P.S., d.), 14 148 (36,69 %) ; div. d. (M. Molinier, R.P.R.), 2 289 (5,93 %) ; verts (M. Breuil), 2 030 (5,26 %) ; div. g. (M. Grosbois), 1 819 (4,71 %) ; V.T. (Mme Joue, L.C.R.), 718 (1,86 %). BALL.

1981. – MM. Giscard, 25 278 (52,37 %) ; Mitterrand, 22 983 (47,62 %).

CHALETTE-SUR-LOING

Inscr., 7 916 ; abst., 24,74 % ; suffr. expr., 5 760. – Un. g. (M. Louis, P.C., m.s.), 3 309 (57,44 %), 26 ÉLUS ; un. opp. (M. Pokorny, 2 451 (42,55 %), 7 ÉLUS.

Nouveau conseil : 19 P.C., 7 P.S., 1 R.P.R., 6 div. d.

Sortants : 27 P.C. et app.

Au premier tour. – Inscr., 7 918 ; abst., 24,85 % ; suffr. expr., 5 755. – P.C. (M. Louis, m.s.), 2 689 (46,72 %) ; un. opp. (M. Pokorny), 1 939 (33,69 %) ; P.S. (M. Malinguaggi), 1 127 (19,58 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 4 057 (61,98 %) ; Giscard, 2 488 (38,01 %).

FLEURY-LES-AUBRAIS

Inscr., 11 797 ; abst., 26,87 % ; suffr. expr., 8 439. – Un. g. (M. Chêne, P.C., m.s.), 5 006 (59,31 %), 27 ÉLUS : div. d. (M. Dehaène, R.P.R.), 2 016 (23,88 %), 4 ÉLUS ; div. d. (M. Pellé, 1 417 (16,79 %), 2 ÉLUS.

Nouveau conseil : 20 P.C., 7 P.S., 4 R.P.R., 2 div. d.

Sortants : 20 P.C., 7 app. P.C.

Au premier tour. – Inscr., 11 797 ; abst., 26,06 % ; suffr. expr., 8 486. – P.C. (M. Chêne, m.s.), 3 910 (46,07 %) ; div. d. (M. Dehaène, R.P.R.), 1 670 (19,67 %) ; P.S. (Mme Mesnage), 1 485 (17,49 %) ; div. d. (M. Pellé), 1 421 (16,74 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 6 083 (60,37 %) ; Giscard, 3 993 (39,62 %).

MONTARGIS

Inscr., 10 348 ; abst., 24,30 % ; suffr. expr., 7 613. – Un. opp. (M. Brisson, R.P.R.), 4 164 (54,69 %), 26 ÉLUS ; un. g. (M. Nublat, P.C.., m.s.), 3 449 (45,30 %), 7 ÉLUS.

Nouveau conseil : 4 P.C., 3 P.S., 12 U.D.F., 14 R.P.R.

Sortants : 15 P.C., 11 P.S., 1 M.R.G.

Au premier tour. – Inscr., 10 348 ; abst., 27,49 % ; suffr. expr., 7 300. – Un opp. (M. Brisson, R.P.R.), 3 594 (49,23 %) ; P.C. (M. Nublat, m. s.), 2 333 (31,95 %) ; P.S. (M. Dupont.), 1 373 (18,80 %). BALL.

1981. – MM. Giscard, 4 510 (52,10 %), Mitterrand, 4 145 (47,89 %).

SAINT-JEAN-DE-BRAYE

Inscr., 8 501 ; abst., 23,47 % ; suffr. expr., 6 363. – Un g. (M. Lapaire, P.S..), 3 357 (52,75 %), 25 ÉLUS ; un. opp. (M. Adam, U.D.F.), 3 006 (47,24 %), 8 ÉLUS.

Nouveau conseil : 5 P.C., 20 P.S., 1 U.D.F., 1 R.P.R., 6 div. d.

Sortants : 7 P.C., 9 P.S., 1 M.R.G., 10 div. g.

M. Marcel Joriot, P.S., m.s., n.s.r.p.

Au premier tour. – Inscr., 8 501 ; abst., 26,97 % ; suffr. expr., 6 025. – Un. g. (M. Lapaire, P.S.), 2 946 (48,89 %) ; div. d. (M. Adam, U.D.F.), 1 865 (30,95 %) ; div. d. (M. Pluvinet, R.P.R.), 1 214 (20,14 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 3 563 (52,64 %), Giscard, 3 205 (47,35 %).

A Orléans, la victoire de M. Douffiagues (m. s., U.D.F.-P.R.) est beaucoup plus large que prévu, face à M. Sueur. Arrivé en tête du ballottage à l'issue du premier tour avec 45,52 %, M. Douffiagues pouvait espérer les voix qui s'étaient portées sur M. Molinier (R.P.R.) (5,93 %), soutenu par M. Henri Duvillard, ancien ministre du général de Gaulle. (M. Molinier ne s'était pourtant pas désisté pour M. Douffiagues, celui-ci ayant exigé une déclaration de soutien de M. Duvillard, que ce dernier avait refusée.)

M. Douffiagues l'emporte toutefois avec plus de neuf points d'avance sur M. Sueur, qui, lui, avait remodelé sa liste avec les écologistes (ils avaient franchi la barre des 5 %). Il bénéficiait en outre du soutien de la L.C.R. et du désistement de la liste centre gauche conduite par un ancien adjoint au maire, M. Grosbois. Le score de la liste Sueur (45,28 %) est inférieur à celui réalisé par M. de La Fournière en 1977 (48,12 %). Un écologiste, M. Jean-Noël Breuil, qui figurait en sixième position sur la liste de gauche, va entrer au conseil municipal.

A Montargis, M. Nublat (m. s., P.C.) est battu très nettement par M. Brisson (R.P.R.). Au premier tour, P.C. et P.S. s'étaient affrontés avant de faire liste commune. Les voix socialistes se sont très mal reportées sur M. Nublat, qui pourtant, mathématiquement, pouvait espérer l'emporter.

Le report des voix socialistes s'est encore plus mal fait à Chalette, mais cela n'a pas empêché M. Louis de conserver son siège avec 57,45 % des voix.

LOT-ET-GARONNE

VILLENEUVE-SUR-LOT

Inscr., 16 672 ; abst., 21,07 % ; suffr. expr., 12 574. – Un. opp. (M. Lapeyronie, U.D.F., m.s.), 7 462 (59,34 %), 28 ELUS ; un. g. (M. Descayrac, P.S., a.m.), 5 112 (40,65 %), 7 ELUS.

Nouveau conseil : 1 P.C., 2 P.S., 1 M.R.G., 3 div. g., 13 R.P.R., 15 div. d.

Sortants : 3 P.S., 1 M.R.G., 10 div. g., 13 mod.

Au premier tour. – Inscr., 16 672 ; abst., 23,40 % ; suffr. expr., 12 386. – Un. opp. (M. Lapeyronie, U.D.F., m. s.), 3 971 (32,06 %) ; un. g. (M. Descayrac, P.S., a. m.), 3 351 (27,05 %) ; div. d. (M. Raphaël-Leygues, R.P.R., a. m., a. d.), 3 150 (25,43 %) ; mod. (M. Pasquet), 1 405 (11,34 %) ; P.S.U. (M. Leriche), 509 (4,10 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 6 995 (51,18 %) ; Giscard, 6 670 (48,81 %).

LOZÈRE

MENDE

Inscr., 6 398 ; abst., 19,02 % ; suffr. expr., 4 883. – Div. d., (M. Delmas, U.D.F.-rad.), 2 862 (58,61 %) ; un. g. (M. Fabre, P.S.), 2 021 (41,38 %), 7 ELUS.

Nouveau conseil : 2 P.C., 5 P.S., 1 U.D.F.-rad., 5 U.D.F.-P.R., 1 R.P.R., 19 div. d.

Sortants : 2 P.C., 5 P.S., 17 U.D.F. et app., 3 C.N.I.P. et app.

M. Couderc, m. s., a. d., diss. U.D.F.-P.R., s'est retiré après le premier tour.

Au premier tour. – Inscr., 6 398 ; abst., 19,95 % ; suffr. expr., 5 017. – Un. g. (M. Fabre, P.S.), 1 521 (30,31 %), div. d. (M. Delmas, U.D.F.-rad.), 1 510 (30,09 %) ; div. d. (M. Tremolet-de-Villers, CNIP), 1 219 (24,29 %) ; div. d. (M. Couderc, diss. P.R., m.s., a.d.), 767 (15,28 %). BALL.

1981. – MM. Giscard, 2 777, (53,27 %) ; Mitterrand, 2 436 (46,72 %).

Il manque plus de 600 voix à M. Jean-Jacques Delmas par rapport au total des voix recueillies par les trois listes de l'opposition au premier tour, ce qui s'explique par des rivalités entre des formations de droite et par la personnalité du maire sortant, M. Couderc, qui s'était retiré après le premier tour. En revanche, M. Raymond Fabre gagne 500 voix d'un tour à l'autre.

MAINE-ET-LOIRE

◆ **ANGERS**

Inscr., 81 616 ; abst., 26,41 % ; suffr. expr., 58 707. – P.S. (M. Monnier, m.s.), 30 566 (52,06 %), 42 ELUS ; un. opp. (M. Narquin, R.P.R.), 28 141 (47,93 %), 13 ELUS.

Nouveau conseil : 2 ext. g., 19 P.S., 4 M.R.G., 16 div. g., 1 écol., 4 U.D.F.-C.D.S., 1 U.D.F.-P.R.), 1 U.D.F.C.N.I., 6 R.P.R., 1 div. d.

Sortants : 12 P.C., 24 P.S., 2 M.R.G., 3 div. g.

Au premier tour. – Inscr., 81 616 ; abst., 29,36 % ; suffr. expr., 56 394. – Un. opp. (M. Narquin, R.P.R.), 25 870 (45,87 %) ; P.S. (M. Monnier, m.s.), 24 927 (44,20 %) ; P.C. (M. Proult), 4 104 (7,27 %) ; act. loc. (M. Jolivet), 1 493 (2,64 %), BALL.

1981. – MM. Giscard, 34 893 (52,92 %) ; Mitterrand, 31 039 (47,07 %).

◆ **SAUMUR**

Inscr., 19 576 ; abst., 28,19 % ; suffr. expr., 13 871. – Un. opp. (M. Hugot, R.P.R.), 8 325 (60,01 %), 32 ELUS ; Un. g. (M. Percereau, P.S.), 5 546 (39,98 %), 7 ELUS.

Nouveau conseil : 1 P.C., 6 P.S., 11 U.D.F., 21 R.P.R.

Sortants : 1 U.D.F., 30 div. d.

M. Mehel, U.D.F., m.s., n.s.r.p.

Au premier tour. – Inscr., 19 576 ; abst., 28,97 % ; suffr. expr., 13 473. – R.P.R. (M. Hugot), 5 111 (37,93 %) ; un. g. (M. Percereau, P.S.), 4 407 (32,70 %) ; U.D.F. (M. Constantin), 3 018 (22,40 %) ; div. d. (M. Gounaud), 937 (6,95 %). BALL.

1981. – MM. Giscard, 9 080 (57,25 %) ; Mitterrand, 6 779 (42,74 %).

MANCHE

◆ **CHERBOURG**

Inscr., 17 963 ; abst., 27,27 % ; suffr. expr., 12 973. – Un. g. (M. Godefroy, P.S., m. s., d.), 6 123 (47,19 %), 26 ELUS ; Un. opp. (M. Vaur, U.D.F.-P.R.), 6 080 (46,86 %), 8 ELUS ; verts (M. Gavory), 770 (5,93 %), 1 ELU.

Nouveau conseil : 7 P.C., 15 P.S., 1 M.R.G., 3 div. g., 1 U.D.F.-C.D.S., 3 U.D.F.-P.R., 4 R.P.R., 1 écol.

Sortants : 7 P.C., 17 P.S., 1 soc., 1 M.R.G., 1 U.D.F., 4 sièges vacants.

Au premier tour. – Inscr., 17 963 ; abst., 32,29 % ; suffr. expr., 11 989. – Un. opp. (M. Vaur, U.D.F.-P.R.), 5 588 (46,60 %) ; un. g. (M. Godefroy, P.S., m.s., d.), 5 197 (43,34 %) ; verts (M. Gavory), 1 204 (10,04 %). – BALL.

1981. – MM. Giscard, 7 520 (50,01 %) ; Mitterrand, 7 516 (49,98 %).

DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

EQUEURDREVILLE-HAINNEVILLE

Inscr., 9 662 ; abst., 23,73 % ; suffr. expr., 7 284. – Un. g. (M. Lerouvreur, P.S., m.s.), 3 716 (51,01 %), 26 ELUS ; un. opp. (M. Tissot, R.P.R.), 2389 (32,79 %), 5 ELUS ; écol. (M. Bosquet), 1 179 (16,18 %), 2 ELUS.

Nouveau conseil : 6 P.C., 20 P.S., 2 R.P.R., 3 app. R.P.R., 2 écol.

Sortants : 7 P.C., 20 P.S.

Au premier tour. – Inscr., 9 661 ; abst., 24,15 % ; suffr. expr., 7 178. – Un. g. (M. Lerouvreur, P.S., m. s.), 3 496 (48,70 %) ; un. opp. (M. Tissot, R.P.R.), 2 401 (33,44 %) ; écol. (M. Bosquet), 1 281 (17,84 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 4 973 (62,38 %) ; Giscard, 2 998 (37,61 %).

OCTEVILLE

Inscr., 10 130 ; abst., 33,61 % ; suffr. expr., 6 646. – Un. g. (M. Soria, P.S., a. s.), 3 241 (48,76 %), 25 ELUS ; un. opp. (M. Gauthier, U.D.F.-P.R.), 2 575 (38,74 %), 6 ELUS : écol. (M. Megalhaes), 830 (12,48 %), 2 ELUS.

Nouveau conseil : 6 P.C., 19 P.S., 2 U.D.F.-P.R., 2 R.P.R., 2 mod., 2 écol.

Sortants : 6 P.C., 20 P.S., 1 écol.

M. Georges Jourdan, P.S., m.s., se représente sur la liste de M. Soria

Au premier tour. – Inscr., 10 130 ; abst., 36,61 % ; suffr. expr., 6 276. – Un. g. (M. Soria, P.S., a. s.), 2 918 (46,49 %) ; un. opp. (M. Gauthier, U.D.F.-P.R.), 2 445 (38,95 %) ; écol. (M. Megalhaes), 913 (14,54 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 5 054 (60,59 %) ; Giscard, 3 286 (39,40 %).

La gauche garde Cherbourg... de justesse : 43 voix seulement séparent la liste du maire sortant socialiste, M. Godefroy, et celle de M. Vaur (U.D.F.-P.R.). Les écologistes, qui s'étaient maintenus, ont nettement reculé : ils avaient eu 10,04 % des suffrages le 6 mars, ils n'en ont plus que 5,94 %.

A Equeurdreville-Hainneville, la liste de M. Lerouvreur (P.S.) progresse d'un tour à l'autre mais enregistre un recul par rapport à son score de 1977 qui était de près de 63 %. A Octeville, la liste d'union de la gauche a également progressé. Dans ces deux communes, les écologistes ont moins reculé entre le 6 mars et le 13 mars qu'à Cherbourg.

Ces trois succès de la gauche au second tour, qui s'ajoutent au succès obtenu dès le 6 mars à Tourlaville, assurent le maintien du statu-quo dans la communauté urbaine de Cherbourg au sein de laquelle seules les communes de La Glacerie et de Querqueville ont des municipalités de droite.

MARNE

EPERNAY

Inscr., 18 001 ; abst., 19,24 % ; suffr. expr., 14 279. – Un. opp. (M. Stasi, U.D.F.-C.D.S., d., a.m., a.min.), 7 637 (53,48 %) ; 27 ÉLUS ; P.C. (M. Perein, m.s.), 6 642 (46,51 %), 8 ÉLUS.

Nouveau conseil : 4 P.C., 4 P.S., 5 R.P.R., 6 U.D.F.-C.D.S., 16 div. d.

Sortants : 11 P.C., 10 P.S., 2 div. g., 2 U.D.F-C.D.S., 1 U.D.F, 1 R.P.R.

Au premier tour. – Inscr., 18 004 ; abst., 22,79 % ; suffr. expr., 13 626. – Un. opp. (M. Stasi, U.D.F.-C.D.S., d., a.m., a. min.), 6 757 (49,58 %) ; P.C. (M. Perein, m.s.), 3 621 (26,57 %) ; P.S. (M. Thomas), 2 946 (21,62 %) ; P.C.I. (M. Barthe), 302 (2,21 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 8 322 (55,57 %) ; Giscard, 6 653 (44,42 %).

M. Bernard Stasi, U.D.F.-C.D.S., a retrouvé facilement le fauteuil qu'il avait perdu en 1977 au profit de M. Jacques Perrein, P.C., qui sollicitait un nouveau mandat. 57 voix seulemnt lui avaient fait défaut pour être élu dès le premier tour face à une gauche divisée sur trois listes (P.C., P.S. extr. g.). Le maire communiste sortant n'a pas bénéficié, au second tour, du report de toutes les voix de gauche. Et M. Stasi, député de la quatrième circonscription de la Marne, a gagné 880 voix par rapport au premier tour.

A Tinqueux, M. Guy Bazard, R.P.R., a nettement devancé, avec 54,77 % des suffrages, Mme Madeline Dupuis, P.S. La candidate socialiste bénéficiait pourtant du soutien du maire sortant, Mme Paulette Billa (div. g.) qui ne se représentait pas.

MAYENNE

◆ LAVAL

Inscr., 32 385 ; abst., 18,60 % ; suffr. expr., 25 813. – Un. g. (M. Pinçon, P.S., m.s.), 13 291 (51,48 %) ; 34 ÉLUS ; un. opp. (M. D'Aubert, U.D.F.-P.R., d.), 12 522 (48,51 %), 11 ÉLUS.

Nouveau conseil : 1 P.S.U., 3 P.C., 30 P.S., 2 U.D.F.-P.R., 1 U.D.F.-rad., 4 R.P.R., 4 div. d.

Sortants : 25 P.S., 8 div. g., 2 sièges vacants.

Au premier tour. – Inscr., 32 385 ; abst., 21,08 % ; suffr. expr., 24 993. – Un. opp. (M. d'Aubert, U.D.F.-P.R., d.), 11 714 (48,86 %), P.S. (M. Pincon, m. s.), 11 550 (46.21 %), P.C. (M. Poirier), 1 729 (6,91 %), BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 13 901 (50,90 %) ; Giscard, 13 406 (49,09 %).

M. Pinçon, maire sortant socialiste de Laval, qui est réélu avec 51,48 % des suffrages exprimés, a bénéficié d'un bon report des électeurs de la liste communiste du premier tour. 820 électeurs, qui s'étaient abstenus au premier tour, sont allés voter dimanche. M. D'Aubert, qui augmente son score de 808 voix par rapport au premier tour, est distancé de 769 voix par la liste de gauche qui, elle, augmente son potentiel du premier tour de 12 voix. M. Pinçon, comme M. Monnier à Angers, avait refusé de constituer une liste PS.-PC le 6 mars. Mais, pour sa part, il s'était ravisé entre les deux tours.

MEURTHE-ET-MOSELLE

LAXOU

Inscr., 9 479 ; abst., 39,10 % ; suffr. expr., 5 660. – Div. d. (M. Thirion, m.s.), 2 748 (48,55 %), 25 ELUS ; un. g (M. Vautrin, P.S.), 1 667 (29,45 %), 5 ELUS ; div. d. (M. Antoine, U.D.F.), 1 245 (21,99 %), 3 ELUS.

Nouveau conseil : 1 P.C., 4 P.S., 1 U.D.F., 2 R.P.R., 24 div. d., 1 roy.

Sortants : 3 U.D.F., 24 mod.

Au premier tour. – Inscr., 9 479 ; abst., 37,86 % ; suffr. expr., 5 761. – Div. d. (M. Thirion, m.s.), 2 591 (44,97 %) ; un. g. (M. Vautrain, P.S.), 1 660 (28,81 %) ; div. d. (M. Antoine, U.D.F.), 1 510 (26,21 %). BALL.

1981. – MM. Giscard, 3 881 (51,07 %) ; Mitterrand, 3 717 (48,92 %).

SAINT-MAX

Inscr., 7 281 ; abst., 27,90 % ; suffr. expr., 5 127. – Div. d. (M. Léonard, R.P.R.), 2 396 (46,73 %), 25 ÉLUS ; Un. g. (M. Politano, P.S.), 1 867 (36,41 %), 6 ELUS ; div. d. (M. Fabert, U.D.F.), 864 (16,85 %), 2 ELUS.

Nouveau conseil : 1 P.C., 4 P.S., 1 div. g., 8 U.D.F., 8 R.P.R., 11 div. d.

Sortants : 3 U.D.F., 2 R.P.R., 22 mod.

M. Marius Choltus, mod., m.s., n.s.r.p.

Au premier tour. – Inscr., 7 281 ; abst., 28,73 % ; suffr. expr., 5 049. – Div. d. (M. Léonard, R.P.R.), 2 121 (42,00 %) ; un. g. (M. Politand, P.S.), 1 791 (35,47 %) ; div. d. (M. Fabert, U.D.F.), 1 137 (22,51 %) ; BALL.

1981. – MM. Giscard, 3 279 (50,86 %) ; Mitterrand, 3 167 (49,13 %).

Quelques duels, extrêmement serrés, se sont achevés sans véritables surprises. Pour 14 voix sur 2 463 exprimées, la mairie de Bouxières-aux-Sames est la seule qui ait basculé de la majorité dans l'opposition. Celles de Pompey et de Frouard, dont la crise sidérurgique faisait deux points chauds, n'ont été conservées à leur détenteur, qu'au terme d'une lutte très âpre. Avec une participation record de 80,29 %, Pompey confirme, finalement, le candidat de l'opposition, M. Marcel Le Bihan, héritier spirituel du maire sortant, qui ne se représentait pas, mais le conseiller général socialiste, M. Antoine Troglic, ne s'incline que par 77 voix sur 2 864.

Compte tenu de leur importance dans l'équilibre du district de Nancy, le résultat de deux villes où se déroulaient des triangulaires était suivi avec attention. A Essey, le conseiller général U.D.F., M. Jean-Luc Riethmuller, arrivé en tête au premier tour, est finalement battu par le maire sortant. A Saint-Max, M. Gérard Léonard confirme, quant à lui, sa suprématie sur M. Yvon Fabert, à qui la succession du maire sortant semblait naguère encore promise.

MEUSE

VERDUN

Inscr., 12 698 ; abst., 20,59 % ; suffr. expr., 9 817. –
Un. opp., mod. (M. Barat-Dupont, div. d.), 5 160 (52,56 %), 27 ÉLUS ; un. g. (M. Vigneron, P.S., m. s.), 4 657 (47,43 %), 8 ÉLUS.

Nouveau conseil : 2 P.C., 6 P.S., 7 U.D.F., 20 div. d.

Sortants : 3 P.C., 19 P.S., 5 mod.

Au premier tour. – Inscr., 12 698 ; abst., 23,22 % ; suffr. expr., 9 516. – Un. g. (M. Vigneron, P.S., m.s.), 3 805 (39,98 %) ; un. opp. (M. Delamarche, U.D.F.), 2 930 (30,79 %) ; mod. (M. Barat-Dupont, div. d.), 2 781 (29,22 %). BALL.

1981. – MM. Giscard, 5 711 (53,03 %) ; Mitterrand, 5 057 (46,96 %).

Alors que la ville a perdu 2 000 habitants entre les deux recensements, l'union de la gauche, qui avait enlevé la mairie de Verdun en 1977, cède la place à une liste d'union d'opposition, conduite par le conseiller général de Verdun-Est, M. Barat-Dupont, personnage très populaire, qui a réussi à s'imposer après un accord de la liste U.D.F.-R.P.R., d'où la formation de M. Chirac s'était retirée en totalité. Elu avec 52,86 % des suffrages, M. Barat-Dupont ne fait cependant pas le plein des voix des deux listes d'opposition du premier tour, tandis que l'union de la gauche gagne 852 voix entre les deux tours et retrouve un score correspondant à celui de la dernière élection présidentielle.

MORBIHAN

PLOEMEUR

Inscr., 8 672 ; abst., 19,31 % ; suffr. expr., 6 885. – Div. d. (M. Godard, 3 191 46,34 %), 25 ÉLUS ; P.S. (M. Cador), 2 738 (39,76 %). 6 ÉLUS ; div. d. (Mme Moy), 956 (13,88 %), 2 ÉLUS.

Nouveau conseil : 1 P.C., 2 P.S., 3 div. g., 1 U.D.B., 1 U.D.F., 4 R.P.R., 21 div. g.

Sortants : 23 mod., 4 sièges vacants.

Au premier tour. – Inscr., 8 672 ; abst., 21,60 % ; suffr. expr., 6 671. – Div. d. (M. Godard), 2 059 (30,86 %) ; P.S. (M. Cador), 1 710 (25,63 %) ; div. d. (M. Tonnerre, U.D.F.), 1 243 (18,63 %) ; div. d. (Mme Moy), 1 094 (16,39 %) ; P.C. (M. Mabic), 565 (8,46 %). BALL.

M. Lessart, R.P.R., m.s., n.s.r.p.

1981. – MM. Giscard, 3 471 (51,72 %) ; Mitterrand, 3 240 (48,27 %).

PONTIVY

Inscr., 8 810 ; abst., 13,40 % ; suffr. expr., 7 377. – Un. opp. (M. Lecuyer, U.D.F.-C.D.S.), 3 953 (53,58 %), 26 ÉLUS ; un. g. (M. Masson, P.S. m.s.), 3 424 (46,41 %), 7 ÉLUS.

Nouveau conseil : 2 P.C., 4 P.S., 1 U.D.F., 26 div. d.

Sortants : 7 P.C., 18 P.S. et app., 1 div. g., 1 siège vacant.

Au premier tour. – Inscr., 8 810 ; abst., 16,17 % ; suffr. expr., 7 238. – Un. opp. (M. Lecuyer, U.D.F.-C.D.S.), 3 578 (49,43 %) ; un. g. (M. Masson, P.S., m.s.), 2 980 (41,17 %) ; div. g. (M. Bourdois, P.S.), 680 (9,39 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 4 112 (54,40 %) ; Giscard, 3 446 (45,59 %).

Le second tour est surtout marqué par la situation de Pontivy, qui passe du P.S. à l'U.D.F. Si, en 1971, la ville passait à l'union de la gauche et confortait sa position en 1977, en 1983 le problème du forfait communal pour l'école privée dont le maire sortant, M. Masson (P.S.), avait refusé l'application – suivi en cela par dix autres communes de l'arrondissement – a joué une rôle capital. A Ploermel, M. Ancelin (R.P.R.), maire sortant, est réélu malgré une nette progression de la gauche par rapport à 1977. A Gourin, l'union de la gauche l'emporte et à Josselin, où 22 des 23 sièges avaient été pourvus dès le premier tour par l'opposition, c'est un socialiste qui complète le conseil municipal. Au Tour-du-Parc, une petite commune ostréicole de 571 habitants dans la presqu'île de Rhuys, où une liste féminine de 15 femmes avait défrayé la chronique nationale, si aucune femme n'avait été élue au premier tour, cette fois deux d'entre elles enlèvent deux des quatre sièges restant à pourvoir.

MOSELLE

FAMECK

Inscr., 7 637 ; abst., 23,92 % ; suffr. expr., 5 721. – Act. loc. (M. Claude, m.s.), 2 632 (46,00 %), 25 ÉLUS ; un. g. (M. Quinqueton, P.S.), 2 581 (45,11 %), 7 ÉLUS ; un. opp. (M. Zorn, R.P.R.), 508 (8,87 %), 1 ÉLU.

Nouveau conseil : 3 P.C., 4 P.S., 1 R.P.R., 25 s. étiq.

Sortants : 27 mod.

Au premier tour. – Inscr., 7 639 ; abst., 28,68 % ; suffr. expr., 5 316. – Un. opp. (M. Zorn, R.P.R.), 801 (15,60 %) ; mod. (M. Claude, m.s.), 2 270 (42,70 %) ; Un. g. (M. Quinqueton, P.S.), 2 245 (42,20 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 3 819 (61,27 %) ; Giscard, 2 414 (38,72 %).

FLORANGE

Inscr., 6 947 ; abst., 23,83 % ; suffr. expr., 5 151. – Un. opp. (M. Arnould, U.D.F., m.s.), 2 827 (54,88 %), 26 ÉLUS ; un. g. (M. François, P.S.), 2 324 (45,11 %), 7 ÉLUS.

Nouveau conseil : 1 P.C., 4 P.S., 2 div. g., 4 U.D.F., 1 R.P.R., 21 div. d.

Sortants : 4 U.D.F., 1 R.P.R., 22 mod.

Au premier tour. – Inscr., 6 947 ; abst., 24,70 % ; suffr. expr., 5 080. – Un. opp. (M. Arnould, U.D.F., m.s.), 2 131 (41,94 %) ; Un. g. (M. François, P.S.), 1 906 (37,51 %) ; R.P.R. (M. Varnier), 1 043 (20,53 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 3 364 (57,52 %) ; Giscard, 2 484 (42,47 %).

HOMBOURG-HAUT

Inscr., 6 103 ; abst., 23,64 % ; suffr. expr., 4 579. – Div. dr. (M. Schouller), 1 686 (36,82 %), 23 ÉLUS ; un. opp. (M. Muller, div. d., m.s.), 1 643 (35,88 %), 6 ÉLUS ; P.S., (M. Dupré), 1 250 (27,29 %), 4 ÉLUS.

Nouveau conseil : 4 P.S., 2 U.D.F., 27 div.d.

Sortants : 27 mod.

Au premier tour. – Inscr., 6 103 ; abst., 24,18 % ; suffr. expr., 4 467. – Div. d. (M. Schouller), 1 584 (35,46 %), un. opp. (M. Muller, div. d., m.s.), 1 532 (34,29. %) ; P.S. (M. Dupré), 1 351 (30,24 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 2 569 (54,07 %) ; Giscard, 2 182 (45,92 %).

MOYEUVRE-GRANDE

Inscr., 6 027 ; abst., 20,12 % ; suffr. expr., 4 553. – P.S. (M. Drouin, d.), 2 119 (46,54 %), 25 ÉLUS ; P.C. (M. Depietri, m.s., a.d.), 2 013 (44,21 %), 7 ÉLUS ; diss. P.C. (M. Lamarle), 421 (9,24 %), 1 ÉLU.

Nouveau conseil : 1 diss. P.C., 10 div. g., 15 P.S.

Sortants : 20 P.C., 7 div. g.

Au premier tour. – Inscr., 6 029 ; abst., 23,03 % ; suffr. expr., 4 236. - P.S. (M. Drouin, d.), 1968 (46,45 %) ; P.C. (M. Depiétri, m.s., a.d.), 1 675 (39,54 %) ; diss. P.C. (M. Lamarle), 593 (13,99 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 3 877 (74,32) ; Giscard, 1 339 (25,67 %).

ROMBAS

Inscr., 6 190 ; abst., 23,05 % ; suffr. expr., 4 650. – Un. g. (M. Jehl, P.S., m.s.), 2 853 (61,35 %), 27 ÉLUS ; un. opp. (M. Steffen, div. d.), 1 797 (38,64 %), 6 ÉLUS.

Nouveau conseil : 4 P.C., 13 P.S., 1 M.R.G., 9 div. g., 1 U.D.F., 1 R.P.R., 4 div. dr.

Sortants : 8 P.C., 18 P.S., 1 M.R.G.

Au premier tour. – Inscr., 6 193 ; abst., 21,54 % ; suffr. expr., 4 643. - P.S. (M. Jehl, m.s.), 2 254 (48,33 %) ; Un. opp. (M. Steffen, div. g.), 1 736 (37,22 %) ; P.C. (M. Barthélemy), 673 (14,43 %), BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 3 270 (62,50 %) ; Giscard, 1 962 (37,50 %).

SAINT-AVOLD

Inscr., 9 733 ; abst., 26,91 % ; suffr. expr., 7 014. – Div. d. (M. Harter, m.s.), 3 129 (44,61 %), 24 ÉLUS ; un. opp. (M. Berthol, U.D.F.), 2 974 (42,40 %), 7 ÉLUS ; un. g. (M. Brach, P.S.), 911 (12,98 %), 2 ÉLUS.

Nouveau conseil : 3 P.S., 8 div. g., 4 U.D.F., 5 R.P.R., 13 div. d.

Sortants : 27 mod.

Au premier tour. – Inscr., 9 733 ; abst., 29,36 % ; suffr. expr., 6 725. - Div. d. (M. Harter, m.s.), 2 510 (37,32 %) ; Un. opp. (M. Berthol, U.D.F.), 2 595 (38,58 %) ; Un. g. (M. Brach, P.S.), 1 062 (15,79 %) ; P.S. (M. Belin, P.S.), 558 (8,29 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 4 576 (51,56 %) ; Giscard, 4 299 (48,43 %).

L'opposition reste majoritaire en Moselle. Elle conserve ses fiefs de la région messine, du sud du département et du bassin houiller, et résiste bien dans le bassin sidérurgique, où elle avait enregistré ses plus lourdes pertes en 1977. L'appel aux abstentionnistes du premier tour n'a pas eu tout le succès escompté, et certains transferts de voix ne répondent pas aux souhaits des états-majors. Ainsi, à Florange, le maire sortant U.D.F. est loin de retrouver la totalité de l'électorat R.P.R. de M. Varnier, qui s'était retiré de la compétition. A Saint-Avold, M. Harter, en ballottage difficile, sauve son fauteuil en récupérant une partie des voix du candidat socialiste. Les électeurs de gauche ont, semble-t-il, préféré le vote « utile », pour faire barrage à la liste U.D.F.-R.P.R. arrivée en tête au premier tour.

Ce second tour confirme la lutte d'influence entre le P.S. et le P.C.F. dans le bassin sidérurgique. Avec deux nouvelles mairies, dont une enlevée au parti communiste, les socialistes ont atteint leur objectif. A Talange, M. Schiffler s'est imposé au détriment du maire sortant, M. Lambert, sans étiquette.

Ce succès a valeur de revanche pour le suppléant du ministre des anciens combattants, M. Jean Laurain, P.S., après son échec aux cantonales. A Moyeuvre-Grande, la candidat socialiste a enlevé au maire communiste sortant son dernier mandat. L'ancien député avait déjà perdu son siège au Palais-Bourbon et au conseil général. Cet échec de M. Depiétri est la conséquence d'une dissidence au sein de la section locale du parti communiste.

NIÈVRE

◆ NEVERS

Inscr., 28 728 ; abst., 25,26 % ; suffr. expr., 20 937. –
Un. g. (M. Benoist, P.S., m.s., sec. E.), 11 295 (53,94 %), 33 ÉLUS ; un. opp., div. d. (M. de Charette, U.D.F.-P.R.), 9 642 (46,05 %), 10 ÉLUS.

Nouveau conseil : 10 P.C., 21 P.S., 2 div. g., 5 mod., 1 U.D.F.-P.R., 1 U.D.F., 2 R.P.R., 1 C.N.I.P.

Sortants : 11 P.C., 22 P.S.

Au premier tour. – Inscr., 28 871 ; abst., 30,56 % ; suffr. expr., 19 525. – Un. g. (M. Benoist, P.S., m.s., secr. E), 9 534 (48,82 %) ; Un. opp. (M. de Charette, U.D.F.-P.R.), 6 618 (33,89 %) ; div. d. (M. Rostein), 2 798 (14,33 %) ; Act. loc. (M. Mazzioli), 575 (2,94 %). BALL.

1981. – MM. Mitterand, 14 620 (60,83 %) ; Giscard, 9 413 (39,16 %).

COSNE-SUR-LOIRE

Inscr., 8 676 ; abst., 20,93 % ; suffr. expr., 6 669. – Un. g., mod. (M. Huyghues, P.S., m.s.), 3 365 (50,45 %), 25 ÉLUS ; un. opp. (M. Veneau), 3 304 (49,54 %), 8 ÉLUS.

Nouveau conseil : 6 P.C., 14 P.S, 6 div. g., 2 U.D.F., 3 R.P.R., 2 div. d.

Sortants : 11 P.C., 14 P.S., 2 sièges vacants.

Au premier tour. – Inscr., 7 545 ; abst., 25,48 % ; suffr. expr., 5 451. – Un. g. (M. Huyghues des Etages, P.S., m. s.), 2 476 (45,42 %) ; Un. opp. (M. Veneau), 2 376 (43,58 %) ; Mod. ((M. Laborde), 599 (10,98 %). – BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 4 155 (58,25 %) ; Giscard, 2 977 (41,74 %).

VARENNES-VAUZELLES

Inscr., 6 754 ; abst., 23,48 % ; suffr. expr., 5 019. –
Un.g. (M. Marsaudon, P.C., m. s.), 3 489 (69,51 %), 28 ÉLUS, un. opp. (M. Vidalin), 1 530 (30,48 %), 5 ÉLUS.

Nouveau conseil : 20 P.C., 8 P.S., 2 R.P.R., 3 div. d.

Sortants : 12 P.C., 9 P.S., 2 div. g.

Au premier tour. – Inscr., 6 754 ; abst., 23,12 % ; suffr. expr., 5 103. – P.C. (M. Marsaudon, m. s.), 2 451 (48.03 %) : P.S. (M. Martini), 1 361 (26,67 %) ; Un. Opp (M. Vidalin), 1 291 (25,29 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 3 968 (71,71 %) ; Giscard, 1 565 (28,28 %).

La mobilisation des abstentionnistes a permis à M. Daniel Benoist et à son successeur désigné, M. Pierre Bérégovoy, de distancer de plus de 1 600 voix M. Hervé de Charette, qui a fait le plein des voix de droite. Il y a eu 1 400 suffrages exprimés de plus que dimanche dernier.

A Cosne-sur-Loire, M. Huyghues des Etages l'a emporté avec seulement 13 voix d'avance, ce qui a entraîné une contestation de son adversaire, M. Veneau.

NORD

◆ LILLE

Inscr., 100 273 ; abst., 30,99 % ; suffr. expr., 67 578. – Un. g. (M. Mauroy, P.S., m.s., prem. min.), 35 699 (52,82 %), 45 ÉLUS ; Un. opp. (M. Chauvierre, R.P.R.), 31 879 (47,17 %), 14 ÉLUS.

Nouveau conseil : 1 P.S.U., 10 P.C., 27 P.S., 2 M.R.G., 5 div. g., 6 U.D.F., 1 C.N.I.P., 6 R.P.R., 1 div. d.

Sortants : 10 P.C., 22 P.S., 4 M.R.G., 7 div. g.

Au premier tour. – Inscr., 100 273 ; abst., 34,55 % ; suffr. expr., 63 857. – Un. g. (M. Mauroy, P.S., m. s., prem. min.), 29589 (46,33 %) ; un. opp. (M. Chauvierre, R.P.R.), 27 422 (42,94 %) ; verts (M. Tirmont), 3 459 (5,41 %) ; div. d. (M. Puchaux) ; 1 766 (2,76 %) ; V.T. (M. Wailly, L.O.), 1 621 (2,53 %). BALL.

1981. – *MM. Mitterrand, 42 347* (52,32 %) ; Giscard, 38 586 (47,67 %).

ARMENTIÈRES

Inscr., 16 297 ; abst., 16,64 % ; suffr. expr., 13 258. – P.S. (M. Haesebroeck, m. s., d.), 6 459 (48,71 %), 26 ÉLUS ; Un. opp. (M. Ide, div. d.), 5 202 (39,23 %), 7 ÉLUS ; P.C. (M. Demessine), 1 597 (12,04 %), 2 ÉLUS.

Nouveau conseil : 2 P.C., 26 P.S., 2 U.D.F., 3 R.P.R., 2 div d.

Sortants : 27 P.S.

Au premier tour. – Inscr., 16 297 ; abst., 17,89 % ; suffr. expr., 12 862. – P.S. (M. Haesebroeck, m. s., d.), 6 238 (48,49 %) ; un. opp. (M. Ide, div. d.), 4 970 (38,64 %) ; P.C. (M. Demessine), 1 654 (12,85 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 7 741 (55,18 %) ; Giscard, 6 287 (44,81 %).

FOURMIES

Inscr., 9 935 ; abst., 10,87 % ; suffr. expr., 7 996. – Un. g. (M. Pécheux, P.C., m.s.), 4 662 (58,30 %), 26 ÉLUS ; un. opp. (M. Loriau, R.P.R.), 3 334 (41,69 %), 7 ÉLUS.

Nouveau conseil : 17 P.C., 9 P.S., 2 U.D.F., 5 R.P.R.

Sortants : 15 P.C., 12 P.S.

Au premier tour. – Inscr., 9 935 ; abst., 18,30 % ; suffr. expr., 7 699. – P.C. (M. Pecheux, m.s.), 3 018 (39,19 %) ; un. opp. (M. Loriau, R.P.R.), 2 849 (37 %) ; P.S. (M. Chirol), 1 832 (23,79 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 5 389 (62,17 %), Giscard, 3 279 (37,82 %).

HALLUIN

Inscr., 10 510 ; abst., 13,26 % ; suffr. expr., 8 843. – Un. opp. (M. Desmedt, div. d.), 4 507 (50,96 %), 25 ÉLUS ; P.S. (M. Leveugle, div. g., m.s.), 3 105 (35,11 %), 6 ÉLUS ; P.C. (M. Labaere), 1 231 (13,92 %), 2 ÉLUS.

Nouveau conseil : 2 P.C., 2 P.S., 4 div. g., 25 div. d.

Sortants : 27 act. loc.

Au premier tour. – Inscr., 10 510 ; abst., 15,83 % ; suffr. expr., 8 504. – Un. opp. (M. Desmedt, div. d.), 3 811 (44,81 %) ; P.S. (M. Leveugle, div. g., m.s.), 3 236 (38,05 %) ; P.C. (M. Labaere), 1 457 (17,13 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 4 825 (51,47 %), Giscard, 4 549 (48,52 %).

LYS-LEZ-LANNOY

Inscr., 7 642 ; abst., 23,64 % ; suffr. expr., 5 589. – Un. opp. (M. Codron, R.P.R.), 2 804 (50,16 %), 25 ÉLUS ; un. g. (M. Desmulliez, P.S., m.s.), 2 785 (49,83 %), 8 ÉLUS.

Nouveau conseil : 2 P.C., 6 P.S., 4 U.D.F.-P.R., 7 R.P.R., 14 div. d.

Sortants : 27 P.S.

Au premier tour. – Inscr., 7 642 ; abst., 25,18 % ; suffr. expr., 5 471. – P.S. (M. Desmulliez, m.s.), 2 377 (43.44 %) ; un. opp. (M. Codron, R.P.R.), 2 275 (41,58 %) ; P.C. (M. Mouveaux), 819 (14,96 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 3 499 (55,23 %) ; Giscard, 2 836 (44,76 %).

◆ MAUBEUGE

Inscr., 20 776 ; abst., 23.50 % ; suffr. expr., 15 529. – Un. opp. (M. Forest, U.D.F.-P.S.D., m.s.), 8 136 (53,55 %), 30 ÉLUS ; un. g. ((M. Carpentier, P.S.), 7 213 (46,44 %), 9 ÉLUS.

Nouveau conseil : 3 P.C., 6 P.S., 1 U.D.F.-P.S.D., 7 U.D.F.-C.D.S., 2 U.D.F., 9 R.P.R., 11 div. d.

Sortants : 10 div. g., 3 U.D.F.-C.D.S., 9 R.P.R., 9 div. d.

Au premier tour. – Inscr., 20 774 ; abst., 25,56 % ; suffr. expr., 15 114. – Un. opp. (M. Forest, U.D.F.-P.S.D. m.s.), 7 262 (48.04 %) ; P.S. (M. Carpentier), 4 608 (30,48 %) ; P.C. (M. Fontenelle), 2 322 (15,36 %) ; écol. (M. Charette), 922 (6,10 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 9 780 (57,82 %) ; Giscard, 7 133 (42,17 %).

M. Pierre Mauroy aura, finalement, bien résisté à la poussée de l'opposition, en conservant à la gauche le beffroi de la capitale des Flandres avec 52,8 % des suffrages. Le report des voix des électeurs d'extrême gauche et d'une bonne part des écologistes, ainsi que la mobilisation des abstentionnistes, fortement sollicités pendant toute la semaine, ont assuré la victoire du premier ministre. Une victoire qu'est venu renforcer l'apport des voix de la commune associée d'Hellemmes, de forte tradition socialiste.

Cette mobilisation en faveur de la gauche est loin de se retrouver partout dans le département. Ainsi, à Maubeuge, M. Pierre Forest, quatre-vingt-trois ans, un socialiste qui avait refusé l'union de la gauche et le parachutage de M. Pierre Bérégovoy en 1977, et qui s'était allié, cette fois-ci, avec des candidats R.P.R. et U.D.F., conserve sa mairie. Il a su, lui aussi, mobiliser les abstentionnistes, de même qu'un grand nombre d'électeurs écologistes.

On note un tassement des voix de gauche à Armentières, de même qu'à Fourmies, où le report des voix socialistes sur M. Pecheux s'est mal fait. A Roncq, la mésentente P.C.-P.S., qui avait conduit à des primaires, a laissé des séquelles : l'union s'est faite au second tour, mais les électeurs n'ont pas suivi, et la mairie, communiste depuis longtemps, est passée à l'opposition.

Le P.C.F. doit ainsi abandonner Lezennes, petite commune de la banlieue lilloise, où la liste socialiste, désavouée par sa fédération, s'est maintenue au second tour et a emporté la victoire. A Lys-lez-Lannoy, M. André Desmulliez, vieux maire socialiste, faisant union, pour la première fois, avec le P.C.F. Ses électeurs traditionnels ne l'ont pas suivi : il perd son fauteuil. A Halluin, M. Leveugle, en faisant alliance avec les socialistes, a perdu une part de ses électeurs et sa place de maire. La perte de ces trois villes rend plus hypothétique qu'après le premier tour le maintien de M. Arthur Notebart, député (P.S.), maire de Lomme, à la présidence de la communauté urbaine de Lille.

PAS-DE-CALAIS

◆ ARRAS

Inscr., 27 044 ; abst., 18,58 % ; suffr. expr., 21 403. – Un. g. (M. Fatous, P.S., m.s.), 11 359 (53,07 %), 33 ÉLUS ; Un. opp. (M. Truffier, U.D.F.-C.D.S.), 10 044 (46,93 %), 10 ÉLUS.

Nouveau conseil : 8 P.C., 22 P.S., 2 M.R.G., 1 div. g., 5 U.D.F., 5 R.P.R.

Sortants : 8 P.C., 16 P.S., 9 div. g.

Au premier tour. – Inscr., 27 044 ; abst., 20,45 % ; suffr. expr., 21 001. – Un. g. (M. Fatous, P.S., m.s.), 10 229 (48,70 %) ; un. opp. (M. Truffier, U.D.F.-C.D.S.), 8 687 (41,36 %) ; verts (M. Istas), 2 085 (9,92 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 13 056 (54,86 %) ; Giscard, 10 742 (45,13 %).

NŒUX-LES-MINES

Inscr., 9 370 ; abst., 19,90 % ; suffr. expr., 7 343. – P.S. (M. Villedary, m.s.), 3 319 (45,19 %), 24 ÉLUS ; Un. opp. (M. Grave, U.D.F.), 2 278 (31,02 %), 5 ÉLUS ; P.C. (M. Bar), 1 746 (23,77 %), 4 ÉLUS.

Nouveau conseil : 4 P.C., 24 P.S., 2 U.D.F., 3 R.P.R.

Sortants : 11 P.C., 16 P.S.

Au premier tour. – Inscr., 9 370 ; abst., 19,35 % ; suffr. expr., 7 342. - P.S. (M. Villedary, m. s.), 3 399 (46,29 %) ; Un. opp. (M. Grave, U.D.F.), 2 165 (29,48 %) ; P.C. (M. Bar), 1 778 (24,21 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 4 798 (60,78 %) : Giscard, 3 095 (39,21 %).

OUTREAU

Inscr., 9 839 ; abst., 20,84 % ; suffr. expr., 7 546. – Un. g. (M. François, P.S.), 5 346 (70,84 %), 29 ÉLUS ; Un opp. (M. Lemaitre, U.D.F.), 2 200 (29,15 %), 4 ÉLUS.

Nouveau conseil : 9 P.C., 20 P.S., 3 U.D.F., 1 R.P.R.

Sortants : 27 P.S.

Au premier tour. – Inscr., 9 846 ; abst., 20,83 % ; suffr. expr., 7 387. – P.S. (M. François), 3 597 (48,69 %) ; P.C. (M. Altazin), 2 015 (27,27 %) ; un. opp. (M. Lemaitre, U.D.F.), 1 775 (24,02 %). BALL.

M. Splingard, m.s., P.S., n.s.r.p.

1981. – MM. Mitterrand, 6 123 (74,01 %), Giscard, 2 150 (25,98 %).

Le P.S., qui avait perdu Saint-Omer au premier tour, reprend Saint-Martin-Boulogne (17 000 habitants) à un socialiste dissident, qui tenait cette ville depuis très longtemps. Les socialistes gagnent aussi des communes comme Saint-Blagy, ou encore Brebières et Haillecourt, dans le bassin minier, mais ils perdent Vitry-en-Artois au profit du parti communiste, dans une élection triangulaire. Le sénateur Michel Darras (P.S.) a échoué dans sa tentative d'enlever la mairie d'Archicourt.

(Lire la suite page 18.)



(Suite de la page 17.)

PUY-DE-DOME

COURNON-D'AUVERGNE

Inscr., 9 665 ; abst., 22,74 % ; suffr. expr., 7 334. – Un. opp. (M. Chaleteix, m. s.), 3 504 (47,77 %), 25 ÉLUS ; Un. g. (M. Sauvadet, P.S.), 3 180 (43,35 %), 7 ÉLUS ; div. d. (M. Dupont), 650 (8,86 %), 1 ÉLU.

Nouveau conseil : 2 P.C., 4 P.S., 1 div. g., 4 U.D.F., 6 R.P.R., 16 div. d.

Sortants : 2 P.C., 2 P.S., 23 act. loc.

Au premier tour. – Inscr., 9 666 ; abst., 24,62 % ; suffr. expr., 7 121. – Un. opp. (M. Chaleteix, m. s.), 2 967 (41,66 %) ; un. g. (M. Sauvadet, P.S.), 2 382 (33,45 %) ; div. g. (M. Gauthier), 994 (13,95 %) ; div. d. (M. Dupont), 778 (10,92 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 4 438 (58,54 %) ; Giscard, 3 142 (41,45 %).

RIOM

Inscr., 10 319 ; abst., 16,44 % ; suffr. expr., 8 468. – Un. g. (M. Ehrard, P.S., m. s.), 4 490 (53,02 %), 26 ÉLUS ; un. opp. (MM. Liebermann, U.D.F.-C.D.S.), 3 978 (46,97 %), 7 ÉLUS.

Nouveau conseil : 10 P.C., 16 P.S., 1 U.D.F.-C.D.S., 1 U.D.F.-P.R., 1 R.P.R., 4 div. d.

Sortants : 10 P.C., 15 P.S., 2 M.R.G.

Au premier tour. – Inscr., 10 321 ; abst., 19,76 % ; suffr. expr., 7 931. – Un. g. (M. Ehrard, P.S., m. s.), 3 945 (49,74 %) ; un. opp. (M. Liebermann, U.D.F.-C.D.S.), 3 606 (45,46 %) ; act. loc. (M. Provost), 380 (4,79 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 4 850 (54,69 %) ; Giscard, 4 018 (45,30 %).

Dans le Puy-de-Dôme, la gauche conserve ses principaux bastions. Après la préfecture, Clermont-Ferrand, et deux sous-préfectures, Thiers et Issoire, au premier tour, elle garde au second tour Riom, où M. Jean Ehrard, maire sortant socialiste, obtient 53,02 % des suffrages exprimés.

En outre, sur les vingt-sept villes de plus de 3 500 habitants que compte le département, treize ont été conservées par la gauche. La droite en a gagné quatre (Courpière, Lempdes, Pont-du-Château, dès le premier tour, et Billon au second tour).

PYRÉNÉES ATLANTIQUES

SAINT-JEAN-DE-LUZ

Inscr., 9 097 ; abst., 18,79 % ; suffr. expr., 7 303. – Un. opp. (M. Ithurralde, R.P.R., m.s.), 3 760 (51,48 %), 26 ÉLUS ; un. g. (M. Duhaldeborde, P.S.), 2 306 (31,57 %), 5 ÉLUS ; div. d. (M. Oyhampe), 1 237 (16,93 %), 2 ÉLUS.

Nouveau conseil : 1 P.C., 3 P.S., 1 div. g., 2 U.D.F., 3 R.P.R., 23 div. d.

Sortants : 3 U.D.F.-C.D.S., 6 R.P.R., 18 mod.

Au premier tour. – Inscr., 9 0098 ; abst., 19,90 % ; suffr. expr., 7 096. – Un. opp. (M. Ithurralde, R.P.R., m. s.), 3 373 (47,53 %) ; un. g. (M. Duhaldeborde, P.S.), 1 985 (27,97 %) ; div. d. (M. Oyhampe), 1364 (19,22 %) ; div. d. (M. Arcondeguy), 374 (5,27 %). BALL.

1981. – MM. Giscard, 4 295 (56,63 %) ; Mitterrand, 3 288 (43,36 %).

Le maire sortant, M. Ithurralde (R.P.R.), l'emporte facilement en recueillant 51,48 % des suffrages exprimés, malgré la présence de la liste de M. Oyhampe qui le concurrençait sur sa droite.

HAUTES-PYRÉNÉES

• TARBES

Inscr., 32 440 ; abst., 29,95 % ; suffr. expr., 22 043. – Un. g.-M.R.G., 12 069 (54,75 %), 35 ÉLUS ; un. opp. (M. Tourne, U.D.F.-rad.), 9 974 (45,24 %) ; 10 ÉLUS.

Nouveau conseil : 11 P.C., 1 P.S.U., 12 P.S., 9 M.R.G., 1 div. g. 1 écol., 5 U.D.F., 5 R.P.R.

Sortants : 16 P.C., 9 P.S., 7 M.R.G., 1 div. g., 2 sièges vacants.

Paul Chastellain, m.s., P.C., qui conduisait la liste d'union de la gauche est décédé dimanche soir 13 mars.

Au premier tour. – Inscr., 32 456 ; abst., 31,69 % ; suffr. expr., 21 661. – Un. g. (M. Chastellain, P.C., m.s.), 9 412 (43,45 %) ; un. opp. (M. Journe, U.D.F.-rad.), 8 246 (38,06 %) ; M.R.G. (M. Duprat, d.), 4 003 (18,48 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 15 286 (59,71 %) ; Giscard, 10 313 (40,28 %).

• BAGNÈRES-DE-BIGORRE

Inscr., 6 463 ; abst., 14,97 % ; suffr. expr., 5 384. – Un. g. (M. Toujas, P.C., m.s.), 2 748 (51,04 %), 22 ÉLUS ; un.opp.-div. g. (M. Castells, U.D.F.), 2 636 (48,95 %), 7 ÉLUS.

Nouveau conseil : 11 P.C., 1 P.S.U., 9 P.S., 1 div. g. 2 U.D.F.-P.R. 2 U.D.F., 3 div.d.

Sortants : 14 P.C., 6 P.S., 3 M.R.G.

Au premier tour. – Inscr., 6 463 ; abst., 19,48 % ; suffr. expr., 5 060. – Un. g. (M. Toujas, P.C., m.s.), 2 348 (46,40 %) ; un. opp. (M. Castells, U.D.F.), 2 179 (43,06 %) ; div. g. (M. Monneraud), 533 (10,53 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 3 060 (57,03 %) ; Giscard, 2 305 (42,96 %).

Le dépouillement du scrutin a été marqué à Tarbes par la mort de M. Paul Chastellain, maire communiste sortant, terrassé par une crise cardiaque, alors qu'il venait d'apprendre dans sa mairie le succès indiscutable de la liste d'union de la gauche qu'il conduisait (54,75 % des suffrages exprimés). Pris de malaise, M. Chastellain a succombé dans l'ascenseur qu'il avait emprunté pour se rendre à son bureau. Transporté à l'hôspital de Tarbes, il n'a pu être ranimé. Ce décès a provoqué la stupeur dans la ville. C'est le second de la liste que conduisait le maire sortant, M. Jean Herret (P.S.), qui se trouve ainsi en position de maire « provisoire » mais la succession de M. Chastellain sera vraisemblablement assurée par le premier adjoint sortant, M. Erraçaret (P.C.). Le nouveau maire sera désigné après les obsèques, dont la date n'est pas encore fixée.

A Bagnères-de-Bigorre, le maire sortant, M. Toujas (P.C.), conserve son siège avec 212 voix d'avance sur son adversaire de l'U.D.F.

Dans le reste du département, les trois partis de gauche, et surtout le M.R.G., ont maintenu leurs positions.

[Né à Tarbes le 12 octobre 1921, ouvrier métallurgiste, marié, père de trois enfants, Paul Chastellain avait été conseiller municipal de Tarbes de 1947 à 1959 avant de devenir maire de la ville en 1977. Il était conseiller général du canton de Tarbes-Nord depuis 1964. Ancien résistant, décoré de la croix de guerre 1939-1945, Paul Chastellain avait été l'un des compagnons de Jacques Duclos, originaire de Louey, près de Tarbes.]

PYRÉNÉES-ORIENTALES

THUIR

Inscr., 3 750 ; abst., 9,06 % ; suffr. expr., 3 336. – Un. opp. (M. Passama), 1 687 (50,56 %), 22 ÉLUS ; un. g. (M. Olive, P.S.), 1 649 (49,43 %), 7 ÉLUS.

Nouveau conseil : 3 P.C., 4 P.S., 22 div. d.

Sortants : 20 div. d., 3 sièges vacants.

Au premier tour. – Inscr., 3 750 ; abst., 13,89 % suffr. expr., 3 135. – Un. g. (M. Olive, P.S.), 1 482 (47,27 %) ; Un. opp. (M. Passama), 1 367 (43,60 %) ; Act. loc.(M. Arnaud), 286 (9,12 %). BALL.

M. Léon-Jean Grégory, mod., m.s., sén., est décédé.

1981. – MM. Mitterrand, 2 018 (66,18 %) ; Giscard, 1 031 (33,81 %).

M. Passama succède à Léon-Jean Grégory, sénateur modéré, décédé, en l'emportant de 38 voix sur son adversaire socialiste. Le taux d'abstention a été très faible : 9,06 %.

BAS-RHIN

BISCHHEIM

Inscr., 9 157 ; abst., 32,91 % ; suffr. expr., 6 021. – Un. opp.(M. Klein Mosser, U.D.F.), 3 397 (56,50 %), 26 ÉLUS ; un. g. (M. Lutz, div. g., m.s.), 2 615 (43,49 %), 7 ÉLUS.

Nouveau conseil : 3 P.C., 2 P.S., 2 div. g., 8 U.D.F.-C.D.S., 8 R.P.R., 10 div. d.

Sortants : 13 P.C., 13 P.S., 1 div. g.

Au premier tour. – Inscr., 9 157 ; abst., 34,91 % ; suffr. expr., 5 818. – Un. opp. (M. Klein-Mosser, U.D.F.), 2 777 (47,73 %), P.C., div. g. ((M. Lutz, div. g., m. s.), 1 805 (31,02 %), P.S. (M. Poulain), 1 236 (21,24 %). BALL.

1981. – MM. Giscard, 3 536 (51,12 %) ; Mitterrand, 3 380 (48,87 %).

SÉLESTAT

Inscr., 10 238 ; abst., 18,03 % ; suffr. expr., 8 161. – Un. opp. (M. Kretz, U.D.F-P.R.), 3 429 (42,01 %), 24 ÉLUS ; un. g., verts (M. Boltz, P.S.), 3 230 (39,57 %), 6 ÉLUS ; U.D.F.-C.D.S. (M. Meschberger), 1 502 (18,40 %), 3 ÉLUS.

Nouveau conseil : 5 P.S., 1 vert, 1 U.D.F.-C.D.S., 1 U.D.F.-P.R., 3 R.P.R., 22 div. d.

Sortants : 5 U.D.F.-C.D.S., 5 U.D.F.-P.R., 3 R.P.R., 14 mod.

M. Kubler, m. s., U.D.F.-P.R., n. s. r. p.

Au premier tour. – Inscr., 10 238 ; abst., 18,69 % ; suffr. expr., 8 019. – Un. opp. (M. Kretz, U.D.F.-P.R.), 2 871 (35,80 %) ; un. g. (M. Boltz, P.S.), 2 390 (29,80 %) ; U.D.F.-C.D.S. (M. Meschberger), 2 003 (24,97 %) ; verts (M. Gueidan), 755 (9,41 %). BALL. M. Maurice Kubler, m.s., U.D.F.-P.R., n.s.r.p.

1981. – MM. Giscard, 4 977 (59,59 %) ; Mitterrand, 3 374 (40,40 %).

La gauche perd la mairie de Bischheim, importante commune de la banlieue strasbourgeoise qu'elle avait enlevée par surprise en 1977 et qu'administrait la seule fraction communiste conduite par le maire, le docteur Claude Lutz, non-inscrit de gauche. Les reports des voix socialistes sur la liste d'union constituée pour le second tour et conduite par le maire sortant se sont mal effectués : près de 40 % des voix socialistes du premier tour manquent à la gauche. Une partie d'entre elles se sont portées sur la liste Majorité alsacienne qui profite également de l'arrivée de nouveaux électeurs au second tour.

A Sélestat, la participation a atteint un chiffre record de 82 %. La triangulaire du second tour a favorisé la liste Majorité alsacienne du docteur Kretz (P.R.). Arrivée en tête au premier tour, elle a recueilli une partie des électeurs de la liste conduite par M. Meschberger (C.D.S.). Cela lui a suffi pour distancer de 200 voix la liste de gauche fusionnée avec celle des écologistes.

A Bellefosse, dans la haute vallée de la Bruche, les 98 électeurs inscrits ont à nouveau boycotté le scrutin pour protester contre la nouvelle répartition des sièges au sein du conseil de la commune du Ban-de-la-Roche, dont Bellefosse est, avec Belmont, Foudray et Waldersdach, une des quatre communes associées.

HAUT-RHIN

• MULHOUSE

Inscr., 65 380 ; abst., 33,47 % ; suffr. expr., 42 124. – Div. d. (M. Klifa, U.D.F.-P.S.D., M.S.), 26 260 (62,33 %), 45 ÉLUS ; un. g. (M. Bockel, P.S., D.,), 15 864 (37,66 %), 10 ÉLUS.

Nouveau conseil : 1 P.C., 9 P.S., 13 U.D.F.-P.S.D., 11 Cent., 9 U.D.F.-P.R., 12 div. dr.

Sortants : 12 U.D.F.-P.S.D., 9 U.D.F.-C.D.S., 5 U.D.F.-P.R., 2 U.D.F.-rad., 7 R.P.R., 3 gaull., 3 mod.

Au premier tour. – Inscr., 65 380 ; abst., 34,23 % ; suffr. expr., 42 059. – Div. d. (M. Klifa, U.D.F.-P.S.D., m.s.), 16 295 (38,74 %) ; Un. g. (M. Bockel, P.S., d.), 11 984 (28,49 %) ; Div. d. (M. Kienzler, U.D.F.), 9 530 (22,65 %) ; Verts (M. Waechter), 3 037 (7,22 %) ; Div. d. (M. Taesch, a.s.), 1 213 (2,88 %). BALL.

1981. – MM. Giscard, 27 703 (55,29 %) ; Mitterrand, 22 399 (44,70 %).

WITTENHEIM

Inscr., 8 111 ; abst., 25,77 % ; suffr. expr., 5 899. – Un, opp. (M. Gissinger, R.P.R., D.), 2 681 (45,44 %), 25 ÉLUS ; un. g. (M. Zimmermann, P.S.), 2 251 (38,15 %), 6 ÉLUS ; diss. P.S. (M. Reimeringer, M.S.), 967 (16,39 %), 2 ÉLUS.

Nouveau conseil : 2 P.C., 4 P.S., 1 diss.-P.S., 3 R.P.R., 23 div. dr.

Sortants : 10 P.C. et app., 14 P.S. et app., 3 mod.

Au premier tour. – Inscr., 8 211 ; abst., 27,99 % ; suffr. expr., 5 722. – Un. opp. (M. Gissinger, R.P.R., d.), 2 467 (43,11 %) ; Un. g. (M. Zimmermann, P.S.), 1 914 (33,44 %) ; Diss. P.S. (M. Reimeringer, m.s.), 1 341 (23,43 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 4 086 (61,83 %) ; Giscard, 2 522 (38,16 %).

M. Joseph Klifa définitivement adopté par les Mulhousiens : c'est l'enseignement de ce deuxième tour de scrutin et cela malgré la campagne de dénigrement menée au sein du conseil sortant d'abord ; au niveau des partis de l'opposition ensuite, depuis le jour où M. Emile Muller, P.S.D., le mit en place comme son successeur il y a deux ans. M. Klifa n'a certes pas retrouvé les 27 038 suffrages qui s'étaient portés sur les trois listes de l'opposition du premier tour et qui représentaient 64,28 % des voix, mais son score est sans appel : 62,33 %. L'ampleur de sa victoire ne lui a pas, d'autre part, permis de barrer la route à M. Auguste Bechler, secrétaire de la fédération régionale du parti communiste, dixième homme de la liste d'union de la gauche. Il est le premier communiste à siéger au conseil municipal de Mulhouse depuis soixante ans.

Renversement de municipalité à Wittenheim : le député R.P.R., M. Antoine Gissinger, franchit la barre des 45 % et place vingt-quatre colistiers face à la gauche divisée. Le maire sortant, M. Bernard Reineringer, dissident P.S., bien qu'élu, a donc fait le jeu de l'opposition en se maintenant au deuxième tour contre son ancien premier adjoint, M. Zimmermann.

RHONE

• LYON (1er secteur)

Inscr., 14 651 ; abst., 36,75 % ; suffr. expr., 9 130. – Un. opp. (Mme Frobert, R.P.R.), 6 216 %), (68,08 %), 4 ÉLUS ; un. g. (M. Fournel, P.C.), 2 914 (31,91 %).

ÉLUS : 1 U.D.F.-C.D.S., 3 R.P.R.

Au premier tour : Inscr., 14 651 ; abst., 35,07 % suffr. expr., 9 378. – R.P.R. (Mme Frobert), 3 959 (42,21 %) ; U.D.F. (M. Vallon, U.D.F.-C.D.S., sén.), 2 728 (29,08 %) ; un. g. (M. Fournel, P.C.), 2 325 (24,79 %) ; ext. g. (M. Dumas), 366 (3,90 %). BALL.

1981. – MM. Giscard, 6 533 (54,27 %) ; Mitterrand, 5 503 (45,72 %).

• LYON (2e secteur)

Inscr., 18 309 ; abst., 33,25 % ; suffr. expr., 12 024. – Un. opp. (M. Georges, U.D.F.-C.D.S.), 9 124 (75,88 %), 5 ÉLUS ; un. g. (M. Gauthier, P.S.), 2 900 (24,11 %).

ÉLUS : 1 U.D.F.-rad., 1 U.D.F.-C.D.S., 2 R.P.R., 1 div. d.

Au premier tour : Inscr., 18 309 ; abst., 32,52 % suffr. expr., 12 261. – U.D.F. (M. Georges, U.D.F.-C.D.S.), 4 747 (38,71 %) ; R.P.R. (M. Gelpi), 4 600 (37,51 %) ; un.g. (M. Gauthier, P.S.), 2 449 (19,97 %) ; verts (M. Coste), 465 (3,79 %). BALL.

1981. – MM. Giscard, 8 780 (65,72 %) ; Mitterrand, 4 579 (34,27 %).

• LYON (3e secteur)

Inscr., 40 503 ; abst., 37,78 % ; suffr. expr., 24 780. – Un. opp. (Mme André, U.D.F.-P.R.), 17 362 (70,06 %), 10 ÉLUS ; un. g. (M. Million Rousseau, P.S.), 7 418 (29,93 %), 2 ÉLUS.

ÉLUS : 2 P.S., 1 U.D.F.-rad., 2U.D.F.-P.R., 4 R.P.R., 3 div. d..

Au premier tour : Inscr., 40 503 ; abst., 35,37 % ; suffr. expr., 25 757. – U.D.F. (Mme André, U.D.F.-P.R.), 10 691 (41,50 %) ; R.P.R. (M. Couste, d.), 7 293 (28,31 %) ; un. g. (M. Million Rousseau, P.S.), 6 402 (24,85 %) ; div. d. (M. Kesisian), 839 (3,25 %) ; V.T. (M. Chalons, L.C.R.), 532 (2,06 %). BALL.

1981. – MM. Giscard, 18 260 (57,05 %) ; Mitterrand, 13 746 (42,94 %).

• LYON (4e secteur)

Inscr., 20 587 ; abst., 35,47 % ; suffr. expr., 13 058. – Un. opp. (M. Noir, R.P.R., d.), 8 665 (66,35 %), 4 ÉLUS ; un. g. (M. Lareal, P.S.), 4 393 (33,64 %), 1 ÉLU.

ÉLUS : 1 P.S., 1 U.D.F.-C.D.S., 3 R.P.R..

Au premier tour : Inscr., 20 587 ; abst., 34,51 % suffr. expr., 13 251. – U.D.F. (Mme Moreau, U.D.F.-C.D.S.), 3 367 (25,40 %) ; un. g. (M. Lareal, P.S.), 3 797 (28,65 %) ; R.P.R. (M. Noir, d.), 5 800 (43,77 %) ; ext. g. (Mme Bochaton.). 287 (2,16 %). BALL.

1981. – MM. Giscard, 8 782 (53,92 %) ; Mitterrand, 7 505 (46,07 %).

• LYON (5e secteur)

Inscr., 27 547 ; abst., 35,66 % ; suffr. expr., 17 425. – Un. opp. (Mme Isaac Sibille, U.D.F.-C.D.S.), 11 523 (66,12 %), 7 ÉLUS ; un. g. (M. Bremaud, P.S), 5 902 (33,87 %), 1 ÉLU.

ÉLUS : 1 P.S., 1 U.D.F.-rad., 2 U.D.F.-C.D.S., 1 U.D.F.-P.R., 2 R.P.R., 1 div. d.

Au premier tour : Inscr., 27 547 ; abst., 35,26 % suffr. expr., 17 478. – U.D.F. (Mme Isaac Sibille, U.D.F.-C.D.S.), 7 207 (41,23 %) ; un. g. (M. Bremaud, P.S.), 5 465 (31,26 %) ; R.P.R. (Mme Goinere.), 4 806 (27,49 %). BALL.

1981. – MM. Giscard, 11 618 (53,55 %) ; Mitterrand, 10 076 (46,44 %).

LYON (6e secteur)

Inscr., 33 180 ; abst., 37,02 % ; suffr. expr., 20 508. – Un. opp. (M. Collomb, div. d., m. s., sén.), 16 332 (79,63 %), 8 ÉLUS ; un. g. (M. Vianes, P.S.), 4 176 (20,36 %), 1 ÉLU.

Élus : 1 P.S., 1 U.D.F.-P.R., 2 R.P.R., 1 C.N.I.P., 4 div. d.

Au premier tour : Inscr., 33 180 ; abst., 34,17 % ; suffr. expr., 21 553. – U.D.F. (M. Collomb, div. d., m. s., sén.), 8 623 (40 %) ; R.P.R. (M. Dubernard), 8 075 (37,46 %) ; un. g., (M. Vianes, P.S.), 3 711 (17,21 %) ; div. d. (M. Marche), 1 144 (5,30 %). BALL.

1981. – MM. Giscard, 17 895 (68,59 %) ; Mitterrand, 8 194 (31,40 %).

LYON (7e secteur)

Inscr., 31 501 ; abst., 39,74 % ; suffr. expr., 18 683. – Un. opp. (M. Fulchiron, U.D.F.-C.D.S.), 11 929 (63,84 %), 8 ÉLUS ; un. g. (M. Flaconnèche, P.S.), 6 754 (36,15 %), 1 ÉLU.

Élus : 1 P.S., 1 U.D.F.-rad., 2 U.D.F.-C.D.S., 2 U.D.F.-P.R., 2 R.P.R., 1 div. d.

Au premier tour : Inscr., 31 501 ; abst., 38,86 % ; suffr. expr., 18 906. – U.D.F. (M. Fulchiron, U.D.F.-C.D.S.), 7 668 (40,55 %) ; un. g. (M. Flaconnèche, P.S.), 5 493 (29,05 %) ; R.P.R. (M. Guinchard), 4 809 (25,43 %) ; P.C.I. (M. Delannoy), 673 (3,55 %) ; div. d. (M. Paravel, P.D.F.), 263 (1,39 %). BALL.

1981. – MM. Giscard, 12 513 (50,78 %) ; Mitterrand, 12 125 (49,21 %).

LYON (8e secteur)

Inscr., 37 852 ; abst., 34,40 % ; suffr. expr., 24 447. – Un. opp. (M. Batailly, U.D.F.-rad.), 13 280 (54,32 %), 9 ÉLUS ; un. g. (Mme Patrat, P.S., d.), 11 167 (45,67 %), 3 ÉLUS.

Élus : 1 P.C., 2 P.S., 1 U.D.F.-rad., 2 U.D.F.-C.D.S., 1 U.D.F.-P.R., 1 U.D.F., 4 R.P.R.

Au premier tour : Inscr., 37 852 ; abst., 36,68 % ; suffr. expr., 23 486. – Un. g. (Mme Patrat, P.S., d.), 8 900 (37,89 %) ; U.D.F. (M. Batailly, U.D.F.-rad.), 7 320 (31,16 %) ; R.P.R. (M. Caille), 6 120 (26,05 %) ; P.C.I. (M. Coudenne), 716 (3,04 %) ; V.T. (M. Mestres, L.O.), 430 (1,83 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 18199 (58,61 %) ; Giscard, 12 852 (41,38 %).

LYON (9e secteur)

Inscr., 28 842 ; abst., 37,62 % ; suffr. expr., 17 700. – Un. opp. (M. Fenech, U.D.F.-C.D.S., a. d.), 8 875 (50,14 %), 7 ÉLUS ; Un, g. (M. Collomb, P.S.,d.), 8 825 (49,85 %), 2 ÉLUS.

Élus : 2 P.S., 3 U.D.F.-C.D.S., 2 R.P.R., 2 div. d.

Nouveau conseil : 4 U.D.F.-rad., 12 U.D.F.-C.D.S., 8 U.D.F.-P.R., 1 U.D.F., 25 R.P.R., 1 C.N.I.P., 11 div. d.

Sortants : 5 P.C., 6 P.S., 1 M.R.G., 19 U.D.F., 6 R.P.R., 24 div. d.

Au premier tour : Inscr., 28 842 ; abst., 39,82 % ; suffr. expr., 17 025. – Un. g. (M. Collomb, P.S., d). 7 632 (44,82 %) ; U.D.F. (M. Fenech, U.D.F.-C.D.S., a. d.). 5 684 (33,38 %) ; R.P.R. (M. Chabert), 3 328 (19,54 %) ; V.T. (M. Prager, L.C.R.), 381 (2,23 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 13 196 (59,05 %) ; Giscard, 9 149 (40,94 %).

• BRON

Inscr., 23 032 ; abst., 31,23 % ; suffr. expr., 15 543. – Un. g.,-écol. (M. Sousi, P.S., m.s.), 7861 (50,57 %), 30 ÉLUS ; un. opp. (M. Guittard, U.D.F.-C.D.S.), 7 682 (49,42 %), 9 ÉLUS.

Nouveau conseil : 8 P.C., 13 P.S., 2 M.R.G., 3 div. g., 4 verts, 5 U.D.F., 4 R.P.R.

Sortants : 14 P.C., 16 P.S., 2 M.R.G., 1 div. g.

Au premier tour. – Inscr., 23 032 ; abst., 35,35 % ; suffr. expr., 14 599. – Un. opp. (M. Guittard, U.D.F.-C.D.S.), 6 935 (47,50 %) ; un. g. (M. Sousi, P.S., m.s.), 6 281 (43,02 %) ; écol. (Mme Marquet), 1 383 (9,47 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 10 217 (55,39 %) ; Giscard, 8 228 (44,60 %).

SAINTE-FOY-LÈS-LYON

Inscr., 13 154 ; abst., 30,20 % ; suffr. expr., 8 925. – Un. opp. (M. Salles, U.D.F.-C.D.S.), 5 865 (65,71 %), 29 ÉLUS ; un. g. (M. Besson, P.S.), 3 060 (34,28 %), 6 ÉLUS.

Nouveau conseil : 6 P.S., 9 U.D.F., 8 R.P.R., 12 div. d.

Sortants : 4 U.D.F., 2 R.P.R., 21 div. d.

M. Moulin, m.s., U.D.F., s'est retiré après le premier tour.

Au premier tour. – Inscr., 13 154 ; abst., 30,28 % ; suffr. expr., 9 007. – Un. opp. (M. Salles, U.D.F.- C.D.S.), 3 586 (39,81 %) ; un. g. (M. Besson, P.S.), 2 297 (25,50 %) ; div. d. (M. Moulin, U.D.F., m.s.), 1 949 (21,63 %) ; div. d. (M. Delattre), 1 175 (13,04 %). BALL.

1981. – MM. Giscard, 6 491 (56,69 %) ; Mitterrand, 4 957 (43,30 %).

• SAINT-PRIEST

Inscr., 21 202 ; abst., 32,60 % ; suffr. expr., 13 745. – Un. g. (M. Polga, P.S.), 7 082 (51,52 %), 33 ÉLUS ; un. opp. (M. Morand, R.P.R.), 6 663 (48,47 %), 10 ÉLUS.

Nouveau conseil : 11 P.C., 21 P.S., 1 div. g., 4 U.D.F., 4 R.P.R., 2 div. d.

Sortants : 10 P.C., 8 P.S., 1 P.S. dissi., 3 M.R.G., 5 div. g.

M. Gireau, *m.s., ex-P.S., s'est retiré après le premier tour.*

Au premier tour. – Inscr., 21 202 ; abst., 34,10 % ; suffr. expr., 13 582. – Un. g. (M. Polga, P.S.), 4 838 (35,62 %) ; div. g. (M. Gireau, ex P.S., m.s.), 3 697 (27,21 %) ; un. opp. (M. Morand, R.P.R.), 3 124 (23 %) ; div. d. (M. Huon, diss. R.P.R.), 1 923 (14,15 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 10 758 (63,28 %) ; Giscard, 6 240 (36,71 %).

• VAULX-EN-VELIN

Inscr., 19 024 ; abst., 41,76 % ; suffr. expr., 10 887. – Un. g. (M. Capiévic, P.C., m. s.), 5 277 (48,47 %), 32 ÉLUS ; Un. opp. (M. Cret, R.P.R.), 4 607 (42,31 %), 9 ÉLUS ; div. g. (M. Stadler), 1 003 (9,21 %), 2 ÉLUS.

Nouveau conseil : 17 P.C., 14 P.S., 3 div g., 1 U.D.F., 7 R.P.R., 1 div. d.

Sortants : 23 P.C., 9 P.S., 1 siège vacant.

Au premier tour. – Inscr., 19 024 ; abst., 44,72 % ; suffr. expr., 10 168. – Un. g. (M. Capiévic, P.C., m.s.), 4 902 (48,21 %) ; un. opp. (M. Cret, R.P.R.), 4 122 (40,53 %) ; div. g. (M. Stadler), 1 144 (11,25 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 10 203 (70,86 %) ; Giscard, 4 195 (29,13 %).

• VILLEURBANNE

Inscr., 65 654 ; abst., 32,68 % ; suffr. expr., 43 249. – Un. g. (M. Hernu, P.S., m. s., min.), 23 768 (54,95 %), 43 ÉLUS ; Un. opp. (M. Forien, R.P.R.), 19 481 (45,04 %), 12 ÉLUS.

Nouveau conseil : 8 P.C., 27 P.S., 2 M.R.G., 6 div. g., 2 U.D.F., 2 R.P.R., 8 div. d.

Sortants : 37 P.S., 3 M.R.G., 1 siège vacant.

Au premier tour. – Inscr., 65 654 ; abst., 36,36 % ; suffr. expr., 40 900. – Un. g. (M. Hernu, P.S., m.s., min.), 20 219 (49,43 %) ; un. opp. (M. Forien, R.P.R.), 17 399 (42,54 %) ; verts (Mme Davos), 1 810 (4,42 %) ; ext. g. (M. Corbier), 962 (2,35 %) ; V.T. (M. Grosso, L.C.R.), 510 (1,24 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 29 981 (58,13 %) ; Giscard, 21 590 (41,86 %).

A Bron, grâce à l'appui des écologistes, qui avaient obtenu 9,47 % des suffrages au premier tour, et ont quatre élus, M. André Sousi (P.S.) a conservé d'extrême justesse la mairie face à M. Vincent Guittard (U.D.F.-C.D.S.), auteur d'une campagne musclée sur le thème de la sécurité. On se demande, en revanche, qui à Villeurbanne doit se targuer des voix écologistes. M. Charles Hernu, P.S., est réélu avec trois mille voix de plus que dimanche dernier, mais son adversaire progresse aussi de deux mille voix par rapport au premier tour.

A Saint-Priest, M. Bruno Polga (union de la gauche) n'a pas fait le plein des voix obtenues, au premier tour, par le maire sortant M. Louis Gireau (ex-P.S.). Avec 48,47 %, l'opposition retrouve son score de 1977. Enfin, bien que réélus, les sortants communistes de Grigny et surtout de Vaulx-en-Velin enregistrent un net repli.

SAONE-ET-LOIRE

• CHALON-SUR-SAONE

Inscr., 31 627 ; abst., 22,34 % ; suffr. expr., 24 108. – Un. opp. (M. Perben, R.P.R.), 12 105 (50,21 %), 34 ÉLUS ; Un. g. (M. Mathus, P.S.), 12 003 (49,78 %), 11 ÉLUS.

Nouveau conseil : 3 P.C., 8 P.S., 6 U.D.F., 15 R.P.R., 13 div. d.

Sortants : *10 P.C., 2 app. P.C.,* 20 P.S., 2 app. P.S., 1 M.R.G.

M. Lagrange, P.S., m.s., se représente sur la liste de M. Mathus.

Au premier tour. – Inscr., 31 633 ; abst., 27,87 % ; suffr. expr., 22 338. – Un. opp. (M. Perben, R.P.R.), 10 616 (47,52 %) ; un. g. (M. Mathus, P.S.). 10 072 (45,08 %) ; act. loc. (M. Guignard, M.R.G.), 1 650 (7,38 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 14 965 (57,37 %) ; Giscard, 11 116 (42,62 %).

La gauche a gagné Gueugnon au premier tour, mais elle a perdu, au second, Chalon-sur-Saône, la plus grande ville du département, dirigée par la gauche depuis cinquante-huit ans. En ballottage difficile le 6 mars, la liste de la majorité présidentielle a échoué de 102 voix. M. Maurice Mathus, suppléant de M. Pierre Joxe, député, n'a pu sauver le fauteuil laissé par M. Roger Lagrange, qui était maire depuis dix-huit ans. Ancien sénateur, ancien député, battu aux élections cantonales de 1982, M. Lagrange, âgé de soixante-neuf ans, n'était que second de cette liste, sur laquelle figurait M. Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale.

Le futur maire de Chalon, M. Dominique Berben, trente-sept ans, directeur des services administratifs de la région Rhône-Alpes, a été directeur de cabinet de Norbert Ségard, ministre des P.T.T.

DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Dans les départements

SARTHE

◆ LE MANS

Inscr., 97 490 ; abst., 24,61 % ; suffr. expr., 71 692. – Un. g. (M. Jarry, P.C., m. s.), 38 368 (53,51 %), 42 ELUS ; Un opp. (M. Chaumont, R.P.R., sén.), 33 324 (46,48 %), 13 ELUS.

Nouveau conseil : 2 P.S.U., 20 P.C., 16 P.S., 1 M.R.G., 3 div. g.), 4 U.D.F.-P.R., 6 R.P.R., 1 C.N.I.P., 1 div. d., 1 extr. d.

Sortants : 2 P.S.U., 19 P.C., 17 P.S., 4 div. g., 1 siège vacant.

Au premier tour. – Inscr., 98 005 ; abst., 26,53 % ; suffr. expr., 70 734. – P.C. (M. Jarry, m. s.), 25 077 (35,45 %) ; un. opp. (M. Chaumont, R.P.R., sén.), 24 702 (34,92 %) ; diss. P.S. (M. Boulard), 16 139 (22,81 %) ; div. d. (M. Cosnasnon, mod.), 4 816 (6,80 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 44 919 (54,83 %) ; Giscard, 36 997 (45,16 %).

LA FLÈCHE

Inscr., 9 694 ; abst., 18,65 % ; suffr. expr., 7 729. – Mod. (M. Virlogeux, m. s.), 3 613 (46,74 %), 25 ELUS ; UN g. (M. Chauveau, P.S., d.), 2 868 (37,10 %), 6 ELUS ; Un. opp. (M. de Montgascon, R.P.R.), 1 248 (16,14 %), 2 ELUS.

Nouveau conseil : 1 P.C., 5 P.S., 24 mod., 1 U.D.F.-P.R., 2 R.P.R.

Sortants : 5 div. g., 2 U.D.F., 20 mod.

Au premier tour. – Inscr., 9 694 ; abst., 20,68 % ; suffr. expr., 7 420. – Mod. (M. Virlogeux, m. s.), 2 901 (39,09 %) ; un. g. (M. Chauveau, P.S., d.), 2 573 (34,67 %) ; un. opp. (M. de Montgascon, U.D.F.), 1946 (26,22 %). BALL.

1981. – MM. Giscard, 4 516 (55,97 %) ; Mitterrand, 3 552 (44,02 %).

Mauvais report des voix à gauche. Tel est le constat au Mans, où deux listes de gauche avaient rivalisé au premier tour, celle du maire communiste sortant, M. Robert Jarry, et celle des socialistes locaux, maintenue, malgré l'accord national P.S.-P.C. M. Jarry l'emporte, mais avec un score plus faible 53,51 % des suffrages exprimés) que ne le laissait prévoir la somme des voix obtenues à gauche le 6 mars (58,26 %), soit un manque à gagner de 2 848 voix, et malgré une participation en légère progression. En revanche, pour l'opposition, M. Jacques Chaumont (R.P.R.) progresse de près de 5 points par rapport au total des deux listes de droite au premier tour.

A La Flèche, on note la chute de 10 points, d'un tour à l'autre, de la liste d'union de l'opposition de M. de Montgascon (R.P.R.). Bien qu'en troisième position le 6 mars, elle ne s'était pas retirée, espérant « débaucher » certains des membres de la liste du maire sortant, M. Virlogeux (mod.), réélu, qui fut, dans le passé, socialiste.

SAVOIE

◆ CHAMBÉRY

Inscr., 29 746 ; abst., 19,52 % ; suffr. expr., 23 573. – Un. opp. (M. Dumas, R.P.R., a. d., a. min.), 12 782 (54,22 %), 35 ELUS ; Un. g., écol. (M. Ampe, P.S., m. s.), 10 791 (45,77 %), 10 ELUS.

Nouveau conseil : 1 P.S.U., 2 P.C., 4 P.S., 1 M.R.G., 1 div. g., 1 écol., 11 U.D.F., 10 R.P.R., 14 div. d.

Sortants : 3 P.S.U., 11 P.C., 17 P.S., 3 ex-M.R.G.

Au premier tour. – Inscr., 29 778 ; abst., 24,55 % ; suffr. expr., 22 146. – Un. opp. (M. Dumas, R.P.R., a. d., a. min.), 11 052 (49,90 %) ; un. g. (M. Ampe, P.S., m. s.), 8 516 (38,45 %) ; act. loc. (M. Baud, écol.), 2 077 (9,37 %) ; P.C.I. (M. Revol), 284 (1,28 %) ; V.T. (M. Deline, L.C.R.), 217 (0,97 %). BALL.

1981. – MM. Giscard, 12 536 (51,18 %) ; Mitterrand, 11 957 (48,81 %).

A Chambéry, 185 voix seulement séparaient en 1977 le maire sortant R.P.R., M. Pierre Dumas, et son challenger socialiste, M. Francis Ampe, qui l'emportait. Six ans plus tard, ce sont près de 2 000 suffrages qui départagent les mêmes hommes, mais cette fois au profit de M. Dumas, ancien ministre du général de Gaulle.

HAUTE-SAVOIE

CLUSES

Inscr., 7 333 ; abst., 23,86 % ; suffr. expr., 5 515. – Div. d., (M. Léger, R.P.R.), 2 264 (41,05 %), 24 ELUS ; div. d., (M. Devant), 2 081 (37,73 %), 6 ELUS ; un. g. (M. Nivet, P.S.), 1 170 (21,21 %), 3 ELUS.

Nouveau conseil : 1 P.C., 2 P.S., 9 U.D.F., 7 R.P.R., 14 div. d.

Sortants : 26 mod., 1 siège vacant.

M. Montesuit, mod., m.s., n.s.r.p.

Au premier tour. – Inscr., 7 333 ; abst., 28,22 % ; suffr. expr., 5 160. – Div. d. (M. Léger, R.P.R.), 2 069 (40,09 %) ; div. d. (M. Devant), 1 825 (35,36 %) ; un. g. (M. Nivet, P.S.), 1 266 (24,53 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 2 991 (50,11 %) ; Giscard, 2 977 (49,88 %).

■ Villes de + 30 000 habitants gérées par la gauche
O Villes de + 30 000 habitants gérées par la droite
★ Communes prises à la gauche
⊛ Commune prise à la droite

SEINE-MARITIME

BOLBEC

Inscr., 8 445 ; abst., 23,45 % ; suffr. expr., 6 361. – Un. g. (M. Belhache, P.C., m. s.), 3 804 (59,80 %), 27 ÉLUS ; div. d (Mme Prigent), 2 557 (40,19 %), 6 Élus.

Nouveau conseil : 15 P.C., 12 P.S., 2 U.D.F., 4 R.P.R.

Sortants : 19 P.C., 8 P.S.

Au premier tour. – Inscr., 8 445 ; abst., 23,44 % ; suffr. expr., 6 351. – Div. d. (Mme Prigent), 2 152 (33,88 %) ; P.C. (M. Belhache, m.s.), 2 121 (33,39 %) ; P.S. (M. Roussel), 1 772 (27,90 %) ; div. d. (M. Drojal), 306 (4,81 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 4 283 (60,12 %) ; Giscard, 2 840 (39,87 %).

DIEPPE

Inscr., 25 831 ; abst., 21,60 % ; suffr. expr., 19 734. – Un. g. (M. Bourgois, P.C., m. s., a. d.), 10 390 (52,65 %), 30 ÉLUS ; Un. opp. (M. Bourlanges, R.P.R.), 9 344 (47,34 %), 9 ÉLUS.

Nouveau conseil : 16 P.C., 14 P.S., 4 U.D.F., 5 R.P.R.

Sortants : 25 P.C., 16 P.S., 2 div. g.

Au premier tour. – Inscr., 25 848 ; abst., 23,15 % ; suffr. expr., 19 453. – Un. opp. (M. Bourlanges, R.P.R.), 7 816 (40,17 %) ; P.C. (M. Bourgois, m. s., a. d.), 6 088 (31,29 %) ; P.S. (M. Beaufils, d.), 5 549 (28,52 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 12 157 (55,29 %) ; Giscard, 9 827 (44,70 %).

◆ SOTTEVILLE-LÈS-ROUEN

Inscr., 20 993 ; abst., 29,96 % ; suffr. expr., 14 407. – U.D.F.-rad. (M. Salmon), 7 237 (50,23 %), 27 ÉLUS ; Un. g. (M. Bourguignon, P.S., d.), 7 170 (49,76 %), 8 ÉLUS.

Nouveau conseil : 2 P.C., 6 P.S., 1 U.D.F., 5 R.P.R., 21 div. d.

Sortants : 2 U.D.F.-P.S.D., 1 U.D.F.-rad., 28 mod.

M. Tafforeau, mod., m.s., n.s.r.p.

Au premier tour. – Inscr., 21 066 ; abst., 31,90 % ; suffr. expr., 13 901. – U.D.F.-rad. (M. Salmon), 5 882 (42,31 %) ; P.S. (M. Bourguignon, d.), 4 402 (31,66 %) ; P.C. (M. Malvasio), 2 496 (17,95 %) ; P.S.U. (M. Carion), 496 (3,56 %) ; V.T. (M. Perez, L.C.R.), 349 (2,51 %) ; P.C.I. (M. Bacot), 276 (1,98 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 10 982 (62,61 %) ; Giscard, 6 557 (37,38 %).

Les quatre élections du deuxième tour, consécutives à des « primaires » à gauche, se sont soldées dans les trois cas de Bolbec, Canteleu et Dieppe par une victoire des sortants, tous communistes.

La surprise vient de la défaite à Sotteville-lès-Rouen, par 67 voix d'écart, de M. Pierre Bourguignon, député socialiste, qui aurait dû, au vu des résultats du 6 mars, devancer son adversaire, M. René Salmon (U.D.F.), adjoint du maire sortant, M. Roland Tafforeau, mod., qui ne se représentait pas. M. Bourguignon a pâti d'un mauvais report des voix de gauche.

DEUX-SÈVRES

BRESSUIRE

Inscr., 7 726 ; abst., 14,82 % ; suffr. expr., 6 446. – Act. loc. (M. Boutet, U.D.F.-rad., m.s.), 3 302 (51,22 %), 17 ÉLUS ; un. opp. (M. Allain, div. d.), 2 521 (39,10 %), 4 ÉLUS ; un. g. (M. Guillet, P.S.), 623 (9,66 %), 1 ÉLU.

Nouveau conseil : 1 P.S., 7 U.D.F., 3 R.P.R., 22 div. d.

Sortants : 2 P.S., 1 U.D.F.-rad., 1 U.D.F.-C.D.S., 2 R.P.R., 21 mod.

Au premier tour. – Inscr., 11 434 ; abst., 17,35 % ; suffr. expr., 9 081. – Act. loc. (M. Boutet, U.D.F.-rad., m.s.), 4 315 (47,51 %), 9 ÉLUS ; un. opp. (M. Allain, div. d.), 3 867 (42,58 %), 2 ÉLUS ; un. g. (M. Guillet, P.S.), 899 (9,89 %). BALL.

1981. – MM. Giscard, 6 071 (57,87 %) ; Mitterrand, 4 418 (42,12 %).

A Bressuire, onze sièges avaient été pourvus dans les communes associées au premier tour. Il en restait vingt-deux en ballottage dont vingt et un dans la commune-centre : le maire sortant en a gagné seize ; M. Allain, soutenu par le député U.D.F., M. Brochard, quatre seulement, un revenant à la gauche.

A Saint-Maixent, le maire sortant, socialiste dissident, qui n'avait raté sa réélection que de 7 voix, remporte au second tour un large succès sur l'opposition. A Cerizay, pour la première fois, un socialiste enlèvera une mairie de l'une des plus importantes communes du bocage : la liste de gauche de M. Greiller, arrivée en tête avec deux voix d'avance au premier tour, a confirmé et amplifié son succès au second. Autre surprise : la défaite de Mme Colette Lision (R.P.R.), à Bessines, dans la banlieue niortaise, où elle a dû s'incliner devant M. Juin (P.S.), ancien attaché parlementaire du député socialiste M. René Gaillard, réélu le 6 mars, à Niort.

SOMME

◆ AMIENS

Inscr., 81 225 ; abst., 20,87 % ; suffr. expr., 63 056. – Un. g. (M. Lamps, P.C., m.s., a.d.), 32 816 (52,04 %), 42 ÉLUS ; un. opp., div. d. (M. Broutin, U.D.F.-C.D.S.), 30 240 (47,95 %), 13 ÉLUS.

Nouveau conseil : 3 P.S.U., 19 P.C., 18 P.S., 2 M.R.G., 1 mod., 7 U.D.F., 5 R.P.R.

Sortants : 20 P.C., 11 P.S., 7 div. g., 3 sièges vacants.

Au premier tour. – Inscr., 81 019 ; abst., 27,25 % ; suffr. expr., 57 236. – Un. g. (M. Lamps, P.C., m.s., a.d.), 26 894 (46,94 %) ; un. opp. (M. Broutin, U.D.F.-C.D.S.), 25 087 (43,79 %) ; div. d. (M. Arnould), 3 937 (6,87 %) ; V.T. (M. Faucon, L.C.R.), 1 368 (2,38 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 37 929 (55 %) ; Giscard, 31 027 (44,99 %).

ALBERT

Inscr., 7 744 ; abst., 17,38 % ; suffr. expr., 6 205. – Un. g. (M. Landas, P.C., m.s.), 3 440 (55,43 %), 26 ÉLUS ; un. opp. (M. Savary, U.D.F.), 2 765 (44,56 %), 7 ÉLUS.

Nouveau conseil : 4 P.S.U., 12 P.C., 10 P.S., 5 U.D.F., 1 R.P.R., 1 div. d.

Sortants : 11 P.C., 10 P.S., 4 mod., 2 sièges vacants.

Au premier tour. – Inscr., 7 751 ; abst., 17,24 % ; suffr. expr., 6 179. – Un. opp. (M. Savary, U.D.F.), 2 339 (37,85 %) ; P.C. (M. Landas, m.s.), 2 210 (35,76 %) ; P.S. (M. Pamel), 1 630 (26,37 %), BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 3 900 (58,76 %) ; Giscard, 2 737 (41,23 %).

A Amiens, M. Lamps, maire sortant, communiste, a été réélu avec 52,04 % des suffrages face à la liste de M. Broutin, U.D.F.-C.D.S. (47,96 %). Ainsi, la surprise créée par sa mise en ballottage défavorable au premier tour par le candidat de l'opposition ne s'est pas concrétisée. Mais malgré ce succès, certes moins tranché qu'en 1977 (où il avait obtenu 56,19 % des voix), le P.C. est pour la première fois en minorité au sein du nouveau conseil municipal. En effet, outre les 13 sièges acquis à l'opposition, les communistes ne comptent que 19 élus sur les 42 de la majorité.

TARN

◆ ALBI

Inscr., 31 458 ; abst., 17,33 % ; suffr. expr., 25 176. – Un. g (M. Castel, P.S., m.s.), 12 990 (51,59 %), 33 ELUS ; un. opp. (M. Nespoulous, U.D.F.-C.D.S.), 12 186 (48,40 %), 10 ELUS.

Nouveau conseil : 9 P.C., 20 P.S., 4 M.R.G., 5 U.D.F., 3 R.P.R., 1 C.N.I.P., 1 div. d.

Sortants : 12 P.C., 17 P.S., 4 M.R.G.

Au premier tour. – Inscr., 29 458 ; abst., 15,47 % ; suffr. expr., 23 896. – Un. g. (M. Castel, P.S., m.s.), 11 598 (48,53 %) ; un. opp. (M. Nespoulous, P.S.-C.D.S.), 11 239 (47,03 %) ; V.T. (M. Kalfa, L.C.R.), 1 059 (4,43 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 14 033 (53,22 %) ; Giscard, 12 331 (46,77 %).

TARN-ET-GARONNE

◆ MONTAUBAN

Inscr., 32 157 ; abst., 16,92 % ; suffr. expr., 25 959. – Un. g. (M. Gouze, P.S., d.), 13 389 (51,57 %), 34 ELUS ; un. opp (M. Garrigue), 12 570 (48,42 %), 11 ELUS.

Nouveau conseil : 2 P.S,U., 7 P.C., 15 P.S., 10 M.R.G., 3 U.D.F., 3 R.P.R., 5 div. d.

Sortants : 9 P.C., 13 P.S., 1 app. P.S., 10 M.R.G.

M. Louis Delmas, P.S., m.s., n.s.r.p.

Au premier tour. – Inscr., 32 155 ; abst., 21,78 % ; suffr. expr., 24 419. – Un. g. (M. Gouze, P.S., d.), 10 970 (44,92 %) ; un. opp. (M. Garrigue), 9 879 (40,45 %) ; mod. (M. Hamecher, diss. M.R.G., c.m.), 2 454 (10,04 %) ; div. g. (M. Souleil), 1 116 (4,57 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 14 620 (53,48 %) ; Giscard, 12 717 (46,51 %).

CASTELSARRASIN

Inscr., 8 051 ; abst., 18,15 % ; suffr. expr., 6 452. – Un. g. (M. Montet, P.S., app.), 3 343 (51,81 %), 25 ELUS ; un. oppo. (M. Laffont, R.P.R.), 1 879 (29,12 %), 5 ELUS ; div. g. (M. Boé, diss.-M.R.G., m.s.), 1 230 (19,06 %), 3 ELUS.

Nouveau conseil : 8 P.C., 9 P.S., 8 M.R.G., 3 div. g., 2 U.D.F., 1 R.P.R., 2 div. d.

Sortants : 7 P.C.

Au premier tour. – Inscr., 8 052 ; abst., 19,73 % ; suffr. expr., 6 283. – Un. g. (M. Montet, P.S., app.), 2 964 (47,17 %) ; un. opp. (M. Laffont, R.P.R.), 1 689 (26,88 %) ; div. g. (M. Boe, diss. M.R.G., m.s.), 1 630 (25,94 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 3 969 (59,91 %) ; Giscard, 2 655 (40,08%).

Le P.S. conserve Montauban, mais de justesse : M. Gouze, député, l'emporte avec 51,57 % des voix, alors que le potentiel de la gauche était de 59,53 % dimanche dernier, et que M. Delmas (P.S.) l'avait emporté dès le premier tour de 1977, avec 60,58 % des suffrages.

Les électeurs de Castelsarrasin ne semblent pas avoir apprécié les revirements politiques de leur maire, puisque M. Boé, ancien membre du M.R.G., est écrasé par M. Montet, P.S. (19,06 % contre 51,81 %), et largement dévancé par le candidat de l'opposition, M. Laffont (29,12 %).

VAR

DRAGUIGNAN

Inscr., 17 257 ; abst., 10,95 % ; suffr. expr., 14 957. – Un. g. (M. Soldani, P.S., m.s., sén.), 7 543 (50,43 %), 27 ELUS ; un. opp. (M. Claustres, R.P.R.), 7 414 (49,56 %), 8 ELUS.

Nouveau conseil : 5 P.C., 22 P.S., 1 U.D.F.-P.R., 2 R.P.R., 5 div. d.

Sortants : 27 P.S., et div. g.

Au premier tour. – Inscr., 17 250 ; abst., 14,85 % ; suffr. expr., 14 267. – Un. g. (M. Claustres, R.P.R.), 6 693 (46,91 %) ; P.S. (M. Soldani, m.s., sén.), 6 389 (44,78 %) ; P.C. (M. Nardini), 1 185 (8,30 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 6 990 (50,91 %) ; Giscard, 6 740 (49,08 %).

◆ HYÈRES

Inscr., 29 423 ; abst., 16,76 % ; suffr. expr., 23 942. – Un. opp. (M. Ritondale), 12 644 (52,81 %), 30 ÉLUS ; un. g. (M. Biancotto, P.S., m.s.), 11 298 (47,18 %), 9 ÉLUS.

Nouveau conseil : 2 P.C., 7 P.S., 1 U.D.F.-rad., 1 U.D.F.-C.D.S., 6 U.D.F.-P.R., 10 R.P.R., 1 C.N.I.P., 11 div. d.

Sortants : 20 P.S., 1 U.D.F., 1 R.P.R., 9 sièges vacants.

Au premier tour. – Inscr., 29 420 ; abst., 22,40 % ; suffr. expr., 22 329. – Un. opp. (M. Ritondale), 10 759 (48,18 %) ; P.S. (M. Biancotto, m. s.), 8 507 (38,09 %) ; P.C. (M. Aynie), 1 787 (8 %) ; div. d. (M. Lafare), 1 276 (5,71 %). BALL.

1981. – MM. Giscard, 13 202 (57,26 %) ; Mitterrand, 9 854 (42,73 %).

SAINT-RAPHAËL

Inscr., 19 040 ; abst., 32,70 % ; suffr. expr., 14 257. – Div. d. (M. Laurin, R.P.R., m. s.), 8 284 (58,10 %), 28 ÉLUS ; P.C.-P.S. (M. Trapitzine, P.S.), 4 105 (28,79 %), 5 ÉLUS ; div. g. (M. Girod, diss. M.R.G., a.m.), 1 868 (13,10 %), 2 ÉLUS.

Nouveau conseil : 1 P.C., 4 P.S., 2 M.R.G., 9 U.D.F., 10 R.P.R., 9 div. d.

Sortants : 27 div. d.

Au premier tour. – Inscr., 19 063 ; abst., 22,31 % ; suffr. expr., 14 399. – Div. d. (M. Laurin, R.P.R., m. s.), 6 319 (43,88 %) ; P.C., P.S. (M. Trapitzine, P.S.), 3 420 (23,75 %) ; div. g. (M. Girod, M.R.G., a. m.), 2 083 (14,46 %) ; div. d. (M. Oheix), 1 042 (7,23 %) ; div. d. (M. Treve), 945 (6,56 %) ; div. d. (M. Mattei, U.D.F., a. s.), 590 (4,09 %). BALL.

1981. – MM. Giscard, 9 191 (61,68 %) ; Mitterrand, 5 709 (38,31 %).

◆ LA SEYNE-SUR-MER

Inscr., 37 120 ; abst., 17,90 % ; suffr. expr., 29 848. – Un. g. (M. Blanc, P.C., m.s.), 15 095 (50,56 %), 34 ÉLUS ; un. opp., div. d. (M. Scaglia, U.D.F.-P.R.), 14 754 (49,43 %), 11 ÉLUS.

Nouveau conseil : 21 P.C., 13 P.S., 1 U.D.F.-P.R., 5 R.P.R., 2 div. d.

Sortants : 23 P.C., 3 app. P.C., 9 P.S.

Au premier tour. – Inscr., 37 120 ; abst., 26,34 % ; suffr. expr., 26 595. – Un. g. (M. Blanc, P.C., m. s.), 12 965 (48,74 %) ; un. opp. (M. Scaglia, U.D.F.-P.R.), 10 474 (39,38 %) ; div. d. (M. Moreno), 3 156 (11,86 %). BALL.

1981. – MM. Mitterrand, 17 337 (57,70 %) ; Giscard, 12 709 (42,29 %).

SIX-FOURS

Inscr., 18 718 ; abst., 21,95 % ; suffr. expr., 14 306. – Div. d. (M. Esteve, m.s.), 5 887 (41,15 %), 25 ÉLUS ; un. opp. (M. Mauro, U.D.F.-P.R.), 4 687 (32,76 %) ; 6 ÉLUS ; un. g. (M. Bourlier, P.S.), 3 732 (26,08 %), 4 ÉLUS.

Nouveau conseil : 1 P.C., 3 P.S., 2 U.D.F., 1 R.P.R., 28 div. d.

Sortants : 27 div. d.

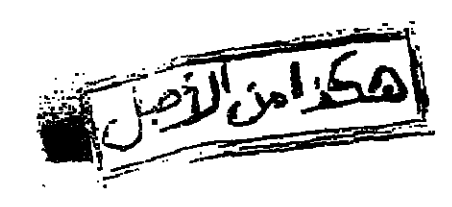
Au premier tour. – Inscr., 18 717 ; abst., 26,31 % ; suffr. expr., 13 533. – Div. d. (M. Estève, m. s.), 5 349 (39,52 %) ; div. d. (M. Mauro, U.D.F.-P.R.), 3 568 (26,36 %) ; un. g. (M. Bourlier, P.S.), 3 428 (25,33 %) ; div. d. (M. Flohic, R.P.R.), 1 188 (8,77 %). BALL.

1981. – MM. Giscard, 7 856 (54,12 %) ; Mitterrand, 6 658 (45,87 %).

Pour ce deuxième tour, qui concernait quatre-vingt-trois des cent cinquante-trois communes varoises (dont dix-huit de plus de 3 500 habitants), trois villes ont donné un caractère significatif à ce scrutin.

A Draguignan, M. Edouard Soldani, sénateur socialiste, président du conseil général et maire sortant, a dû se résoudre à une alliance avec le P.C. en vue de bénéficier des 8,30 % des suffrages du candidat communiste. Ce report n'a pas joué pleinement et, avec 50,43 % des voix (au lieu de 44,78 % au premier tour), M. Soldani n'est qu'à 0,86 % du score de M. Jean-Paul Claustres, qui conduisait la liste d'union de l'opposition et qui était pratiquement inconnu des électeurs dracénois il y a quelques mois encore.

(Lire la suite page 20.)



LE SECOND TOUR DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

(Suite de la page 19.)

A La Seyne-sur-Mer, la liste de la majorité, conduite par le maire communiste sortant, M. Maurice Blanc, a progressé de près de 2 points par rapport au scrutin du 6 mars, s'assurant ainsi une avance de 340 voix sur celle du candidat de l'opposition, M. Charles Scaglia. Avec 50,57 % des suffrages, le candidat de la majorité reste tout de même en retrait sur le score obtenu en 1977 par son prédécesseur à la mairie (61,24 %). M. Blanc a bénéficié notamment d'une plus forte participation et d'un report partiel des voix de la troisième liste (div. dr. et mod.).

En revanche, à Hyères, le maire socialiste sortant, M. Gaston Biancotto, ne pouvait espérer l'emporter avec le seul report des voix communistes du premier tour, qui lui assurait 46,09 % des sufffrages. Bénéficiant du vote des abstentionnistes du premier tour et d'un report des voix de la troisième liste (div. dr.), la liste de M. Léopold Ritondale l'emporte avec 52,81 % et obtient 30 des 39 sièges que compte le nouveau conseil municipal.

VAUCLUSE

ORANGE

Inscr., 16 888 ; abst., 21,10 % ; suffr. expr., 12 889. — Un. opp. (M. Pini, R.P.R.). 7 128 (55,30 %), 27 ÉLUS : P.S. (M. Gatel, d.), 5 761 (44,69 %), 8 ÉLUS.

Nouveau conseil : 3 P.C., 5 P.S., 9 U.D.F., 10 R.P.R.,8 div d.

Sortants : 11 P.C., 12 P.S., 3 div. g., 1 U.D.F.

M. Ricci, P.C., m.s. se représente sur la liste de M. Gatel.

Au premier tour. — Inscr., 16 893 ; abst., 25,46 % ; suffr. expr., 12 214. — Div. d. (M. Pini, R.P.R.), 3 530 (28,90 %) ; P.S. (M. Gatel, d.), 3 367 (27,56 %) ; div. d. (M. Chaléac, U.D.F.-P.R.), 3 101 (25,38 %) ; P.C. (M. Ricci, m.s.), 2 216 (18,14 %). BALL.

1981. — MM. Giscard, 7 289 (54,31 %) ; *Mitterrand, 6 132* (45,68 %).

PERTUIS

Inscr., 7 990 ; abst., 11 32 % ; suffr. expr., 6 912. — Un. opp. (M. Fructus), 3 526 (51,01 %), 25 ÉLUS ; un. g. (M. Zorzan, P.S.), 3 386 (48,98 %), 8 ÉLUS.

Nouveau conseil : 3 P.C., 5 P.S., 1 U.D.F., 12 R.P.R., 12 div. d.

Sortants : 1 P.C., 18 P.S., 8 div. g.

M. Jean Guigues, P.S., m.s., n.s.r.p.

Au premier tour. — Inscr., 7 990 ; abst., 14,60 % ; suffr. expr., 6 538. — Un. g. (M. Zorzan, P.S.), 3 026 (45,93 %) ; div. d. (M. Fructus), 2 867 (43,51 %) ; div. d. (M. Didier, R.P.R.), *695 (10,54 %). BALL.*

1981. — MM. Mitterrand, 3 609 (57,22 %) ; Giscard, 2 698 (42,77 %).

M. Robert Pini, R.P.R., l'emporte à Orange sur le député socialiste, M. Jean Gatel, tandis que M. Pierre Fructus, divers droite, est élu à Pertuis face à la liste de gauche sur laquelle figurait un autre député socialiste, M. André Borel, vice-président du conseil général. Désormais, sur les dix plus grandes villes du Vaucluse, département traditionnellement à gauche, l'opposition en détient six, trois ayant basculé au cours de ce scrutin municipal.

VIENNE

◆ CHATELLERAULT

Inscr., 24 314 ; abst., 16,01 % ; suffr. expr., 20 054. — Un. g. (Mme Cresson, P.S., min.), 10 573 (52,72 %), 30 ÉLUS ; un. opp., div. dr. (M. Abelin, U.D.F.-C.D.S., a.d.), *9 481 (47,27 %), 9 ÉLUS.*

Nouveau conseil : 10 P.C., 14 P.S., 1 M.R.G., 5 div. g., 3 U.D.F.-C.D.S., 1 R.P.R., 5 div. dr.

Sortants : 8 U.D.F.-C.D.S., 1 U.D.F.-P.R., 2 R.P.R., 18 mod., 2 sièges vacants.

Au premier tour. — Inscr., 24 314 ; abst., 20,76 % ; suffr. expr., 18 740. — Un. g. (Mme Cresson, P.S., min.), 9 176 (48,96 %) ; un. opp. (M. Abelin, U.D.F.-C.D.S., a.d.), 7 638 (40,75 %) ; div. d. (M. Jamet), 1 926 (10,27 %). BALL.

Mme Geneviève Abelin, U.D.F.-C.D.S., m.s., n.s.r.p.

1981. — MM. Mitterrand, 11 687 (57,14 %) ; Giscard, 8 766 (42,85 %).

Dernier gros bastion de l'opposition en Poitou-Charentes, Châtellerault passe à gauche. La fusion de la liste conduite par M. Jean-Pierre Abelin (C.D.S.), fils de Mme Geneviève Abelin, maire sortant, qui ne se représentait pas, et de celle menée par M. Dominique Jamet (div. d.) pouvait donner à penser que cette élection serait difficile. Il n'en a rien été. Entre les deux tours, la progression de Mme Edith Cresson a été très nette ; elle a gagné 1 397 voix d'un tour à l'autre, tandis que l'opposition en perdait 83 sur son potentiel du 6 mars.

Cette victoire de l'union de la gauche, avec 52,72 % des suffrages exprimés à Mme Edith Cresson et à sa liste, est due incontestablement à la personnalité de la candidate mais aussi à l'apport du P.C.F., animé à Châtellerault par M. Paul Fromonteil, membre du comité central, qui représentera la ville de Châtellerault au conseil régional de Poitou-Charentes.

VOSGES

GÉRARDMER

Inscr., 6 238 ; abst., 12,66 % ; suffr. expr., 5 315. — Un. opp. (M. Cuny), 2 717 (51,11 %), 22 ÉLUS ; un. g. (M. Boulay, P.C.), 2 598 (48,88 %), 7 ÉLUS.

Nouveau conseil : 2 P.C., 5 P.S., 4 U.D.F., 8 R.P.R., 10 div. d.

Sortants : 3 R.P.R., 20 mod.

Mme Rattaire, mod., m.s., n.s.r.p.

Au premier tour. — Inscr., 6 328 ; abst., 17,69 % suffr. expr., 5 042. — Un. opp. (M. Cuny), 2 415 (47,89) ; P.C. (M. Boulay), 1 371 (27,19 %) ; P.S. (M. Lambert), 984 (19,51 %) ; V.T. (M. Defranould), 272 (5,39 %). BALL.

1981. — MM. Mitterrand, 2 898 (53,31 %) ; Giscard, 2 538 (46,68 %).

M. Boulay l'aurait facilement emporté s'il avait bénéficié du report intégral des voix du P.C. et de l'extrême-gauche. A Saint-Etienne-lès-Remiremont, le maire sortant, M. Jean Valroff, député P.S., remporte un scrutin de ballottage difficile.

YONNE

SENS

Inscr., 15 942 ; abst., 25,47 % ; suffr. expr., 11 381. — Div. d. (M. Braun, U.D.F.), 7 226 (63,49 %), 29 ÉLUS ; un. g. (M. Cordillot, P.C.), 4 155 *(36,50 %), 6 ÉLUS.*

Nouveau conseil : 3 P.C., 3 P.S., 7 U.D.F., 22 mod.

Sortants : 2 P.C., 1 P.S., 17 U.D.F., 2 R.P.R., 5 mod.

M. Chaussat, m.s., U.D.F.-P.R., s'est retiré après le premier tour.

Au premier tour. — Inscr., 15 942 ; abst., 26,59 % ; suffr. expr., 11 272. — Div. d. (M. Braun, U.D.F.), 5 096 (45,20 %) ; un. g. (M. Cordillot, P.C.), 3 624 (32,15 %) ; div. d. (M. Chaussat, U.D.F.-P.R., m.s.), 2 552 (22,64 %). BALL.

1981. — MM. Giscard, 6 577 (50,42 %) ; Mitterrand, 6 465 *(49,57 %).*

Fort de son avance du premier tour — 45,53 % des suffrages contre seulement 22,52 % à la liste conduite par le maire sortant, M. André Chaussat (U.D.F.-P.R.) — M. Étienne Braun (U.D.F.) s'est présenté à Sens au deuxième tour avec la certitude de l'emporter. Il a réalisé un très bon score puisque son équipe a finalement recueilli 63,76 % des voix malgré une participation plus faible que dimanche dernier.

TERRITOIRE DE BELFORT

◆ BELFORT

Inscr., 29 140 ; abst., 23,52 % ; suffr. expr., 22 137. — Un. g. (M. Chevènement, P.S., min.), 11 548 (52,16 %), 34 *ÉLUS* ; un. opp. (M. Bonnef, a.m.), 10 589 (47,83 %), 11 ÉLUS.

Nouveau conseil : 2 ext. g., 1 P.S.U., 8 P.C., 23 P.S., 4 U.D.F., 4 R.P.R., 3 mod.

Sortants : 8 P.C., 2 app. P.C., 21 P.S., 4 app. P.S.

M. Géhant, P.S., m.s., se présente sur la liste de M. Chevènement.

Au premier tour. — Inscr.,29 151 ; abst., 30,22 % ; suffr. expr., 19 615. — Un. opp. (M. Bonnef, U.D.F., a.m.), 8 456 (43,10 %) ; un. g. (M. Chevènement, P.S., min.), 8 000 (40,78 %) ; écol. (M. Heyer), 1 577 (8,03 %) ; div. d. (M. Lesbros), 839 (4,27 %) ; V.T. (Mlle Lacaille, L.O.), 389 (1,98 %) ; P.C.I. ((M. Meyer), 354 (1,80 %). BALL.

1981. — MM. Mitterrand, 13 762 (56,76 %) ; Giscard, 10 483 (43,23 %).

M. Jean-Pierre Chevènement revient de loin. Avec 52,17 % des suffrages exprimés, il comble son sérieux handicap du premier tour et progresse de 11,40 points. Toutefois le ministre d'État perd plus de 4 points par rapport au score réalisé par M. François Mitterrand le 10 mai 1981. Le candidat de l'opposition, M. Bonnef, qui avait recueilli 41,88% des suffrages exprimés au second tour des élections municipales de 1977, enregistre pour sa part un gain de 6 points.

OUTRE-MER

La gauche enlève quinze communes à l'opposition

Dans les départements d'outre-mer le scrutin municipal s'est traduit par une forte progression de la gauche. A la Réunion les partis gouvernementaux détiennent désormais onze des vingt-quatre communes de l'île, soit un gain de sept villes : + 4 pour le parti communiste réunionnais (Saint-Pierre, Saint-Louis, Saint-Leu, Sainte-Rose), + 2 pour le parti socialiste (Saint-Benoît, Petite-Ile), et la prise de Sainte-Marie, désormais dirigée par une coalition de gauche conduite par un « divers gauche ». Cette avancée est essentiellement la conséquence de l'accord sans précédent conclu entre le P.C.R. et la fédération du P.S. Elle s'explique aussi par les difficultés de la droite réunionnaise à assurer son renouvellement.

En Guyane, la gauche contrôle douze des vingt communes contre six à l'opposition et deux dirigées par des maires sans étiquette. Le parti socialiste guyanais, principal allié local du gouvernement, a enlevé à l'opposition quatre communes : Macouria, Mana, Apatou et Maripasoula, qui était jusqu'à présent le fief du R.P.R. dans la forêt amazonienne. En revanche le R.P.R. a enlevé la mairie de Saint-Laurent-du-Maroni au sénateur apparenté socialiste du département, M. Raymond Tarcy.

En Martinique, le second tour a été notamment marqué par la victoire de la liste d'union de la gauche à Sainte-Marie où le maire sortant, M. Camille Petit (R.P.R.), député, ne se représentait pas.

En Guadeloupe, le député apparenté communiste de la première circonscription, M. Ernest Moutoussamy, a échoué dans sa tentative de prendre Saint-François à l'ancien président du conseil général, M. Lucien Bernier (app. U.D.F.), mais la gauche a enlevé Bouillante. Au total la gauche a ravi, dans les DOM, quinze communes à l'opposition. Elle en contrôle désormais cinquante-huit (contre quarante-trois à l'issue du scrutin de 1977) et l'opposition cinquante-quatre (contre soixante-neuf), deux communes devenant demeurant administrées par des maires « divers droite ».

MARTINIQUE

LE FRANÇOIS

Inscr., 9 637 ; abst., 26,01 % ; suffr.expr., 6 934. - P.S. (M. Wan-Ajouhu, m.s.), 3 966 (57,19 %), 26 ÉLUS ; R.P.R. (M. Morency), 2 968 (42,80 %),), 7 ÉLUS.

Nouveau conseil : 10 P.C.M., 16 P.S., 2 U.D.F., 5 R.P.R.

Sortants : 11 P.C.M., 16 P.S.

Au premier tour. - Inscr., 9 637 ; abst., 26,36 % ; suffr. expr., 6 869. - P.S. (M. Wan-Ajouhu, m. s.), 2 834 (41,25 %) ; R.P.R. (M. Morency), *2 148 (31,27 %) ; app. P.C. (M. Lagier,* P.C.M.), 979 (14,25 %) ; U.D.F. (M. Lasbec), 908 (13,21 %), BALL.

SAINTE-MARIE

Inscr., 11 813 ; abst., 33,70 % ; suffr.expr., 7 626. - Un. g. (M. Lordinot, div. g.), 3 866 (50,69 %), 25 ELUS ; R.P.R. (M. Rubinel), 3 760 (49,30 %),8 ELUS.

Nouveau conseil : 25 div g., 8 R.P.R.

Sortants : 1 R.P.R., 26 div. d.

M. Petit, A.P.R., m.s., n.s.r.p.

Au premier tour. - Inscr., 11 813 ; abst., 36,90 % ; suffr. expr., 7 172. - R.P.R. (M. Rubinel), 3 370 (46,90 %) ; div. g. (M. Lordinot), 2 196 (30,61 %) ; P.S. (M. Serbin), 1 311 (18,27 %) ; div. g. (M. Jeanne), 247 (3,44 %) ; div. d. ((M. Silpa), 26 (0,36 %) ; div. d. (M. Chikhi), 22 (0,30 %). BALL.

SCHOELCHER

Inscr., 7 519; abst., 36,02 % ; suffr.expr., 4 742. - Un. opp. (M. Bertrand, R.P.R., m.s.), 2 403 (50,67 %), 25 ELUS ; un. g. (M. Mauvois, P.C.M.), 2 339 (49,32 %), 8 ELUS.

Nouveau conseil : 6 P.C.M., 2 div. g., 1 R.P.R., 24 div. d.

Sortants : 1 R.P.R., 26 div. d.

Au premier tour. - Inscr., 7 519 ; abst., 39,71 % ; suffr. expr., 4 443. - Un. opp. (M. Bertrand, R.P.R., m.s.), 1 973 (44,40 %) ; app. P.C. (M. Mauvois, P.C.M.), 1 468 (33,04 %) ; div. g. (M. Dru), 529 (11,90 %) ; div. g. (M. Clerempuy), 473 (10,64 %). BALL.

La gauche conquiert la mairie de Sainte-Marie avec 106 voix d'avance.

C'est une défaite cuisante pour le R.P.R. En revanche, le candidat du parti communiste martiniquais, M. Mauvois, échoue de 64 voix à Schoelcher, où la gauche briguait le siège de M. Bertrand (R.P.R.). Au François, M. Wan-Ajouhu (P.S.) est facilement réélu, comme M. Casimir Branglidor (P.S.) à la Trinité.

RÉUNION

◆ LE TAMPON

Inscr., 20 051 ; abst., 22,90 % ; suffr.expr., 15 295. - Div. g. (Thien Ah Koon), 7 071 (46,23 %), 29 ÉLUS ; R.P.R. (M. Badre, m.s.), 4 425 (28,93 %), 5 ÉLUS ; un. g. (M. Berne, P.C.R.), 3 799 (24,83 %), 5 ÉLUS.

Nouveau conseil : 3 P.C.R., 2 P.S., 5 R.P.R., 29 div. d.

Sortants : 1 P.S., 2 U.D.F., 28 R.P.R.

Au premier tour. - Inscr., 20 054 ; abst., 24,80 % ; suffr. expr., 14 851. — Div. d. (M. Thien Ah Koon), 5 749 (38,71 %) ; R.P.R. (M. Badre, m.s.), 4 870 (32,79 %) ; Un. g. (M. Berne, P.C.R.), 4 232 (28,49 %). BALL.

La liste de M. André Thien-Ah-Koon, conseiller génaral et conseiller régional, qui était arrivée en tête au premier tour avec 38,71 % des suffrages exprimés, a obtenu la majorité des sièges. Entre les deux tours, aucun accord n'avait pu intervenir entre les deux listes d'opposition en raison d'une vieille rivalité opposant le maire sortant, M. Badré (R.P.R.), et le conseiller général, dont la personnalité et les méthodes sont contestées dans la commune, aussi bien à droite qu'à gauche. Des contacts avaient d'ailleurs eu lieu entre l'union de la gauche et M. Badré, dans l'espoir de barrer la route à M. Thien-Ah-Koon. En vain. Le scrutin a, d'autre part, été marqué, dans l'île, par la défaite de l'ancien président du conseil régional, président de l'association des maires, M. Yves Barau (R.P.R.), battu à Sainte-Marie par une coalition regroupant un mouvement de gauche local et des représentants du parti communiste et du parti socialiste. Cette coalition a obtenu 26 des 33 sièges du conseil municipal, 85,78 % des 8 429 électeurs de la commune ayant participé au vote.






هكذا من الأصل

Le Monde

étranger

LA FIN DU SOMMET DES NON-ALIGNÉS A NEW-DELHI

« Nous n'avons ni allié ni ennemi naturels »

déclare Mme Gandhi, nouveau président du Mouvement

De notre correspondant

New-Delhi. – Pour les journalistes qui, le samedi 12 mars, avaient envahi la salle où, six jours durant, s'était tenue la conférence des non-alignés, cela pouvait apparaître comme une dérisoire revanche posthume. Ne se retrouvaient-ils pas dans les fauteuils mêmes de ces délégués qu'il leur avait été si difficile d'approcher tout au long du sommet ? La quarantaine était levée, mais les délégations s'étaient envolées.

Revanche également pour Mme Gandhi qui, présidente rayonnante, constatait devant la presse internationale que les prophètes de malheur s'étaient une nouvelle fois trompés, que le Mouvement ne s'était pas brisé et que le sommet avait été un succès. Après le sacre d'Indira (*le Monde* du 8 mars), celui du non-alignement. « *Du vrai non-alignement ?* », interrogeait des journalistes perplexes. « *Il n'y a ni vrai ni faux non-alignement* » précisait Mme Gandhi, qui ajoutait : « *Ou vous l'êtes ou vous ne l'êtes pas. Nous le sommes pleinement. J'ai déjà expliqué que je ne penchais ni d'un côté ni de l'autre, mais que je me tenais debout, bien droite. Il en va de même du Mouvement. Il est toutefois normal que nous entretenions de meilleures relations avec les pays qui, contrairement à d'autres, ont accepté de nous aider. Mais*, assurait-elle, *ni l'amitié ni l'hostilité n'influent sur nos jugements et sur nos actions.* »

« *Ne trouvez-vous pas qu'à New-Delhi le Mouvement s'est radicalisé ?* » insistaient des journalistes. « *Tout dépend quel sens vous donnez aux mots, de quel côté vous vous placez* », observait un premier ministre qui stigmatisait à plusieurs reprises la tendance de certains de juger les choses d'une manière « *partiale* » : « *Nous n'avons pas changé*, affirmait-elle, *et sommes restés fidèles aux principes et aux idéaux qui ont toujours été les nôtres. (...) Nous ne nous sommes pas écartés de la ligne juste.* »

A défaut d'« *allié naturel* », le Mouvement n'a-t-il pas trouvé, en la personne des Etats-Unis, un adversaire naturel ? « *Nous n'avons ni allié ni ennemi naturels* », répliquait Mme Gandhi, qui, soulignant ses bonnes relations avec les Etats-Unis, évoquait le message amical que lui avait adressé, à l'occasion du sommet, le président Reagan. « *Ce qui ne veut pas dire*, ajoutait-elle, *que nous appouvions tout ce que fait ce pays.* »

Il n'empêche que certaines réponses trahissaient un certain penchant naturel. Sur l'Afghanistan, par exemple, où elle endossait la position du régime en place – « *Si un petit pays se sent menacé et invite une force étrangère à venir l'aider, cela est son affaire* » – tout en réaffirmant l'opposition de principe de son pays à toute ingérence ou intervention militaire étrangère dans un Etat souverain. Sur la question du Cambodge où, une fois pris acte de la décision du sommet (on a laissé le siège vacant), elle a plaidé une nouvelle fois la cause du gouvernement provietnamien de M. Heng Samrin.

Le « style Indira »

Restait, au-delà du contenu, l'illustration d'un style, le « style Indira », fort différent de celui de son prédécesseur, le Cubain Fidel Castro. « *Ce qui ne signifie nullement*, avait insisté l'un de ses plus proches collaborateurs rencontrés pendant la conférence, *un changement de ligne du Mouvement. (...) Elle n'aime pas les affrontements* », nous avait-il expliqué, et son approche des problèmes s'en ressent : « *C'est une femme douce et paisible qui, dans l'exercice de sa présidence, consultera, conciliera, cherchera tous les terrains d'entente possibles.* »

Un état d'esprit que traduisaient fort bien ses réponses aux questions concernant la manière dont les non-alignés entendaient faire prévaloir leurs vues en matière économique. « *Je ne crois ni aux délais ni aux pressions. Nous souhaitions des négociations globales. Les pays riches ont autant besoin de nous que nous avons besoin d'eux. Nous ne demandons ni pitié ni charité, mais une coopération mutuellement bénéfique. Si le Nord veut ignorer le Sud, ce sera à ses risques et périls.* »

Telle est apparue celle qui préside désormais le Mouvement des non-alignés. Une femme de consensus, une femme de dialogue, certes, mais aussi, derrière la femme en sari de soie, aux apparences frêles, un dirigeant « froid », déterminé, entêté, qui avouera ne jamais se mettre en colère (« *C'est une perte d'énergie* ») et qui cultive un réalisme frôlant le fatalisme : « *N'attendez aucun miracle* », confiera-t-elle au sujet du conflit entre l'Iran et l'Irak. En fait, elle va son chemin, imperturbable. Comme si elle avait décidé, une fois pour toutes, que le temps était de son côté. « *Je suis*, reconnaîtra-t-elle, *une incurable optimiste.* »

PATRICK FRANCÈS.

La résolution finale demande « le retrait des troupes étrangères » de l'Afghanistan comme du Cambodge

De notre envoyé spécial

New-Delhi. – Voici les principaux points du document final de la septième conférence au sommet des chefs d'État et de gouvernement qui s'est tenue à New-Delhi du 7 au 12 mars :

• DÉSARMEMENT, SURVIE ET COEXISTENCE A L'AGE DES ARMEMENTS NUCLÉAIRES. – « *Les chefs d'État et de gouvernement considèrent que le péril le plus grave qui pèse actuellement sur le monde est la menace à laquelle une guerre nucléaire exposerait la survie de l'humanité. Le désarmement, en particulier le désarmement nucléaire, n'est plus uniquement une question de morale mais de survie de l'humanité.* » Ils ont « *estimé inacceptable que la sécurité de tous les États et la survie même de l'humanité soient à la merci des intérêts de sécurité d'une poignée d'États dotés d'armes nucléaires (...). Les États dotés d'armes nucléaires ont l'obligation de garantir que les États non dotés de telles armes ne seront pas menacés ou ne subiront pas d'attaques nucléaires* ».

• SITUATION EN AFRIQUE AUSTRALE. – La déclaration réaffirme les « *droits inaliénables du peuple namibien à l'autodétermination et à l'indépendance nationale dans une namibie unie, y compris Walvis-Bay, les îles Penguin et les autres îles situées au large des côtes* ». Les participants réaffirment leur « *appui à la lutte héroïque menée sous la direction de la SWAPO, seul représentant légitime et authentique du peuple namibien, pour la libération du territoire et pour l'établissement d'un État namibien indépendant* ». La conférence a rejeté « *de la façon la plus catégorique le lien ou le parallélisme établi par les Etats-Unis entre l'indépendance de la Namibie et le retrait des forces cubaines d'Angola. La persistance de ce pays en la matière constitue une ingérence injustifiée dans les affaires intérieures de la République d'Angola* ». Les membres de la conférence ont dénoncé le « *régime raciste de Pretoria* » et sa « *collusion durable avec certains pays occidentaux et d'Israël* ».

La France mise en cause

La conférence a noté « *avec beaucoup d'inquiétude la multiplication des actes de déstabilisation militaire, politique et économique, perpétrés par le régime raciste sud-africain contre les Etats indépendants voisins, Angola, Mozambique, Zambie, Botswana, Swaziland et Seychelles* ». Elle a « *fermement condamné la guerre d'agression que le régime raciste sud-africain livre à la République du Mozambique en se servant de bandits armés et de mercenaires comme d'un prolongement de l'armée sud-africaine* ».

• SAHARA OCCIDENTAL. – Les participants ont prié « *instamment les parties au conflit d'engager immédiatement des négociations sous les auspices du comité d'application de l'O.U.A. en vue de parvenir à une solution juste et durable du conflit du Sahara occidental* ».

• MAYOTTE. – En ce qui concerne « *l'île comorienne de Mayotte qui demeure sous l'occupation française* », les non-alignés ont réaffirmé qu'elle fait « *partie intégrante du territoire souverain de la République fédérale ismalique des Comores* ». Ils ont également exprimé leur « *solidarité agissante avec le peuple dans ses efforts légitimes pour récupérer l'île et préserver l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale des Comores* ».

• ILES MALGACHES. – S'agissant de ces îles – Iles Glorieuses Juan-de-Nova, Europe et Bassas-da-India – de l'océan Indien, les non-alignés ont « *demandé instamment au gouvernement français d'entamer des négociations avec le gouvernement malgache en vue de régler la question* ».

• OCEAN INDIEN, ZONE DE PAIX. – La conférence a « *considéré avec inquiétude et préoccupation l'escalade constante de la présence militaire des grandes puissances dans la zone de l'océan Indien, notamment l'agrandissement des bases existantes, la recherche de nouvelles facilités pour l'installation de bases et l'établissement de nouvelles strctures de commandement militaire par les grandes puissances* ». Elle a demandé « *la reprise de négociations bilatérales entre les Etats-Unis et l'URSS, qui devraient aboutir à la réduction et, finalement, à l'élimination de la présence militaire des puissances concernées* ».

En ce qui concerne la souveraineté de l'île Maurice sur l'archipel de Chagos, les non-alignés ont exprimé leur plein « *appui à la souveraineté de Maurice sur l'archipel de Chagos, y compris Diego-Garcia.*

Le Proche-Orient

• PALESTINE. – La conférence « *a particulièrement condamné Israël pour les actes de génocide perpétrés contre le peuple palestinien dans les camps de Sabra et Chatila* » et « *décidé aussi de demander à la communauté internationale d'instituer un tribunal des crimes de guerre afin de juger Israël, selon le droit international, pour les crimes qu'il a perpétrés contre le peuple palestinien dans tous les territoires qu'il a occupés depuis sa création en 1948* ». Elle a condamné « *le soutien accordé par les États-Unis à l'entité israélienne dans tous les domaines, particulièrement dans les domaines militaire et politique* ».

• LIBAN : La conférence a « *invité tous les États à appuyer les efforts entrepris par le Liban, en vue d'obtenir le retrait de toutes les forces non libanaises, dont la présence au Liban ne rencontre pas l'assentiment des autorités libanaises légales* ».

• PROCHE-ORIENT. – Après avoir déclaré que « *la question de la Palestine est au cœur du problème du Proche-Orient et à l'origine du conflit arabo-israélien* », la conférence déclare qu'une « *paix juste dans la région ne peut être fondée que sur le retrait total et inconditionnel d'Israël de tous les territoires palestiniens et arabes occupés* » et qu'« *aucune solution ne peut être considérée comme étant globale, juste ou acceptable sans la participation de l'O.L.P. à son élaboration et à son acceptation de façon indépendante et sur un pied d'égalité avec les autres parties concernées* ». La conférence a adopté le plan de paix de Fès et affirmé que « *ce plan, qui se base sur la légalité internationale et sur les principes de l'équité et de la justice, représente les fondements de l'instauration d'une paix juste et durable au Proche-Orient* ».

Enfin elle a « *fait l'éloge de l'attitude progressiste adoptée par l'Europe sur le problème du Proche-Orient et de la Palestine* », et a invité les pays européens à « *renforcer leur soutien politique, diplomatique et matériel au peuple palestinien et aux pays arabes dans leurs efforts visant au rétablissement de tous leurs droits nationaux et à la récupération de tous les territoires arabes occupés* ».

La conférence a condamné « *catégoriquement l'agression monstrueuse perpétrée par Israël contre les installations nucléaires irakiennes destinées à des fins pacifiques, comme étant un acte de terrorisme d'Etat et un acte d'agression sans précédent par lequel un réacteur nucléaire a pour la première fois dans l'histoire fait l'objet d'une attaque armée* ».

• ASIE DU SUD-EST. – Les non-alignés, après avoir réaffirmé « *inadmissibilité de l'usage de la force contre des États souverains* », ont « *mis en garde contre le danger réel d'une propagation des tensions existant au Cambodge et aux alentours* » et déclaré qu'il fallait « *d'urgence trouver un moyen de renverser la tendance par une solution politique globale qui prévoit le retrait de toutes les forces étrangères, garantissant ainsi le plein respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de tous les États de la région, y compris le Cambodge* ». Ils prient ces Etats d'« *entammer un dialogue conduisant au réglement de leur différends et à l'instauration d'une paix et d'une stabilité durable dans la région, ainsi qu'à l'élimination d'ingérences ou de menaces d'intervention de puissances extérieures* ».

• ASIE DU SUD-OUEST. – Après avoir exprimé leur « *profonde inquiétude* » et déclaré que « *la situation en Afghanistan était particulièrement préoccupante* », les non-alignés ont réitéré l'appel urgent de la conférence ministérielle de New-Delhi en 1981, pour « *demander un réglement politique sur la base du retrait des troupes étrangères et du plein respect de l'indépendance, de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de la qualité d'État non aligné de l'Afghanistan, ainsi que de la stricte observation du principe de non-intervention et de non-ingérence* ». Ils ont exprimé leur satisfaction devant les efforts sincères déployés en vue d'un règlement politique de la situation en Afghanistan et apporté leur soutien aux mesures constructives prises à cet égard par le secrétaire général de l'ONU, estimant que son action représentait « *un pas dans la bonne voie* ».

• CORÉE. – Les non-alignés ont réaffirmé leur « *soutien au désir du peuple coréen de réunifier pacifiquement sa patrie et à ses efforts pour atteindre ce but sans aucune ingérence étrangère* ».

Du Salvador aux Malouines

• AMÉRIQUE LATINE ET CARAIBES. – Les non-alignés ont évoqué « *avec satisfaction la lutte des peuples d'Amérique Latine* ». La conférence a condamné « *les actes d'intimidation nouveaux et toujours plus nombreux dirigés contre le Nicaragua ainsi que la gravité et le nombre croissant d'agressions dont il fait l'objet* ». Elle a constaté « *avec inquiétude que la situation au Salvador a continué de se dégrader parce que des problèmes sociaux et économiques n'ont pas été résolus et que la répression et l'intervention étrangère n'ont pas cessé* ». Les non-alignés ont « *prié instamment le gouvernement des États-Unis d'adopter une attitude constructive qui puisse contribuer à la solution pacifique du problème* ». Ils ont déclaré « *soutenir le droit inaliénable du peuple de Puerto-Rico à l'autodétermination et à l'indépendance* », et les « *revendications légitimes de liberté, de paix et d'indépendance exprimées par les peuples d'Amérique latine et des Caraïbes encore soumis à la domination et à la dépendance coloniales* ».

Enfin, ils ont réaffirmé leur appui à l'Argentine en vue d'« *obtenir sa souveraineté sur les îles Malouines par le biais de négociations* ». La conférence a reconnu que les Malouines, la Géorgie du Sud et les Sandwich du Sud font partie intégrante de l'Amérique latine.

GÉRARD VIRATELLE.

LE PROBLÈME DES EUROMISSILES

« Le moment est venu de faire de nouvelles propositions »

déclare le chancelier Kohl

« *Le moment est certainement venu de faire de nouvelles propositions* [à propos des euromissiles], *mais cela ne veut pas dire que nous devons renoncer à l'option zéro* (liquidation des missiles soviétiques à moyenne portée, non-déploiement des nouveaux engins américains en Europe) *en tant qu'objectif final* » a dit M. Kohl, chancelier ouest-allemand, dans un entretien accordé au *Washington-Post*, et publié dimanche 13 mars. « *Nous aurons peut-être une solution intérimaire, mais si des négociations sérieuses et approfondies ne conduisent nulle part, alors nous déploierons les fusées américaines* », a poursuivi le chancelier, qui a, par ailleurs, invité les Soviétiques à ne pas spéculer sur l'éventualité d'une « *période de désordre* » en R.F.A. à ce sujet.

L'appel de M. Kohl à trouver une solution intérimaire s'écartant de l'option zéro, initialement avancée par M. Reagan, fait écho aux propos tenus par le chancelier avant sa reconduction au pouvoir ainsi qu'à ceux de M. Colombo, ministre italien des affaires étrangères, au cours d'une récente visite à Washington. C'est dans le même sens que s'est prononcé M. Percy, président de la commission des affaires étrangères du Sénat. « *Le moment est venu d'agir* », a dit samedi 12 mars, le sénateur républicain, qui a invité M. Reagan à faire preuve de souplesse et à présenter une nouvelle proposition à Genève « *d'ici à la fin de la session de négociations en cours* ».

On sait que les pourparlers de Genève sur les armements nucléaires de portée intermédiaire doivent être suspendus à la fin de mars pour une pause d'environ deux mois.

Du côté officiel, on admet à Washington qu'une nouvelle initiative est envisagée, mais que la Maison-Blanche n'a pris aucune décision et que le gouvernement est divisé. Interrogé par la chaîne de télévision C.B.S. dimanche sur l'éventualité d'un accord intérimaire, M. Weinberger, ministre américain de la défense, a répondu : « *Je suppose qu'il pourrait y en avoir, s'il était dit d'emblée qu'aussitôt après la signature de cet accord intérimaire, nous nous retrouverions à nouveau pour négocier une étape finale, qui serait l'option zéro* ». On rappelle aussi officieusement les quatre conditions que M. Reagan a mises à la conclusion d'un accord : égalité des systèmes d'armes entre Américains et Soviétiques, non-prise en compte des forces françaises et britanniques, non-déplacement vers l'Est des SS-20 soviétiques, enfin mesures de vérification adéquates.

A Bruxelles, un diplomate de l'OTAN cité par l'A.F.P. a indiqué qu'aucune initiative n'est attendue dans les prochaines semaines. En particulier la réunion du groupe consultatif spécial de l'OTAN, prévue pour le 18 mars à Bruxelles, et celle des ministres de la défense de l'organisation militaire alliée les 22 et 23 mars au Portugal ne devraient être saisies d'aucune proposition nouvelle.

D'autre part, M. Arbatov, membre du comité central du P.C. soviétique et directeur de l'Institut d'étude des États-Unis, a déclaré au quotidien japonais *Asahi Shimbun* que des négociations sur une limitation des missiles nucléaires à moyenne portée en Extrême-Orient devraient concerner la Chine. Le Japon est également intéressé, qui aura en avril et en mai des consultations séparées sur les problèmes de sécurité avec les États-Unis et plusieurs pays d'Europe occidentale, annonce-t-on dimanche à Tokyo de source gouvernementale. M. Richard Burt, secrétaire d'État adjoint américain, se rendra au début d'avril à Tokyo pour ouvrir ces consultations.

M. Kissinger contre le MIRV

Parmi les autres propositions de réduction des armements avancées, *on note* celle des anciens responsables des gouvernements démocrates américains MM. McGeorge Bundy, McNamara, Cyrus Vance et l'amiral Zumwalt, qui demandent dans un article du *New York Times* une réduction du budget militaire des États-Unis, notamment par le maintien du personnel au niveau actuel, la renonciation au bombardier B 1 et au missile MX. Plus surprenante est la position de M. Kissinger, qui, après avoir largement contribué pendant la présidence Nixon a la généralisation de la fusée à têtes multiples (MIRV), suggère, dans un article confié au magazine *Time*, que les États-Unis renoncent, au besoin unilatéralement, à ce système d'armes qui a créé une « *disproportion entre le nombre des ogives et celui des lanceurs* » et se trouve ainsi « *au cœur de l'instabilité stratégique actuelle* ». L'ancien secrétaire d'État propose qu'un plafond de 500 missiles à tête unique soit négocié avec l'U.R.S.S. et que Washington renonce au MX à la condition que Moscou détruise ses missiles SS-18 sur une période de trois ans à partir de 1986. – (*A.F.P., U.P.I.*)

A TRAVERS LE MONDE

Etats-Unis

• UN ANCIEN AGENT DE LA C.I.A. EXTRADÉ D'ESPAGNE. – Un ancien agent de la C.I.A., M. George Korkala, détenu depuis 1982 à Madrid, a été extradé samedi 12 mars vers les Etats-Unis, a indiqué dimanche 13 mars la direction de la prison madrilène de Carabanchel. Le tribunal constitutionnel a confirmé le décision d'un tribunal madrilène accordant aux Etats-Unis l'extradition de M. Korkala, condamné en 1979 par contumace par un tribunal new-yorkais à cinquante-trois ans de prison pour trafic d'armes. – (*A.F.P.*)

Lesotho

• LE GOUVERNEMENT DE M. LEBUA JONATHAN a informé, jeudi 10 mars, l'ensemble du corps diplomatique, à Maseru, qu'il était menacé par l'Afrique du Sud, et avait envoyé un message urgent à Pretoria : « *Nous savons que les South African Defense Forces (S.A.D.F.), et d'autres groupes sont sur le point de nous attaquer. (...) Le Lesotho n'a aucune intention belliqueuse à l'égard de la République. (...) Nous demandons à son gouvernement de prévenir la conspiration ourdie contre nous* », lit-on dans le message. « *Qu'on nous fournisse les détails sur lesquels se fondent ces allégations et nous enquêterons*, a simplement répondu l'Afrique du Sud, *le département de la défense ne sait rien de la mise au point d'une telle attaque.* » – (*Corresp.*)

Libye

• LA SECTION FRANÇAISE D'AMNESTY INTERNATIONAL dénonce « *les menaces pesant sur les Libyens à l'étranger* » à la suite de l'appel des autorités libyennes, le 17 février, à « *liquider les ennemis du peuple et de la révolution* ». Amnesty International rappelle qu'une « *décision analogue en 1980 a abouti, en l'espace de quelques mois, à l'assassinat de onze Libyens vivant à l'étranger et à des tentatives d'assassinat contre quatre autres* ». « *Six Libyens voyageant comme touristes ou comme étudiants ont été déclarés coupables de quatre des assassinats* » qui ont eu lieu en Italie, en Grande-Bretagne, en Allemagne de l'Ouest, en Grèce et au Liban.

U.R.S.S.

• LA COORDINATION DE LA PROPAGANDE IDÉOLOGIQUE sera au centre de la réunion qui se tient lundi 14 et mardi 15 mars, à Moscou, des secrétaires des comités centraux des P.C. des pays du pacte de Varsovie. – (*A.F.P.*)

Yougoslavie

• LE GOUVERNEMENT DE BELGRADE a débloqué, vendredi 11 mars, 6 millions de dollars (41,5 millions de francs) pour l'importation de journaux et de périodiques des pays d'Europe occidentale. Les publications étrangères avaient disparu des éventaires yougoslaves il y a plusieurs mois à la plus grande irritation des touristes de ces pays, que l'on souhaite voir plus nombreux en raison de l'importance des rentrées de devises qu'ils représentent. – (*A.P.*)



EUROPE

Pologne

Des manifestations ont eu lieu à Gdansk, Wroclaw et Varsovie

Le début du seizième mois suivant l'instauration de l'état de guerre a été marqué, dimanche 13 mars, par des manifestations dans trois villes de Pologne. A Gdansk, un millier de personnes se sont rassemblées, à 13 heures, au pied du monument érigé devant le chantier naval à la mémoire des victimes des émeutes ouvrières de décembre 1970. Le cortège s'était formé un peu plus tôt, à l'issue de la messe dominicale à l'église Sainte-Brigitte, la paroisse des chantiers, et cela malgré l'opposition du Père Jankowski, le confesseur de M. Walesa. Faisant allusion aux tracts qui circulaient depuis plusieurs jours pour appeler à cette manifestation, le prêtre avait déclaré, dans son sermon : *« Je demande aux gens de ne pas répondre à cette provocation et de ne pas se laisser enfermer dans un jeu politique. » « Dans la situation actuelle,* avait-il ajouté, *la Pologne porte la croix, mais il s'agit pour nous de la porter avec dignité. »*

Cette prise de position s'explique sans doute par la volonté de l'Eglise d'éviter tout incident avant le voyage du pape, mais M. Walesa lui-même n'en a pas tenu compte. Le président du syndicat dissous a, en effet, tenté de se rendre en voiture au monument pour prendre part au rassemblement. Arrêté par un barrage de police et ayant dû rebrousser chemin, il a aussitôt fait savoir qu'il essaierait à nouveau, ce lundi, d'aller se recueillir devant le monument, comme le demandaient les tracts clandestins.

Cette attitude confirme les déclarations faites par deux fois la semaine dernière par M. Walesa, dans lesquelles il avait fait part de sa volonté de se montrer désormais *« plus ferme »* vis-à-vis des autorités. Vendredi, le dirigeant syndical – qualifiant au passage le prochain voyage du pape en Pologne de *« visite difficile »* en raison des *« nombreux problèmes qui n'ont toujours pas trouvé de solution »*, avait ajouté : *« La société doit avoir son mot à dire. Si rien ne change, dans cinq ans au plus tard, nous nous battrons à nouveau. »*

A 13 h. 15, alors que devant le monument les manifestants, bras levés dans le « V » de la victoire, chantent des hymnes à la gloire de Solidarité et scandent *« Libérez Anna ! »* – c'est-à-dire Mme Walentynowicz, dont le procès est en cours, – trois jeeps de la milice arrivent en trombe. Un premier appel à la dispersion est lancé dans l'indifférence générale. A la seconde sommation, des huées hostiles fusent de la foule maintenant cernée par une longue colonne de véhicules de la police anti-émeute. Lentement, les manifestants commencent à refluer. Les plus âgés passent sans encombre après avoir dû montrer leurs papiers. Les plus jeunes sont interpellés. Et, à 13 h. 40, alors que tout le centre de la ville est quadrillé, l'ordre est rétabli.

En fin d'après-midi, à Varsovie, ce sont quelque deux mille fidèles qui se rendent en cortège à l'église de la Sainte-Croix pour prendre part à une *« messe pour la patrie »* commandée, comme le 13 de chaque mois, par les *« milieux artistiques »*.

A la fin de l'office, apparemment dans le même souci qu'à Gdansk, le prêtre dénonce *« ceux qui n'ont rien à voir avec l'Eglise »* et n'y viennent que *« pour provoquer des manifestations »*. Il invite les fidèles à sortir dans le calme et en priant, mais un cortège se forme, prenant la direction de l'église Sainte-Anne où, chaque soir, des Varsoviens vont dire leur opposition au régime en allant se recueillir autour d'une immense croix de fleurs entretenue en permanence sur le sol du parvis. La milice a pris position. Les manifestants doivent se disperser dans les rues transversales. Les miliciens procèdent à de nombreuses interpellations – tout comme à Wroclaw, à la même heure, où ce sont là quelque trois mille personnes qui se sont retrouvées à l'intérieur de la cathédrale.

A Rome – où l'on attend toujours que l'invitation officielle à se rendre en Pologne soit remise au pape, – le primat, Mgr Glemp, prenant possession de l'église Sainte-Marie-en-Trastevere, dont il avait été nommé titulaire au moment de son élévation au cardinalat, a déclaré dimanche : *« Le communisme n'est pas chrétien, mais ce n'est pas une raison pour le combattre. Il faut au contraire dialoguer* [car] *l'Eglise n'atteint pas ses objectifs les plus importants en éliminant ses adversaires. Il n'y a jamais eu,* a-t-il ajouté, *de conflit entre l'Eglise et la nation. »*

● *Des exercices militaires tactiques* se déroulent en ce moment en Silésie, avec la participation d'unités de l'armée populaire polonaise, du groupe du Nord de l'armée rouge et de l'armée nationale populaire de la R.D.A., a annoncé samedi 12 mars la télévision polonaise. – *(A.F.P.)*

R.F.A.

LES ÉLECTIONS DANS LE SCHLESWIG-HOLSTEIN

Ni les libéraux ni les Verts ne sont représentés au Parlement régional

De notre correspondant

Bonn. – Comme la Diète de Mayence, celle de Kiel ne comprendra plus que deux partis – exception faite pour l'unique représentant de la minorité danoise (S.S.W.), non soumise à la barrière des 5 %. Les chrétiens-démocrates améliorent, avec 49 % des suffrages, leur score du 6 mars (48,5 %). Les sociaux-démocrates gagnent deux points (43,8 % contre 41,7 %), et les libéraux, avec 2,3 % des voix, disparaissent de la scène politique locale. Les Verts n'obtiennent que 3,3 % des suffrages et restent, eux aussi, à la porte du Landtag.

Le succès de la C.D.U. s'explique pour une large part par l'infortune du parti libéral, qui, dans cette région, s'était engagé à faire cause commune avec le S.P.D. *« Nous nous mettons en travers »*, telle était la devise de sa campagne télévisée. L'électorat n'a pas apprécié, et les libéraux se retrouvent réduits au petit noyau de leurs inconditionnels.

L'avance des sociaux-démocrates constitue un record historique dans cette région de l'entre-deux-mers plutôt conservatrice. Mais, avec seulement 34 des 74 sièges, le S.P.D. n'en est pas moins confiné dans l'opposition. Les Verts, dont le Schleswig-Holstein fut un des berceaux, n'obtiennent que 3,3 % des suffrages, alors qu'ils avaient atteint 5,2 % le 6 mars. La différence s'est sans doute reportée sur le S.P.D., qui a mené une campagne écologiste vigoureuse et qui avait une tête de liste avenante, l'ancien ministre de la culture du cabinet Schmidt, M. Björn Engholm. Son rival, M. Uwe Barschel, à trente-huit ans, est le plus jeune des ministres-présidents de la République fédérale. Il y a cinq ans, il a pris la relève de l'actuel ministre des finances, M. Stoltenberg, et continuera donc à régner à Kiel. Sa victoire ne faisait guère de doute, et la C.D.U. a déjà remporté au Schleswig-Holstein des majorités encore plus écrasantes (51,9 % en 1971; 50,4 % en 1975), mais, intervenant après le scrutin du 6 mars, elle confirme les chrétiens-démocrates comme premier parti ouest-allemand.

Le chancelier Kohl attendait cette confirmation presque superflue pour ouvrir les négociations devant conduire à la formation de son gouvernement. Sauf pour le ministère de l'agriculture, qui reviendrait à la C.D.U., alors qu'il était détenu jusqu'à maintenant par un libéral, M. Ertl, qu'on dit sur le départ, il ne devrait pas y avoir de grands changements dans la composition du cabinet.

Pour l'instant du moins, M. Strauss ne trouve pas sa place. Selon les dernières rumeurs, il devrait hériter du ministère des affaires étrangères si son titulaire, M. Hans Dietrich Genscher, briguait, avec le soutien de la C.D.U., la présidence de la République, qui vient à échéance dans un an. Combinaison qui paraît un peu «tirée par les cheveux», mais Bonn n'en est pas à cela près quand il s'agit de spéculer sur l'avenir «fédéral» de M. Strauss.

ALAIN CLÉMENT.

● *M. Erich Honecker,* chef de l'État est-allemand, a annoncé le dimanche 13 mars qu'il maintenait son projet de se rendre en République fédérale cette année. Cette visite, prévue l'an dernier, avait dû être annulée en raison de la crise politique de l'automne à Bonn. – *(A.F.P.)*

Espagne

Cent jours de pouvoir socialiste

(Suite de la première page.)

S'appuyant sur une majorité parlementaire sans précédent depuis l'avènement de la démocratie, le P.S.O.E. s'estime fondé à prendre des décisions douloureuses. Dévaluation, hausse du prix des combustibles, politique monétaire restrictive, augmentation de la fiscalité indirecte : le ministre de l'économie, M. Boyer, qui veut être plus prudent que les socialistes français, fait parfois figure de disciple de M. Raymond Barre.

A tel point que la politique d'austérité commence à provoquer des grincements de dents dans les milieux ouvriers. Cent mille personnes ont manifesté en janvier à Gijon, dans la région minière des Asturies, pour protester contre l'augmentation du chômage. Trente mille personnes ont fait de même en février à Sagunto, centre sidérurgique de soixante mille habitants près de Valence, pour dénoncer la fermeture d'un haut fourneau. Les socialistes savent qu'ils doivent réaliser la reconversion industrielle indispensable avant l'entrée dans la C.E.E. Il leur faudra donc procéder à des coupes sévères dans des secteurs aussi sensibles, en Espagne, que la sidérurgie ou les chantiers navals. Ils ont déjà reconnu que la bataille pour l'emploi était perdue pour 1983, alors que le chômage atteint 17 % de la population active.

Cette politique serait sans doute plus aisée à accepter par ceux qu'elle affecte si elle était accompagnée de quelques gestes de caractère social. Mais les responsables économiques, préoccupés avant tout par le déficit du budget, ne semblent pas prêts à desserrer l'étau. Lors de la difficile négociation collective entre le patronat et les centrales syndicales, le gouvernement n'a pas voulu faire pencher la balance du côté des syndicats. Alors que le programme électoral du P.S.O.E. prévoyait le *« maintien du pouvoir d'achat des travailleurs »*, ces derniers ont dû accepter une « fourchette » d'augmentation de salaires dont la limite inférieure est plus faible que l'inflation prévue.

Mesurer uniquement l'action de nos cent premiers jours en fonction des difficultés économiques est injuste, affirme-t-on dans les milieux dirigeants, car c'est le domaine où les progrès seront les plus lents. *« Nous ferons d'abord les réformes qui ne coûtent pas d'argent »* affirmait il y a peu M. Boyer.

La réforme de l'administration

La dépénalisation partielle de l'avortement est une réforme controversée. Elle ne suffira sans doute pas à mettre totalement fin aux interruptions clandestines de grossesse et aux voyages à Londres. Pour avoir franchi ce pas, les socialistes ont déclenché les foudres des catholiques conservateurs, dont le poids reste important dans ce pays où la laïcisation du droit est encore loin d'être achevée.

Un projet de réforme du code pénal a été envoyé au Congrès des députés. Un autre, qui prévoit le droit pour les prisonniers au secret d'être assistés d'un avocat (une mesure essentielle pour lutter contre les mauvais traitements infligés parfois aux détenus), doit l'être bientôt. De nouvelles dispositions, plus libérales, réglementent déjà les droits de réunion et d'association et l'*habeas corpus* va être institué.

En ce qui concerne la réforme de l'administration, un des thèmes favoris de M. Gonzalez, les socialistes ont innové. Instituer un système sévère d'incompatibilités dans le secteur public, dans un pays où le cumul d'emplois est une véritable institution ; faire respecter des horaires jusque-là théoriques : autant de mesures indispensables mais insuffisantes. Elles n'en suscitent pas moins des réactions. Les médecins menacent de faire grève, et les hauts fonctionnaires se sont croisés les bras.

En politique étrangère, la prudence reste de rigueur. L'U.C.D. semblait chercher dans une adhésion sans faille à l'OTAN la caution du monde occidental, dont elle avait fait le principal objectif de sa diplomatie. Le ministre des affaires étrangères du gouvernement socialiste, M. Moran, est, lui, partisan d'une stratégie plus « gaullienne » : il entend, à la fois, réaffirmer l'appartenance de son pays au monde occidental et bénéficier d'une plus grande autonomie. L'Espagne, affirme-t-il, ne peut se prononcer sur les problèmes mondiaux en réduisant chacun d'eux à un simple avatar de la tension Est-Ouest.

La diplomatie espagnole souhaite multiplier les « déblocages ». Avec la France d'abord. Comment espérer la convaincre de se montrer plus souple sur les sujets litigieux (problème basque, entrée dans la C.E.E.) si on la présente comme responsable de tous les maux espagnols ? Avec la Grande-Bretagne, ensuite, sur Gibraltar, en ouvrant partiellement la grille qui séparait depuis 1969 le Rocher du reste du continent. Avec le Maroc, enfin, même s'il faut mettre une sourdine à l'appui diplomatique traditionnel du P.S.O.E. au Polisario.

Les rapports avec l'OTAN

La question des rapports avec l'OTAN a été reportée à plus tard. D'une part, pour éviter que des pressions extérieures ne perturbent l'installation au pouvoir des socialistes. De l'autre, parce que M. Moran a conscience qu'une discussion avec l'alliance atlantique en période de tension Est-Ouest réduit sa marge de manœuvre. L'Espagne ne renégociera pas son statut au sein de l'OTAN tant que la polémique sur les euromissiles ne sera pas close. Elle ne révisera pas non plus ses relations avec Washington. C'est pourquoi la reconduction de l'accord bilatéral qui donne aux Etats-Unis le droit d'utiliser quatre bases militaires en territoire espagnol a été approuvée par les socialistes.

Reste le thème délicat des forces armées. Le P.S.O.E. a obtenu une certaine « décrispation » en échange de quelques gestes de bonne volonté.

A peine installé au gouvernement, M. Gonzalez a rendu visite à la division blindée Brunete. Et le ministre de la défense, M. Narcis Serra, a tenté de résoudre la quadrature du cercle : choisir des officiers dont la fidélité à la démocratie semble assurée, mais qui soient, en même temps, bien acceptés par les conservateurs de l'armée. Le changement reste lent dans les services d'information, dont le contrôle est indispensable pour étouffer dans l'œuf toute velléité des « ultras », en repli depuis le triomphe électoral socialiste, mais pas découragés pour autant.

M. Serra a présenté à la commission de défense du Congrès un plan ambitieux de réforme des forces armées, qui tend à améliorer leur niveau professionnel, et à les cantonner dans leur vraie mission : défendre le pays contre toute agression extérieure. Cette réforme implique un redéploiement des unités de choc des villes vers les frontières, un nouvel enseignement militaire et de nouveaux critères de promotion, les aptitudes professionnelles l'emportant sur l'ancienneté.

Pour compenser cette audace calculée, M. Serra a repoussé certains problèmes difficiles, comme l'éventuel octroi d'une retraite aux militaires républicains enrôlés après le 18 juillet 1936, ou la réintégration des officiers expulsés pour avoir appartenu à l'Union militaire démocratique (U.M.D.), organisation clandestine née dans les casernes avant la mort de Franco pour appuyer le retour à la démocratie.

« Il nous faut d'abord désamorcer l'hostilité des centres traditionnels de pouvoir », affirmait il y a peu le vice-président du gouvernement, M. Alfonso Guerra. La formule illustre la stratégie des socialistes face aux forces armées, au patronat et plus généralement aux « pouvoirs de fait », comme on dit à Madrid. Elle a permis que l'installation de la gauche au gouvernement, pour la première fois dans l'histoire du pays, se déroule sans heurts.

THIERRY MALINIAK.

● *L'existence de « courants d'opinion »* est désormais admise au sein du parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.), mais la critique des résolutions adoptées par la direction du parti reste interdite à l'extérieur. Ainsi en a décidé la conférence d'organisation réunie à Madrid le samedi 12 mars. C'est une légère concession à l'aile gauche, minoritaire, qui réclame encore une modification du mode de scrutin dans les congrès du P.S.O.E.

AFRIQUE

Zimbabwe

M. Nkomo n'est autorisé à demeurer en Grande-Bretagne qu'une semaine

M. Joshua Nkomo, chef de l'opposition au Zimbabwe, est arrivé à Londres, le dimanche 13 mars, en provenance du Botswana, via Johannesburg. Il s'était réfugié au début de la semaine dernière dans le pays voisin du Zimbabwe, affirmant que le premier ministre, M. Mugabe, voulait le faire assassiner. Il continue de penser que sa vie est en danger, à la suite de la répression menée contre ses partisans par l'armée du gouvernement central de Harare dans la région du Matabeleland. M. Nkomo a indiqué qu'il ne voulait pas devenir un exilé et qu'il retournerait au Zimbabwe dès que sa sécurité y serait assurée.

Notre correspondant à Londres, Daniel Vernet, nous précise que M. Nkomo est entré en Grande-Bretagne comme un simple citoyen du Commonwealth. Il a obtenu du Foreign Office une autorisation de séjour limitée à une semaine.

De notre envoyé spécial

Harare. – *« M. Nkomo est le bienvenu. Il peut rentrer au Zimbabwe. Sa sécurité sera assurée. Je ne vois pas de raison d'interdire la ZAPU »*. A son retour de New-Delhi, samedi 12 mars, le premier ministre, M. Robert Mugabe, a tenu des propos apaisants à l'adresse du chef de l'opposition. Lors d'une conférence de presse, il a estimé que la fuite de ce dernier n'affecterait pas la position des quatre ministres appartenant à la ZAPU. *« Bien sûr,* a poursuivi M. Mugabe, *si M. Nkomo incitait son parti à violer les lois et à trahir le pays, nous reconsidérerions cette question »*. Le premier ministre a précisé qu'il ne pouvait garantir que la police abandonnerait ses poursuites contre M. Nkomo, mais, a-t-il ajouté *« je ne suis pas sûr que l'affaire était importante au point de l'inciter à fuir le pays »*.

Interrogé par un journaliste occidental sur les atrocités commises dans la province du Matabeleland par les soldats de la 5e brigade de l'armée nationale, M. Mugabe est sorti de ses gonds, ce qui lui arrive rarement en public. Scandant sa réponse en frappant du poing sur la table, il a déclaré : *« Nous sommes un pays indépendant. Vos capitales ne nous dicteront pas notre conduite. Nous enquêterons nous-mêmes. Est-ce qu'Amnesty International est allée enquêter en Irlande du Nord ? Si vous invoquez des atrocités, donnez-nous des preuves concrètes. Nous sommes humanitaires. Nous ne voulons pas voir les gens mourir pour rien. »*

Cette mise au point est une première réponse indirecte aux préoccupations de plus en plus vives exprimées par plusieurs gouvernements occidentaux quant aux exactions contre les civils. L'ambassadeur américain à Harare, M. Robert Keeley, avait été reçu vendredi, à sa demande par le vice-premier ministre, M. Simon Muzenda. Le diplomate a exprimé l'*« inquiétude »* des États-Unis, tout en souhaitant qu'ils puissent continuer à entretenir avec le Zimbabwe des relations *« chaleureuses et fructueuses »*.

L'administration Reagan a demandé au Congrès d'accorder au Zimbabwe 15 millions de dollars encore en suspens au titre du budget en cours et surtout de voter dans son intégralité le programme d'aide pour 1983-1984, d'un montant de 75 millions de dollars. Les diplomates américains à Harare reconnaissent que le climat au Congrès à ce sujet est *« plutôt frais »*. Avec une assistance triannuelle de 225 millions de dollars, les États-Unis sont le principal pourvoyeur d'aide bilatérale au Zimbabwe.

Plus significative encore est la décision annoncée vendredi par la Suède. Dans l'attente d'un supplément d'informations sur les violences au Matabeleland, l'Agence de coopération suédoise a choisi de repousser l'examen de son programme d'aide au Zimbabwe. Il s'élevait cette année à 16 millions de dollars. Ce geste à d'autant plus de portée que la Suède entretient de longue date des rapports chaleureux avec la ZANU de M. Mugabe, qu'elle est considérée ici comme le pays occidental le plus désintéressé et le moins *« impérialiste »* et qu'elle jouit de ce fait d'une image de marque excellente.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

AMÉRIQUES

Uruguay

Le « révérend » Moon achète la troisième banque du pays

Montevideo (A.F.P.). — L'Église de l'unification, la secte du « révérend » *Sun Myung Moon*, vient de prendre le contrôle du troisième établissement bancaire d'Uruguay, la Banque de crédit, écrivait vendredi 11 mars l'hebdomadaire *Correos de los viernes*, qui s'inquiète de l'importance croissante des activités de la secte dans le pays. Selon l'hebdomadaire, des représentants de l'Église de l'unification ont acheté la majorité des actions de la Banque de crédit, qui possède vingt-neuf agences dans le pays et emploie plus de six cents personnes.

Cette opération, qui n'a pas rencontré d'objections de la part de la Banque centrale d'Uruguay, vient s'ajouter à plusieurs autres déjà réalisées en Uruguay par la secte, poursuit le *le Correos de los viernes*, qui cite le rachat à l'État d'un grand immeuble du centre de la capitale, celui de l'Hôtel Victoria Plaza — *le plus grand du pays — pour 16 millions* de dollars, et celui d'un quotidien pour 10 millions de dollars.

L'hebdomadaire estime que l'Uruguay est à présent la principale base de l'Église de l'unification en Amérique latine et évoque la possibilité que le pays deviennent le centre mondial du « Moonisme ».

L'Église de l'unification constitue un véritable empire financier dans le monde. Fondée en 1954 par le « révérend » *Moon, un ancien pasteur* presbytérien coréen, et installée aux États-Unis, « *car Dieu a choisi l'Amérique pour rallier le monde contre l'athéisme communiste* », la secte a pour objectif de « *sauver le monde de Satan* » et du communisme.

Canada

Les enseignants québécois prolongent la trêve avec le gouvernement

De notre correspondant

Montréal. — Les enseignants québécois se sont prononcés, dimanche 13 mars, en faveur d'une prolongation de la trêve de leur mouvement *revendicatif, trêve décrétée il y a* trois semaines pour permettre une reprise des négociations entre leur syndicat et le gouvernement (*le Monde* du 22 février). Estimant que *le processus de conciliation engagé* par l'intermédiaire de trois personnalités indépendantes a donné des résultats « *encourageants* », les dirigeants de la Centrale de l'enseigne*ment* du Québec (C.E.Q.) ont recommandé à leurs membres de prolonger la trêve.

Les enseignants se sont mis en grève le 26 janvier pour protester contre les nouvelles conventions collectives que le gouvernement québé*cois leur avait imposées après* l'échec de longues négociations. Pour réduire le déficit des finances provinciales et faire face à une situation économique très difficile (15 % *de chômage), le gouvernement* social-démocrate et indépendantiste de M. René Lévesque avait décrété d'autorité des réductions de salaire pouvant aller jusqu'à 20 % pour le premier trimestre 1983.

Les enseignants s'opposent également à l'aggravation de leur charge de travail et au plan de mise en disponibilité de plusieurs milliers d'entre eux à la suite de la réduction substantielle du nombre d'élèves, due à la baisse de la natalité.

Au-delà de la défense d'intérêts purement corporatistes, on assiste en fait à un débat de fond entre le parti québécois (P.Q.) et le monde syndical, qui avait largement contribué à porter ce parti au pouvoir. Les syndicats sont amers et estiment que le gouvernement de M. René Lévesque les a trahis. Ils lui reprochent en particulier d'avoir fait adopter par l'Assemblée nationale du Québec des mesures exceptionnellement sévères (*loi 111) pour contraindre* les enseignants à reprendre le travail. Des incidents sérieux ont eu lieu le 5 mars à Québec, lors d'une réunion du P.Q. Des ministres et des députés ont été pris à partie et bousculés par des manifestants.

BERTRAND DE LA GRANGE.

El Salvador

La guérilla a marqué de nombreux points sur le terrain

M. Weinberger : « L'U.R.S.S. tente d'attaquer les Etats-Unis par le sud »

M. Napoléon Duarte, dirigeant démocrate-chrétien et ancien membre de la junte de gouvernement, a dénoncé, samedi 12 mars, un « vide de *pouvoir* » au Salvador et estimé que les élections générales, qui doivent avoir lieu avant la fin de l'année, « n'apporteront pas de solution à la crise ». Mgr Rivera y Damas, archevêque de San-Salvador, a déclaré, de son côté, que l'Eglise était en « faveur d'une solution pacifique du conflit et pour l'autodétermination du peuple ». A Washington, M. Weinberger, secrétaire à la défense, a justifié l'accroissement de l'aide militaire américaine au Salvador en affirmant que « l'U.R.S.S. tentait d'attaquer les Etats-Unis par le sud ». Sur le terrain, la guérilla a marqué de nombreux points, *mais elle est encore loin du pouvoir*.

De notre envoyé spécial

San-Salvador. — « *Je viens de relire tous les livres dont s'inspirent les subversifs depuis deux mille ans*, confie le général Vides Casanova, directeur de la garde nationale. *Il nous arrive ce qui est arrivé aux autres.* « *Ils* » *utilisent toujours la même tactique qui consiste essentiellement à jouer de nos contradictions.* »

Les révolutionnaires salvadoriens sont encore assez loin du pouvoir, mais ils ont repris l'initiative ces derniers mois, comme vient de le reconnaître le général Garcia, ministre de la défense. La situation est telle que *si les insurgés attaquent ou menacent* de le faire dans un secteur, l'état-major doit envoyer tous les renforts *nécessaires* pour desserrer l'étau, risquant de subir une attaque ailleurs ; la guérilla est aujourd'hui capable de s'emparer de villes importantes.

C'est ainsi que s'explique la prise de Berlin, au début du mois de février, ou le long siège de Suchitata. Dans le premier cas, les révolutionnaires avaient commencé par faire pression sur San-Francisco-Gotera, chef-lieu du département de Morazan. L'armée avait envoyé six mille hommes, dont tous ses bataillons d'élite, car elle craignait que les insurgés ne tentent de créer une « zone libérée ».

Profitant de cette concentration dans l'est du pays, le F.M.L.N. a attaqué au centre et s'est emparé de Berlin, au cœur de la région la plus riche du pays. Les gains militaires étaient sans doute modestes, mais l'impact politique, national et international, a été considérable.

L'état-major a ensuite rappelé la plupart des unités préalablement envoyées dans le Morazan, ne laissant sur place que l'un des bataillons d'élite formés aux États-Unis. « *Notre tâche consiste à pourchasser la guérilla, à ne lui laisser aucun répit*, nous avait confié le major Corado, commandant en chef adjoint du bataillon. *Nous faisons des patrouilles de jour comme de nuit ; nous leur tendons des embuscades. Nous espérons leur porter des coups assez sérieux pour qu'ils soient contraints de passer du temps à se réorganiser.* »

Moins d'une semaine après cette déclaration, le bataillon devait être ramené en catastrophe dans ses casernes. Il risquait en effet, dans les vallées encaissées de Perquin, de subir une défaite qui, selon un officiel américain, aurait pu, toutes proportions gardées, « *ressembler à Dien-Bien-Phu* » (1).

« *Ils font des progrès plus rapide que l'armée* », reconnaît le même officiel à propos des guérilleros. Au cours des trois offensives qui ont suivi les élections en mars 1982 (*juin-juillet*, octobre-décembre et janvier-février), le Front Farabundo Marti de libération nationale a en effet progressé.

Capable maintenant de mobiliser plusieurs centaines d'hommes sur un seul objectif, le F.M.L.N. a étendu ses zones d'opération autour de ses bastions traditionnels du Morazan et du Chalatenango, ainsi que dans le « grenier » du pays : le triangle Usulitansan-Vincente-San-Miguel. Il coordonna ses actions d'un bout à l'autre du territoire et peut leur *assurer une continuité qui ne laisse* jamais de véritable répit aux forces armées depuis le mois d'octobre.

Grâce à sa capacité de concentration contre des postes militaires relativement peu défendus, où la multiplication d'embuscades de plus en plus meurtrières, le F.M.L.N. a accru ses prises d'armes chez l'ennemi. Des dizaines de milliers de cartouches, des centaines de fusils automatiques, quelques mitrailleuses lourdes et des mortiers ont été enlevés aux soldats du général Garcia. Les insurgés peuvent ainsi engager *davantage de combattants en* armes et utiliser de l'armement lourd dans leurs attaques contre les villes.



Des prisonniers vite relâchés

Leur tactique, intelligente, selon les responsables des forces armées, consiste à remettre leurs prisonniers à la Croix-Rouge après quelques jours de capture. Les officiers récupèrent même leur pistolet à leur *libération*.

Ce comportement embarrasse le commandement, qui préfère renvoyer les prisonniers libérés dans leurs foyers, de peur qu'ils ne démoralisent leurs camarades de combat dans l'hypothèse où ceux-ci seraient encerclés par la guérilla et incités à se rendre.

Le changement d'attitude des insurgés est également sensible dans leurs rapports avec la population. Radio-Venceremos, leur radio, est plus crédible, même pour des Américains, que le bureau de presse des forces armées. Les sabotages sans discrimination sont moins fréquents, de même que les exécutions de mouchards après la prise de villages. Dans certains cas, comme à Perquin ou autour de Berlin, ils vont même jusqu'à imposer un salaire minimum pour la cueillette du café (le double de celui que payent les propriétaires).

Aucune des ces avancées de la guérilla n'est suffisante à court terme pour bouleverser le cours de la guerre, et l'on estime, du côté américain, que « *les tactiques classiques de contre-guérilla devraient suffire pour garder le contrôle de la situation militaire* ». Encore faut-il que le Congrès accorde des crédits pour la formation et l'équipement des soldats salvadoriens.

L'inertie officielle et les divergences au sommet sont préoccupantes. « *Certains officiers ont encore du mal à comprendre que la guerre se fait vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept*, affirme un observateur militaire occidental. *Ils ont les fesses collées à leurs sièges, ou bien ils se livrent à de gigantesques opérations de nettoyage d'une efficacité douteuse au lieu de maintenir une pression constante, de jour comme de nuit, pour empêcher la guérilla de se reposer et la mettre sur la défensive.* »

Crise au sein de l'armée

La crise politique qui a éclaté en janvier entre le colonel Ochoa et le général Garcia a affaibli les forces armées et a permis de cristalliser des divergences *importantes*. On reproche souvent à l'actuel ministre de la défense de faire passer les liens d'allégeance personnelle avant les critères professionnels dans les affectations, ou encore de confondre les tâches strictement militaires normalement attribuées à l'état-major et les fonctions administratives et politiques qui sont celles du ministre. Tout cela amoindrit le dynamisme dans la conduite de la guerre.

Mais le général Garcia a une vertu essentielle aux yeux des Américains : il est, plus que ses rivaux, sensible aux aspects internationaux du conflit. Les conseillers américains estiment cependant que certains officiers plus jeunes, mieux formés, plus « durs » seraient sans doute capables de mener la guerre de manière plus efficace. Mais ils pourraient aussi commettre des *abus, qui ne faciliteraient pas le vote* par le Congrès américain des crédits indispensables.

Une commission a été créée à la suite de la crise de janvier. Elle comprend le directeur de la garde nationale, le commandant en chef de l'aviation et le vice-ministre de la *défense, c'est-à-dire les principaux* candidats à la succession du général Garcia. Il n'est pas exclu que la commission trouve un compromis tant sur les personnes que sur la façon de mener la guerre. La « nouvelle ligne » pourrait, si l'on se réfère aux désirs des Américains tels qu'ils sont formulés par un des membres de leur ambassade, comporter les points suivants : amélioration de la coordination, de la formation et de la mobilité des unités, augmentation de la « mobilisation populaire » sous forme de défense civile en s'inspirant de l'exemple guatémaltèque. Quant aux réformes, il suffit, selon l'ambassade américaine, « *que les apparences soient sauves. L'important, c'est l'effet produit sur les populations* ».

En supposant ces questions résolues, il restera deux problèmes techniques et graves. Le premier concerne la grande autonomie des commandants de bataillons, responsables directement devant l'état-major sans passer par l'intermédiaire classique de la brigade. Il en résulte une moindre coordination et une plus grande difficulté pour planifier les actions conjointes, ce qui est fâcheux au moment où la guérilla est nettement plus efficace.

Deuxième problème : les unités d'élite. Tout indique qu'elles sont plus efficaces que les autres, mais il a fallu, pour les constituer, regrouper les meilleures troupes et le meilleur matériel. En conséquence, le gros des forces armées ne donne pas une impression très favorable. Les unités « ordinaires » sont souvent commandées par des officiers de la vieille école qui ont le plus grand mal à s'adapter à la guerre révolutionnaire.

L'équilibre est de plus en plus instable. « *Favorable aux forces armées en octobre, il est devenu favorable aux guérilleros en février* », estime un fonctionnaire de l'ambassade des États-Unis. Les autorités et leurs alliés américains croient encore que cette tendance peut être renversée rapidement. Si l'aide arrive en quantité suffisante et si la crise interne de l'armée est rapidement résolue. « *La situation n'a pas assez évolué pour nous faire changer de politique* », disent-ils encore.

Les insurgés, de leur côté, ont deux obstacles sur leur route : leur faiblesse dans les villes, particulièrement dans la capitale; et leur tendance connue au triomphalisme. L'armée ne peut certes tout défendre à la fois, mais elle est encore capable de faire des incursions dans les secteurs les plus reculés du territoire national, au cœur des bastions de la guérilla. Le temps de la guerre de position conçu comme un développement de la guerre de guérilla n'est pas encore venu.

FRANCIS PISANI.

(1) Allusion à la cuvette de Dien-Bien-Phu, dans le haut Tonkin, où les troupes françaises encerclées par le Vietminh, au printemps 1954, subirent une défaite qui mit fin à la guerre française au Vietnam.

PROCHE-ORIENT

A WASHINGTON

M. Shamir s'efforce de réduire la tension israélo-américaine

Washington. — Pour débloquer *les négociations entre Israël et le Liban*, les Etats-Unis ont pris une nouvelle initiative : inviter simultané*ment à Washington les ministres des affaires étrangères de ces deux pays*, MM. Shamir et Salem, qui se trou*vent dans la capitale depuis le samedi 12 mars*. Il ne s'agit pas d'un « *mini Camp David* ». Les deux invités s'entretiennent séparément avec les responsables américains, et on n'attend de ces échanges aucun résultat spectaculaire. Ce n'est pas un transfert à Washington des négociations de Khaldé, mais simplement un moyen de sortir de l'impasse à un échelon plus élevé.

Dimanche, après de longs entretiens au département d'État, M. Shamir a déclaré : « *Il est clair pour nous que le gouvernement libanais ne sera pas capable, dans un avenir proche, de contrôler la sécurité de son territoire au moyen de ses propres forces. Nous sommes donc convaincus qu'une coopération est nécessaire entre le Liban et nous pour atteindre cet objectif.* »

La délégation libanaise a été très déçue par cette déclaration, qui *semble évoquer une* « *zone de sécurité* » au Liban-Sud avec des postes d'observation israéliens et l'établis*sement de patrouilles mixtes dans* lesquelles les troupes du major Haddad joueraient un rôle prépondérant. N'est-ce pas *inacceptable par Beyrouth* ? M. Salem attendait néanmoins d'être reçu à son tour, lundi, par le secrétaire d'État — qu'il avait déjà rencontré l'avant-veille — pour savoir si Jérusalem ne proposait vraiment rien de nouveau.

Officiellement, M. Shamir est venu faire part aux Etats-Unis des préoccupations de l'État hébreu quant à sa sécurité. Préoccupations immédiates, avec l'installation de missiles SAM-5 soviétiques en Syrie, et préoccupations futures, après le retrait de son armée du Liban.

De notre correspondant

Mais cette visite est interprétée comme un assouplissement de l'atti*tude israélienne à l'égard de Washington*, sinon de Beyrouth.

On y voit la « main » de M. Mo*shé Arens, l'ancien ambassadeur* aux Etats-Unis, devenu ministre de la défense à la place du général Sha*ron. C'est lui qui a poussé M. Shamir* à se rendre à Washington, pour mieux y expliquer la position israé*lienne et pour améliorer les rapports* — devenus très difficiles — avec l'administration Reagan.

Une raison supplémentaire incitait à faire ce voyage : court-circuiter MM. Philip Habib et *Morris Draper, les envoyés spéciaux* américains au Proche-Orient, qui gênent le gouvernement de M. Begin en l'empêchant d'exercer une pression directe sur les Libanais. Mais le département d'État n'a pas été dupe : *MM.* Habib et Draper étaient là, pendant le week-end, pour accueillir le ministre israélien. Et on a bien fait comprendre à celui-ci que leur mission continuerait.

Les SAM-5 en Syrie

L'installation de fusées soviétiques SAM-5 en Syrie est un bon argument pour M. Shamir et pour le lobby *pro-israélien du Congrès*, mais c'est un argument à manier avec prudence, car il peut se retourner *contre eux : Israël ne prétendait-il pas que son opération militaire au* Liban avait écarté l'U.R.S.S. du Proche-Orient ?

Le Pentagone est préoccupé par ces SAM-5. Jamais, souligne-t-on, les Soviétiques n'avaient installé dans la région des fusées aussi redoutables. Avec un rayon d'action de 250 kilomètres, elles peuvent menacer des avions israéliens au décollage et même des appareils américains en Méditerranée. Mais c'est *moins le matériel qui inquiète le* Pentagone que le personnel — soviétique — chargé de le faire fonctionner et de le défendre. L'U.R.S.S. prend, en effet, le risque d'être directement affectée par une attaque israélienne à un moment particulièrement délicat, puisque des « marines » américains se trouvent au Liban.

Washington et Jérusalem ne se sont toujours pas mis d'accord sur le partage des renseignements militaires recueillis pendant la guerre du Liban. Le Pentagone veut éviter de s'engager à long terme, pour ne pas compromettre le développement de ses relations militaires avec certains pays arabes, comme la Jordanie. Quant à Israël, il réclame des garanties précises pour que les renseignements fournis aux États-Unis ne soient pas transmis aux autres membres de l'alliance atlantique, risquant ainsi, à ses yeux, de tomber entre les mains du K.G.B... Cette controverse illustre surtout le manque de confiance qui s'est progressivement instauré entre les deux capitales, et spécialement entre M. Weinberger, secrétaire à la défense, et le général Sharon.

Cinquante-sept membres de la Chambre des représentants viennent d'écrire au chef du Pentagone pour le presser de trouver un accord avec Jérusalem. « *Israël a utilisé plus d'une centaine d'armes américaines, jamais testées dans un combat à une telle échelle*, soulignent-ils. *Et les Syriens ont utilisé beaucoup d'armes soviétiques dont nous savons peu de chose.* » Selon ces représentants, une analyse détaillée des capacités américaines et soviétiques est indispensable : non seulement pour définir les tactiques et les productions futures, mais encore pour réaliser des économies dans le budget de la défense.

ROBERT SOLÉ.

Au Sud-Liban

SEPT SOLDATS ISRAÉLIENS BLESSÉS DANS UNE EMBUSCADE

Sept soldats israéliens ont été blessés, dimanche matin 13 mars, lorsque leur patrouille, opérant au nord de Saïda (Sud-Liban), a été attaquée par des éléments utilisant des armes légères et des roquettes de type bazooka. Les autorités militaires israéliennes ont démenti l'information de Radio-Liban (officielle) selon laquelle quatre soldats israéliens auraient été tués dans cet accrochage.

Par ailleurs, l'agitation qui se manifeste depuis plusieurs semaines dans les territoires occupés s'est encore étendue en Cisjordanie et à Gaza, où des incidents ont été signalés dans la plupart des villes. La grève des services, des écoles et des *magasins était totale dimanche* à Ramallah et à El-Bireh. L'armée israélienne a tenté de briser les grèves des commerçants en cassant les cadenas des boutiques et en forçant les magasins à ouvrir. A Hébron, des soldats israéliens ont soudé trente devantures de magasins en grève. Les autorités ont fermé l'université islamique et l'institut polytechnique. Le couvre-feu est un vigueur dans quatre camps de réfugiés de Hébron.

L'agitation a également gagné Gaza, où ont eu lieu dimanche matin des manifestations de protestation contre la tentative d'extrémistes juifs de pénétrer sur l'esplanade des mosquées à Jérusalem. A Naplouse, une partie de la vieille ville est toujours sous couvre-feu. La situation est également tendue à Jérusalem-Est. — (A.F.P.)

société

LES EXPLOSIONS DE MARSEILLE

Un enfant gitan tué par un colis piégé

De notre correspondant régional

Marseille. – L'explosion qui s'est produite, *dimanche 13 mars, en fin* d'après-midi, chemin de Sormiou, dans le quartier de la Cayolle, à Marseille a provoqué la mort d'un enfant âgé de onze ans. Son frère, cinq ans, est blessé. L'explosion serait d'origine criminelle. Les deux enfants, deux frères d'origine gitane, Christophe et Nicolas Lachouman, onze et cinq ans, jouaient sur un terrain vague à proximité de la cité de transit « le Baou ». L'explosion n'a eu aucun témoin direct. Un engin a-t-il été lancé en direction des enfants, *comme on l'a tout d'abord* cru ? Ou ceux-ci l'ont-ils ramassé eux-mêmes sur le terrain vague ? Selon les policiers, la seconde hypothèse est la plus vraisemblable.

L'aîné des deux frères a eu les bras et les jambes déchiquetés. Son état était considéré comme *« très grave »* dimanche soir par les médecins de l'hôpital de La Timone, où il avait été transporté avec son frère. Il est mort lundi matin.

Le 12 juin 1981, peu avant la tuerie d'Auriol, une bombe avait déjà explosé dans le même quartier de la Cayolle, faisant un blessé léger. Depuis cette date, la cité de transit, où vivaient deux cents familles d'origine gitane et maghrébine, a été presque entièrement évacuée par ses habitants. – G.P.

DEUX FEMMES ÉCROUÉES

La patronne, Mme Michèle Pantalacci, et la serveuse, Mme Annick Pillaert, du bar marseillais Le Kilt, où avaient été vus les deux hommes, qui ont péri dans la nuit du 7 au 8 mars, lors de l'explosion d'un colis piégé qu'ils transportaient, ont été inculpées d' « association de malfaiteurs » et écrouées, samedi 12 mars, à la prison des Baumettes.

Mme Pantalacci, placée sous garde à vue le 11 mars, avait indiqué aux enquêteurs, que les deux victimes, Daniel Scotti, « Johnny » Jean Chicin et Marc Monge – qui est toujours recherché par les policiers – ainsi qu'un quatrième homme, dont l'identité n'a pas été révélée, avaient quitté son établissement peu avant l'explosion, dans la nuit de lundi à mardi.

M. MICHEL BLUM, NOUVEAU PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME.

M. Michel Blum a été élu président de la Fédération internationale des droits de l'homme, où il succède à M. Daniel Mayer, nommé président du Conseil constitutionnel, qui avait donné sa démission.

Fondée en 1922, la Fédération internationale des droits de l'homme est un organisme non gouvernemental. Elle est représentée à l'ONU, à l'UNESCO et au Conseil de l'Europe. Parmi ses activités, on relève chaque année de nombreuses missions d'observation dans le déroulement des procès dont les accusés sont poursuivis en raison de leurs opinions et de leurs activités politiques. Elle conduit aussi des enquêtes dans les pays dont elle estime que les gouvernements mettent en danger, par la répression ou la mise en place de législations particulières, l'exercice des libertés et des droits de l'homme.

[Né le 19 novembre 1935 à Paris, M. Michel Blum, avocat à la cour d'appel de cette ville depuis 1960, avait été vice-président de la Ligue française des droits de l'homme de 1960 à 1970. Il avait ensuite occupé, à la Fédération internationale, les fonctions de secrétaire général adjoint avant d'en devenir le secrétaire général.]

● *Incendie criminel dans un poste de police à Paris.* – Un engin incendiaire a été lancé dimanche 13 mars vers 4 h 30 dans un poste de police attenant au commissariat du quartier Charonne, 66, rue des Orteaux à Paris (20e), provoquant un incendie qui n'a pas fait de victime. Le local était inoccupé.

Klaus Barbie, les camps de concentration ...et les journalistes

De notre correspondant

Lyon. – Dans son édition du 12 mars, *le Progrès* de Lyon a publié de larges extraits du premier interrogatoire sur le fond, de Klaus Barbie auquel avait procédé le juge d'instruction, M. Christian Riss le 24 février à la prison Saint-Joseph. D'après le procès-verbal, que *le Progrès* s'est procuré, Klaus Barbie répond à toutes les questions, mais ses réponses sont le plus souvent : *« Je ne sais pas »* ou *« Ce n'est pas moi »*.

Au sujet de la déportation du personnel et des enfants juifs de la colonie d'Izieu, dans l'Ain, il dit : *« Personnellement, je n'ai pas participé à l'opération et je n'ai vu aucun enfant dans l'école militaire. Il est possible que j'aie eu connaissance du résultat et que j'aie rendu compte à mes chefs. »*

Pour la déportation aux camps de concentration d'Auschwitz et de Ravensbruck de six cent cinquante personnes environ, dont la moitié de juifs, par le convoi ferroviaire ayant quitté Lyon le 11 août 1944, la défense de Barbie est la suivante : *« Je sais que les trains partaient en Allemagne, mais leur destination n'était pas connue. Je savais simplement que les juifs allaient être conduits dans un camp de concentration, mais je n'en avais jamais vu de mes propres yeux. En revanche, je ne savais pas ce qui se passait dans ces camps de concentration. Vous savez que beaucoup de personnes en sont revenues. »*

Sur une intervention de son défenseur, Me Alain de La Servette, Klaus Barbie estime : *« Mes attributions spécifiques étaient la lutte contre la Résistance, mais toute mon affaire a été grossie par les journalistes. »*

Enfin, si l'inculpé admet qu'il existait *« des instructions officielles concernant les interrogatoires renforcés à appliquer aux cas très rebelles »*, il assure n'avoir personnellement jamais utilisé les salles de bains et baignoires qui existaient dans *les locaux du S.D. de Lyon pour* torturer.

La publication de ce procès-verbal a suscité une certaine émotion au palais de justice de Lyon où le procureur de la République, M. Jean Berthier, a tenu à préciser que les informations publiées *« n'ont pas été livrées par un magistrat du parquet ou de l'instruction »*.

« ROCK CONTRE POLICE » : BAGARRES A AUBERVILLIERS

De violentes bagarres ont éclaté samedi 12 mars à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) à la fin d'un concert de musique rock intitulé « Rock contre Police » et auquel étaient venus assister quatre cents jeunes gens. Prenant à la lettre le thème de cette manifestation et le libellé des affiches qui l'annonçaient, représentant un groupe prenant d'assaut une voiture de police, un certain nombre des assistants s'en sont pris vers 19 h 30 aux policiers qui surveillaient les abords de l'usine désaffectée, rue Jollois, où avait eu lieu le concert. Armés de barres de fer et de cocktails Molotov, les manifestants ont mis le feu à deux voitures de police. Un commissaire divisionnaire, M. Maurice Fourcadier, atteint par un projectile, a été légèrement blessé à la tête.

Les gardiens de la paix devaient interpeller sept jeunes gens dont un seul a finalement été déféré au parquet du tribunal de grande instance de Bobigny.

SCIENCES

Retards pour la sixième mission de la navette spatiale américaine

Déjà retardée à deux reprises, de la fin du mois de janvier à la mi-mars, puis à la fin de ce mois, la sixième mission de la navette spatiale américaine n'aura lieu qu'après Pâques (3 avril). On vient en effet de découvrir dans le satellite T.D.R.S.S.-1 (1), qui doit être mis en orbite à cette occasion, des grains de sable. Ceux-ci auraient pénétré dans la soute de la navette lors d'un violent orage qui s'est abattu sur le pas de tir. Ces poussières pourraient bloquer certains mécanismes du satellite, qui doit être complètement démonté et nettoyé.

Cette sixième mission sera la première pour la navette Challenger – les cinq précédentes ont été accomplies par la navette Columbia. Or Challenger a connu des problèmes de moteurs. Une fuite d'hydrogène liquide fut décelée lors d'un essai des moteurs le 18 décembre dernier. Les analyses faites par la suite ont fait apparaître plusieurs autres fissures. Il a fallu retirer les trois moteurs de Challenger et réparer certaines pièces, de façon quelque peu improvisée. L'origine commune de ces incidents semble être la puissance requise des moteurs de Challenger, un peu plus grande que celle des moteurs de Columbia.

Ce nouveau retard affecte sérieusement le dispositif déjà serré des futures missions. Le septième lancement était programmé pour le 27 mai, le huitième, qui mettra en orbite T.D.R.S.S.-2, pour le 25 juillet ; enfin le 30 septembre le neuvième vol devrait permettre la première mission du Spacelab, ce laboratoire orbital fourni à la NASA par l'Agence spatiale européenne (ESA) et rempli à parts égales d'expériences proposées par des laboratoires européens et d'expériences d'origine américaine. Or le flot d'informations à transmettre pour ces expériences exige la présence en orbite des satellites T.D.R.S.S. Il semble cependant que la mission du Spacelab puisse être remplie à 90 % si un seul T.D.R.S.S. est disponible, *mais certains scientifiques contestent* cette proportion.

Un lancement le 25 juillet semble la dernière limite pour que *T.D.R.S.S.-2 soit opérationnel fin* septembre. D'autre part il n'est possible de reculer la mission Spacelab que de quelques jours, certaines expériences d'astronomie exigeant que la Lune soit nouvelle. De plus une mission « militaire » – donc prioritaire – de la navette est programmée pour la mi-novembre. Le premier « créneau » disponible ensuite est en février 1984.

Cela ferait un gros retard pour une mission qui était à l'origine prévue en décembre 1980. L'ESA et la NASA préfèrent s'en tenir au 30 septembre, quitte à ne disposer que d'un seul satellite T.D.R.S.S.. Mais si les incidents continuent à *s'accumuler, même cette solution de* secours devra être abandonnée.

M. A.

(1) Le « Tracking and Data Relay Satellite System » est un nouveau système de communication spatiale grâce auquel la navette peut être constamment en communication avec le sol. Il sera constitué de deux très gros satellites – 2,5 tonnes chacun – placés en orbite géostationnaire à 36000 kilomètres d'altitude au-dessus de l'équateur. Cet éloignement leur permettra de relayer les transmissions entre la navette et le contrôle au sol, même quand la navette sera de l'autre côté de la Terre par rapport aux Etats-Unis.



Le Monde

culture

CINÉMA

« L'AFRICAIN » de Philippe de Broca

Un troupeau de clichés

Charlotte (Catherine Deneuve), envoyée du Club Méditerranée, saute dans le premier avion pour l'Afrique centrale, en quête du prochain paradis perdu où planter le bonheur sur commande. Elle y retrouve le farfelu M. Victor (Philippe Noiret), son mari en instance de divorce. Rien n'arrive ni ne peut arriver, sauf que nous visitons de merveilleux paysages, voyons des troupeaux d'éléphants en liberté dans un parc naturel, naviguons *à travers la brousse, sur un* raffiot nommé *Africa Queen*, lointain hommage à John Huston.

Philippe de Broca aligne les clichés du vieux colonialisme, avec pauvres *Blancs piqués de folie douce, non* moins braves Noirs du plus pur style « l'Afrique vous parle », et, en outre, un odieux trafiquant de défenses d'éléphants.

La qualité des cascades et acrobaties en tout genre se compense pas l'indigence du thème : nous nous croyons revenus aux bons vieux documentaires d'antan, exaltant la *culture de pays sublimes où vivent* des peuplades exotiques. Paternalisme bien vivant, « y a bon Banania ».

L. M.

★ Voir les exclusivités.

THÉATRE

« CORIOLAN » A GENNEVILLIERS

L'homme sans père

Le Théâtre de Gennevilliers présente *Coriolan* de Shakespeare : grandeur et décadence d'un patricien, général vainqueur à la guerre, *vaincu par la politique*. L'adaptation est de Jean-Michel Deprats ; la mise en scène de Bernard Sobel ; le décor des peintres Gilles Aillaud et Titina Maselli.

La salle est une arène. Les gradins s'étalent en large demi-cercle, face à une chantier où traînent des bouts de charpente, des tronçons d'aqueduc. Des passerelles, des arcades, mènent on ne sait où. Un espace déserté, alternativement champs de bataille et champs de débat. *Au fond, côté cour*, est perchée une estrade avec un piano.

A l'exception d'une parenthèse moderne au début de la seconde partie, les personnages sont vêtus à l'antique. *Les femmes sont enveloppées* de voiles qui font chatoyer des dégradés de rouge. Les hommes portent des casques, des armures, des toges dont les plis semblent sculptés dans de l'argile ocre, rose. On dirait des moulages monochromes de bas reliefs reconstitués, impression accentuée par les attitudes, les groupes composés en scènes de genre dans la manière des tableaux Renaissance.

Derrière ce vernis de sophistication, Bernard Sobel monte la pièce *au ras des mots*, avec une *fidélité* pointilleuse, un souci de dépouillement qui va vers l'ascétisme et le style « plein air » des années 50.

La pièce raconte un conflit qui dépasse le moment historique. D'un côté, il y a Rome, une entité dont les sénateurs sont les prêtres plus que les maîtres. De l'autre, il y a Coriolan, individu absolu voué à l'héroïsme. Il est soldat, méprise les politiciens *autant que le peuple*. On en a fait souvent le modèle du chef fasciste tiré vers l'homosexualité. La vision de Bernard Sobel est moins abrupte, son Coriolan, c'est Bertrand Bonvoisin.

Élève de Vitez, Bertrand Bonvoisin trouve ici son troisième rôle avec Bernard Sobel, après *Fatzer* et *Edouard II*, roi faible, personnage friable à l'opposé du général romain. *« La première indication sur le rôle »*, dit-il, *je l'ai trouvée dans l'insulte qui est adressée à Coriolan juste avant qu'il soit assassiné :* « petit homme de larmes »... *J'ai cherché le personnage à travers ce que les autres disent de lui, dans ce qu'il ne montre pas ».*

« En travaillant peu à peu, j'ai découvert sa solitude, continue Bertrand Bonvoisin. *Il rejette tout, tout lui fait mal, il ne supporte pas les regards. A partir de là, la vie publique lui est interdite. Quand il consent à s'y engager, pour satisfaire au destin dont rêve sa mère, il signe son arrêt de mort. Quand il accepte de faire les démarches nécessaires, il se force et le montre. Il est incapable d'aller jusqu'au bout de ce qu'il considère comme une trahison de lui-même. Il se sent trahi par tous. Il est dépourvu d'humour, pour sourire, trop convaincu de sa vérité et d'être seul à la détenir, trop sûr de ne pas être entendu quand il parle... »*

Le spectacle se centre sur Coriolan et ses partenaires directs, les autres apparaissent comme des comparses, y compris sa mère et Menenius son allié. L'attention est *prise par trois personnages*, trois comédiens exceptionnels : Hubert Gignoux, tribun du peuple, homme d'appareil *sans illusion ni passion*, machine intelligente qui, à peine effleurée, se met en marche, machine à manipuler les idées et les hommes ; Jean-Baptiste Malartre, Aufidius, jeune guerrier ébloui et déchiré, intrépide et timide. Entre Coriolan et lui, il y a davantage qu'un attrait amoureux.

Le Coriolan de Bertrand Bonvoisin, malade du monde dans lequel il vit, *crispé sur lui-même, lutte* avec sa violence suicidaire. Il est sans peur et dangereux. Atrocement seul. Fascinant.

Gignoux, Malartre, Bonvoisin, trois comédiens qui consolent de l'aridité monotone du spectacle.

COLETTE GODARD.

★ Théâtre de Gennevilliers, 20 heures.

«HOMME POUR HOMME », de Brecht à Ivry

Le sexe, qu'est-ce ?

Dans le hall du Théâtre des Quartiers d'Ivry trône un immense portrait de Brecht, dont les lunettes sont deux écrans de télévision. Sur scène, à mi-hauteur, le fond noir s'ouvre en ovale : une paupière, mais ce n'est pas un œil qui apparaît, c'est *un couple posant pour une photo de* mariage.

Les premières répliques sont dites sur un ton de lecture, comme si les époux séparés correspondaient par lettres. *Et c'est vrai : Galy Gay* sera bientôt séparé de sa femme, à cause de trois soldats de l'armée des Indes, surpris alors qu'ils pillaient un temple. L'un deux, en fuyant, s'arrache une grosse touffe de cheveux. Comme sa tonsure le dénonce, il se cache. Ses compagnons accostent *Galy Gay, l'enivrent, lui* font endosser les habits et le nom du fugitif. Un homme en vaut un autre, l'essentiel est que le nombre y soit. Voilà que le doux Galy Gay se transforme *en héros sanguinaire...*

les éclairages donnent une profondeur de forêt exotique et des reflets de laque sombre aux décors de Gérard Didier, qui, parfois, semblent *vus de loin derrière de fines persiennes*. Effet de distance, irréelle beauté des images sur lesquelles se plaquent les corps épais des soldats. La mise en scène de Philippe Adrien tourne la pièce en farce cauchemardesque dont la trivialité se trouve bridée par une sorte de gravité sardonique ; une histoire affreuse racontée par quelqu'un de très raffiné.

Brecht pose la question : qu'est-ce qu'un homme ? Philippe Adrien met en accusation les mythologies de la virilité, autant d'ailleurs dans la photo mièvre du couple enamouré que dans sa vision des mœurs et comportements de l'armée, monde clos sur des idées simplistes d'autorité *et de règlements indiscutables*, monde de trouffions qui tuent le temps en attendant le casse-pipe ; monde de brutalité rigolarde et facile, castratrice à force de glorifier les *caractères de l'homme masculin*.

Il ne s'agit pas d'antimilitarisme. L'armée est juste un lieu privilégié pour hommes entre eux. La seule femme est la veuve Begbick, femme sans homme et *cantinière*, autrement dit servante. L'armée est, chez tous les peuples de la terre, une frontière entre l'adolescence et l'âge d'homme. Tu seras un mâle mon fils...

Philippe Adrien pose la question : qu'est-ce qu'un mâle, qu'est-ce qu'un individu appartenant au sexe fort ? Vaste question sans réponse. Mais elle est posée nette, débarrassée de ses légendes, des idées reçues. Les symboles de castration jalonnent *ironiquement le* parcours de Galy Gay et il finit, derrière un gros canon qui tire avec de petits chuintements ridicules de gros ronds de fumée. Pourtant, d'évidence, il est *un homme*.

Miloud Khetib est un Galy Gay chaleureux, plein de douceur et de naïveté. A aucun moment il ne domine la situation, il ne possède aucune des qualités dites viriles. Mais — affaire de talent — on ne le regarde pas comme s'il était un ange.

C.G.

★ Théâtre des Quartiers d'Ivry — 20 h 30.

AU DEJAZET

« Tristan et Yseult » pour mémoire

Ce sont de grandes ondes musicales qui parcourent comme le vent les côtes de Cornouailles et d'Irlande. Autour des murailles, ou des falaises (mais il s'agit aussi d'un peuple figé par quelque cérémonie sacrée), se coule la brume. La voix d'un récitant domine les flots de Tintagel pour dire les amours de Tristan de Loonois et d'Yseult la blonde.

Ombres claires, les amants maudits flottent dans la lumière noire : marionnettes géantes ? Si l'on veut. Voiles qui tremblent, épée qui se dresse, casque scintillant, yeux de feu, chevelure d'or, s'affrontent les signes fantomatiques de la légende, abandonnés dans l'espace comme cailloux jetés à la mer. Les autres personnages, rois, chevaliers, traîtres sont les morceaux détachés de la falaise, l'opaque granit qui méconnaît l'amour.

C'est un avant-Moyen Age qui se dresse sur le théâtre à travers la cruauté, la tendresse folle d'un des plus beaux textes du monde, porté par des images lentes et une musique forte. Il faut courir à ce *Tristan et Yseult* de la compagnie Daru, moment rare de vraie poésie *populaire*.

BERNARD RAFFALLI.

★ *Déjazet*, 20 h 30, jusqu'au 15 mars.

EXPOSITIONS

RUE BERRYER

Serpan ou la vie en rouge

Lorsque Geneviève Bonnefoi organisa, à l'abbaye de Beaulieu-en-Rouergue, la première rétrospective de Iaroslav Serpan (1922-1976), un an après la disparition en montagne du « vivant, ô combien » peintre-poète-écrivain-biologiste-mathématicien, certains n'arrivaient pas à croire à sa mort. Maintenant qu'on sait, on ne pouvait différer davantage l'hommage posthume qui a trouvé, rue Berryer, un espace à sa *taille*.

Devant le déploiement de cette œuvre effervescente, le visiteur n'est pas au bout de ses surprises. En trente ans de fièvre créatrice, que de *mutations brusques* ! La cassure radicale de mai 68 — près de trois ans de silence pictural — ne les explique pas toutes. Peut-être chaque manière débouchait-elle sur une impasse, et Serpan — ses textes le pouvent — était assez clairvoyant pour passer à d'autres exercices, en concordance avec *sa courbe* personnelle, paramètre des variations de la sensibilité contemporaine — et non des modes.

Sans dommage pour une peinture dont *chaque mue mérite le même* intérêt, à commencer par les délires oniriques d'un surréalisme temporaire : *Dissection d'un paysage* (1946), les trois *Gynandrologies* (1947), etc., où des yeux déjà percent le support. Après l'intermède raffiné de la période « cachemire », on assiste de salle en salle, dès les années 50, à l'explosion-implosion de l'abstraction lyrique.

C'est le règne du signe qui prolifère follement en tourbillons vertigineux, qui multiplie ses aigrettes, ses griffures, ses dards menaçants, parfois sur des fonds mauves (*Teutaogotmifu n° 145*) ou bleus (*Crectsachl n° 149*), qui recouvre en entier des surfaces de plus en plus vastes, qui se change pour finir en écriture, peu ou prou, orientale.

Noire calligraphie spiralée, virgulée, qui devient blanche dès 1956, s'agrège et se structure avant le « coup de théâtre » de 1957, quand ces formes immaculées, tel un monstrueux insecte déchiqueté (*Onhmicrg n° 819*), se plaquent sur le « rouge, rouge absolu ». A notre sens, l'un des points culminants d'une trajectoire en dents de scie.

Soudain, à partir de 1971, ayant rempli son temps de réflexion avec des sculptures rigides en bois et polystyrène *peints*, Serpan change de cap, mais, toujours, il « voit rouge » dans ses compositions fléchées, proches de l'imagerie du pop-art ou de la bande dessinée, où l'objet, toutefois, est « *pris comme signe pur, abstrait, hors de son appartenance au système fonctionnel qui lui donne la vie* ».

Il s'en donne à cœur joie, c'est le mot, dans ses « *narrations sans histoire* » et ses « *natures presque mortes* », dont le plus dynamique exemple est ce motard surpris en pleine course (*Hojkn n° 967*), auquelles vont succéder des collages flamboyants d'éléments puisés dans la réalité quotidienne des magazines et de la publicité.

Collages dissimulés, qui laissent aux stars et aux cover-girls leurs sourires stéréotypés, *Femmes éclatées*, où de plus en plus Serpan cède à l'ivresse des accumulations multicolores, dans un crescendo démentiel (*K 29* par exemple) qui ne s'achèvera pas, car le dernier est resté en suspens, interrompu par le départ vers la mort, encore plus démesuré, exécuté avec une frénésie prémonitoire.

Nouvelle étape avant d'escalader d'autres sommets — non mortels ceux-là — inattendus ? On ne le saura jamais. En tout cas, l'exposition coordonnée, sous l'impulsion de Gérald Gassiot-Talabot, par Geneviève Bonnefoi et Lucienne Serpan, avec le concours de la Délégation aux arts plastiques, demeure ouverte.

JEAN-MARIE DUNOYER.

★ Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue Berryer.

MUSIQUE

« LA RONDE » DE MICHEL CHION

Du côté de chez Schumann

Que c'est rare et réconfortant une œuvre contemporaine gaie, vivante, intelligente, qui à chaque instant vous offre des surprises. Michel Chion avait déjà donné des preuves de son talent avec, notamment, son *Requiem* (1), profond et iconoclaste à la fois, ou *On n'arrête pas le regret*. Il récidive avec une composition d'à peine une demi-heure, *la Ronde*, récemment présentée par le Groupe de recherche et qui fait bien augurer de sa prochaine grande fresque sur *la Tentation de Saint-Antoine*.

Musicien électro-acoustique. Michel Chion est également cinéaste (membre de la rédaction des Cahiers du cinéma), *ce qui, comme l'a remarqué justement François Delalande, l'incite à travailler les sons comme des images et lui donne ainsi une place particulière parmi ses collègues ; on a souvent l'impression de revenir aux premières réalisations de musique concrète, à la* Symphonie pour un homme seul *ou à d'autres pages de Pierre Schaeffer et de Pierre Henry, auquel il a d'ailleurs consacré un beau livre (2).*

Cette Ronde *tresse une guirlande de dix petites pièces dont les titres font songer à Schumann et à Séverac* (« Pensées du matin, L'été, Playtime, Jardins jadis, Prière », etc.) *et le rapprochement s'impose, car si le matériau est concret, il en reste rarement à sa signification première, toujours élaboré comme un thème. Ces* « traductions musicales du quotidien » *vont bien au-delà de* « reportages filmés », *comme les excellents* Presque rien *de Luc Ferrari, où l'on a l'impression (fausse) que l'auteur a laissé ouvert sa caméra-micro pour capter un paysage sonore se déroulant dans un temps déterminé.*

Ici les motifs sont composés avec un art qui surdétermine et déborde leur petit signal pittoresque, comme la Marseillaise *dans* Feu d'artifice, *de Debussy ou le son du cor dans telle* Scène de la forêt, *de Schumann.* Jardins jadis, *pour prendre un exemple simple, entremêle un tumulte de fête populaire, un orchestre de foire, un orgue de barbarie, les appels d'un camelot et d'un photographe, une voix de fond d'un vieux phonographe, sans qu'on ait le moindre sentiment de « cliché » : pas une photo, mais une évocation comme la* Symphonie pastorale...

Souvent le travail de Michel Chion est encore plus subtil ; on a la sensation d'un matériau concret, mais qui a pris un sens musical plus mystérieux ; telle cette Ariette *gaie et légèrement mélancolique, faite d'une petite danse à cloche-pied reprise par une sorte d'orgue et de murmures d'oiseaux ; ou bien* Pour Lucienne, *avec un bruit de guêpe ou de pétrolette au loin, des pages qu'on tourne, une voix à l'accent espagnol, une chouette, quelques notes de violoncelle.*

Tout cela est bref, personnel, imprévu, sans bavardage, avec beaucoup de présence musicale entre les « notes » ou les images qui forment des marqueteries précieuses et délicates.

Au même concert du Groupe de recherche, on entendait aussi avec intérêt deux œuvres d'un Argentin qui habite l'Angleterre, Alejandro Vinao (1951). Un orchestre imaginaire *et* Go. *Invention de timbres très orchestraux par des moyens électroniques, certes, la première manque cependant de consistance d'ensemble, peut-être parce qu'elle était comme émiettée dans l'espace par « l'acousmonium » (batterie d'innombrables haut-parleurs, qui convenait parfaitement, au contraire, à la* Ronde), *et donne une impression un peu molle de musique planante.*

Dans Go, *travail à partir de la percussion et de voix dans le genre « Swingle Singers », une séquence assez rigoureusement structurée, mais trop isolée, dénote un réel talent qui a besoin de s'affermir.*

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Disque INA-GRM, 689-05.

(2) Ed. Fayard-SACEM. Remarquable analyste de musique classique, Michel Chion a écrit de nombreux articles dans le récent *Larousse de la musique*.

Lu

SOUTANE ROUGE », de Roger Peyrefitte

Un ennui mortel

Pauvre Peyrefitte ! Comment en un plomb vil l'idée en or s'est-elle changé ? Sans être originale, elle *méritait* mieux. La mort brutale de Jean-Paul Ier, trente-trois jours seulement après son élection à la papauté et dans des circonstances, pour tout dire, assez mystérieuses, ont amené plus d'un — surtout dans les milieux du Vatican — à se poser des questions. Pourquoi, mort à 23 heures, le pape n'a-t-il été trouvé que le lendemain matin *alors qu'il avait* une sonnette à la portée de la main ? Est-il vrai, comme l'a confié une infirmière de la clinique Gemelli qui a vu le corps, que les mains du pape étaient restées crispées ? Et pourquoi a-t-on refusé de faire une autopsie ?...

Questions troublantes, certes. Mais de là à bâtir tout un roman autour de l'assassinat, par le K.G.B. bien entendu, de Paul VI, du métropolite russe Nikodim, de Jean-Paul Ier, du cardinal Villot, du général Della Chiesa, du cardinal Benelli, sans parler de l'*attentat contre* Jean-Paul II, il y a abus. Et encore, s'il y avait une véritable histoire pour lier la sauce, on serait prêt à avaler la pilule, mais l'intrigue est vraiment trop maigre.

Quant aux personnages, ils manquent totalement d'épaisseur. Passe encore d'affubler les personnages historiques de pseudonymes transparents — Larvenkus pour Marcinkus, Attyla pour Wojtyla, Bidona pour Sindona, Hulot pour Villot, avec, en prime, des jeux de mots : Cappella pour Della Chiesa et Laloire pour Garrone, — mais pourquoi certains gardent-ils leurs vrais noms — Nikodim, Brejnev, Andropov — et pas d'autres ?

Les erreurs de détails agacent — écrire patriarche de Varsovie au lieu de Venise (p. 91) ou attribuer à Gabriel D'Annunzio la phrase de Shakespeare « *le reste fût silence* », — surtout chez un écrivain qui se targue de son purisme ; mais le plus navrant est le manque de finesse, de légèreté, qui faisaient la joie des lecteurs de Peyrefitte première manière. *On est loin de la* sensibilité des *Amitiés particulières* et même de l'humour subtil *des Clefs de Saint-Pierre*.

Le niveau auquel l'auteur de *La mort d'une mère* est tombé se juge aux épisodes graveleux. Ce n'est plus de l'érotisme, ni même de la pornographie, mais une description quasiment clinique dans sa crudité. Finalement — et c'est la pire injure qu'on puisse faire à un roman policier, — ce livre est ennuyeux. C'est un comble !

ALAIN WOODROW.

★ Mercure de France, 206 pages, 60 francs.





SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LES ÉMIGRÉS, Déchargeurs (236-00-02), 20 h 30.
LAZARE DUPRON, Villejuif, Th. Romain-Rolland (726-15-02), 21 h.

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50), 19 h 30 : la Chauve-Souris.
SALLE FAVART (296-06-11), 19 h 30 : la Traviata.
COMÉDIE FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : Intermezzo.
CHAILLOT (727-81-15), Grand foyer, 20 h 30 : Rendez-vous avec la revue *Poésie*.
BEAUBOURG (277-12-35). Débats et rencontres musées : 16 h, 19 h : nouveaux films B.P.I. ; 14 h à 22 h : Cinéma du réel. – Concerts-Animation : 20 h 30 : Mauricio Kagel.
THÉATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83) (voir concerts).
THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77), 20 h 30 : Ensemble intercontemporain.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon.

Les autres salles

ARTS-HEBERTOT (387-23-23), 21 h : *Moi.*
CIRQUE MORENO (782-02-82), 20 h 30 : Djebel Amour.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Élysée.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 30 : Hôtel Jawat et de la plage.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : Argent mon bel amour.
ÉPICERIE (272-23-41), 18 h 30 : les *Chants de Maldoror.*
ESCALIER D'OR (523-15-01), 21 h : Match d'Impro.
GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), 20 h 30 : la Chienne dactylographe.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : le Cirque.
LUCERNAIRE (544-57-34), I. 18 h 30 : les Enfants du silence ; 21 h : *Six heures au plus tard ; II. 18 h 30 :* Yes peut-être ; 20 h 30 : la Noce ; 22 h 15 : Troubadours de Pendule ; Petite salle, 18 h 30 : Om-Saad.
MARIGNY, Salle Gabriel, (225-20-74), 21 h : l'Education de Rita.
NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : Hold-up pour rire.
POCHE (548-92-97), 21 h : le Butin.
POTINIÈRE (261-44-16), 20 h 45 : Sol : *je m'égalomane à moi-même.*
TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79) I. 20 h 30 h : l'Ecume des jours.
THÉATRE DES DÉCHARGEURS (236-00-02), 18 h 30 : Agir, je viens.
TH. DE DIX HEURES (606-07-48), 22 h 30 : la Croisade ou du sang pour l'éternité.
THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
THÉATRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : la Crosse en l'air ; 20 h 30 : Le mal court.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Tohu-Bahut ; 22 : le Président.
BEAUBOURGEOIS (272-08-51), 19 h 30 : Service non compris.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I : 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : Les Démones Loulou. – II : 21 h 30 : Qui a tué Betty Grandt ? ; 22 h 30 : Version originale.
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), I : 18 h 30 : Laissez chanter les clowns ; 20 h 15 : Tiens, voilà doux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : L'amour, c'est comme un bateau blanc. – II : 20 h 30 : Les blaireaux sont fatigués ; 22 h : De la fantaisie dans l'orangeade.
LE FANAL (233-91-17), 20 h : J. Mailhot ; 21 h 15 : Étoiles rouges.
PATACHON (606-90-20), 20 h 30 : Un sifflet dans la tête.
POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Tranches de vie.
LA TANIÈRE (337-74-39), 20 h 45 : B. Haillant ; 22 h 30 : G. Delahaye.
THÉATRE DE DIX HEURES (606-07-48) 18 h 30 : le Grand Ecart.

Le music-hall

CENTRE CULTUREL DE L'ABBAYE (354-30-75), à 21 h : Jean Mambrino (poésie).
OLYMPIA (742-25-49), 21 h : Serge Reggiani.
PALACE (246-10-87), 20 h 30 : Nicole Croisille.
PORTE DE LA MUETTE (288-46-10), 20 h 45 : Les nuits du cirque.

La danse

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES (723-47-77), le 9 à 20 h 30 : Spectacle de l'école de danse de l'Opéra de Paris.
THÉATRE 18 (226-47-47), 20 h : Théâtre et musique.

Les concerts

LUNDI 14

ÉGLISE DE LA TRINITÉ, 21 h : Orchestre des concerts Lamoureux, dir. : J. Von Websky (Brahms).
RADIO-FRANCE, Grand Auditorium, 20 h 30 : Th. Paraskivesco, J. Estournet, M. Strauss (Haydn, Finzi, Schubert).
CITÉ INTERNATIONALE, Grand Théâtre, 20 h 30 : Quatuor Schumann (Brahms, Schumann).
ATHÉNÉE, 21 h : C. Lévi-Minzi.
SALLE PLEYEL, 20 h 30 : Orchestre Colonne, dir. : Cl. Bardon (De Falla, Debussy, Ravel).
LA PASSERELLE, 20 h 30 : S. Shraddhananda Giri, J. Becker (ragas).
GAVEAU, 20 h 30 : B. Flavigny (Debussy).
THÉATRE MUSICAL DE PARIS, 18 h 30 : P. Badura-Skoda, duo N. Palmier, J. Rigal ; Jeune Philharmonie (Mozart).

Lundi 14 mars

Jazz, pop, rock, folk

NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : Stan Getz, Chet Baker.
PALACE (246-10-87), 20 h 30 : Hatz.
PATIO (758-12-30), 22 h : Eddie Cleanhead Vinson.
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : V.S.O.P. Ragtime.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : F. Varis, D. Cravic, Y. Torchinsky, J. Jony.
SLOW CLUB (233-84-30), *21 h 30 : M.* Laferrière.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : Gérard Badini, Swing Machine.
CAVERNE D'ALIGRE (340-70-28), 20 h 30 : Solo et Namana.
ELDORADO (208-45-42), le 13 : 20 h : Léo Kottke.
DUNOIS (584-72-00), 20 h 30 : Conversation II.
MUSÉE D'ART MODERNE, PETIT AUDITORIUM (723-61-27), 20 h 30 : Martial Solal.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux *moins de treize ans*, (**) *aux moins de dix-huit ans.*

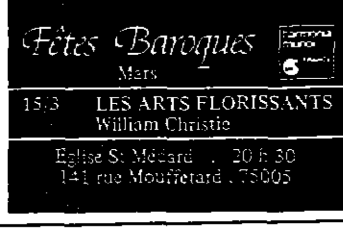
La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)
Relâche.
BEAUBOURG
(278-35-57)

15 h, Hommage à P. Perrault : Gens d'Abitibi ; 17 h, la Leggenda del Piave, de R. Freda ; 19 h, J. Chabot : la Fiction nucléaire.

Les exclusivités

L'AFRICAIN (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; *Mazéville, 9e (770-72-86)* ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
ALL BY MYSELF (A., v.o.) : St-Séverin, 5e (354-50-91).
AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) : Rio-Opéra, 2e (742-82-54)
ANTONIETA (Fr.-Mex., v.o.) : Trois Parnassiens, 14e (320-30-19).
L'AS DES AS (Fr.) : Gaumont-Berlitz, 2e (742-60-33)
LES AVENTURES DE PANDA (Jap., v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85)
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).
LA BALANCE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Calypso, 17e (380-30-11) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).
LE BATTANT (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Ambassade, 8e (359-19-08).
LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 13e (271-52-36) ; Cluny-Écoles, 5e (354-20-12) ; Biarritz, 8e (723-69-23).
BLADE RUNNER (A., v.f.) (*) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
LA BOUM No 2 (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).
BRISBY ET LE SECRET DE NIMH (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).
LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (329-83-11).
LE CAMION DE LA MORT (A., v.f.) : Gaîté-Boulevard, 9e (233-67-06).
CAP CANAILLE (Fr.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42).
CAPITAINE MALABAR DIT « LA BOMBE » (It.-A., v.f.) : Paramount-City, 6e (562-45-76) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
CINQ JOURS CE PRINTEMPS-LA (A., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C.-Champs-Élysées, 8e (359-12-15) ; 14 Juillet-Bastille, 12e (357-90-81) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
CLEMENTINE TANGO (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).
COBRA (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
COMÉDIE ÉROTIQUE D'UNE NUIT D'ÉTÉ (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (623-25-97).
LE CRIME D'AMOUR (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
DANTON (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Cujas, 5e (354-89-22) ; Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Miramar, 14e (320-89-52).
DE MAO A MOZART (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).

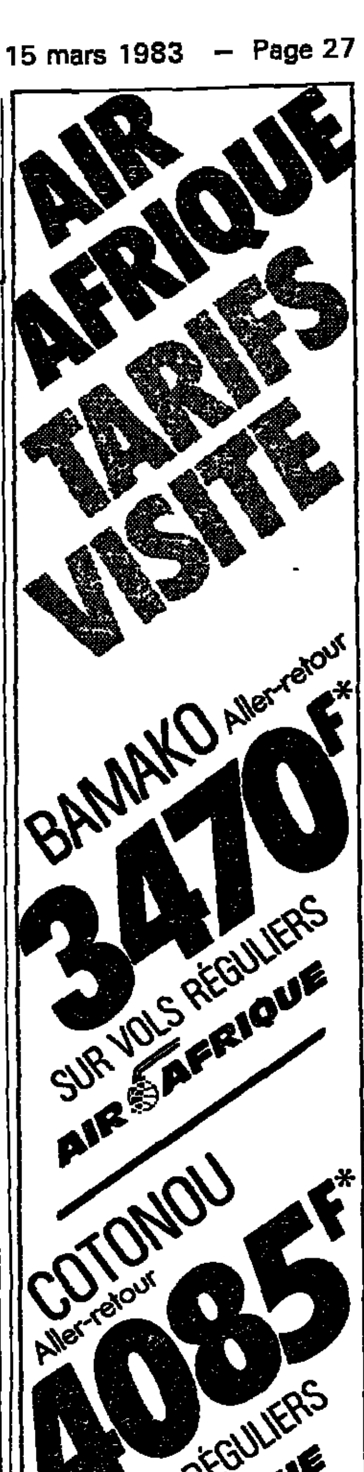


LES FILMS NOUVEAUX

LA BARQUE EST PLEINE, film suisse-allemand de Markus Imhoof, v.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38).
LE CHAT NOIR (*) film italien de Lucio Fulci, v.o. : Paramount-City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
L'ECRAN MAGIQUE, film italien de Gianfranco Mingozzi, v.o. : Denfert, 14e (321-41-01).
FANNY ET ALEXANDRE, film suédois d'Ingmar Bergman, v.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Champs Elysées, 8e (359-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
HALLOWEEN III, LE SANG DU SORCIER (*) film américain de Tommy Lee Wallace, v.o. : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Magic-Convention, 15e (828-20-32) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
HORREUR DANS LA VILLE (*), film *américain de Michael Miller*, v.o. : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Max Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
MORTELLE RANDONNÉE, film français de Claude Miller. Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18 (606-34-25) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
SANS RETOUR (*), film américain de Walter Hill, v.o. : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Images, 18e (522-47-94).
TE SOUVIENS-TU DE DOLLY BELL ? film yougoslave d'Emir Kusturica, v.o. : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).









SPECTACLES

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost. - A.). (V. ang.) : *Gaumont-Halles, 1er (297-49-70)* ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — (V.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Images, 18e (522-47-94).

DIVA (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Pan*théon, 5e (354-15-04)*.

L'ENFANT SECRET (Fr.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77).

L'EMPRISE (A., v.o.) (*) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; *v.f.* : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50).

L'ÉTÉ DE NOS QUINZE ANS (Fr.) : Le *Paris, 8e (359-53-99)*.

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).

L'IMPOSTEUR *(It., v.o.) : Forum, 1er* (297-53-74) ; St-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11)

J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; *Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e* (331-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

LE JOUR DES IDIOTS (All., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

MAYA L'ABEILLE (Autr., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LES MISÉRABLES (Fr.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

LA MORT AUX ENCHÈRES (**) (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

MY DINNER WITH ANDRE (A., v.o.) : St-André des Arts, 6e (326-48-18) ; La Pagode, 7e (705-12-15).

OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.) : St-Michel, 5e (326-79-17) ; *U.G.C. Danton, 6e (329-42-62)* ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : Opéra, 2e (261-50-32).

L'ŒIL DU TIGRE : ROCKY III (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

PARTNERS (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

PHOBIA (A., v.o.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).

POUR QUI VOTE L'OXYGENE (Holl. v.o.) : Movies, 1er (260-43-99).

LE PREMIER AMOUR (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

LE PRIX DU DANGER (Fr.) (*) : U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C.-Boulevard, 9e (246-66-44).

RAMBO (A., v.o.) (*) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70), U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32). U.G.C.-Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-50) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e *(828-20-32) ; Murat, 16e (651-99-75)* ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LE RUFFIAN (Fr.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

SANS SOLEIL (Fr.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

SUPERVIXENS (A., v.f.) (**) : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).

THE VERDICT (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; v.f. : Maxéville, 9e (770-63-68) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

T'ES HEUREUSE, MOI TOUJOURS (Fr.) : Colisée, 8e (359-29-46).

TOUT LE MONDE PEUT SE TROMPER (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82).

TOOTSIE (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; *St-Germain Huchette*, 5e (633-63-20) ; U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C.-Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

TOUT L'OR DU CIEL (A., v.o.) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).

TRAVAIL AU NOIR (Ang., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Impérial Pathé, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e *(320-12-06)* ; Kinoparama, 15e (306-50-50) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

TRON (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

UN CHIEN DANS UN JEU DE **QUILLES** (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; St-Michel, 5e (326-79-17) ; Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00).

UNE CHAMBRE EN VILLE (Fr.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97).

YOL (Turc, v.f.) : Capri, 2e (508-11-69) ; v.o. : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 14 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Film : Un amour de pluie.
Film français de J. C. Brialy (1973), avec R. Schneider, N. Castelnuovo, S. Flon, M. El Glaoui, B. Bucher (Rediff.)
En vacances à Vittel, une jeune femme se laisse séduire par un bel italien ; sa fille adolescente vit une romance amoureuse avec un jeune aide-cuisinier de l'hôtel.
Brialy metteur en scène a fait de jolies choses avec des petits riens. On peut y trouver du charme grâce surtout à la présence de Romy Schneider.

22 h 15 Santé : les risques de la grossesse et la grossesse à risque.
Emission d'I. Barrère et E. Lalou.
Risques et avantages des différents contrôles de grossesse. Cette émission a été tournée dans le service du professeur Henrion à la maternité de Port-Royal. (Cette émission sera suivie d'un débat en direct avec les auditeurs de France-Culture le vendredi 18 mars à 20 h.)

23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2



20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : l'Éléphant d'or.
d'A. Kopkov, mise en scène : B. Sobel. Avec J. Dautremay, L. Mayor.
En URSS peu après la « libération » kolkhozienne, un paysan rêve à la belle vie bourgeoise et part à la recherche d'un éléphant d'or aux yeux de diamants. Où le trouver ?

22 h 25 Danse : Leda (pas de deux).
De M. Béjart. Réal. : D. Sanders.
Avec Maïa Plissetskaia et Jorge Donn.

22 h 50 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Film : Judex. Film français de G. Franju (1964), avec C. Pollock, M. Vitold, E. Scob, F. Bergé, T. Sarapo, J. Jouanneau, S. Koscina (N.).
Un mystérieux justicier veut faire rendre gorge à un banquier-escroc dont il aime la fille, douce et honnête. « Judex » doit lutter contre une femme-bandit et ses complices.
Inspiré du « ciné-roman » à multiples rebondissements, d'Arthur Bernède et Louis Feuillade, ce film de Franju est à la fois un hommage au grand cinéaste populaire du muet et une admirable création de « réalisme fantastique » par l'esthétique du noir et blanc

22 h 10 Journal.

22 h 30 Magazine : Thalassa.
Emission de G. Pernoud, Perdu en mer.

23 h 5 Une minute pour une image, d'Agnès Varda.

23 h 10 Prélude à la nuit.
« Tarquinia », de Ch. Chaynes, par le trio Deslogères.

FRANCE-CULTURE

20 h, Radio suisse présente la sélection du prix Paul-Gilson.

21 h, L'autre scène, ou les vivants et les dieux : L'Oiseleur du temps.

22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (en direct du Grand Auditorium) : « Trio pour piano, violon et violoncelle », de Haydn, de Finzi, et de Schubert ; par T. Paraskivesco, piano ; J. Estournet, violon ; M. Strauss, violoncelle.

22 h 30, La nuit sur France-Musique ; Aspects de la musique française ; Le salon de Mme de Saint-Euverte.

Mardi 15 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 15 Vision plus.
12 h HF 12 (info.)
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 45 Les après-midi de TF 1 : Féminin présent.
18 h C'est à vous.
18 h 25 Le village dans les nuages.
18 h 50 Histoire d'en rire.
19 h 5 Météorologie.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 S'il vous plaît.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord
Distribution sélective : les skis

20 h 35 Retransmission théâtrale : Flock.
De S. Rougerie, mise en scène E. Bierry, réal. M. Bertin, avec S. Fennec, S. Rougerie, J. Turlier...
Entre deux coups de téléphone anonymes, Paul et Fabienne improvisent un dîner. Sébastien Flock, le patron de Paul, débarque et tire les ficelles à coups de whisky et de revolver...

22 h 30 Famille je vous aime.
Enquête de B. Lartigue-Hania, réal. L. Mauri (Rediff.).
Un reportage sur les enfants victimes de graves problèmes familiaux.

23 h Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Journal *(et à 12 h 45).*
12 h 10 Jeu : L'Académie des neuf.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 45 Série : Les amours de la Belle Époque.
14 h 5 Aujourd'hui la vie.
15 h 5 Série : la Poupée sanglante.
16 h Patinage artistique : Gala de clôture des championnats du monde.
17 h Entre vous de L. Bériot.
17 h 30 Cyclisme : Paris-Nice.
17 h 50 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
Le cancer.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.

20 h 40 Film : Le Mouton noir.
Film français de J. P. Moscardo (1979), avec J. Dutronc, H. Rolles, T. Lopert, A. Wilkins, J. Desailly, M. Daems.
Un avocat qui a, volontairement, quitté son métier, et sa femme, enlève sa petite fille — pour laquelle il n'a qu'un droit de visite — afin de vivre avec elle, à sa guise.
Mise en scène impressionniste, assez frêle, pour une fantaisie poétique où Jacques Dutronc vagabonde à sa manière, avec la jeune Hélène Rolles.

22 h 20 Lire, c'est vivre : la Bête humaine, de Zola. Par P. Dumayet.
Commenté par des employés de la S.N.C.F.

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre. Fédération nationale des Associations de salariés de l'agriculture pour la vulgarisation du progrès agricole.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
20 h Les jeux.
20 h 30 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).
20 h 33 La minute nécessaire de Monsieur Cyclopède.

20 h 35 La dernière séance.
Soirée Alfred Hitchcock. A 20 h 20, actualités Gaumont ; à 20 h 45, Tom et Jerry ; à 23 h 10, Tex Avery ; à 23 h 15, Réclames ; 23 h 35, journal.

20 h 55 Premier film : La mort aux trousses, Film américain d'A. Hitchcock (1959), avec C. Grant, E. Marie-Saint, J. Mason, J. Royce Landis, L. G. Carroll (Rediffusion).
Un agent de publicité new-yorkais, aux prises avec des espions et accusé d'un meurtre qu'il n'a pas commis, s'enfuit par le train et vit de dangereuses aventures.
Passionnant suspense dans lequel Hitchcock a rassemblé de nombreux thèmes et pas mal de citations de certains de ses films. Ce qui lui a permis de faire de la pure mise en scène sur une intrigue-poursuite dont Cary Grant est le héros.

23 h 50 Deuxième film : Lifeboat, Film américain d'A. Hitchcock (1943) avec T. Bankhead, W. Bendix, W. Slezak, M. Anderson, J. Hodiak, H. Hull (v.o. sous-titrée. N.)
Les rescapés du torpillage d'un navire américain par un sous-marin allemand se trouvent réunis dans un canot de sauvetage. Or il y a, parmi eux, un nazi.
Film anti-fasciste (sur un sujet de John Steinbeck) du temps de la deuxième guerre mondiale. Hitchcock y a apporté l'ambiguïté des relations humaines, de la lutte du bien et du mal.

1 h 29 Une minute pour une image, d'Agnès Varda.

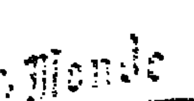
1 h 30 Prélude à la nuit.
Dédicaces, *de Schumann,* Sur le cimetière, *de Brahms, deux mélodies chantées par H. Prey.*

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales : Les médecins sans frontières et l'Afghanistan.
8 h, Les chemins de la connaissance : le Sahara des autres ; à 8 h 32, Au village avant 1914 ; à 8 h 50, Le sillon et la braise.
9 h 7, La matinée des autres : traditions cambodgiennes.
10 h 45, Etranger mon ami : « Vie et mort de Harriett Frean », de M. Sinclair.
11 h 2, Paris-Kinshasa : avec maître Nono Mazansa (et à 13 h 30, 17 h 32 et 21 h 15).
12 h 5, Agora.
12 h 45, Panorama.
14 h, Sons.
14 h 5, Un livre, des voix : « Femmes », de P. Sollers.
14 h 45, Les après-midi de France-Culture : le monde au singulier ; à 15 h 30, Points cardinaux ; à 16 h 30, Micromag ; à 17 h, Roue libre.
18 h 30, Feuilleton : Mémoires d'un défunt.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Sciences : L'espace et le temps aujourd'hui. Le problème philosophique, avec J. Roger.
20 h, Dialogues : philosophie et architecture, avec D. Payot et B. Queysanne.
22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques du matin : œuvres de Vivaldi, Mozart, Debussy...
8 h 7, Le Bougolama 8-9.
9 h 5, D'une oreille l'autre : œuvres de Purcell...
12 h, La musique populaire d'aujourd'hui.
12 h 35, Jazz : Toc et pas toc.
13 h, Opérette : « Iolanthe », de Gilbert et Sullivan.
14 h 4, Boîte à musique.
14 h 30, Les enfants d'Orphée : En Asie.
15 h, D'une oreille l'autre : œuvres de Mozart, Beethoven...
17 h 5, Repères contemporains.
17 h 30, Les intégrales : la musique de chambre de J. Brahms.
18 h 30, Studio-Concert (en direct du Studio 106 à Paris) : œuvres de Iranyi, Sciarrino, Murail, Yun, Borenstein, Macias ; par l'Ensemble 2E 2M, dir. P. Méfano.
19 h 38, Jazz.
20 h, Premières loges : œuvres de Verdi, Thomas.
20 h 30, Concert (donné salle Pleyel à Paris le 7 janvier 1983) : « Symphonie n° 8 », de Schubert ; « Symphonie n° 9 », de Brückner, par l'Orchestre national de France ; dir. G. Kuhn.
22 h 30, Cycle acousmatique.
23 h 30, La nuit sur France-Musique : Jazz-Club.



Le Monde

sports

AUTOMOBILISME

Grand Prix du Brésil : la samba de Brabham

Le Brésilien Nelson Piquet, sur Brabham à moteur B.M.W. turbocompressé, a gagné, dimanche 13 mars, le Grand Prix du Brésil sur le circuit de Jacarepagua, près de Rio-de-Janeiro. Le Brésilien, qui a réédité sa victoire de l'an dernier, a devancé de 51 secondes l'Autrichien Niki Lauda (McLaren) et de 1 minute 13 secondes le Français Jacques Laffite (Williams), deux monoplaces à moteur atmosphérique Ford-Cosworth.

Patrick Tambay (Ferrari) et Alain Prost (Renault-Elf), dont la monoplace a eu de grosses difficultés dans les vingt derniers tours, ont pris la quatrième et la sixième place de la course. Deux voitures ont été disqualifiées au terme de la course, celle de l'Italien Elio de Angelis (Lotus) et celle de Keijo Rosberg (Williams), qui a terminé deuxième de la course à 20 secondes de Piquet, mais qui a été sanctionné pour avoir été poussé au moment du ravitaillement en essence.

Première épreuve disputée cette saison par des voitures sans effet de sol, le Grand Prix de Rio a aussi apporté la preuve que les moteurs atmosphériques avaient encore toutes leurs chances dans le championnat du monde 1983.

Rio de Janeiro. – Bernie Ecclestone, patron de l'écurie britannique Brabham et de l'Association des constructeurs de formule 1 (FOCA) a joué une nouvelle fois un bon tour à ses amis constructeurs latins. Bernie a quitté Jacarepara comme il est venu : chemise blance, pantalon bleu marine, lunettes cerclées d'or et visage impassible. Dans la victoire comme dans la défaite, l'homme fort de la formule 1 n'a pas d'états d'âme.

Sa monoplace est-elle alors meilleure qu'elle ne l'était l'an dernier ? Qui peut répondre raisonnablement à la question dans un milieu où toutes les rumeurs prennent forme sans réponse et où les secrets de fabrication sont bien gardés ? Les vérités du jour ne sont pas celles du lendemain. Ce qui est vrai, en revanche, c'est que sa Brabham est, esthétiquement, l'une des plus belles construites depuis qu'un nouveau règlement a été édicté par la Fédération internationale du sport automobile (FISA).

L'esthétique, dit-on dans le milieu de la formule 1, n'est pas forcément synonyme d'efficacité. Il semble pourtant que Gordon Murray, ingénieur sud-africain de l'écurie britannique, ait réalisé une voiture exceptionnelle comme il le fait depuis près de dix ans. C'est bel et bien en utilisant une règlementation appréciée que Brabham a obtenu au Brésil son premier succès de la saison. Les voitures, dit ce règlement, doivent peser 540 kilos au terme de la course. *Partant de là et du principe selon lequel* ce qui n'est pas interdit est autorisé, on a beaucoup réfléchi chez Brabham et Williams. Le résultat de ces cogitations a abouti à la solution suivante : il s'agissait de prendre le départ avec des pneus supportant la chaleur et avec une voiture de moins de 540 kilos – certains disent 510 kilos – dont le réservoir, d'une capacité de 250 litres environ, n'en contenait pas plus de 100, puis de faire le plein à mi-course et, simultanément, de changer les pneumatiques. Cela pouvait-il marcher ?

Brabham a l'expérience de ce type d'opération pour l'avoir pratiqué sans grand succès l'an dernier à partir du Grand Prix de Grande-Bretagne, à Brands-Hatch. L'écurie a persévéré. Moins à l'aise lors des essais que la Williams du Finlandais Rosberg, champion du monde en titre, que la Renault d'Alain Prost ou que la Ferrari de Patrick Tambay, la monoplace de Nelson Piquet se trouvait en quatrième position sur la grille de départ. En moins de dix tours, le Brésilien allait remettre les choses au point : il prenait à chacun de ses concurrents une seconde par rotation. Moins lourde, la monoplace allait donc bien plus vite. Restait à savoir *comment* le ravitaillement se déroulerait. C'est devenu un « moment prévilégié » du grand cirque qu'est la formule 1.

Spectacle fou ! Spectateurs, caméras de télévision sont sur l'« événement ». Combinaison ignifugée, cagoules et casques, les mécaniciens sont tendus comme des coureurs de 100 mètres avant une finale olympique. Ils ne devront pas mettre beaucoup plus d'une dizaine de secondes pour accomplir leur mission. Deux pompiers, lance en main, sont prêts à *toute éventualité*.

Opération parfaitement réussie par les spécialistes de l'écurie Brab-

De notre envoyé spécial

ham : ils ont mis 15 secondes pour la réaliser sur la monoplace de Nelson Piquet. Opération qui aurait pu tourner au drame pour l'écurie Williams et Rosberg. Le feu s'est en effet déclaré au moment où les mécaniciens finissaient de faire le plein. Sentant les flammes dans son dos, le Finlandais dégageait sa ceinture de sécurité et bondissait hors de sa voiture. Les pompiers éteignaient aussitôt le début d'incendie. Rosberg pouvait repartir mais il avait perdu à son stand 1 minute 20 secondes. Ses chances de rejoindre Piquet étaient alors anéanties en dépit de ses prouesses dans les derniers tours. Prouesses inutiles puisque les juges le disqualifieront pour avoir été poussé au démarrage après ce dramatique ravitaillement.

Le ravitaillement en course a montré ses dangers. D'une part, pour les pilotes et les mécaniciens qui entourent la voiture, d'autre part pour les spectateurs et les spécialistes qui se situent dans l'environnement immédiat du stand. Des écuries – Ferrari, et Renault notamment, qui possèdent le matériel pour procéder de la sorte – se sont toujours montrées opposées par principe à l'utilisation de ce procédé dans une course de vitesse.

Le nouveau règlement de la FISA prévoit l'interdiction du ravitaillement en course la saison prochaine. En excluant de la course l'Italien Andrea de Cesaris (Euro-Alfa) qui avait refusé, pendant les *essais*, le contrôle du poids de sa voiture, la FISA a marqué un point au Grand Prix de Rio-de-Janeiro et fait preuve de fermeté.

GILLES MARTINEAU.



Les résultats

Basket-ball

LIMOGES CHAMPION DE FRANCE

En s'imposant le 12 mars à Reims (87 à 90) Limoges, qui a gagné la coupe Korac pour la deuxième année consécutive aux dépens de Sibenik (Yougoslavie), est devenu champion de France pour la première fois de son histoire un journée avant la fin officielle de la compétition. Le club entraîné par André Buffière, qui doit tenter jeudi 16 le « triplé » en disputant la finale de la Coupe de la Fédération avec Monaco, ne peut plus être rejoint par Le Mans, champion sortant, tenu en échec par Villeurbanne, finaliste malheureux de la Coupe des Coupes.

RÉSULTATS

Limoges b. *Reims	90-87
*Villeurbanne b. Le Mans	89-83
*Monaco b. Stade français	86-78
Avignon b. *Mulhouse	91-86
*Antibes et Orthez	74-74
Tours b. *Nice	98-78
*Caen b. Vichy	91-81

Classement : 1. Limoges, 67 pts ; 2. Le Mans, 63 ; 3. Antibes, 61 ; 4. Orthez, 59 ; 5. Tours, Villeurbanne, 55 ; 7. Caen, 52 ; 8. Avignon, 51 ; 9. Stade français, 49 ; 10. Monaco, 45 ; 11. Reims, 39 ; 12. Vichy, 37 ; 13. Nice, 34 ; 14. Mulhouse, 33.

Escrime

REVANCHE DE BORELLA SUR JOLYOT

L'Italien Andrea Borella a gagné le 13 mars, à Paris, le challenge Rommel au fleuret, en dominant en finale (10 touches à 8) le Français Pascal Jolyot.

RÉSULTAT DU TABLEAU FINAL

Demi-finales : Jolyot (Fr.) b. Cieselczyck (Pol.) 10-2 ; Borella (It.) b. Lykov (U.R.S.S.) 10-4.

Finale : Borella (It.) b. Jolyot (Fr.) 10-8.

Football

LES VERTS ÉLIMINÉS DE LA COUPE DE FRANCE

Finalistes en 1982, l'A.S. Saint-Etienne a été éliminée en seizième de finale de la Coupe de France par un club de deuxième division, Martigues, qui a été plus heureux dans l'épreuve des coups de pied au but (4 à 3), alors que les Verts avaient remonté le handicap de trois buts concédés au match aller.

RÉSULTATS

(Les clubs qualifiés sont en caractères gras)

DIVISION I ENTRE EUX

*Laval et Nancy	1-1	(1-0)
*Monaco b. Mulhouse	2-0	(1-0)
*Bordeaux b. Lens	2-0	(0-1)
*Brest b. Metz	3-0	(1-1)
*Lille b. Bastia	1-0	(1-0)

DIVISION I CONTRE DIVISION II

Marseille (D. II) b. Tours (D. I), 2-1 (0-3) ; *Toulouse (D. I) et Le Havre (D.II), 1-1 apr. prol. (1-1), Toulouse qualifié, 4 pénalties à 2 ; Abbeville (D. II) b. * Paris-Saint-Germain* (D. I), 1-0 (0-2) ; *Saint-Etienne (D.I) b. Martigues (D.II), 3-0 (0-3), Martigues qualifié, 4 penalties à 3.

DIVISION I CONTRE DIVISION III

*Strasbourg (D. I) et Maubeuge (D. III), 1-1 (2-1) ; *Rouen (D. I) b. La Roche-sur-Yon (D. III), 4-0 (1-1) ; *Lyon (D. I) et Racing Club de Paris (D. III), 3-2 (0-0).

DIVISION I CONTRE DIVISION IV

Nantes (D. I) b. Baume-les-Dames (D. IV), 7-1. (4-0).

DIVISION II CONTRE DIVISION III

Gazelec Ajaccio (D. III) b. Toulon (D.II) 2-0 ap. prol. (0-1).

DIVISION II CONTRE DIVISION IV

Racing Paris-1 (D.II) b. Neufchateau (D. IV), 5-0 (2-0).

DIVISION II CONTRE HONNEUR

Guingamp (D.II) b. Lorient (D.H.), 4-1 (3-0).

Gymnastique

FRANCE-CHINE

Les équipes de gymnastique de France et de Chine (en fait une sélection de la région de Canton), qui se sont affrontées les 12 et 13 mars à Evry (Essonne), se sont partagées le succès.

Chez les hommes, les Français l'ont emporté avec 568,85 pts contre 559,95. Chez les femmes, les Chinoises ont nettement dominé avec 375,70 points contre 365,40.

Individuellement, la première place est revenue ex aequo aux Français Jean-Luc Cairou et Joël Suty (114,70 pts) et à la Chinoise Xu Weng Hong (76,40 pts).

Karaté

LA FRANCE BAT LES PAYS BAS

L'équipe de France de karaté a battu par treize victoires à six celle des Pays-Bas, le 12 mars, à Rouen, lors d'une rencontre amicale.

Patinage artistique

TRIPLÉ DES DANSEURS TORVILL-DEAN

Pour la troisième année consécutive, le couple britannique Jayne Torvill et Christopher Dean, a gagné le titre mondial de danse sur glace. Absents des derniers championnats d'Europe, les Britanniques ont obtenu à Helsinki, la note maximale (6,0) pour la présentation, et une note excellente (5,9) pour la technique. Ils ont relégué au rang de faire valoir les couples soviétiques Beste Mianova-Bukin et américain Blumberg-Seibert, qui ne manquaient pourtant pas de qualité.

Ski alpin

LE CINQUIÈME TROPHÉE DE KLAMMER

L'Autrichien Helmut Koeflehner a créé la surprise en gagnant, le 12 mars, la descente de Lake-Louise (Canada), dernière épreuve de vitesse comptant pour la Coupe du monde de ski alpin. Son compatriote Franz Klammer, âgé de vingt-neuf ans, s'est adjugé, grâce à sa seconde place, le Trophée de cristal pour la descente pour la cinquième fois, mais quatre ans après son dernier triomphe. Gros succès donc des Autrichiens, qui ont en outre placé six de leurs coureurs dans les dix premiers.

Rugby

NICE EN TÊTE

Nice va aborder la dernière journée des poules de dix en tête du classement du championnat. Les Azuréens, grâce à leur victoire (34-15) sur Angoulême, ont devancé Narbonne qui a été stoppé pour la quatrième fois de la saison par les champions de France d'Agen (20-0).

RÉSULTATS

(Dix-septième journée.)

POULE A

Agen b. Narbonne	20-0
R.C.F. b. Carcassonne	25-24
Nice b. Angoulême	34-15
Oloron b. Nîmes	41-0
Le Boucau b. Tulle	27-3

Classement : 1. Nice, 44 pts ; 2. Agen, Narbonne, 43 ; 4. Angoulême, 35 ; 5. Oloron, 34 ; 6. Le Boucau, Tulle, 31 ; 8. Carcassonne, 28 ; 9. Nîmes, 25 ; 10. R.C.F., 22.

POULE B

Montauban b. Auch	33-16
Bayonne-Mont-de-Marsan	29-9
Stade toulousain b. Toulon	19-16
Béziers b. Biarritz	18-0
Lourdes b. La Voulte	27-10

Classement : 1. Béziers, 39 pts ; 2. Montauban, 38 ; 3. Bayonne, 37 ; 4. Stade toulousain, 36 ; 5. Biarritz, Lourdes, Toulon, 35 ; 8. La Voulte, Mont-de-Marsan, 29 ; 10. Auch, 23.

POULE C

Aurillac b. Tyrosse	38-6
Tarbes b. Bègles	15-9
Bourgoin b. Montferrand	16-9
Grenoble b. Castres	14-10
Albi-b. La Rochelle	24-9

Classement : 1. Grenoble, 41 pts ; 2. Tarbes, 40 ; 3. Aurillac, 37 ; 4. Bègles, 31 ; 5. Albi, Bourgoin, Castres, La Rochelle, Tyrosse, 30 ; 10. Montferrand, 29.

POULE D

Pau b. Valence	19-12
Bourg b. Graulhet	21-12
Bagnères b. Brive	15-6
Perpignan-Dax	16-3
Romans b. Aire-sur-Adour	15-14

Classement : 1. Dax, Graulhet, Pau, Perpignan, 37 pts ; 5. Bourg, 36 ; 6. Bagnères, 34 ; 7. Brive, Romans, 33 ; 9. Aire-sur-Adour, 32 ; 10. Valence, 20.

Tennis

TOURNOI DE BRUXELLES

Demi-finales : Lendl (Tch.) b. Wilander (Su.) 7-6, 7-6 ; McNamara (Aus.) b. Gerulaitis (E.-U.) 6-2, 7-6.

Finale : McNamara (Aus.) b. Lendl (Tch.) 6-4, 4-6, 7-6.

COUPE D'EUROPE D'HIVER DES JEUNES

Les juniors françaises de moins de dix-huit ans ont gagné le 13 mars à Litvinov (Tchécoslovaquie) la Coupe d'Europe d'hiver après avoir battu 4-1 en finale l'équipe des Pays-Bas.

Volley-ball

POULE DES « AS »

Cannes a consolidé sa place de leader au cours du premier tournoi des « as » du championnat de France disputé les 12 et 13 mars à Grenoble. Son adversaire le plus dangereux Asnières compte maintenant 2 points de retard.

Résultats

Samedi 12 :

A.S. Cannes b. Stade français	3-0
A.S. Grenoble b. Asnières Sports	3-1

Dimanche 13 :

Asnières Sport b. Stade français	3-0
A.S. Cannes b. A.S. Grenoble	3-1

Classement : 1. Cannes, 15 pts ; 2. Asnières, 13 ; 3. Grenoble, 11 ; 4. Stade français, 9.

CARNET

Décès

— Mme Marcel Barrère, née Lusteau,
M. et Mme Jean-Jacques Barrère,
Aurélien, Céline, Jean-Pierre Barrère,
Arnaud Barrère,
Mme Yvonne Lusteau,
son épouse, ses enfants, petits-enfants, arrière-petit-fils et belle-sœur,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Valentin-Jean-Marcel BARRÈRE,

officier de la Légion d'honneur, ingénieur général géographe honoraire,
survenu à Paris le 2 mars 1983, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité au cimetière de Lourdes.

Mme Marcel Barrère,
M. et Mme Jean-Jacques Barrère,
159, avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris.

— La baronne de Beaulieu,
Le baron et la baronne Philippe de Beaulieu
et leur fils,
Mme Florence de Beaulieu
et ses filles,
M. et Mme Henri Samuel
et leurs enfants,
Le comte et la comtesse de Gaulejac et leurs enfants,
Mlle de Beaulieu,
M. et Mme Pierre Cibié
et leurs enfants,
Mme Denise Villier

ont l'immense douleur de faire part du retour à Dieu de

***Joseph, Marie, Michel* baron de BEAULIEU,**

pieusement décédé à Neuilly le 12 mars 1983.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 15 mars, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, place Winston-Churchill.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

78, boulevard Maurice-Barrès,
92200 Neuilly-sur-Seine.

— Mme Pierre De Ridder,
née Elsa Nicole Massa, son épouse,
Mlle Frédérique De Ridder,
sa fille,
Mme Maurice De Ridder,
sa mère,
Mme François Guiard,
sa tante,
Frédéric, Véronique, Catherine Massa, ses neveu et nièces,
Les familles Guiard, Koetschet, Yvinec, Simon-Barboux, Tabourier,
ont la grande douleur de faire part du décès de

M. Pierre De RIDDER,
notaire à Paris,

survenu subitement en son domicile à Paris, le 11 mars 1983, dans sa cinquante-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 15 mars, à 10 h 30, en l'église Saint-Louis-en-l'Ile, Paris-4e.

Il ne sera pas reçu de condoléances à l'issue de la cérémonie religieuse.

Un registre sera tenu à disposition.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Jacques Greder,
M. et Mme Jacques Paponot,
M. et Mme Pierre Greder,
M. et Mme François Henrot
et leurs filles,
M. et Mme Guy Vandendries
et leurs fils,
Bertrand Paponot,
Alix, Denis, Sabine et Hugues Greder,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme J. GREDER,
née Jeanne Daudin,

leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,
survenu le 8 mars 1983.

La cérémonie religieuse suivie de l'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale.

53, avenue de Villiers,
75017 Paris.

— Nous apprenons le décès, survenu le 8 mars à Paris, du

général de corps d'armée (C.R.) Robert LOTH.

[Né le 21 mai 1898 à Champlitte (Haute-Saône), Robert Loth sort de Saint-Cyr en 1918. Lieutenant-colonel en 1943, il est chef du 3e bureau du corps expéditionnaire en Italie jusqu'en 1944 et commande, en 1945, le 4e régiment de spahis marocains. Il sert ensuite dans l'arme blindée (groupement blindé no 3 à Reims, 5e division blindée). Général de division en 1954, il est adjoint au général commandant la VIe région militaire à Metz, puis chef d'état-major particulier d'Emmanuel Temple, ministre de la défense (1954-1955), avant d'être nommé, en 1956, inspecteur général de l'arme blindée et de la cavalerie. Général de corps d'armée en 1956, il devient, en 1957, commandant du corps d'armée de Constantine.

Titulaire de la croix de guerre 1939-1945 et de la croix de la Valeur militaire, Robert Loth était grand officier de la Légion d'honneur.]

— Mme Jean Olivero,
Patrick et Marie-Catherine Olivero,
Marie et Charles,
Bernard et Marie-Hélène Olivero,
Ivan et Anne,
Philippe et Claudine Olivero,
Pierre et Claire,
Eric Olivero,
font part du décès de

M. Jean OLIVERO,

survenu le 9 mars 1983, en son domicile.

Les obsèques ont été célébrées le 11 mars 1983 à Saint-Raphaël en présence de la famille et de ses proches et avec la bénédiction du pasteur Leconte.

11, rue Traverse-du-Soleil,
83700 Saint-Raphaël.

— *On nous prie d'annoncer le décès de*

M. Marcel SERGENT,

survenu à Marseille, dans sa quatre-vingt-douzième année, le 5 mars 1983.

De la part de ses enfants et petits-enfants.

Priez pour lui.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Gaston VEDEL

survenu à Saint-Germain-en-Laye le 10 mars 1983 dans sa quatre-vingt-sixième année.

De la part de toute sa famille et ses amis.

L'inhumation, dans le caveau de famille au cimetière du Père-Lachaise, aura lieu le mardi 15 mars à 9 h 45.

Prière de n'apporter ni fleurs ni couronnes.

Remerciements

— Mme Mrejen Rebecca, née Mergui,
M. Mrejen David et ses enfants,
Mme et M. Mrejen Jonathan
et enfants,
Mme et M. Mrejen Elie et enfants,
M. et Mme Benayoun Marguerite,
née Mrejen, et enfants,
Mme Derby Robida,
née Mrejen, et ses enfants,
M. Mrejen Sam et ses enfants,
M. et Mme Soued Renée,
née Mrejen, et enfants,
M. et Mme Bensaid Dody,
née Mrejen, et enfants,
M. Mrejen Albert,
Et toute leur famille,
très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Joseph MREJEN,

mari, père, grand-père, arrière-grand-père,
expriment leurs sincères remerciements.

Anniversaires

— Pour le douzième anniversaire de la mort de

Mme Jean AURIBAULT,
née Henriette Nizon.

Une pensée toute particulière est demandée à ceux qui l'ont connue et aimée et gardent son souvenir.

— Il y a quinze ans, le poète

Claude SERNET

nous quittait. Souvenons-nous.

— Que ceux qui se souviennent de

Maxime WAHL,
née Vibert-Guigue,

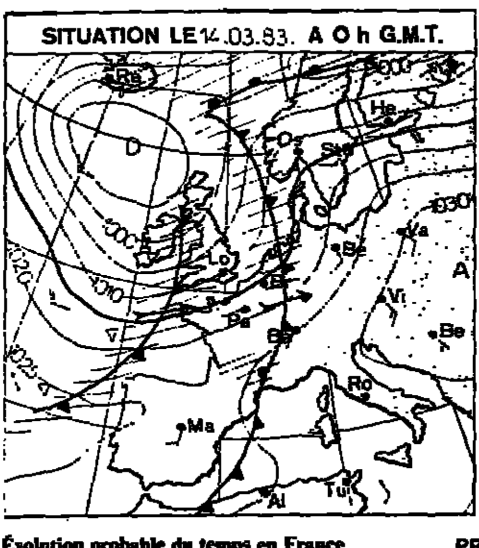
aient une fervente pensée pour le second anniversaire de son adieu, le 15 mars 1981.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

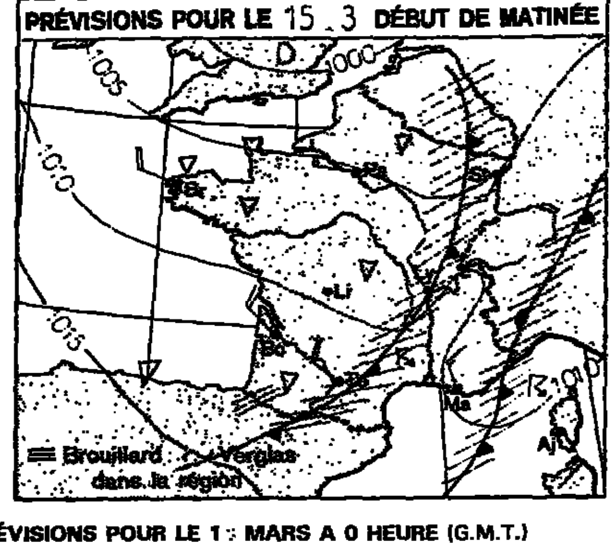
INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 14.03.83. A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 15.3 DÉBUT DE MATINÉE



Évolution probable du temps en France entre le lundi 14 mars à 0 heure et le mardi 15 mars à minuit.

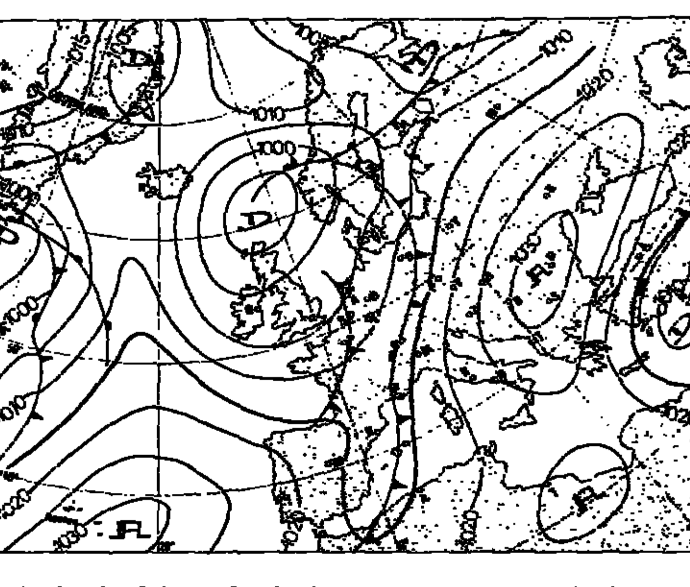
La profonde dépression du sud de l'Islande se déplace vers la Scandinavie. Une perturbation pluvio-orageuse qui lui est associée aborde l'ouest de la France lundi après-midi et se situera, mardi soir, du Jura à la Corse. Cette perturbation sera suivie d'air froid très instable poussé par des vents de nord-ouest.

Mardi : des Pyrénées au Massif Central, au nord des Alpes et au Nord-Est le temps sera très nuageux à couvert le matin, avec des pluies souvent abondantes, accompagnées d'orages, en particulier sur le relief. Ce temps médiocre sera localisé en fin de journée du Jura aux Alpes et à la Corse. Au lever du jour, il fera 7 à 9 degrés, au maximum 12 à 13 degrés l'après-midi. Le mistral et la tramontane s'établiront en fin de journée. Sur les autres régions, c'est-à-dire une large moitié nord-ouest de la France, le matin, le temps sera d'abord variable et frais, 3 à 5 degrés, au lever du jour. Très rapidement, l'instabilité se développera : de courtes éclaircies alterneront avec de nombreux nuages accompagnés d'averses de pluie, parfois de grêle, on pourra même entendre le tonnerre. Les vents de nord-ouest seront très irréguliers avec des rafales sous les averses. Les températures maximales ne devraient pas dépasser 9 à 10 degrés.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 14 mars à 7 heures, de 1 017,1 millibars, soit 762,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 13 mars ; le second le minimum de la nuit du 13 mars au 14 mars) :

PRÉVISIONS POUR LE 15 MARS A 0 HEURE (G.M.T.)



Ajaccio, 16 et 8 degrés : Biarritz, 23 et 9 ; Bordeaux, 21 et 9 ; Bourges, 21 et 9 ; Brest, 12 et 8 ; Caen, 17 et 10 ; Cherbourg, 13 et 8 ; Clermont-Ferrand, 20 et 7 ; Dijon, 17 et 8 ; Grenoble, 19 et 7 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 15 et 8 ; Marseille-Marignane, 17 et 8 ; Nancy, 16 et 8 ; Nantes, 14 et 9 ; Nice-Côte d'Azur, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 9 ; Pau, 23 et 9 ; Perpignan, 15 et 12 ; Rennes, 14 et 10 ; Strasbourg, 18 et 3 ; Tours, 13 et 9 ; Toulouse, 16 et 10 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 26.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 25 et 7 degrés ; Amsterdam, 13 et 6 ; Athènes, 8 et 4 : Berlin, 7 et 0 ; Bonn, 14 et 5 : Bruxelles, 16 et 9 ; Le Caire, 24 et 13 ; Iles Canaries, 22 et 17 ; Copenhague, 5 et 1 ; Dakar, 25 et 19 ; Djerba, 17 et 6 : Genève, 16 et 7 ; Jérusalem, 14 et 4 ; Lisbonne, 19 et 10 ; Londres, 14 et 8 ; Luxembourg, 13 et 7 ; Madrid, 20 et 10 ; Moscou, 0 et – 4 ; Nairobi, 29 et 17 ; New-York, 9 et 4 ; Palma-de-Majorque, 20 et 5 : Rome, 14 et 3 ; Stockholm, 6 et – 2 ; Tozeur, 24 et 11 ; Tunis, 17 et 5.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

BREF

FORMATION

LES MÉTIERS DES TRANSPORTS. — *Le Centre d'information et de documentation jeunesse* (C.I.D.J.) et l'Association pour le développement de la formation professionnelle dans les transports (A.F.T.) organisent les 16 et 17 mars, de 9 h 30 à 18 h 30, au C.I.D.J., deux journées d'information concernant les métiers liés aux entreprises de transport, auxiliaires du transport et logisticiens des entreprises industrielles, commerciales ou agricoles.

★ **C.I.D.J., 101, quai Branly, 75015 Paris. Tél. : 566-06-67 ; et A.F.T., 63, avenue de Villiers, 75017 Paris. Tél. : 766-03-60.**

LOISIRS

GARDE D'ENFANTS PENDANT LES VACANCES SCOLAIRES. — Les colonies et les placements *familiaux de la Caisse d'allocations* familiales de la région parisienne *accueilleront les enfants du* 26 mars au 9 avril, période des congés scolaires de printemps. Quelques places y sont encore disponibles

★ **Pour tous renseignements et inscriptions, s'adresser à la permanence assurée par le service des établissements de vacances de la caisse d'allocations familiales de la région parisienne : 12, rue Viala, 75015 Paris, du lundi au vendredi inclus, de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h, tél. : 571-23-27.**

STAGES

LA RADIO ET LA T.V. DE DEMAIN. — *Le Centre d'information des médias (CIM) organise, du 15 au 17 mars, un stage sur « la radio et la télévision de demain ». Au programme, notamment : la loi* sur la communication audiovisuelle et la Haute Autorité ; les choix français en matière de câblage par fibres optiques ; les enjeux de l'industrie des programmes ; le métier de producteur ; radios nationales et radios locales privées. Une visite des studios de production est également organisée.

★ **CIM, département du Centre de formation et de perfectionnement des journalistes, 33, rue du Louvre, 75002 Paris. Tél. : 508-86-71, poste 491.**

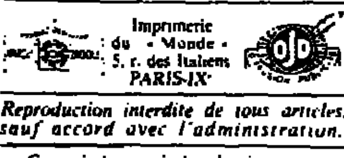
VIVRE PARIS

AU MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS. — Le musée des Arts décoratifs annonce que la salle Renaissance du musée restera fermée jusqu'au 15 juin en raison de la préparation de l'« Expo des expos, Londres 1851-Paris 1989 ».

Édité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)



Imprimerie du « Monde », 5, r. des Italiens, PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 16 MARS

« L'École de La Haye », 15 heures, Grand Palais, (Approche de l'art).

« David et le néoclassicisme », 11 heures, Louvre, Mme Caneri.

« L'île Saint-Louis », 15 heures, métro Pont-Marie, Mme Courrat (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Moulins du Vieux-Montmartre », 15 heures, métro Abbesses (Les flâneries).

« Hôtels, cours du Marais », 14 h 30, statue Louis-XIII place des Vosges (Arts et curiosités de Paris).

« Le Lorrain », 15 h 15, Grand Palais, M. Jaslet.

« Les catacombes », 14 h 30, 2, place Denfert-Rochereau (Paris et son histoire).

« Le cœur de Paris », 14 h 30, 65, rue de Rivoli (Paris autrefois).

« Maisons, rues du Moyen Age au quartier latin », 14 h 30, métro Cardinal-Lemoine (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels, jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Hôtel de Lauzin », 14 h 30, 17, quai d'Anjou, E. Romann.

« Le Lorrain », 15 h 30, Grand Palais (Tourisme culturel).

« Jardins, abbaye, cave de Saint-Germain », 14 h 30, 2, rue Mabillon (Le Vieux Paris.)

CONFÉRENCES

12 h 30 : 7, rue de la Bienfaisance, Mgr Coloni : « La lettre des évêques sur la conjoncture économique et sociale ».

14 h 30 : Musée des arts décoratifs, « Un objet raconte son histoire : flambeaux et chandelles », (cinq-huit ans).

15 heures, palais de Chaillot, O. Boucher : « La Turquie des sultans : Istanbul » (projections).

15 et 17 heures, 21 bis, rue Notre-Dame-des-Victoires, Cl. Thibaut : « La scène de genre flamande et l'héritage de Bruegel » (projections).

16 h 30, 62, rue Saint-Antoine, Mme Bachelier : « Architectures et paysages de l'Inde du Sud » (projections).

18 h 30, Centre Georges-Pompidou, « Pleins feux sur l'Hexagone — arts-sciences, technologies, — les créateurs du contemporain ».

19 h 30, 1, rue Victor-Cousin, Bachelard, J. Donnars : « De l'art d'être paresseux... » (Université populaire de Paris).

20 h 30, 60, boulevard Latour-Maubourg « Démythification de la psychanalyse » (psycho-santé).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 13 mars :

DES DÉCRETS

● Relatif à la définition et à la mise en œuvre de la politique nationale de recherche en coopération pour le développement ;

● Modifiant le décret du 22 décembre 1975 portant statuts particuliers des corps d'officiers navigants de la marine, des officiers de l'air, des officiers mécaniciens de l'air et des officiers des bases de l'air.

● *Modifiant le décret du 19 août* 1976 portant statut particulier du corps des commissaires de l'air.

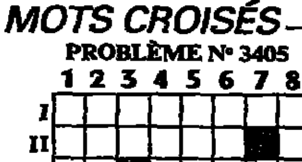
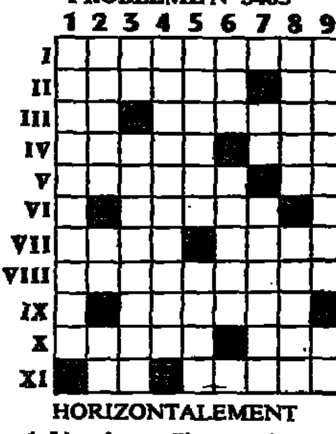
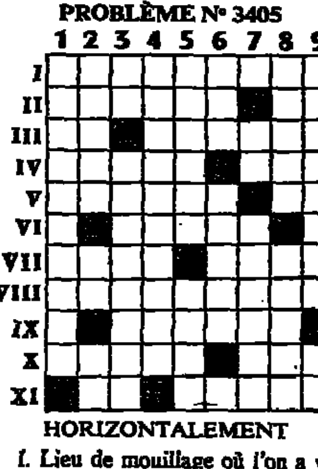
● Relatif à la délégation du ministre de la défense aux ambassadeurs pour la signature des marchés et des autres contrats passés à l'étranger.

UNE CIRCULAIRE

● Relative au régime de la sous-traitance dans les marchés publics et aux modalités de paiement par la collectivité publique contractante.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3405

HORIZONTALEMENT

I. Lieu de mouillage où l'on a vu plus d'une fois couler la flotte. – II. Nids d'Inuits. Naît dans les glaciers et meurt dans les glaces. – III. Personnel à ne pas trop personnaliser. Plate-forme pour grue. – IV. Moyens de communication pour vedettes en tous genres. Poudre fortifiante pour les traitements de la peau. – V. Toujours disposés à rendre service. Négation. – VI. Belle, on la ramasse sans joie. – VII. Son importance est subordonnée au nombre de têtes. Station andoise. – VIII. Qui fait supposer la qualité à défaut de quantité. – IX. Rave, il garnit un ravier. – X. Agent de fermeture hermétique. Blonde légère. – XI. Préposition. A un seul Dieu, il préférait plusieurs déesses.

VERTICALEMENT

1. Le paradis des filles d'Eve. – 2. Remède contre la mauvaise circulation. Démonstratif. Personnel. – 3. Pronom. Ruptures de chaînes. – 4. Pourvoyeur des tavernes de jadis. – 5. Recherchées par celui qui trouve la paix trop monotone. Très court, à Long-Beach. – 6. Ancienne compagnie de gens d'armes. Etranglement posant des problèmes de circulation. – 7. Note. Porterai au pouvoir. – 8. Ne se parle plus mais se lit toujours. Œuvre pédagogique. – 9. Abandonne parfois un buffet pour mettre les pieds sous la table. Préposition.

SOLUTION DU N° 3404

Horizontalement

I. Marseillaise. Et. – II. Etain. Aigle. Chu. – III. Teintes. Roche. – IV. Allers. Léthé. Il. – V. Li. Cépage. Orage. – VI. Légumes. Scion. – VII. Ur. Récif. Erses. – VIII. Dételés. Sec. – IX. Ger. Tsé. Ai. No! – X. Image. Budget. – XI. Gourmet. Araca. – XII. Tua. Suor. Grisou. – XIII. Engrenage. Neste. – XIV. Eu. Eterniser. – XV. Assis. Sées. Sel.

Verticalement

1. Métallurgistes. – 2. Atelier. EM. Un. – 3. Rail. Dragages. – 4. Sinécure. Go. Rus. – 5. Entremetteuse. – 6. Espèces. Runes. – 7. Las. Asile. Méat. – 8. Li. LG. FE. Berges. – 9. Agrées. Saut. Ere. – 10. Ilot. Ce. Id. Ne. – 11. Séchoirs. Garnis. – 12. Héros. Séries. – 13. Ce. Anes. Tasses. – 14. Eh! IG. Sen. Cotre. – 15. Tuiles. Cousue.

GUY BROUTY.

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

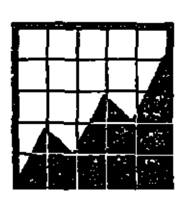
Fonctions Nationales et Internationales

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)





DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

directeurs d'agences

SERVICES ET CONSEIL INFORMATIQUES

Nous sommes un important Groupe Français d'Ingénierie Informatique de grande renommée. Notre *développement, extrêmement rapide, nous conduit à offrir à des Cadres diplômés de l'Enseignement* Supérieur, une opportunité de tout premier ordre : prendre la direction complète (management et développement) d'une unité opérationnelle de 40 personnes environ, spécialisée dans l'ingénierie informatique.

Ce poste pourrait convenir à des candidats expérimentés, âgés de 35 ans environ, ayant eu des responsabilités d'encadrement et de développement commercial, si possible dans la vente de services informatiques.

Véritables *"Patrons"* de leur unité, les qualités nécessaires sont :
• le sens commercial, • l'animation des hommes et l'esprit d'entreprise.

La rémunération proposée est attractive, et à la hauteur des responsabilités exigées.

Adresser C.V., photo et salaire actuel sous référence 66.51/DA/526 à ADEQUATION 62/64 avenue Emile Zola 75015 Paris.



Paris 250 000 F
Directeur commercial produits industriels

500 MF de C.A. dont 20 % à l'exportation. Une excellente réputation sur le plan technique, mais une division Industrie qui souffre d'un manque d'agressivité commerciale et d'une politique marketing qui reste à définir et à mettre en place.

Prendre la responsabilité commerciale de cette division Industrie, c'est au plan national définir des axes d'action et des priorités, trouver de nouveaux débouchés, adapter les produits existants, animer une force de vente en optimisant l'outil industriel.

Ce généraliste de la fonction commerciale a nécessairement dépassé le stade de la simple commercialisation : il a prouvé ses talents d'homme de marketing et de politique, ce qui nécessite bien sûr créativité et esprit de décision.

Au sein de l'entreprise, mais aussi à l'intérieur du groupe auquel elle est rattachée, il a devant lui de réelles possibilités de carrière.

Robert CHEVILLOTTE étudie confidentiellement votre candidature. Merci de lui écrire sous la référence 1377/LM.

MEDIA PA



argos
Département Conseil en Recrutement
517, avenue de la République - B.P. 319
59701 MARCQ-EN-BAROEUL Cedex - Tél. : (20) 31.24.80

directeur informatique HF

Banque — **Nord**

Pour faire face au développement de son informatique (télétraitement, télématique, Bases de donnees, GAB ...), cet important etablissement bancaire de la region Nord recherche le directeur de son service informatique.

Rattache directement à la Direction administrative, il sera responsable d'un centre informatique de 30 personnes, équipé de 2 ordinateurs IBM. Il devra assurer la conception et la mise en œuvre de plans de développement informatique a moyen et long terme et la gestion des budgets correspondants.

Le (la) candidat (e), de formation grande Ecole d'Ingenieur et âge (e) d'au moins 32 ans, a passé plusieurs annees à la tête d'un service informatique et il (elle) possede une très bonne connaissance d'IBM, des bases de donnees et du télétraitement, et si possible, une expérience bancaire.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite et remunération actuelle, sous la référence 13071 M à B. Beaunoir, Sema-Sélection: **Centre Metra 16/18, rue Barbés 92126 MONTROUGE**

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

296-15-01

SECTEUR INDUSTRIEL — FRANCHE COMTE

Directeur Logistique / Distribution

220 000 F +

Notre Société, 500 MF CA, 1600 personnes, leader de son marché, fabrique et commercialise des produits de consommation industrielle. 70 % de notre chiffre est réalisé avec des produits standards, gérés à partir d'un stock central (55 MF, 5000 références).

Nous créons la fonction de Directeur Logistique et Distribution pour optimiser la gestion de cet ensemble. Rattaché à la Direction Commerciale, vous serez responsable de toutes les opérations, depuis le traitement des commandes jusqu'à la distribution finale, en relation étroite avec le Directeur des Ventes. Au total, 100 personnes à encadrer, à dominante féminine.

De formation supérieure (type HEC, ESC ou Ecole d'Ingénieur), 35 ans minimum, vous êtes un homme d'expérience, parfaitement rôdé aux problèmes logistiques, à la planification, l'expédition et la gestion informatisée de volumes importants. Vos qualités de manager et votre bon sens *commercial* sont reconnus.

Dans notre Groupe, vous pourrez exprimer votre potentiel avec une réelle délégation de pouvoir.

Notre Conseil ALGOE examinera confidentiellement votre candidature. Merci de l'adresser sous réf. 762 M à Pascale GEHIN.

ALGOE 9 bis, route de Champagne - 69130 ECULLY.

MEMBRE DE SYNTEC

Dassein



emplois internationaux
(et departements d'Outre Mer)



PA CONSEILLER DE DIRECTION SA, membre du Groupe PA INTERNATIONAL (1.500 Consultants dans 23 pays) recherche pour faire face au développement de ses activités en Afrique francophone (Afrique de l'Ouest, Afrique Centrale, Madagascar,...) les spécialistes suivants :

Consultant spécialiste bancaire — 250.000 FF

Familiarisé aux systèmes financiers et de gestion avec utilisation d'outils mécanisés ainsi qu'aux problèmes généraux d'organisation bancaire, ce consultant assurera la réalisation complète de diagnostics et d'applications d'organisation, et de formation dans le secteur bancaire. Son succès professionnel tiendra à sa compréhension des évolutions des entreprises clientes et à ses qualités de relation et d'animation. Les candidats, âgés de 30 ans minimum, diplômés (HEC, ESSEC, ESCP, ITB, DECS,...) devront justifier d'une sérieuse expérience du secteur bancaire acquise à des postes de responsabilité. Les candidats retenus auront la volonté de travailler plusieurs années à l'étranger. Réf. A/062CM

Economistes planificateurs — 250.000 FF

Ces candidats devront justifier d'une solide expérience en matière de planification économique et/ou industrielle, soit sur un plan macro-économique, soit sur un plan sectoriel. La pratique des méthodes économétriques et de simulation et l'utilisation de l'outil informatique seraient appréciées. Pour réussir dans ce poste, *les candidats, âgés de 30 ans minimum, devraient être diplômés d'enseignement supérieur du type Sciences* Economiques, HEC, ESSEC, INSEAD, MBA, INSEE,... Pour l'un des postes à pourvoir, une expérience en matière de planification des ressources humaines serait un net avantage. Réf. A/062EM

La rémunération, versée en France, de l'ordre de *250.000* francs français, pourra se négocier au vu de l'expérience. Il s'y ajoute la prise en charge des frais sur le lieu d'affectation (séjour, logement, voiture) ainsi que le voyage des congés annuels (six semaines) pour la famille. Pour ces postes, écrire à R. PATTOU.

Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Nigeria

Commercial management supervisor

Leading french company seeks for a person to **supervise commercial management** for a subsidiary in **NIGERIA** (turnover 1982 : 34 millions Frs).

The successful applicant will be in the age range 30-40 and must be **well versed in services with oil exploration** and he must also be **qualified for management and contacts with officials.**

The position requires business acumen, and **fluency in English and French** is a basic requirement.

Candidates must be **available immediately.**

The position is settled in **PORT HARCOURT.**

Send detailed C.V. in your own hand writing with the reference 2426 precised on the enveloppe, to **MEDIA P.A.** - 9, boulevard des Italiens - 75002 PARIS, who will forward.

MEDIA PA

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



emplois régionaux



USINE D'ETREPAGNY (Eure)
cherche

RESPONSABLE SERVICES TECHNIQUES

En assistant en clientèle les Ingénieurs technico-commerciaux et en supervisant à l'usine les services développement produits et méthodes, vous participerez aux études pièces nouvelles et amélioration des produits.

Si vous êtes de formation **Ingénieur Mécanicien**, connaissant bien l'anglais, si vous avez une première expérience industrielle, le sens du travail en équipe et l'envie d'entreprendre, adressez votre candidature à PAULSTRA -
Département Recrutement sous réf. 14 M 2, rue Balzac 75008 PARIS

Ingénieur études produits
Normandie

Important Groupe Industriel (1 200 personnes) fabriquant produits techniques Grand Public de haute renommée recherche

INGÉNIEUR CHEF
DES SERVICES TECHNIQUES
(Études des produits - Recherche - Développement -Méthodes).

Il faut :
- *maîtriser l'emploi de matériaux divers (métaux, matières plastiques, textiles),*
- être particulièrement inventif,
- se tenir informé des technologies nouvelles,
- diriger le travail de 30 techniciens,
- coopérer efficacement avec les services commerciaux.

Une expérience de 10 ans dans l'industrie est indispensable.

Lieu de travail : importante ville de Normandie.

Rémunération départ 200 000 F. Écrire manuscrit (+ photo) à.

L. justet psychologue
18, rue des Grottes 84000 AVIGNON

MEDIA PM

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE
recrute
pour son **CENTRE DE SOLAIZE**

INGENIEUR

en électricité, automatisme et *régulation.*

Le candidat, homme de terrain intéressé par :
- *les* problèmes techniques concrets
- l'organisation du travail
- les contacts humains

devra avoir quelques années d'expérience

Il sera chargé de la réalisation et de la maintenance des unités de développement, de la conception et de la réalisation des aménagements du site.

Il aura également la responsabilité des utilités.

Adresser CV + lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence 10810/L à Contesse Publicité - 74, rue Béchevelin 69363 Lyon cedex 01, qui trans.

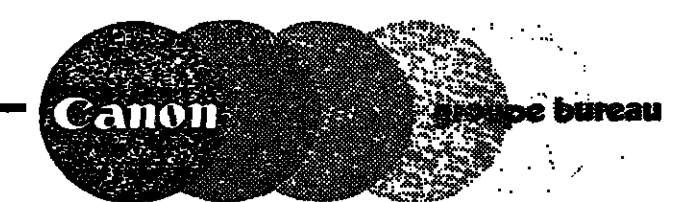
CONTESSE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Recherche pour ses Unités Opérationnelles Régionales de : Bordeaux, Lyon, Lille, Marseille, Nantes, Paris, Rouen, Strasbourg et Toulouse des :

Assistants de promotion

qui assureront le lancement en Unité du Télécopieur.
Sous la responsabilité du Directeur d'Unité Opérationnelle, leur rôle sera de faire vendre les forces commerciales *directe et indirecte*

L'expérience d'une fonction Technique dans la bureautique est souhaitable :
Merci d'adresser vos candidatures (CV + lettre manuscrite + photo) à Michelle VEYSSIERE.

Assistance Générale de la Direction Copieur.
CANON FRANCE 93154 LE BLANC MESNIL CEDEX

média-system

Diriger le contrôle de gestion . . .
dans une filiale de MATRA



PICART LEBAS, spécialisé dans les systèmes d'intercommunication et d'autocommutation électronique (C.A. 82 : 300 MF), recherche un Contrôleur de Gestion expérimenté pour assister la Direction Générale dans ses prises de décision.

Membre du Comité de Direction et animateur d'une petite équipe, vous ferez vivre et perfectionnerez les outils de gestion, informatisés, assurerez la réalisation des Plans à Court et Moyen Terme, proposerez les modifications utiles au développe*ment de la Société.*

Ingénieur de formation ou familiarisé avec les problèmes industriels, vous avez une formation de gestion complétée par une experience réussie de 5 à 10 ans incluant la fonction de Contrôleur de gestion.

Le poste est à pourvoir à 130 km au Sud-Ouest de Paris.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous référence 8/DCG/LM à notre Conseil qui vous garantit toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA

PAYS DE LOIRE — *GLAENZER SPICER*

1.800 personnes - filiale groupe international important, leader dans notre domaine (secteur auto) et fabriquant du matériel de haute technicité, recherche pour développer son potentiel humain

Ingénieurs diplomés grandes écoles

(AM, ENSI, INSA,...)

ayant 3 à 8 ans d'expérience et à fort potentiel d'évolution.

Chef de service qualité

Réf. 547/M

A la tête d'une large équipe de techniciens hautement qualifiés qu'il devra animer, il sera investi d'un rôle décisionnel important. Sera par ailleurs chargé d'entretenir de nombreuses relations à l'intérieur comme à l'extérieur. Des bases solides en métallurgie et traitement thermique sont indispensables.

Responsable méthodes

Réf. 548/M

Celui-ci, encadrant une équipe de professionnels et de techniciens expérimentés sera chargé de tous les problèmes concernant l'industrialisation des produits et l'évolution des moyens de production.
Il sera, à ce titre, l'interlocuteur des études et des services de production.

Larges possibilités d'évolution de carrière à l'intérieur du Groupe. Rémunération pouvant dépasser 200.000 Frs/an selon expérience.

Adresser CV. détaillé avec lettre manuscrite et prétentions à J.M. LEGRAND, en précisant la référence.



CENTRE DE PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL - 3, Bd René Levasseur
72000 LE MANS.

LE MANS - ANGERS - LIMOGES

COFAP

Message à un Jeune
INGENIEUR DEVELOPPEMENT GENIE CHIMIQUE

Vous souhaitez entrer dans une importante société pétrochimique développant et commercialisant entre autres des spécialités qui lui assurent dans ce domaine un leadership mondial.

L'un des Centres de Recherche Appliquée situé dans le

Midi méditerranéen

souhaite intégrer un jeune ingénieur pour développer en laboratoire, en *pilote puis en fabrication, des process faisant intervenir* toutes les opérations unitaires de la chimie.

C'est l'occasion de faire acte de candidature, si vous êtes un ingénieur (0 à 3 ans d'expérience) diplômé au plus haut niveau (P.C., Génie Chimique, ENSPM), si vous parlez anglais et si vous êtes un homme de Recherche Appliquée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et rémunération actuelle sous référence M/103/AJ à notre conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.



CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris



ÉTABLISSEMENT INDUSTRIEL D'ÉQUIPEMENT AÉRONAUTIQUE DE CHATELLERAULT (VIENNE)
(effectif 930 personnes)

LA DIVISION NAVIGATION INSTRUMENTS

recherche

A) Pour son Département « ÉTUDES ET DÉVELOPPEMENTS »

UN INGÉNIEUR HAUT NIVEAU (H. ou F.)

qui sera chargé de résoudre les problèmes théoriques complexes dans les domaines des capteurs - gyroscopes asservissements, etc. Cet ingénieur devra être intéressé par la connaissance profonde des phénomènes liés à la physique moderne.
Formation : Ingénieur Grandes Ecoles ou Universitaires.

UN INGÉNIEUR DÉBUTANT (H. ou F.)

de formation électromécanique du type ENSI, pour études et développements de capteurs de très haute précision.

B) Pour son Département « PRODUCTION »

UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN DÉBUTANT (H. ou F.)
UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN

ayant expérience usinage et solides connaissances en outils coupants et technologie des machines-outils.

Envoyer C.V. et prétentions
SFENA, B.P. 128, 40, rue de la Brelandière,
86101 CHATELLERAULT CEDEX.

Caisse Nationale de Retraite Complémentaire
implantée dans la Métropole Nord
Equipée d'un DPS 7 et d'un mini 6/74
avec un réseau de 60 écrans.

Recherche :

RESPONSABLE INFORMATIQUE et ORGANISATION

Il aura pour mission principale :

- *L'encadrement d'une équipe d'études* de 11 personnes.
- Organisation, suivis et contrôle de l'exploitation (10 personnes).
- Liaisons avec les services utilisateurs et organisation en fonction des chaînes informatiques existantes ou à créer.

De formation supérieure, il aura une expérience minimale de 5 années dans un poste similaire.

- Adresser C.V. détaillé et prétentions
  Ecrire s/nº 7.878 *le Monde* Pub.,
  service ANNONCES CLASSÉES,
  5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Chambre de commerce et d'industrie
Conseil opérationnel auprès de PMI du Nord

INGENIEUR DE PRODUCTION

Cette C.C.I. d'une ville moyenne du Nord de la France, développe depuis plusieurs années son action en faveur de l'industrie régionale. Son service de développement *industriel est animé par une équipe pluridisciplinaire très motivée.* Il soutient l'activité des entreprises de la région par des interventions nombreuses et diversifiées. Pour étendre son champ d'action, il souhaite coopter un nouveau collaborateur.

Intéressé par la région et par le conseil aux entreprises. Il participe aux actions collectives, sectorielles ou thématiques du service. Il se voit également confier des missions individuelles auprès de PMI sollicitant le concours de la Chambre dans son domaine de compétence.

Pour ce poste très enrichissant, nous souhaitons rencontrer un jeune Ingénieur de Production. *Il possède, si possible, une formation complémentaire et peut justifier* d'une première expérience significative de gestion de production.

Les conditions offertes et les avantages liés à la fonction sont de nature à motiver des personnalités de valeur.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 19789 A. à :

EGOR INDUSTRIE
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system

Ingénierie et conseil à Nantes

INGENIEUR COMMERCIAL

L'entreprise est un des tout premier groupe français d'ingénierie. A l'international comme en métropole, son activité s'étend à tous les domaines économiques : *industries de transformation, industries agro-alimentaires, équipements collectifs,* mais aussi C.A.O., design ou ergonomie appliquée. L'évolution de ses structures l'amène à rechercher pour sa Direction régionale Ouest un Ingénieur Commercial confirmé.

Autonome et responsable, le titulaire du poste a pour mission d'assurer le développement commercial de l'agence; il analyse les informations, détecte les affaires, étudie leur faisabilité et conduit les négociations avec l'aide éventuelle de spécialistes.

Pour ce poste à responsabilités, nous souhaitons rencontrer un fort tempérament commercial, familier de la vente de services, expérience acquise de préférence dans le conseil ou l'engineering.
Il a parallèlement des introductions auprès des instances régionales de décision et la connaissance du secteur.
Ce poste basé à Nantes est susceptible d'intéresser un professionnel à fort potentiel.
Les candidats peuvent être reçus à Nantes ou Paris.
Pour informations complémentaires, écrire sous réf. M 3448 C à :

EGOR PROMOTION
63 rue de Ponthieu 75008 Paris

EGOR OUEST ATLANTIQUE
5 rue Crebillon 44000 Nantes

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system

Une **importante banque régionale** recherche un **cadre** confirmé pour lui confier à court terme la responsabilité du service

Gestion des valeurs mobilières

Agé d'au moins 35 ans, de formation supérieure, le candidat retenu pourra justifier d'une réelle expérience des marchés financiers français et étrangers.

A la tête d'une petite équipe de gestionnaires, il aura la responsabilité de l'ensemble des portefeuilles d'actions du Groupe et de la clientèle.

Cette fonction est à pourvoir dans une grande ville universitaire de l'Est et comporte une rémunération évolutive qui tiendra compte de l'expérience.

Témoignez-nous votre intérêt en nous écrivant sous référence 3861/LM. Notre entière discrétion vous est acquise.

40, rue du Tivoli
67000 STRASBOURG

managing

Dans le cadre du développement de son réseau
LE CRÉDIT COOPÉRATIF
recherche
pour les régions de Basse Normandie, Limousin, Alsace

RESPONSABLES D'AGENCES et ADJOINTS

- formation *supérieure indispensable* ;
- cadres ayant une expérience d'exploitant de haut niveau ;
- une excellente capacité d'analyse financière et le sens du contact sont nécessaires pour développer les relations entre le groupe et les clientèles de l'ÉCONOMIE SOCIALE.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à N. 2863
PUBLICITÉS RÉUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris



CONSEILS et EXPERTS
au service du développement des Entreprises et des Hommes

Premier groupe européen indépendant de Conseil, d'Etudes et de Formation, la CEGOS regroupe 650 collaborateurs dans le monde dont 400 en France. Ses consultants sont des experts alliant la maîtrise d'une ou plusieurs spécialités à la capacité de mobiliser les hommes dans l'entreprise. Ils réalisent plusieurs centaines d'interventions dans des entreprises grandes et moyennes et forment pour l'action plusieurs milliers de cadres, chaque année. Les hommes et les *femmes que nous recherchons vivront à la CEGOS un temps fort de leur carrière, au contact des problèmes variés* posés par les Entreprises et les Administrations. Entrepreneurs, catalyseurs de progrès, mobiles et ouverts, ils bénéficieront de l'expérience riche et diversifiée acquise par des consultants de haut niveau intervenant à l'échelle internationale.

Stratégie et Management

INGENIEURS (Grande Ecole + Gestion + Anglais)

STRATEGIE ET PLANIFICATION

Aux côtés d'hommes de grande expérience, vous participerez à des missions de diagnostic stratégique des entreprises, de mise en place de systèmes de *planification, d'études de marché, de conseil* en orientation des activités.
Ingénieurs, ou Sciences Po, Sciences Eco, vous avez 3 à 5 ans d'expérience et une *forte motivation pour ce métier*; vous êtes créatif et imaginatif ; vous avez le goût de l'approche sociologique des problèmes. Vous trouverez dans notre équipe l'opportunité d'une bonne formation au *métier* de Conseil en stratégie.

Ecrire Réf. SM 01

ETUDES TECHNICO-ECONOMIQUES

Pour apporter votre contribution à nos études de développement *de produits, de choix d'activités nouvelles, de faisabilité de* projets, vous travaillerez avec des consultants qui allient à de solides connaissances techniques, une bonne compréhension des problèmes *économiques et une expérience certaine de la vie des entreprises.*
Ingénieur (ESE, AM, IDN...) vous avez au moins 3 ans d'expérience soit en milieu industriel dans les secteurs électronique, méca-*nique, ou matières plastiques, soit dans le métier de conseil.* Vous avez travaillé ou effectué des voyages d'études à l'étranger. Si, en outre, vous avez le goût de la négociation, vous pourrez dans notre *équipe continuer à développer votre intérêt pour les mécanismes* économiques.

Ecrire Réf. SM 02

CONTROLE ET SYSTEMES DE GESTION

Votre première expérience, de 3 à 4 ans, vous a permis de mesurer l'importance décisive de la qualité des systèmes de gestion pour la réussite de l'entreprise. Vous souhaitez *élargir votre expérience* en participant à des missions de diagnostic, de conception et de mise en place de systèmes de gestion dans des entreprises variées.
Si vous avez déjà assumé une responsabilité exigeant du sens pratique, du jugement et un excellent contact humain, vous trouverez dans une équipe de grande expérience, la formation progressive et *le développement que vous souhaitez.*

Ecrire Réf. SM 03

Développement des Ressources Humaines

CONSEIL GESTION PERSONNEL

Les activités de conseil en matière de politique sociale et gestion du personnel se développent ; nous recherchons un Conseil de haut niveau dont le rôle est d'intervenir auprès des Directions du *Personnel : il fait le diagnostic et la mise en place des nouvelles* structures de gestion du personnel, notamment de la décentralisation de la fonction « Personnel » vers les unités d'exploitation (gestion informatisée, structures salariales, relations sociales, évaluation des fonctions).
Ce poste convient à un candidat de formation supérieure (Grandes Ecoles, *Universitaires...) ayant acquis une expérience de 10 ans* minimum au sein d'une Direction Centrale de Personnel d'une grande entreprise ou d'un cabinet conseil.

Ecrire Réf. GP 04

RELATIONS HUMAINES

L'Equipe IPSSO constituée depuis 10 ans, très performante, à haute exigence technique et dont la notoriété dans les domaines Relations *Humaines, Communication, Développement des Organisations* est établie, cherche 3 psycho-sociologues pour les postes suivants :
— Formation de cadres de haut niveau au management *Réf. RH 05*
— *Entraînement des dirigeants à la pédagogie, la conduite de* réunions, l'établissement de plans de formation... *Réf. RH 06*
— Formation des agents de maîtrise aux relations hiérarchiques, *communications, développement personnel... Réf. RH 07*

Pour ces trois fonctions, une double formation est requise : Université, Sciences Po, Ecole d'Ingénieurs, Ecole de Commerce... complétée par *un diplôme de psychologie, psychologie sociale ou sociologie.* Les trois candidats(tes) retenus(es) posséderont une expérience de 3 ou 4 ans acquise dans un cabinet ou en entreprise et seront rompus à l'ani-*mation de groupe. Ils devront également être capables de comprendre* et traiter la demande des clients pour, outre l'animation de stages, assurer un véritable rôle de conseil. La pratique de l'anglais sera appréciée.

INGENIERIE EDUCATIVE

Ingénieur diplômé d'une Grande Ecole, âgé de plus de 28 ans, votre expérience opérationnelle des méthodes de production et votre *pratique de la communication sur les lieux de travail vous incitent* à dépasser la dimension purement technique de votre métier, au bénéfice d'une vision plus globale de l'entreprise faisant intervenir *les sciences humaines (économie, sociologie...).*
CULTURE ET PROFESSION, unité de conseil et de formation du Groupe CEGOS, vous offre la possibilité de réaliser cette démarche.
L'équipe actuelle souhaite vous associer rapidement à des actions de formation et de mise en place de processus pédagogiques permanents. Mais elle vous propose surtout de contribuer au déve-*loppement de nouveaux modes d'organisation et de communi-*cation dans les entreprises. Le poste est à pourvoir à Paris. La pratique de l'anglais constitue un atout supplémentaire.

Ecrire Réf. IE-08

Gestion Industrielle et Productique

INGENIEURS (X, Mines, Centrale, AM)

INDUSTRIALISATION — PRODUCTIVITE

Mission :
— Diagnostiquer les axes de progrès des usines ou des lignes de fabrication de nos clients,
— établir des plans de modernisation impliquant les produits, les outils de production (automatismes, robots) et la capacité d'évolution du personnel,
— faire participer Etudes, Méthodes, Fabrication et Maintenance jusqu'au niveau ouvrier à la préparation et à la mise en œuvre de ces plans.

Ecrire Réf. GI 10

CONCEPTION PRODUITS — PROCEDES

Mission :
Concevoir conjointement le produit et la technologie de fabrication pour mieux répondre à la demande commerciale et pour faire chuter les prix de revient.
A cet effet il faut pratiquer en permanence le « design to cost » et la « value process », avec pilotage du groupe de travail chez nos clients ; développer une notoriété et un enseignement sur ce sujet ; utiliser les expériences japonaises et californiennes.

Ecrire Réf. GI 09

GESTION INFORMATISEE DE LA PRODUCTION

Mission :
— Diagnostiquer les problèmes-clés de nos clients et identifier les étapes de résolution de ces problèmes. Situer la place de l'informatique, construire des projets intégrant les systèmes FAO et les progiciels de gestion les plus adaptés.
— Conduire la réalisation de ces projets notamment sur le plan informatique.
— Développer la notoriété de la CEGOS dans ce domaine : Publication, conférences, visites de prospection.

Ecrire Réf. GI 11

Ces responsabilités conviennent à des candidats ayant acquis au moins 5 ans d'expérience professionnelle dans un des domaines cités.

Informatique et Organisation

EXPERTISE TECHNIQUE

Pour renforcer l'équipe actuelle d'experts techniques en informatique, nous recherchons des spécialistes en :
RESEAUX et BASE DE DONNEES.
Les EXPERTS RESEAUX ont pour mission de conseiller les clients dans le choix et l'utilisation des réseaux informatiques ; ils en étudient les *performances ; ils assistent les équipes de déve*loppement lors de la mise en place. Ces postes conviennent à des Ingénieurs Télécom, Supelec... etc possédant au moins *5 ans d'expé*rience acquise chez un utilisateur ou un constructeur.

Ecrire Réf. ER 12

Les SPECIALISTES BASE DE DONNEES ont pour mission de conseiller les clients dans le *choix de leur système de gestion de base de* données : conception de la base, assistance dans la mise en œuvre et organisation. Pour *assumer ces responsabilités,* il nous faut des ingénieurs expérimentés en systèmes d'information, issus de Grandes Ecoles ou ayant une *formation universitaire.*

Ecrire Réf. EB 13

CONSEIL en BUREAUTIQUE

Ingénieurs en bureautique

Mission : aider nos clients dans le choix des moyens et la mise en place des matériels et des logiciels ; ce poste convient à des Ingénieurs confirmés ayant acquis *une expérience* professionnelle de préférence chez un constructeur, d'au moins 5 ans en informatique dont 2 en bureautique.

Ecrire Réf. CB 14

Assistantes techniques bureautique

Mission : assister les Ingénieurs en Bureautique en participant à la mise en place des systèmes et en assurant la formation du personnel des clients à leur utilisation (logiciels, aspects techniques...). Ces postes conviennent à des jeunes femmes diplômées de l'enseignement supérieur, possédant une solide base en informatique et attirées par la pédagogie.

Ecrire Réf. CB 15

CONSEIL en CONNECTIQUE

Face au développement important et parfois *anarchique de la micro-informatique* et des systèmes bureautiques apparaît la nécessité pour nos clients de résoudre des problèmes de connexions et de dialogue entre les différents matériels et logiciels.
La création de cette activité nous permet de répondre aux demandes des clients, de les conseiller dans le choix des matériels et logiciels de base, de les aider dans la mise en œuvre et la réalisation.
Cette mission convient à des Ingénieurs informaticiens confirmés, connaissant les logiciels de base et les systèmes spéciaux, ayant acquis 4 à 5 ans d'expérience réussie dans la micro-informatique, de préférence chez un constructeur.

Ecrire Réf. CC 16

FORMATION en MICRO-INFORMATIQUE

Formateur spécialiste micro

Le Formateur Spécialiste Micro que nous cherchons est un Ingénieur ayant 2 à 3 ans d'expérience micro de mise en œuvre de systèmes chez les utilisateurs ; il développe une activité de recherche de nouveaux produits.

Ecrire Réf. FM 17

Ingénieur débutant

L'Ingénieur Micro, débutant, qui vient renforcer l'équipe de Formation à la micro est un consultant qui, dans un premier temps, participe à la conception et à l'animation de séminaires de formation (élaboration d'études de cas, monitorat, utilisation de nouvelles technologies éducatives...) ; dans un second temps, il anime développe et crée de nouveaux séminaires dans cette spécialité.

Ecrire Réf. FM 18

Merci d'adresser un dossier de candidature complet et détaillé (lettre manuscrite et C.V.) sous la référence choisie à



Pierre SCHUTZ, Directeur des Ressources Humaines, CEGOS
s/c Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux,
204 Rond-Point du Pont de Sèvres
92516 BOULOGNE CEDEX.

Membre de SYNTEC   Publival





Gestion financière et sociale — 240.000 F

Le directeur administratif et financier d'un groupe industriel performant, leader en France dans son activité, (chiffre d'affaires de l'ordre de 800 millions de francs-effectif d'environ 2.800 personnes) *recherche un adjoint de haut potentiel.* Dans un contexte de structures souples et de relations directes, il devra *élaborer et mettre en place une politique de coordination et d'information en* matière de gestion sociale pour les différentes unités du groupe (7 usines, 7 filiales, nombreux dépôts) tout en développant les outils de gestion financière, notamment le contrôle de gestion. Cette fonction évolutive, qui requiert une forte capacité d'adaptation et des qualités certaines d'organisation et de communication, intéresse un candidat âgé d'au moins 32 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, de type école d'ingénieurs et/ou école de gestion, possédant une expérience significative de gestion, acquise dans des entreprises performantes, qui lui aura permis de maîtriser les problèmes comptables, de *travailler avec l'informatique et d'être partie prenante à la gestion sociale.* La rémunération annuelle qui pourra être de l'ordre de 240.000 francs, sera fonc*tion de l'acquis professionnel et du potentiel du candidat retenu.* Le poste est basé en proche banlieue nord de Paris. Ecrire à J. HAXAIRE. Réf. A/2344M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Ingénieurs d'études et d'affaires — Paris

Biens d'équipement mécaniques et électromécaniques - Cette société, filiale d'un groupe français très important et mondialement réputé, est leader européen dans la conception, la fabrication et la commercialisation de biens d'équipement lourds dont *elle est le plus grand exportateur mondial.* Pour nourrir son expansion, elle recherche de nombreux ingénieurs, notam*ment un mécanicien de haut niveau et plusieurs diplômés possédant de préfé*rence une première expérience des études. Dans le cadre d'une affaire, ils par*ticiperont à l'élaboration du devis* sur le plan technique, puis prendront la responsabilité de la conception, ainsi que du suivi des études dans un souci constant du prix de revient et de la faisabilité. Ils assureront tous les contacts avec les fournisseurs, les clients et les usines, et suivront les essais et la mise en service. Ils animeront une équipe de 5 à 20 collaborateurs. Ces postes s'adressent à des ingénieurs généralistes et/ou mécaniciens diplômés (Centrale, AM ou équivalent) possédant pour le premier 7 à 10 ans au moins d'expérience en études (chaudronnerie de préférence), *pour les autres une première pratique* d'une fonction études ; les candidatures de débutants peuvent même être envisagées. *La connaissance de l'anglais est nécessaire. De réelles possibilités* d'évolution existent au sein de la société. Ecrire à M. FOBY. Réf. A/3713M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

ETABLISSEMENT FINANCIER
PARISIEN leader dans son domaine :
Financement de créances commerciales
gestion des comptes Clients de Société
recherche

jeunes cadres contrôleurs

chargés de courtes missions d'audit
Formation comptable niveau D.E.C.S.
Expérience Cabinet Comptable appréciée.

Evolution rapide du poste vers des fonctions de gestionnaire (Financement de Sociétés, responsabilité d'un Service d'une vingtaine *de personnes*).

Envoyer Curriculum vitae, photo et prétentions sous réf. 6092/M à :
A.M.P. 40, *rue Olivier-de-Serres* - 75015 PARIS (qui transmettra).

INGENIEUR ou PHYSICIEN H/F
Vente aux Laboratoires de Recherche
Région Parisienne

Notre société, filiale d'une entreprise américaine est leader sur le marché des Lasers. Pour renforcer notre équipe nous recherchons un physicien âgé d'environ 30 ans et de formation supérieure. Il sera chargé, sur un secteur géographique déterminé, de vendre des systèmes lasers auprès des responsables de Laboratoires et centres de recherche scientifique ou industrielle.
Le candidat sera en contact permanent avec des interlocuteurs de haut niveau dans des domaines très variés de la recherche et des technologies de pointe.
Le poste ne requiert pas nécessairement une expérience de la vente, cependant, il exige des connaissances de laboratoire.
Voiture de fonction et rémunération attractive.

Envoyer votre CV sous ref. 1037 M aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion absolue et réponse assurée.

350, rue de Vaugirard 75015 Paris

MEMBRE DE LA CSNCR — **GFC**

Hier, Ingénieur de Production
Demain... Contrôleur de Gestion.

IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE, nous recherchons un ingénieur pour lui confier à notre siège situé en TRES PROCHE BANLIEUE PARISIENNE, le contrôle de gestion de nos 10 USINES. Issu si possible d'une industrie lourde, il est de préférence déjà passé par la production et dispose soit d'une formation, soit *d'une expérience complémentaire en* GESTION, DOMAINE POUR LEQUEL IL EPROUVE UN SERIEUX INTERET. Rigoureux et homme de contact il suivra *l'ensemble des problèmes économiques liés à nos productions (investissements,* fonctionnement, *procédures de gestion, budgets...).*

Envoyer votre CV sous réf. **1036 M** aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion absolue et réponse assurée.

350, rue de Vaugirard 75015 Paris

MEMBRE DE LA CSNCR — **GFC**

Important groupe
de distribution recherche

ASSISTANT DE PERSONNEL

chargé de préparer, analyser les tableaux de bord et bilan social, conseiller les établissements pour application des textes légaux, conventions collectives, règlements intérieurs, diffuser les informations sociales.
Ce poste conviendrait à un candidat ayant une expérience de 2 ans minimum dans un service du personnel ou débutant motivé connaissant le droit social.
Poste à pourvoir en banlieue sud de Paris avec, éventuellement, des déplacements en province.

Nous vous remercions d'adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 8701 à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 PARIS, qui transmettra.

Plain Champs

UNE BANQUE D'OPPORTUNITES POUR UN SPECIALISTE CREDITS-EXPORT

Votre diplôme d'enseignement supérieur a été le point de départ qui vous a permis en sept à dix ans de devenir le vrai spécialiste des techniques crédits export utilisées tant en France que dans les principaux pays industriels.

Les mathématiques financières, comme l'anglais, vous sont familières. Votre connaissance de la micro-informatique *est un atout supplémentaire.*

Pour rejoindre notre département international, pour apporter tout votre poids dans les montages techniques d'opérations de commerce extérieur qui vous seront confiées, merci d'envoyer sous référence 21 VM votre dossier *de candidature (lettre manuscrite, CV et photo)* à :

Banque Indosuez - Service recrutement, carrières, formation -
44 rue de Courcelles - 75008 Paris.

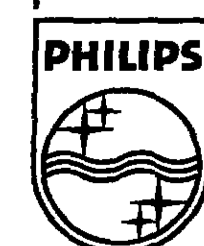


BANQUE INDOSUEZ — SOURCES

PHILIPS
Data Systems

animateurs de formation

— Débutants en informatique, votre formation scientifique (*Ecole d'ingénieurs, MIAGE, maîtrise de mathématiques*) et vos qualités pédagogiques vous permettent d'assurer la formation des utilisateurs de nos produits, qu'ils soient clients ou membres de notre personnel, dans notre centre de formation de Marne-la-Vallée.
— Vous parlez anglais et vous n'êtes pas opposés à des déplacements de courte durée.
— Nous vous assurons une *formation complémentaire* à nos produits.



Les titulaires des postes à pourvoir seront amenés au cours de leur carrière à évoluer vers d'autres fonctions.

Adresser CV et lettre manuscrite
à PHILIPS DATA SYSTEMS
Direction du Personnel
5, Square Max Hymans
75741 PARIS CEDEX 15



ISBA
CONSEIL ET INGENIERIE DE SYSTEMES BANCAIRES

L'informatique et le marché bancaire
Homme de marketing et négociateur

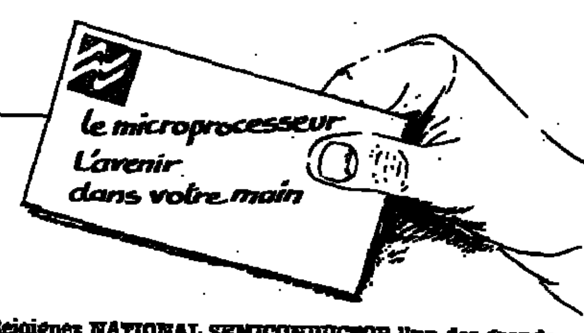
Spécialisés dans le domaine bancaire en France et à l'étranger, nous sommes filiales d'une des premières SSCI françaises. Nous recherchons l'Ingénieur d'Affaires de haut niveau capable :
— d'identifier sur son secteur la demande des banques et établissements financiers en matière d'automatisation,
— d'être l'interlocuteur de leurs Directions,
— de négocier avec elles des contrats de conseil d'ingénierie, d'assistance ou de produits.

Directement rattaché à la Direction Générale il sera chargé de développer l'action commerciale et de susciter le *développement* de produits bancaires spécialisés (spécifications, marketing, promotion...)

L'homme qui réussira dans ce poste sera obligatoirement un gagneur à l'affût des opportunités, disponible et bon négociateur. Une formation Grande Ecole (ingénieur ou commerciale) ainsi qu'une expérience du conseil seront vivement appréciées.

Nous avons demandé à Mme CLERE de nous aider à étudier les candidatures. Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souh. s/réf. 73664/M à Mme CLERE, Tour Chenonceaux, 204, Rd-Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE.

Publival



Rejoignez NATIONAL SEMICONDUCTOR l'un des grands mondiaux DES COMPOSANTS ELECTRONIQUES

INGENIEURS TECHNICO COMMERCIAUX
INGENIEURS D'APPLICATIONS
INGENIEURS QUALITE

Vous êtes Ingénieurs diplômés d'écoles Electronique
ou vous avez l'une des positions suivantes : AT3-ATP.
Une réelle expérience, ou débutants.

Vous avez de réelles connaissances en électronique et savez utiliser les microprocesseurs et leurs applications.
Vous aimez les négociations à hauts niveaux
Vous parlez l'anglais.
Vous êtes disponible pour les voyages.

Outre une entière autonomie, nous vous proposons un salaire attractif, un intéressement et une voiture de fonction.

Si l'un de ces postes vous intéresse adressez nous votre C.V. accompagné d'une lettre manuscrite et d'une photo à



National Semiconductor — 28 rue de la Redoute, 92260 FONTENAY AUX ROSES



e.d. veglia

Fournisseur du secteur automobile en pleine expansion, ce n'est pas impossible, c'est VEGLIA. Spécialisés dans la production de tableaux de bord et la commercialisation d'accessoires auto, nos résultats parlent d'eux-même : 600 millions de C.A., une croissance moyenne de 25 %, 2 500 personnes, des chiffres qui ne demandent qu'à s'accroître ! Tout comme notre département organisation et système pour lequel nous recherchons

chef de projet **informatique industrielle**

Véritable responsable de zone d'application, nous comptons sur vos 5 ans d'expérience industrielle pour développer nos systèmes d'information en gestion de production. De fréquents déplacements en usine sont à prévoir à Amiens et Besançon.

chef de projet **informatique de gestion**

Vous aurez la responsabilité de l'élaboration et du suivi d'importants projets en gestion administrative, financière et commerciale. Nous vous demanderons de mettre en place un programme de consolidation des différentes données des filiales de notre Groupe.

Pour ces deux postes, nous souhaitons rencontrer des candidats de formation ingénieur possédant 5 années d'expérience informatique.
Négociateur et autonome, vous avez un très bon contact pour répondre aux besoins et assurer la formation de vos interlocuteurs.
Votre mission : animer une équipe d'analystes programmeurs et gérer l'informatique répartie entre le siège et l'usine (IBM 43XX, 34, COBOL/GAP). Des connaissances en informatique transactionnelle CICS constituent un atout supplémentaire.
La souplesse de nos structures nous permettent de garantir des perspectives d'évolution dans différents secteurs de notre activité
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence 5126 à :
ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, *rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.*

NOUS GERONS L'ENSEMBLE DES PRESTATIONS ET AFFILIATIONS DES ASSEDIC DE LA REGION PARISIENNE

GIA ILE DE FRANCE 2

Notre système s'enrichit des dernières techniques de pointe. Nous faisons évoluer notre matériel CII HB DPS 8 connecté à un réseau de minis, dans un environnement de 200 terminaux et une extension importante à terme. Nous fonctionnons sous architecture DSA.

Pour renforcer nos équipes, nous recherchons :

1 PROGRAMMEUR operating système DPS 8

Référence M/069

- **domaine d'intervention :** l'équipe spécialisée système.
- **ses compétences :** assembleur - Cobol 74 - Cobol 67 - IDS 2 - IDS 1 - TDS - TP

1 PROGRAMMEUR système spécialiste réseau

Référence M/070

- **domaine d'intervention :** mini 6 - micro ordinateur - bureautique
- **ses compétences :** connaissance DPS 8 sous G COS 3, G COS 8 - mise en œuvre mini 6 - matériel bureautique - architecture DSA

1 ANALYSTE FONCTIONNEL DPS 8

Référence M/071

- **domaine d'intervention :** *conception, organisation de la programmation, contrôle de la réalisation*
- **ses compétences :** *DM 4 - IDS 2 -* encadrement d'une petite équipe d'analystes programmeurs

1 ANALYSTE PROGRAMMEUR DPS 8

Référence M/072

- **son domaine d'intervention :** participation à l'analyse organique; réalisation : dossiers d'application
- **ses compétences :** Cobol - IDS 2 - TP - DM 4

1 PROGRAMMEUR DPS 8

Référence M/073

- **son domaine d'intervention :** *réalisation des applications relatives aux dossiers d'affiliations, au sein d'une équipe*
- **ses compétences :** Cobol - IDS 2 - DM 4

Les candidats que nous désirons rencontrer sont diplômés d'études supérieures (DUT informatique, MIAGE ou équivalent) **et ont acquis une expérience de 2 ans sur les matériels CII-HB utilisés.**

Evolution professionnelle intéressante - *Salaire motivant* - Lieu de travail : *MALAKOFF (92).*

Envoyer lettre, CV et prétentions sous référence choisie à
ACLES - CII HONEYWELL BULL - 61/63, rue d'Avron 75980 PARIS CEDEX 20

acles

CIBA—GEIGY

5 secteurs d'activité, 3 usines

recherche

INGENIEURS DEBUTANTS

INSA, ENSI, ou équivalent, désirant faire carrière dans **l'informatique** pour leur confier des postes dans notre **service traitement de l'information.**

Les candidats que nous souhaitons rencontrer sont des hommes de terrain, ayant le goût de la production et une très grande aisance dans les contacts avec des interlocuteurs variés, capables également d'encadrer une équipe.

Le lieu de travail est à notre siège à RUEIL-MALMAISON.

Une formation à nos méthodes et à notre matériel (réseau IBM) sera assurée.

Nous vous remercions d'envoyer (lettre, CV, photo) à Stanislas ENGRAND
Département du Personnel
2 & 4 rue Lionel Terray — 92506 RUEIL-MALMAISON

La Filiale immobilière d'un important établissement financier national

recherche

un Conducteur de Travaux

Il sera chargé dans une petite équipe :

- de participer à l'élaboration de l'avis technique sur les immeubles à acquérir ou déjà acquis
- *de réaliser et contrôler tous projets de rénovation et de gros entretien* de ces immeubles
- de suivre techniquement et administrativement le bon déroulement des chantiers qui peuvent lui être confiés
- d'assurer toutes les prestations techniques dont l'établissement pourrait avoir besoin.

Une expérience similaire de plusieurs années est exigée.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous réf. **GV 1** à
L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02
qui transmettra

Ingénieurs d'affaires

CHAUFFAGE - CLIMATISATION

Filiale d'un groupe français à vocation internationale (3 milliards de C.A.), nous sommes spécialisés dans la conception et l'installation d'équipements thermiques à usage collectif et industriel. Nos chantiers sont répartis sur le territoire national et grâce à nos techniques de pointe nous maîtrisons l'énergie : *eau surchauffée, économies d'energie, reconversion charbon,* géothermie. Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons deux ingénieurs d'affaires. Leur mission est de définir et de coordonner la réalisation de plusieurs chantiers *depuis le projet jusqu'aux essais de fonctionnement.* Gestionnaires et organisateurs, ils élaborent les programmes de travaux ; sous-traitance, approvisionnement en matériel, respect des délais. Ils sont responsables du niveau technique et de la rentabilité des réalisations. *Hommes de terrain ils encadrent une équipe de techniciens,* assurent les R.V. de chantier en coordination avec les services internes. Ces postes d'envergure requièrent une expérience similaire de chargés d'affaires acquise dans le secteur de l'ingéniering, du bâtiment second-œuvre, *de l'installation climatique ou thermique.* Ils seront confiés à des ingénieurs expérimentés âgés de 30 ans minimum.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 5146 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

OSBORNE

PARTICIPEZ A UN DÉMARRAGE DANS UN MARCHÉ EN PLEINE EXPLOSION

et venez rejoindre MICRO PORTABLE le représentant d'OSBORNE COMPUTER CORPORATION

Le premier ordinateur professionnel portable est en train de révolutionner l'industrie des **micro-ordinateurs.** Lancé en 1981 dans la Silicon Valley, Californie, l'ordinateur personnel professionnel OSBORNE 1 est vendu actuellement au rythme de 10000 par mois, faisant instantanément de sa société OSBORNE COMPUTER CORPORATION le succès le plus acclamé de l'industrie américaine. *De nouveaux produits, tout aussi révolutionnaires, seront lancés cette* année.

Pour développer les activités en France, nous recherchons, basés à Paris, des

DIPLOMÉS GRANDES ECOLES

SCIENTIFIQUES ET COMMERCIALES

2 à 5 ans D'EXPÉRIENCE
FIXE ÉLEVÉ - TRÈS FORTE PARTICIPATION AUX RÉSULTATS

INGÉNIEUR COMMERCIAL DISTRIBUTION

Responsable de la vente et du support au réseau des boutiques informatiques.

INGÉNIEUR COMMERCIAL GRANDS COMPTES

Responsable de la vente et du support aux grandes sociétés françaises et internationales.

INGÉNIEUR COMMERCIAL SSCI/OEM

Responsable de la vente et du support aux sociétés qui contribuent de la valeur ajoutée (logiciel et matériel) au produit OSBORNE; en particulier développement des progiciels français et des marchés verticaux.

RESPONSABLE TECHNIQUE A DOMINANTE "LOGICIEL"

Support technique, en particulier aux ingénieurs commerciaux sur leurs marchés respectifs - dominante logiciels d'applications secteur personnel professionnel, management, finance, marketing, traitement de exte, systèmes de gestion de bases de données, langages de programmation, réseaux d'ordinateurs.

RESPONSABLE ADMINISTRATIF

Chargé des questions de finance, personnel, administration.

Pour réussir dans ces postes, l'anglais courant est indispensable, des compétences commerciales et informatiques nécessaires; mais dans ce marché explosif, il faut surtout des "entrepreneurs", passionnés par ce qu'ils font, et qui ont déjà fait preuve d'innovation et d'agressivité. Les possibilités sont sans limite.

Merci d'envoyer aujourd'hui même votre curriculum vitae à
MICRO PORTABLE,* représentant d'*OSBORNE COMPUTER CORPORATION
91, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris.
Discrétion assurée.

Notre avance technologique est la meilleure garantie de votre évolution, rejoignez-nous à Paris, Metz ou Lyon

Hewlett-Packard, leader mondial de l'instrumentation de mesure électronique recherche pour participer activement au développement de sa

Division médicale

Ingénieurs et techniciens de maintenance

expérimentés

Fort de votre première expérience réussie et après une ***formation très complète*** à nos produits en R.F.A. vous assurerez la maintenance des instruments en clientèle (électrocardiographes, échographes, cardiotocographes, *instruments d'exploration fonctionnelle ou* systèmes de surveillance intensive). Vous maîtrisez des technologies très diversifiées allant du transistor traditionnel aux gros systèmes informatiques en passant par les micro-processeurs les plus évolués.

Vous bénéficierez d'une rémunération attractive en rapport avec votre niveau technique et votre expérience complétée par de réels avantages (intéressement aux résultats de la société, voiture de fonction fournie).

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser une lettre manuscrite, un CV et une photo, sous réf 030 à Didier Gabin, Hewlett-Packard France, Service du Recrutement, 91947 Les Ulis Cédex.

HEWLETT PACKARD

média-system

Ingénieurs calcul de structures

Paris - La Défense

Importante entreprise française d'ingénierie, nous réalisons des ensembles industriels de très grande dimension.

Notre technologie implique que nous utilisions **les méthodes les plus modernes en analyse des structures.**

Nous souhaitons rencontrer des **ingénieurs débutants,** capables de s'intégrer à nos équipes pour développer nos codes de calcul et participer à nos analyses.

A 3/5 ans, une **évolution** vers d'autres types de postes est envisageable.

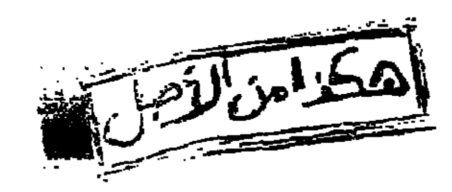
Le poste requiert la connaissance du calcul par éléments finis, de l'analyse des structures, **le goût et la capacité de s'adapter** à l'évolution permanente des méthodes.

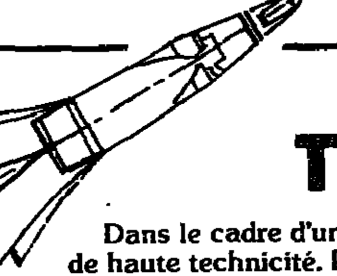
Merci d'adresser votre candidature en précisant sur l'enveloppe la référence 2430/LM à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens. 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA





THOMSON-CSF

Dans le cadre d'une Coopération Internationale pour un projet de haute technicité. La DIVISION AVIONIQUE, leader français du domaine, recherche pour **son service Électronique Missile** des

INGÉNIEURS spécialisés en

- Servomécanismes
- Traitement du Signal (Analogique et Digital)
- Optique
- Infrarouge

Une expérience de quelques années serait appréciée.
Connaissance de l'Anglais souhaitée.
Déplacements à l'étranger.

Ces postes sont réservés à des candidats de valeur, motivés pour devenir de futurs responsables d'affaires.

Merci d'envoyer C.V. et photo à Mme CHARRIER
THOMSON-CSF - 48, rue Guynemer 92132 ISSY-LES-MOULINEAUX.

HAVAS CONTACT

THOMSON
BRANCHE SYSTÈMES ET DÉTECTION

---

digital

N° 1 de l'informatique interactive

Vous avez plusieurs années d'expérience de la maintenance d'ordinateurs et la volonté d'évoluer vers des postes à responsabilité technique ou humaine :

- **Ingénieurs de maintenance systèmes**
- **Ingénieurs de support produits**
- **Instructeurs matériel-logiciel**
- **Responsables de projets**
- **Responsables d'équipe de maintenance**

Notre croissance continue vous offre cette opportunité et un choix réel d'évolution de carrière. Vous parlez l'anglais, nous vous formerons à nos derniers produits en Europe ou aux U.S.A.

Ecrivez sous réf. M 30 à
Nicolas GROS, Ressources Humaines,
DIGITAL EQUIPMENT FRANCE
2, rue Gaston Crémieux, B.P. 136, 91004 Evry Cédex, tél. 077.82.92.

LEADER MONDIAL des SYSTEMES AUTOMATIQUES FERROVIAIRES



INTERELEC (métros de Paris, Mexico, Santiago, etc.), nous développons et diversifions nos produits **(doublement du C.A. en 2 ans).** GROUPE MATRA

Nous recherchons un



Ingénieur électronicien
pour gérer un groupe méthodes et moyens de tests
(composants, sous-ensembles et produits électroniques)

L'Ingénieur que nous recherchons a une **formation ENSERG** ou **ENSEEIHT.** Il a plusieurs années d'**expérience industrielle,** de préférence dans un grand groupe. Il a eu l'occasion de concevoir des systèmes de tests dans une optique industrielle. Il a évidemment des connaissances en informatique.

Rattaché aux Méthodes industrielles, il apportera sa compétence à tous les stades du développement de nos produits, des études à la série. Il participera activement aux créations technologiques des tests et contrôles.

Il créera son équipe et définira les moyens qui lui seront nécessaires.

Si vous désirez un travail varié et autonome, des contacts à tous niveaux et des possibilités d'évolution, adressez votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous référence 1 IM à notre Conseil qui garantit la plus totale discrétion.

MÉDIA PA



Raymond Poulain Consultants **74, rue de la Fédération - 75015 PARIS**

Marketing, chaleur, énergie

L'un des leaders sur le marché du chauffage, cette importante société industrielle (3 000 personnes) recherche 2 chefs de produits, l'un en charge des appareils au gaz, l'autre des énergies nouvelles, pompes à chaleur et solaire.

Un marketing complet, s'exerçant à l'intérieur de l'hexagone avec une large ouverture sur l'international puisque 50 % de la production est exportée. Des produits destinés à l'équipement de la maison, souvent hautement technologiques, au carrefour des produits de consommation et des produits industriels. Etudes de marché, développement des nouveaux produits, mise au point du mix, détermination des objectifs, appui à la force de vente, analyse des résultats... Un marketing concret et opérationnel, proche de l'usine et du terrain, fait pour celui qui, au-delà des techniques et des méthodes bien intégrées, laisse une place de choix à l'initiative personnelle.

Les consultants du cabinet SIRCA, à qui cette recherche a été confiée, se proposent d'étudier, avec le même soin, deux profils. Le chef de produit «classique», de formation commerciale supérieure, qui, après 3 à 5 ans de marketing dans les produits de grande consommation ou d'équipement, *souhaite diversifier son expérience. Ou bien, le technicien du chauffage, qui* a déjà fait du chemin vers le commercial et se sent prêt à aborder ce poste de synthèse. Alors vite, une première lettre sous référence 235 881M. Merci de joindre CV, photo et de préciser le niveau annuel de votre rémunération.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

SOURCES

MEMBRE DE SYNTEC



Poursuivant sa croissance, CONTROL DATA France,

filiale d'un puissant groupe américain - 900 personnes, 800 millions de C.A. - commercialisant une gamme complète de systèmes et de services informatiques, recherche

pour ses services de traitement de l'information "Cybernet" un

ANALYSTE

De formation scientifique (maîtrise de mathématiques ou d'informatique ou équivalent), vous avez de bonnes connaissances en anglais et de préférence une première expérience en informatique qui vous a permis de pratiquer *Fortran.*

Votre aisance de contact et votre ascendant personnel pourront s'exprimer *dans cette activité où vous serez* amené à assurer la formation de nos clients.

Vous interviendrez, au sein d'une équipe, auprès des utilisateurs de notre réseau Cybernet dans le cadre d'une assistance variée (mini-ordinateurs, Cyber série 170, super-calculateur Cyber 205...). La *connaissance d'autres langages (Basic, Cobol) ainsi* que des protocoles de Télécommunications (2780, 3780 et HASP) est un atout supplémentaire (réf. 01.351.3).

pour son service financier

ASSISTANT CONTRÔLEUR DE GESTION

Il participe à :
- l'organisation et la coordination budgétaire entre les différentes divisions,
- l'analyse mensuelle des résultats,
- l'élaboration d'études ponctuelles financières, fiscales ou organisationnelles.

Vous avez une formation supérieure, HEC, ESCP, ESSEC, avec une spécialisation comptabilité, finances ou contrôle de gestion. Vous êtes débutant ou une première expérience vous a déjà familiarisé à la comptabilité U.S. et vous maîtrisez la langue anglaise (réf. EX 853).

Merci d'envoyer votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi à CONTROL DATA France, Service du Recrutement, 195, rue de Bercy, 75582 PARIS CEDEX 12.



CONTROL DATA



THOMSON-CSF
INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

THOMSON-CSF, Division Radiodiffusion Télévision, premier mondial dans le domaine de l'Émission Radiodiffusée et Télévisée, recherche pour ses services techniques des INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS pour les secteurs RADIODIFFUSION, TÉLÉVISION, ANTENNE
pour
- l'étude,
- le développement,
- la mise au point en usine et sur sites des matériels de puissance.

Ces ingénieurs sont DÉBUTANTS ou CONFIRMÉS.
Ils ont choisi une option **Radiocommunication ou Télécommunication.**
Ils parlent anglais.

Merci de bien vouloir adresser votre dossier de candidature, (sous référence EMI) à Gilbert MASANET, Service du Personnel, THOMSON-CSF-DRT, 94, rue du Fossé Blanc 92231 GENNEVILLIERS.

HAVAS CONTACT



THOMSON-CSF
COMMUNICATIONS



Pour soutenir la croissance de ses services de traitement de l'information, CONTROL DATA France recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

chargé d'assurer le support des clients utilisateurs de son service de gestion "CALL 370", le candidat retenu devra également développer la base installée.

De formation supérieure (Grande École Scientifique ou de Gestion), vous possédez de bonnes connaissances en gestion et vous disposez d'une expérience de 2 à 3 ans en informatique (BATCH ou *time-sharing*).

Le poste, basé à Marne-la-Vallée, exige dynamisme, esprit d'analyse et de synthèse, facilités naturelles de contact et une grande disponibilité. Un véhicule personnel est indispensable.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous réf. MX 611 à CONTROL DATA France, Service Recrutement, 195, rue *de Bercy, 75582 PARIS CEDEX 12.*

Plan Champs

CONTROL DATA







AUTOMOBILES PEUGEOT

recherche
pour la Direction Informatique

Jeunes ingénieurs grandes écoles

- X, Mines, ECP, AM, ESE, Sup'Aéro, ENSTA, ENSIMAG, ENSEEIHT

Universitaires 3e cycle

- Débutants ayant fait ou non une option informatique
- 1re expérience en Informatique

Après une formation complémentaire, ils seront affectés:

Dans un Service d'Études Informatiques
SOCHAUX, MULHOUSE, PARIS, POISSY

- *Pour les débutants*: comme **Analystes** avec évolution: vers la fonction Chef de Projet, vers d'autres fonctions: Production, Gestion, Études... dans un délai de 3 à 5 ans.
- Pour les ingénieurs ayant une expérience: comme **Chefs de Projets.**

Ces postes ouvrent de larges possibilités de carrière dans la Société Automobiles PEUGEOT et également dans l'ensemble du Groupe PSA.
Écrire sous la référence "Ingénieurs Informatiques" à :

AUTOMOBILES PEUGEOT
Direction Centrale du Personnel
75 Avenue de la Grande Armée
75016 PARIS

INGENIEURS ETUDES DE PRIX
PARIS **PROVINCE OUEST**

IMPORTANTE ENTREPRISE DE T.P. et GENIE CIVIL recherche pour ses Services Etudes, plusieurs INGENIEURS ETUDES DE PRIX, de formation supérieure (Centrale, T.P. ...) et ayant acquis une première expérience de l'étude de projets (estimation, méthode) d'ouvrages d'arts ou de gros génie civil. Ces ingénieurs seront intégrés dans les Services Techniques de la Société et seront chargés de PROJETS importants aussi bien en FRANCE qu'à l'étranger.

Connaissance de l'ANGLAIS souhaitée.

Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre Conseil.

Merci de lui adresser votre C.V., photo et prétentions sous référence 1114 M



Jean-Claude Maurice S.A.

397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Organisation et Publicité

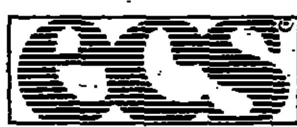
ENTREPRISE BATIMENT 1ER PLAN
implantée en Région Parisienne
recherche son

CHEF DES SERVICES COMPTABLES

HAUT NIVEAU

Il devra prendre en charge l'ensemble de la fonction comptable de l'entreprise composée d'établissements multiples et de filiales.
Le service comptable du siège dont il aura la direction comprend une vingtaine de collaborateurs.
Le candidat que nous retiendrons sera un spécialiste des problèmes comptables et fiscaux et aura acquis une expérience de plusieurs années si possible dans le secteur bâtiment. En dehors de ses compétences techniques (formation DECS + révision comptable + . . .) sa valeur personnelle sera déterminante dans notre choix.

Les candidats intéressés adressent un CV sous N° 8416 à
PARFRANCE ANNONCES
4, rue Robert Estienne - 75008 PARIS - qui transmettra



europe computer systèmes
Notre Société, spécialisée dans la location de matériel IBM connaît un développement rapide et important.
CA 1982 : de 800 M de F.

Nous recherchons pour notre siège aux *Champs Elysées*

REDACTEUR-ANALYSTE FINANCIER
pour l'étude des risques sur notre clientèle

La fonction implique :
- Analyse des bilans.
- Recherche de renseignements bancaires et commerciaux.
- Rédaction de rapports avec présentation au Comité d'Engagement.

Le candidat devra posséder :
- Une expérience bancaire (ou assimilée) de plusieurs années dans la même activité.
- Une bonne connaissance de la comptabilité allemande (un certain nombre d'opérations du groupe étant traitées en RFA).

Le poste proposé offres d'excellentes possibilités d'évolution de carrière à un candidat de valeur.

Nous vous remercions d'envoyer votre dossier de candidature à

Monsieur Boulan/ECS 16 rue Washington - 75008 Paris

SOURCES

J'exerce une profession libérale dans une grande entreprise.

Ingénieur des Mines de Nancy, j'ai choisi IBM à *la sortie de l'Ecole. Je me suis dit que l'informatique était un secteur plein de promesses et que, si je choisissais de travailler dans ce domaine, mieux valait être chez IBM.*
Aujourd'hui, quelques années ont passé et je ne regrette pas ce choix. Tout a commencé par une bonne formation très diversifiée : gestion, économie, technique, partagée entre mon agence et le centre d'éducation.
Dans cette agence je suis donc devenue ingénieur technico-commercial. J'y ai trouvé une ambiance et des conditions de vie que l'on n'imagine pas dans une multinationale. Surtout une grande liberté dans l'organisation de mon *travail dont je suis pleinement responsable.* Et aussi des rapports simples et directs avec la hiérarchie. En fait, j'ai souvent l'impression d'exercer une profession libérale, tout en bénéficiant des avantages d'une grande entreprise.
Il y a le travail en équipe aussi, avec l'ingénieur commercial, au service des clients qui me sont confiés et que je connais bien. J'ai un rôle d'assistance, de formation, de conseil. Je définis avec eux ce qu'ils vont faire de leur système et comment ils vont le faire, je les aide au démarrage, puis j'assure le suivi.
Mon avenir ? Pour l'instant je suis très bien là où je suis, car je continue d'apprendre beaucoup de choses : *c'est d'une grande variété intellectuelle.*
Je pourrai, si je le désire, poursuivre dans cette voie ou au contraire changer l'orientation de ma carrière et me tourner vers le marketing, le labo ou le management. Tout est possible.
Bien sûr, aucune entreprise n'est parfaite, mais je pense quand même avoir fait un très bon choix.

Catherine CHEN
Mariée - 2 enfants
Ingénieur technico-commercial IBM



Comment devenir ingénieur technico-commercial IBM ?
Posséder une formation Grande Ecole d'ingénieurs ou de commerce, être débutant ou avoir une première expérience professionnelle.
Nous vous demandons aussi d'accepter le principe de la mobilité géographique et d'avoir de bonnes connaissances en anglais. Des postes sont à pourvoir à Paris et en province.

J.P. Astor recevra avec intérêt votre candidature.
IBM France (réf. CM 02)
2, rue de Marengo - 75001 PARIS

IBM

Organisation et Publicité

GROUPE SYSECA

(nouvelle dénomination des Sociétés *ÉRIA - ÉCA AUTOMATION*)

STÉ D'INGENIERIE EN INFORMATIQUE
(630 personnes - C.A. 170 M.F.)
partenaire d'un groupe industriel de taille internationale

dans le cadre de l'expansion de son activité

SYSTEMES DE COMMUNICATION

INGENIEURS INFORMATICIENS

débutants ou ayant quelques années d'expérience,

Postes à pourvoir : développement de logiciel, avant vente, suivi d'affaires, conduite de projets

Domaines : télécommunications, réseaux de données, télématique, microinformatique

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 2016 à
GROUPE SYSÉCA - Service du Personnel
315, Bureaux de la Colline
92213 St Cloud Cedex
Tél. : 602.70.47

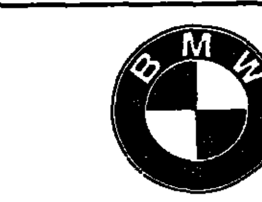
Publicités Hérisson

Cabinet conseil recherche pour

conseil formation

des professionnels confirmés intéressés par une activité à temps complet ou partiel dans les domaines suivants :
organisation, informatique, audit relations humaines, vente.
Expérience du secteur bancaire appréciée.
Envoyer lettre + CV + photo à EPI
7 rue Pasquier 75008 Paris, qui transmettra.

média system



CHEF DU SERVICE ORGANISATION LOGISTIQUE

Grâce à son esprit d'analyse et de synthèse, cet ingénieur en organisation devra, après avoir détecté les besoins, conseiller la Direction et prouver la pertinence de ses analyses puis faire appliquer et coordonner tout projet visant à améliorer les conditions de travail dans la société : informatisation, bureautique, modification et extension des locaux, procédures.
Nous recherchons un homme de communication sachant convaincre, entraîner l'adhésion de ses interlocuteurs et ayant déjà acquis une solide expérience dans ce domaine.
La connaissance de l'allemand ou de l'anglais est nécessaire.
Adressez votre lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :

BMW FRANCE
J.F. GUTHMANN. Direction du Personnel
3, *avenue Ampère* - 78390 BOIS D'ARCY

Publicités Hérisson

YREL

recherche dans le cadre de sa division
INSTRUMENTS ET SYSTEMES
un

ingénieur commercial

Le candidat doit avoir de bonnes connaissances en électronique logique et une expérience réussie de la vente de produits basés sur les microprocesseurs et de leurs applications en milieu industriel.
Anglais parlé exigé. Salaire et primes motivants pour candidat dynamique. Poste basé en **Région Parisienne.**

Adresser C.V. et prétentions à YREL
DIVISION INSTRUMENTS ET SYSTEMES
B.P. 40 - Rue Fourny - 78530 BUC

Organisation et Publicité



Avec l'ENS PTT, préparez une carrière aux multiples visages !



*Vous êtes **titulaire d'un des diplômes requis pour le concours d'entrée à l'E.N.A.*** (grande école, second cycle des universités) et vous souhaitez valoriser votre formation dans des domaines aussi divers que les **études financières, l'organisation de la production**, les **affaires sociales**, les **études commerciales** ou **l'informatique.**

Encore vous faut-il trouver le partenaire qui saura tout mettre en œuvre tant sur le plan de la formation que sur celui des moyens techniques **pour vous permettre d'exploiter au mieux vos capacités et de devenir un cadre dirigeant complet.**

De telles responsabilités, **l'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES P.T.T.** peut vous préparer à les assumer, grâce à une **formation de 3 ans dont 17 mois à l'E.N.A.**

Il s'agit d'un enseignement dispensé par des professeurs d'universités, des hauts fonctionnaires, des personnalités du monde économique et faisant appel à des **méthodes actives et efficaces** (études de cas, séminaires, utilisation de l'outil informatique).

A l'issue de cette formation, vous pourrez envisager une **carrière brillante et variée**, aussi bien au sein de l'Administration Centrale des P.T.T. que dans un Service Extérieur.

Le prochain concours d'admission a lieu les 27, 28 et 29 avril 1983 et il est ouvert aux diplômes de l'enseignement supérieur, âgés de moins de 30 ans au 1er janvier 1983 et libérés des O.M. (la clôture des inscriptions est fixée au 5 avril).

Si la perspective d'acquérir une formation complémentaire (rémunérée) de haut niveau et d'entreprendre une carrière non cloisonnée au cours de laquelle vos initiatives seront toujours encouragées vous intéresse, merci de prendre rapidement contact en téléphonant au (1) 200.34.34 ou au (1) 589.66.66, postes 46.68 et 43.10 ou en écrivant à **l'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES P.T.T.** - 46, rue Barrault - 75634 PARIS CEDEX 13.

ENS PTT le contact

Ministère des PTT

MEDIA PA

---

chef du département comptabilité et informatique

A 33 ans minimum, de formation supérieure type Sup de Co+DECS, vous êtes un excellent praticien *de la comptabilité et un bon utilisateur de l'informatique.*

Nous sommes une entreprise française de services techniques (1000 p., 900 MF de CA, 10 centres régionaux). A notre siège parisien, vous dirigez nos services comptables (22 p.) et animez la cellule informatique (3 analystes-programmeurs) travaillant sur un PDP 11/44 installé depuis 3 ans.

Vous établissez bilans et CE, préparez et contrôlez le budget ainsi que les plans de trésorerie et de financement soumis au DAF. Enfin, vous orientez la politique informatique.

Notre consultant, Mme M.C. TESSIER vous remercie de lui écrire (réf. 4046 LM).

chef de projet informatique confirmé, en Basse-Normandie

Un groupe industriel français prenant une dimension nationale, qui porte ses effectifs à plus de 5000 personnes et son CA à 2200 MF, met l'accent sur la distribution de ses moyens informatiques *dans sa nouvelle structure.*

Sous l'autorité directe de son DOI, vous organisez et pilotez l'installation d'applications de gestion industrielle *construites autour de progiciels et exploitées en libre service sur un réseau de minis, par des utilisateurs* dispersés sur le territoire.

Vous disposez d'une formation supérieure, ingénieur de préférence, et avez acquis en 7 ans environ une bonne maîtrise des techniques DB/DC soit en réalisant du clé en main en SSCI, soit en implantant des systèmes *décentralisés en entreprise.*

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 4112 LM) à **« Carrières de l'informatique ».**

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE · 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

Nous sommes une très grande entreprise spécialisée dans l'ingénierie électro-nucléaire.
Notre siège est à Paris et nos chantiers se situent en France et à l'étranger.
Nous recherchons un

Ingénieur de régulation

Fort de **votre expérience de la régulation de process industriels**, nous vous confierons les missions suivantes :
- Animer une équipe de 10 ingénieurs responsables de la mise en service de chaînes de régulation.
- Gérer les dossiers concernant les essais (procédures et modifications) en liaison avec les sites.
- Piloter des études de recherche et développement en liaisons avec les équipes projets et études.

Pour ce poste basé au siège, il est indispensable d'allier à la connaissance technique, des qualités de rigueur et de contacts humains.

Si cette fonction vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature, CV, photo et prétentions sous référence 3245 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra

média-system

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE LA DÉFENSE
recherche

ingénieur mécanicien

CENTRALE, ENSAM...

Après cinq ans d'expérience dans les domaines de l'étude de structures, en modélisation des phénomènes thermomécaniques ou thermohydrauliques, *nous vous proposons de vous intégrer à nos équipes chargées du développement de composants nucléaires.*

Une expérience complémentaire en B.E. ou fabrication serait appréciée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions) sous référence 50179 M à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

HAVAS CONTACT

Analystes-Programmeurs

CCF

Le **Crédit Commercial de France** recherche, pour son département Organisation Informatique, **des Analystes- Programmeurs à fort potentiel.**

Votre mission :

Vous participerez à l'analyse et au développement de logiciels faisant appel à des techniques avancées, au sein d'une petite équipe pluridisciplinaire.

Notre informatique :

Nous vous proposons un équipement informatique de haut de gamme **(IBM 3081)**, des applications bancaires ambitieuses, *des équipes motivées.*

Votre profil :

Vous avez une formation DUT informatique ou MIAGE complétée d'une expérience de 2 ans minimum sur matériel **IBM** et sur système **OS** ; vous pratiquez les langages **COBOL, PL/1** et, si possible, **CICS.**

Merci d'envoyer CV (en précisant votre numéro de téléphone professionnel pour un contact plus rapide), photo et prétentions à Crédit Commercial de France - *Direction des Carrières* 103 Champs Elysées - 75008 PARIS.

Nous sommes un groupe de sociétés décentralisées sur plusieurs pays (Europe, Afrique, *Asie) à forte croissance (C.A. : 1,6 milliard de Frs — 30 filiales).*
Notre métier : le bois, la forêt, la transformation, le négoce international, la distribution..
Nous recherchons pour la PROVINCE ET L'AFRIQUE des responsables

gestion - contrôle - organisation

Votre mission : - D'une façon générale assister le Directeur Général dont vous êtes le plus proche collaborateur, pour tous les problèmes financiers, de gestion et d'organisation de la filiale (l'importance des filiales est variable ; de 30 à 350 millions de FF).
- *Plus précisément*
  - Dynamiser l'organisation administrative, comptable et informatique.
  - *Etablir les budgets - Analyser les écarts - Mesurer les performances.*
  - Optimiser la gestion financière - Relations avec le Siège et les banques.

Vous êtes DIPLOME D'UNE GRANDE ECOLE COMMERCIALE, vous avez si possible le DECS, et une expérience de 5 ans en entreprise et/ou en cabinet d'audit.
Nous retiendrons les candidats capables d'évoluer vers des postes opérationnels de Direction de filiale.

BECOB Adressez lettre manuscrite + C.V. + photo + rémunération s/réf. M55 à P. DANEL — BECOB — 38 rue Brunel — 75017 PARIS

IMPORTANTE SOCIETE
PARFUMERIE ET COSMETIQUES
recherche
pour son usine située en proche banlieue Est

Chef de Projet Planning

Rattaché au Directeur d'Exploitation, il sera chargé de mettre en place un programme informatique des approvisionnements, gestion des stocks et gestion de production.
Ce poste doit évoluer vers la prise en charge progressive de la *responsabilité du planning-gestion des stocks.*

Adresser C.V., photo et prétentions à
MAP Conseil — 33 rue Linné — 75005 PARIS

**IMPORTANT GROUPE
DE DISTRIBUTION ALIMENTAIRE**
recherche

Auditeurs Internes Adjoints

Ils seront chargés de :
- vérifier et contrôler les activités des filiales
- participer à l'élaboration et à l'amélioration des procédures.

Les candidats seront titulaires du D.E.C.S. et leur travail nécessitera de fréquents déplacements en province.

Envoyer lettre manuscrite + CV + prétentions
sous réf. 8824 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris
Cedex 02 - qui transmettra

Lévi Tourney

SOCIETE D'INGENIERIE
Région Parisienne
recherche un

ingénieur en automatisme

alliant compétences sens de la communication et goût du travail en équipe pour activités de formation et activités de conseil en coopération avec cadres d'autres disciplines.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo, prétentions No 63895 à Contesse Publicité, 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui trans.

La Filiale de Crédit Bail Mobilier
d'une importante institution financière nationale
recherche

l'Adjoint à son Chef de Service Risques

- Il sera chargé de seconder le responsable dans l'ensemble de ses activités.
- Coordination de l'activité des analystes du service.
- Suivi des correspondants du réseau pour les données importantes.
- Surveillance et calcul des barèmes des quotats.
- Il étudiera d'autre part aussi un certain nombre de données qu'il défendra au comité de risques.

Outre une formation supérieure économique ou commerciale, il est demandé une solide expérience dans un poste similaire, et une grande facilité dans les contacts à tous niveaux tant avec le réseau qu'avec les entreprises.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous réf. GV 3 à
L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02
qui transmettra

Lévi Tournay

UN GROUPE BANCAIRE MULTINATIONAL
recherche pour faire face
à la rapide expansion de son réseau mondial

• exploitant classe VII

justifiant d'une expérience grandes entreprises/opérations étranger. Trilingue Français - Anglais Allemand.
Le plan de carrière passe par des postes à hautes responsabilités en Afrique francophone, anglophone et en Europe. Réf. A

• directeur de groupe d'agences

(Cl. VII, VIII)
ayant animé avec succès un réseau régional. Réf. B

• inspecteur de groupe

(Cl. VI)
ayant si possible 4 à 5 ans d'expérience de contrôle d'Agences en province. Réf. C

Adresser lettre de candidature en précisant la référence sous numéro 5044/M à :
AMP 40, rue Olivier-de-Serres - 75015 PARIS
Discrétion assurée.

Centre National d'Etudes des Télécommunications

PTT Télécommunications

MINISTERE des POSTES, des TELECOMMUNICATIONS et de la TELEDIFFUSION
à ISSY-LES-MOULINEAUX
recherche

ingénieurs

formation universitaire ou grande école

pour participer :

- **aux recherches sur les systèmes de communication avec les mobiles (poste 1)**
- ***aux essais techniques d'évaluation de systèmes* (poste 2)**
- **à des études sur de nouveaux réseaux de données (poste 3)**

Compétences en commutation électronique et/ou systèmes informatiques appréciées.

Adresser les candidatures avec C.V. détaillé, références, téléphone et prétentions en précisant le poste au CNET

cnet
Centre PARIS A/RDS
38/40, rue du Général Leclerc - 92131 ISSY-LES-MOULINEAUX

Organisation et Publicité

CONSTRUCTEUR FRANCAIS DE MATERIEL ELECTRONIQUE DE SAISIE D'INFORMATION
-PARIS CENTRE-

Petit groupe (30 personnes) dynamique, solidement ancré sur un marché à vocation internationale grâce à des *produits originaux exclusifs ayant fait* leurs preuves depuis une quinzaine d'années, recherche pour faire face à son expansion rapide

un électronicien

Ingénieur ou équivalent H/F

pour diriger et coordonner les travaux d'application de quatre Techniciens Electroniciens et participer au développement de produits nouveaux.

Le candidat a 3 ou 4 ans minimum d'expérience dans les réalisations sur microprocesseurs (8085 INTEL en particulier - connaissances du 6800 MOTOROLA et Z 80 ZILOG appréciées). Il connait le traitement et transport de l'information (connexions sur systèmes TELECOM), les langages ASSEM-*BLEUR ET BASIC* et possède des notions sur *PASCAL, COBOL, FORTRAN.* Il a une certaine pratique du commandement et une bonne connaissance de l'anglais.

Si vous souhaitez évoluer dans un groupe sympathique, en plein essor, envoyer CV et prétentions à

Jacques MOHIER, PAJ CONSEIL
2, rue des Dardanelles 75017 PARIS
sous référence B 169

paj CONSEIL EN RECRUTEMENT

CSNCR

IMPORTANT GROUPE NATIONAL D'INGENIERIE DU SECTEUR PARAPUBLIC
recherche

Expert comptable

diplômé

Intégré dans une équipe, il sera chargé :

- de missions d'*AUDIT* dans les sociétés du groupe,
- d'assistance et de conseils comptables,
- d'études et de maintenance de systèmes comptables et de gestion.

Profil recherché :
expérience dans le milieu des T.P. ou *de la promotion immobilière appréciée.*
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la réf. 9585, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

Média system

T.P. GENIE CIVIL

INGENIEUR COMMERCIAL

Dans le cadre de son développement une importante Entreprise de T.P. et GENIE CIVIL recherche
un INGENIEUR COMMERCIAL de formation supérieure (CENTRALE-T.P. ou équivalent) ayant acquis une première expérience réussie de la recherche d'affaires et de l'entretien de relations à haut niveau (administration, collectivités locales,...).
Ce nouveau collaborateur sera charge de suivre les projets qu'il aura préalablement détectés depuis les études préliminaires (avant projets) jusqu'à leur réalisation.
Connaissance de l'ANGLAIS souhaitée.
Poste à pourvoir : Region Parisienne.

Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre Conseil.
Merci de lui adresser votre C.V., photo et prétentions sous référence 1132 M.



Jean-Claude Maurice S.A.

397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Organisation et Publicité

La Filiale de prise de participations
d'une importante institution financière nationale
recherche

l'assistant(e) à un chargé de mission

Il(elle) sera chargé(ée) d'analyser les données d'entreprise, agro-alimentaires plus particulièrement, tant sous l'aspect financier que *sous l'aspect industriel. Il faudra suivre aussi les participations déjà acquises.*

Il s'agit d'une activité ouverte aussi sur l'étranger, qui nécessite donc, outre une expérience de quelques années dans un cabinet d'audit, dans une banque ou chez un broker, une formation supérieure HEC, *ESSEC, ECP ou Sciences Po. et une très bonne maîtrise* de l'anglais parlé et écrit.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous réf. GV 2 à
L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02
qui transmettra

Lévi Tournay

BANQUE PRIVÉE
recherche

UN GRADE CLASSE II

pour service portefeuille-compensation
Formation ECCIP ou BP de Banque.
Expérience de 2 ans dans poste identique.
Référence SP.

UN GRADE CLASSE III

pour gestion des crédits CT-MT France/Export.
Connaissances des crédits acheteurs appréciées.
Formation BP de Banque.
Expérience de 3 ans dans poste identique.
Référence GC.

Envoyer C.V. manuscrit et prétent. à O.C.B.F., 66, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 PARIS, *qui transmettra sous référence du poste choisi.*

PHILIPS

DIRECTION INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS

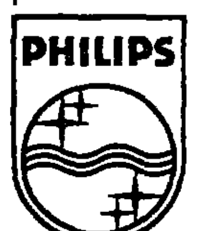
Vous êtes diplômés d'une grande école d'ingénieurs ou de gestion.

Nous vous proposons 2 postes d'

d'ingénieurs d'études

Le premier sera orienté vers la conduite de projets informatiques de gestion. Un début d'expérience ou une formation complémentaire en organisation, gestion d'entreprise sera un atout supplémentaire.

Le second, destiné à un Ingénieur Généraliste de haut niveau, constituera à rechercher et choisir sur le marché les progiciels de gestion, répondant aux besoins de nos correspondants.



A l'issu de quelques années à la direction informatique, ces postes vous permettront une évolution vers des fonctions opérationnelles dans les différentes limites.

Envoyer lettre de candidature, C.V. et prétentions à PHILIPS D.I.T.
Sce du Personnel - 50 rue Roger Salengro
94126 FONTENAY-S/BOIS

CEE ROBERT SCHISLER

sacs PMC papier - polyéthylène
leader dans sa branche, recherche
pour son bureau de Paris

cadre attaché commercial

introduit grands magasins - grandes surfaces.
Appointements fixes, avantages sociaux, voiture fournie.
Écrire CEE ROBERT SCHISLER
Zone Industrielle - 79100 THOUARS
Discrétion assurée.

Publicités Réunies

SCHNEIDER RADIO TELEVISION

jeune diplômé de l'enseignement supérieur commercial ou économique

VOUS SAVEZ :
— qu'une première expérience de la vente et de l'assistance *clientèle sera un tremplin* pour le développement de votre carrière commerciale.

NOUS PENSONS :
— que l'expansion continue du marché de l'électronique, la *notoriété et la qualité de nos produits (vidéo, audio, ménager)* vous permettront de valoriser rapidement vos diplômes et vos connaissances.

NOUS VOULONS :
— *vous confier dans un premier temps la responsabilité d'animer* et de développer notre réseau clientèle sur un secteur géographique déterminé.

NOUS VOUS PROPOSONS :
— de vous joindre à l'une de nos équipes régionales de Paris ou de Lille.
— une rémunération motivante (fixe + primes) et des indemnités : assurance, voiture, frais de séjour et déplacements.

Ecrire avec C.V. et prétentions au Département du Personnel
12, rue Louis Bertrand - Boîte Postale 210
94203 IVRY S/SEINE Cedex.

Etudiants, Etudiantes,

prévoyez votre rentrée 83/84.

L'Office Universitaire de Presse recherche

60 RESPONSABLES DE CENTRE *(Paris/Province)*

LEUR MISSION : *Recruter, former et animer une équipe* de vente étudiante chargée de promouvoir 300 offres d'abonnement presse en milieu universitaire et scolaire.

CONDITIONS : • Statut étudiant - 19/25 ans
• 20 heures/semaine • Voiture/téléphone
• Contrat 6 mois fixe + intéressement • Formation assurée
• Candidatures traitées par ordre d'arrivée

OFUP
Adressez C.V. + lettre avant le 30 avril
à Thierry PRUD'HOMME - OFUP
70, rue Mouffetard - 75255 PARIS Cedex 05

TRES IMPORTANT ORGANISME FINANCIER NATIONAL
propose à

deux analystes financiers

d'importantes fonctions très autonomes, de prévision, de conseil, et de relations, concernant l'évolution économique d'un ou plu*sieurs secteurs* d'activités industrielles.
Une formation de type ingénieur Grandes Ecoles, quelques années d'expérience, et des connaissances dans le Secteur Electricité/E*lectronique, sans être* indispensables, sont des atouts certains.
L'anglais est nécessaire.
La rémunération sera fonction du profil et des compétences des candidats.

Nous vous remercions d'adresser votre CV, votre photo ainsi que vos prétentions, sous réf. A 169, à PAJ Conseil, qui traitera confidentiellement votre candidature.

PAJ CONSEIL,
2, rue des Dardanelles 75017 PARIS

paj CONSEIL EN RECRUTEMENT

CSNCR

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

recherche pour St Quentin en Yvelines (78)

Pour son service Systemes Informatiques

Ingénieur Système réf. D 10

possedant 3 a 5 ans d'experience en logiciels de base IBM.. MVS, systemes de temps partage ou transactionnel. VTAM.. etc pour assurer l'etude, l'optimisation et l'evolution de systèmes conversationnels supportant des fonctionnalités d'infocentre (VSPC, VSAPL).

Ingénieur en micro informatique réf. D 11

possedant une experience de 3 à 5 ans comme chef de projet ou *ingenieur systeme*
pour definir et mettre en place une politique d'évolution du poste de travail informatique base sur l'utilisation de micro-ordinateurs (methodes ergonomie, logiciels de base et d'applications, ... etc.
Ces postes conviendraient a des ingenieurs Grande Ecole, universite ou equivalent interesses par une entreprise dynamique utilisant des technologies avancées et connaissant si possible le matériel IBM haut de gamme (MVS. SNA ... etc)

Pour sa Direction Informatique

Ingénieur Informaticien réf. D 14

pour prendre en charge des projets informatiques depuis la phase fonctionnelle jusqu au lancement ..
Développement sur ordinateurs de grande puissance (AMDHAL, V7 et V8) avec plusieurs centaines de terminaux : temps reel (CICS) temps partage (APL), Infocentre ..
Evolution possible vers les reseaux et micros ..
Ce poste conviendrait a un ingenieur Grande Ecole ou doctorat, possedant au moins 3 ans d'experience.

Pour le Développement de son réseau télématique multi-usages

2 Ingénieurs Informaticiens réf. D 12

Ils participeront à la réalisation de logiciels réseaux dans un contexte hétérogène et assureront la mise en place de l'environnement de programmation nécessaire.
De formation supérieure, ils possèderont une pratique de *systèmes évolués (Unix, Pascal, C...)* et une *expérience des problèmes d'interconnexion de réseaux (X25, Videotex, OSI, SNA, DSA...)*

un Ingénieur Réseau réf. D 13

Il assistera les utilisateurs dans l'évaluation de leurs besoins et contraintes ainsi que pour le choix et la mise en place des moyens nécessaires.
De formation supérieure, il possedera une expérience concrète des outils télématiques (modems, analyseurs, Transpac, Videotex) et de leur insertion dans les systèmes informatiques (IBM, CII, Burroughs, ICL...)

Pour réaliser son Réseau National de Transmissions de Données et renforcer son équipe Support Technique de Réseau

Responsable Support Technique Réseau réf. A 9

pour créer puis diriger l'équipe.

Ingénieurs Réseau réf. A 10

expérimentés pour rejoindre une équipe de haut niveau chargée *de concevoir et réaliser des logiciels, effectuer les recettes* (matériels, logiciels, documentations), participer au déploiement et à l'évolution du réseau et conseiller les partenaires.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions en précisant la référence du poste à
CNCA - Gestion des Personnes - 75710 Paris Brune

Lori Tournay



Département Immobilier

Les **ASSURANCES GENERALES DE FRANCE** recherchent pour leur Département Immobilier des **Gérants.**

Votre formation supérieure de type **BTS de gestion des entreprises ou équivalent vous aura permis d'acquérir de solides connaissances juridiques, comptables et de gestion.**

Une première expérience en entreprise constituerait un atout appréciable. Après une **période de formation** de 24 mois environ assurée par la branche immobilière, vous serez responsable de la gestion d'un groupe d'immeubles.

Ce poste, basé à Paris, implique quelques déplacements en banlieue.

De larges perspectives de développement de carrière seront offertes à des éléments de valeur.

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions aux A.G.F. - Service Recrutement - 33, rue Lafayette - 75009 PARIS.

MEDIA PA



INGENIEUR COMMERCIAL
INGENIERIE INDUSTRIELLE

Cette importante entreprise de T.P. *et de* GENIE CIVIL *souhaite* dans le cadre du redéploiement de son action commerciale, développer son activite auprès des sociétés d'ingénierie industrielle.
Rattache à la Direction Commerciale, l'ingénieur recherché, 32 ans minimum, de formation supérieure, devra justifier d'une bonne connaissance de ce secteur d'activité, et plus généralement *d'une expérience reussie de tout ou partie des étapes liées a* la réalisation d'affaires (étude et négociation de prix, B.E., méthodes, suivi de travaux...).
Poste base en proche banlieue Ouest de Paris.

Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre Conseil.

Merci de lui adresser votre C.V., sous réf. 1136 M

Jean-Claude Maurice S.A.

397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Organisation et Publicité

Chimie

Appliquer les leçons d'un des "big eight"
Controller

- Vous avez une expérience de 2 à 3 ans en cabinet d'audit (anglais courant).
- Vous exercerez les responsabilités de controller au niveau des activités françaises (FF 4,15 milliards, forte croissance) d'un grand groupe international.
- Vos premières priorités seront l'intégration d'acquisitions récentes et la formation de votre équipe aux *standards internationaux.*

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. sous la référence 540-02 à notre Conseil :

ONOMA 26, rue de Berri 75008 PARIS *(confidentialité, réponse assurée)*

Chef du service du personnel
Paris proche banlieue Sud-Ouest
220 000 F+

Nous figurons parmi les grands de l'électronique de pointe.

Nous recherchons pour notre principal centre d'études et de fabrication (2 000 personnes) le Chef du Service du Personnel.

Rattaché au Directeur de l'Etablissement, il aura la responsabilité de mettre en œuvre une politique sociale qu'il aura contribué à définir. La haute qualification de notre personnel, la nature des défis que nous devons relever imposent une gestion motivante et rigoureuse de nos ressources humaines.

Nous recherchons un professionnel, diplômé de l'enseignement supérieur ayant au moins 5 années d'expérience dans la fonction, sur le terrain.

Merci d'avance d'adresser votre candidature sous référence LM à notre Conseil qui garantit toute discrétion.

MEDIA PA

38, rue de Lisbonne
75008 PARIS

Hansen

UN METIER D'AVENIR

FORMATRICE SUR MICRO-ORDINATEUR

- *Vous avez moins de 25 ans, l'esprit logique, et une formation mathématique, scientifique ou informatique (diplôme non exigé).*
- *Vous aimez enseigner.*
- *Vous serez basée a Paris avec des missions courtes (2 j) en province*
- *Vous formerez des detaillants a l'utilisation d'un micro-ordinateur de gestion.*
- *Salaire annuel (apres formation remuneree). 78 000 F.*

Envoyez C.V. + lettre manuscrite + photo a J.-P. PARDIJON - I.P.C 86, avenue de Breteuil 75015 PARIS.



INTERTECHNIQUE

AERONAUTIQUE - ESPACE - INFORMATIQUE

Dans le cadre de l'expansion de ses activités informatiques

recherche

Pour sa Direction Commerciale Informatique

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

(Réf. DCI-14)

Pour assurer le support technique des vendeurs en avant-vente, en après-vente ou formation sur les mini-ordinateurs IN 2000 avec le système REALITE.

Ces postes sont à pourvoir par des ingénieurs de grandes écoles ou université (*MIAGE* voire *DUT*) mais expérimentés ou ayant acquis une première expérience chez un constructeur ou en développement d'applications *chez un utilisateur ou en* SSCI.

Rémunération motivante qui tiendra compte de la position des postes et de l'expérience des candidats.

Le développement de la société leur assurera de bonnes perspectives de carrière.

Nombreux avantages sociaux par accord d'entreprise, dont prime de fin d'année.

Restaurant d'entreprise.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant la référence de l'annonce, à la Direction du Personnel.

INTERTECHNIQUE - 78370 - PLAISIR

Proche banlieue Ouest

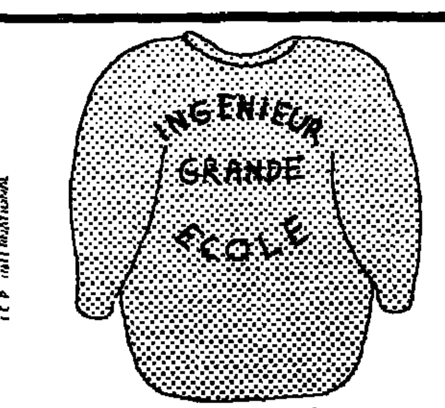
CHEF COMPTABLE
Presse

Important Groupe de Communication recherche pour une filiale PRESSE (périodiques) : 50 millions de CA. 50 personnes. EN VOIE DE DOUBLER SON ACTIVITE *EN 1983, un CHEF COMPTABLE*

Animant une équipe de 5 personnes, son niveau et ses compétences lui permettront de maîtriser les comptabilités générale et analytique, et d'améliorer l'informatisation des procédures et l'organisation, face au développement de l'entreprise.
Rattaché au Directeur de Gestion de la Société, il aura l'appui fonctionnel du Directeur Financier de la branche Presse.

DECS + expérience de la Presse ou de la distribution + qualités d'encadrement.
Possibilités ultérieures d'évolution dans le Groupe.
150.000 F +

Adressez votre dossier de candidature sous réf. 3122, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.



2 à 4 ans d'expérience des systèmes temps réel
(MITRA, MINI 6, VAX, PDP11, M68.000)
(INTEL 8085, etc.)

Nous vous formerons à des techniques d'avenir (méthodes de spécifications de logiciel, conception structurée par types abstraits/objets, langage ADA) pour les appliquer aux domaines suivants : process control avionique, téléphonie, télécom et nucléaire.

Adressez votre candidature avec C.V. sous Réf. : M 73 a

I.P.I. 26, rue du Renard – 75004 PARIS

I.C.P. INTERNATIONAL

BANQUE PARIS 1er
recherche

GESTIONNAIRE CREDITS PROMOTEURS

NIVEAU CLASSE V

Ayant une expérience de plusieurs années dans la fonction.

Bonne capacité de rédaction pour étude de crédits.
I.C.H. apprécié.

Adr. lettre manusc. avec CV ss réf. 63851 à
CONTESSE PUBLICITE
20 Avenue de l'Opéra
75040 PARIS Cédex 01

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE
FIDUCIAIRE DE FRANCE
recherche pour PARIS et REGION PARISIENNE

ASSISTANT D'AUDIT

pour participer à d'importantes missions de révision nationales et internationales.

- 1 à 3 ans d'expérience en cabinet d'audit.
- Anglais très souhaité

Formation importante et possibilité intéressante pour candidat dynamique.

Adresser C.V. photo et prétentions à
FIDEX PARIS 18 Bis rue de Villiers
92300 LEVALLOIS PERRET

IMPORTANTE IMPRIMERIE Z.I. TORCY
recherche

adjoint

AU CHEF DES SERVICES COMPTABLES

- *Poste évolutif pour élément motivé*
- Connaissance de l'informatique souhaitée

Adr. CV manuscrit et photo à :
SARL Guy LEPRINCE
23, rue Adelaïde-Lahaye 93170 Bagnolet

amp

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE
recrute pour ses bureaux de
PARIS et PROVINCE

COMMISSAIRES AUX COMPTES REVISEURS CONFIRMES ASSISTANTS avec DECS

pour exécution de missions censoriales.

Ecrire avec CV sous No 64113
Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 q.tr.

IMPORTANTE FIRME D'AUDIT
- PARIS -
recherche pour son

DEPARTEMENT FORMATION INTERNE

1) auditeurs confirmés

dans les techniques de l'audit, titulaires de l'expertise comptable

2) enseignants de haut niveau

titulaires d'un doctorat en finance ou d'une agrégation de gestion

Agés de trente ans environ, les candidats retenus seront intégrés dans l'équipe de formation, pour concevoir et animer des séminaires d'audit et de finances internes, des sessions intra-entreprises, et éventuellement des cours en université, en relation avec des praticiens, auteurs d'ouvrages de référence.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence CAF 21, à :

COFINOR

49, boulevard de Courcelles - 75008 PARIS

amp





introduction à la monétique

3./VERS UNE SOCIÉTÉ SANS ARGENT?

La carte de paiement, hier, c'était un système entièrement manuel, avec la "facturette" remise lors du paiement au client par le commerçant. L'évolution vers l'électronique avec la possibilité de retrait d'argent liquide dans un distributeur automatique a encore renforcé son caractère complémentaire au chèque.

Mais aujourd'hui, c'est le paiement lui-même qui s'automatise avec l'apparition chez les commerçants des terminaux de paiement électronique.

Plus simple, plus sûr, le paiement électronique

De quoi s'agit-il? D'une sorte de caisse automatique, installée chez le *commerçant*, et qui possède en fait deux claviers : un pour le commerçant lui même, qui peut ainsi effectuer l'opération d'enregistrement de la transaction (son montant), et, éventuellement, identifier les produits dont il s'agit par leur code; un deuxième pour le client. Il est muni d'un cache et va lui permettre, en tapant sur les touches son numéro de code confidentiel, de valider sa transaction.

Ce système est ainsi protégé *contre une utilisation frauduleuse* de la carte. Ce principe est le même pour les cartes à pistes magnétiques ou à mémoire. Mais les caractéristiques peuvent diverger dès lors qu'il s'agit de transmission des informations : le terminal est soit relié "on-line" au réseau, c'est-à-dire qu'il lui transmet les informations en temps réel, soit "off-line", et *transmet ses* informations en temps différé au système central.

Temps réel ou temps différé?

L'expérience "on-line" se déroule à St-Etienne sur cartes à pistes magnétiques. En revanche pour Blois, Caen, Lyon, comme pour Aix-en-Provence, les terminaux *ne sont pas connectés en* permanence ce qui évite d'avoir à installer au niveau du système central de très gros ordinateurs, pour pouvoir faire face à des *demandes simultanées* très nombreuses.

On a pu mesurer la dimension de ce problème dans le cas de la gestion Carte Bleue pour certains *grands magasins*, dont les transactions sont transmises au centre de traitement SLIGOS par les caisses électroniques, en temps réel. Le gros avantage du temps différé, réside *dans le fait que les informa*tions peuvent être transmises de façon échelonnée dans le temps, par exemple la nuit, où les transmissions téléphoniques sont moins onéreuses. On peut ainsi faire arriver les informations nécessaires au fur et à mesure que les entrées de l'ordinateur central se libèrent. Des terminaux de type "off-line" pour cartes à pistes magnétiques sont d'ailleurs en cours d'installation pour le *système* Carte Bleue.

5000 terminaux électroniques seront en service fin 1983, annonce-t-on, et on vise les 10000 pour fin 84 - début 85. Coté carte à *mémoire, on table*, dans les trois expériences menées, sur quelque 650 machines, avec un rythme de livraison de 5 machines par jour.

Un enjeu économique important

Outre l'ouverture de nouvelles voies en matière de traitement, le développement des cartes électroniques constitue sur les plans technique, économique et social, un enjeu important.

La France a, de loin, été la première à utiliser les cartes à pistes magnétiques comme moyen de paiement. Il s'agissait en l'occurrence, en 1966, de payer par abonnement l'entrée au Marché d'intérêt national de Rungis. Elle a également été un leader dans le domaine des distributeurs automatiques de billets, à partir de *1970. Et à cette époque, le marché* mondial de la carte à pistes magnétiques était de technologie française.

Aujourd'hui, elle n'en représente *plus que 2%, avec une* balance commerciale négative, et une absence totale sur le marché américain.

L'entrée en force de la carte à *mémoire, invention française, et* particulièrement bien défendue sur le plan des brevets, peut permettre dans ce domaine de rattraper du terrain.

Le rôle moteur des PTT et des banques

Sur le plan de la conception, l'avance de la France serait de deux ou trois ans. Reste à suivre côté industriel : tant pour la fabrication des terminaux de paiement, que pour le développement de nouvelles applications, et le lancement de cartes multiservices, et pourquoi pas, universelles!

Les efforts menés par l'Administration dans ce domaine sont à saluer. Le Ministère des PTT, par l'intermédiaire de la Direction générale des Télécommunications a, en effet, joué un rôle moteur dans le développement des nouveaux systèmes, en apportant son savoir-faire dans le secteur des transmissions, et en participant de très près à certaines expériences.

Mais l'Administration des PTT intervient aussi via la poste : les Chèques Postaux sont partie prenante dans les expériences Carte à Mémoire de Blois, Caen et Lyon. Et ils ont, eux aussi, joué leur rôle dans la concertation interbancaire qui a précédé le lancement de ces projets pilotes.

Car c'est sans doute ce fait *déterminant, l'entente de banques* traditionnellement concurrentes, qui a permis de mettre sur pied des expériences aussi novatrices qu'ambitieuses. Et ce sont leurs commandes *qui permettront* d'assurer un développement rapide du marché français, et ainsi généreront une production de base suffisante pour assurer des prix *compétitifs sur le marché interna*tional... et pour faire profiter les commerçants en France de ces nouveaux moyens à des coûts raisonnables.

Quant aux nouvelles idées, c'est la coopération entre informaticiens et banquiers qui en sera la clé. L'existence aujourd'hui des réseaux centralisés de gestion des *systèmes de paiement* est due à cette coopération. La présence en France d'une industrie du conseil informatique forte et innovatrice, aura été un élément déterminant, *compte tenu des programmes de* traitement très sophistiqués qu'il a déjà fallu mettre en place, et que l'on peut imaginer pour le futur.

SLIGOS, en collaborant étroitement avec *le G.I.E. Carte* à Mémoire, a contribué au développement des expériences en cours et a notamment réalisé l'ingénierie logicielle pour les trois sites de Blois, Caen et Lyon. Et la société avec son expérience des techniques de cartes à pistes a sa place toute trouvée dans le développement de nouveaux systèmes. Seuls les efforts pour familiariser les informaticiens avec les banquiers, et la banque avec l'informatique, menés depuis longtemps déjà, assureront le développement de nouveaux produits cohérents avec les besoins des utilisateurs mais aussi avec ceux des commerçants et ceux du système bancaire.

Vers la banque à domicile?

Nous avons évoqué les multiples expériences concernant les nouveaux moyens de paiement. Elles se doublent d'actions plus ponctuelles, mais tout aussi intéressantes : par exemple, l'ouverture, sur les cartes à mémoire, de "zones" destinées au paiement des publiphones par carte.

Il ne s'agirait pas de cartes prépayées, comme celles qui ont pu exister, mais de la mise en place sur une carte de paiement d'usage plus général, d'espaces "débités" au fur et à mesure des conversations téléphoniques. C'est à Blois que seront testées ces nouvelles cartes.

Mais on parle aussi de gérer *sur une carte unique le* paiement des remonte-pentes de trois stations de sports d'hiver différentes... Bref, pourquoi ne pas envisager une carte universelle, à la fois *moyen d'identification et de paie*ment?

On n'en est pas encore là. Mais on peut s'en approcher, avec la banque à domicile. Elle fait l'objet *d'une tentative sur petite échelle*, dans le cadre de l'expérience plus générale de télématique à domicile de Vélizy. Certains des terminaux sont dotés de systèmes de *lecture qui permettent*, par exemple, pour passer une commande à La Redoute, dont le catalogue peut être visualisé sur l'écran, d'effectuer "en direct" le *règlement de la commande*. Inconvénient : dans le cas de Vélizy, c'est le terminal à partir duquel est faite l'opération qui est identifié par le système central, et non la carte. Ce qui *oblige* l'utilisateur à se servir toujours du même terminal. Mais c'est un *premier* pas, même si les spécialistes de la banque, aux Etats-Unis notamment, estiment que "s'il a fallu dix ans aux distributeurs automatiques pour entrer dans les mœurs, il en faudra au moins autant pour la banque à domicile"...

Une vision peut-être pessimiste, puisque d'ores et déjà, outre l'expérience de Vélizy, certaines banques proposent à leurs clients par le biais de réseaux télématiques spécifiques, de consulter leurs comptes, de les gérer, *d'effectuer des opérations comme* les virements, par exemple.

Les entreprises se voient également offrir des services télématiques qui leur permettent, dès *8 h 30 du matin, d'accéder à partir* d'un terminal VIDEOTEX à un récapitulatif complet des opérations réalisées dans toute la France et pour tous les comptes *ouverts dans la même banque*.

On imagine immédiatement l'intérêt de ce système pour la gestion de la trésorerie, et, à terme, pour des opérations comme *la gestion de porte*feuille, les opérations de change international, etc.

Alors, dix ans peut-être, mais pour un système de banque à domicile tout à fait complet, car dès aujourd'hui les opérations bancaires élémentaires peuvent être *réalisées à partir* de son fauteuil.

L'avenir : la convergence des techniques

Pour l'avenir, nombre d'experts du domaine du paiement électronique sont confiants : c'est une convergence des techniques qui permettra un véritable développement des nouveaux systèmes. *Finie, la bagarre off-line/on*line. D'ores et déjà, le groupement Carte Bleue, et les Chèques Postaux, envisagent d'implanter sur leurs cartes à pistes magnétiques des *circuits de mémoire* pour certaines opérations. C'est dire que ces deux technologies vont pouvoir se réconcilier...

Les problèmes sont pourtant *loin d'être résolus* : l'extension des systèmes, sur le plan national, mais aussi sur le plan international, nécessitera une harmonisation, une normalisation des cartes, des pistes, des mémoires. De longues discussions techniques sont en cours sur ce point.

Mais c'est peut-être l'aspect social qui prendra le plus d'importance dans les années à venir : l'entrée dans les habitudes quotidiennes d'un instrument certes pratique et sécurisant, mais peu humain, fait appel à une évolution progressive des mentalités. Et surtout, à la disparition des craintes, nombreuses *que nourrit le grand* public : la carte n'engendre pas l'anonymat ni l'ouverture d'une ère des numéros.

D'autant moins que les autres *systèmes de paiement, et tout par*ticulièrement les chèques, continueront à exister pour de longues années. La banque aura toujours des guichets, même si le dévelop*pement de son équipement infor*matique permettra à ses employés de répondre plus vite à la demande...

Complémentarité avec les *systèmes existants, service "plus"* à l'utilisateur, sécurité accrue : tels sont les trois grands axes qui commandent au développement des nouveaux systèmes de paiement. *Trois "devises philosophiques"* qui guident déjà la réflexion des partenaires dans ce domaine, et qui constituent une garantie pour tous les utilisateurs.

Pour obtenir un "tiré à part" des 3 articles de la série "Introduction à la monétique" parus dans Le Monde au cours des dernières semaines, on peut écrire à *SLIGOS* - D.M.P. 91, rue Jean-Jaurès, 92807 Puteaux Cedex.

la compétence monétique

GROUPE SLIGOS
DIVISION MOYENS DE PAIEMENT

glad

Le Monde

économie

ÉNERGIE

Plusieurs compagnies pétrolières et des supermarchés offrent des rabais sur les carburants

La guerre des rabais sur l'essence a été relancée en France après la nouvelle baisse des prix, intervenue le 10 mars. Shell a en effet décidé d'appliquer le rabais maximum prévu par les textes officiels, soit 10 centimes par litre, dans la région nantaise. Aussitôt, Mobil annonçait un mouvement identique de 10 centimes sur le super et de 9 centimes sur l'essence dans les stations libre-service implantées dans six villes : *Nantes, Angers, Dijon, Montpellier,* Mulhouse et Reims.

M. Michel Leclerc, déjà sanctionné à l'automne 1982 pour avoir enfreint la réglementation limitant les rabais à 10 centimes maximum, a alors décidé d'offrir un rabais de 30 centimes par litre dans la région parisienne, à Strasbourg, Mulhouse et Marseille.

En 1977, les réseaux « *grandes marques* » (compagnies pétrolières) détenaient 73 % du marché tandis que les hypers et supermarchés avaient une part de 11 %. En 1982, celle-ci est passée à 16,3 %. Pompistes libres et supermarchés ont vu leur part du marché croître de 14 % en 1977, à 20,6 % en 1982. Sur un marché qui stagne, les compagnies qui auparavant faisaient porter leurs *efforts sur la distribution* de cadeaux — elles n'en ont plus le droit depuis le 1er novembre 1982 — ont décidé de se lancer dans la concurrence avec les supermarchés, ne serait-ce que dans leurs stations libre-service. En février 1983, mille neuf cent dix-sept stations, sous mandat ou commission, offraient ainsi des rabais (cinq cent trente-deux pour Esso, six cents pour Shell, trois cents pour Mobil, quatre cents pour B.P., quatre-vingt-cinq pour Total et aucune pour Elf), un chiffre à mettre en face des mille six cents hypermarchés vendant des carburants et des mille cent pompistes libres, selon les chiffres récemment fournis par Esso. Par cette politique, les compagnies espèrent regagner dès cette année 2,5 points en part de marché.

● **Accord salarial en Suède.** — En 1983, les salaires seront relevés en moyenne de 1,9 % dans le secteur privé, les partenaires sociaux ayant finalement accepté les propositions de la commission de médiation. Les quinze mille employés des neufs secteurs industriels ont donc arrêté vendredi 11 mars leur grève qui n'aura duré que quelques heures. Les nouvelles conventions collectives prévoient un blocage des revenus supérieurs à 110 000 couronnes par an (environ autant de francs français). — *(Corresp.)*

● **Renault n'est plus interdit en Jordanie.** — Le ministre jordanien des finances et des douanes, M. Salem Massaadeh, a décidé le 13 mars de lever les mesures prises à l'encontre de la firme française Renault après que celle-ci se fut engagée à cesser toute coopération commerciale avec Israël. Cette mesure ne s'applique qu'aux automobiles Renault fabriquées en France.

LES NÉGOCIATIONS DE LONDRES SUR LE PRIX DU PÉTROLE

L'OPEP semble enfin sur le point de trouver un accord

Après onze jours de négociations serrées les treize ministres du pétrole des pays membres de L'OPEP devaient se réunir à nouveau lundi 14 mars en fin de matinée. *« Je suis optimiste à 80 % »*, a déclaré M. N'Guema, secrétaire général de l'Organisation à l'issue de la réunion, apparemment cruciale, qui s'est tenue dimanche soir 13 mars. Les ministres attendaient semble-t-il, une réponse rapide du Venezuela, qui a refusé jusqu'à présent d'accepter les quotas de production qu'on lui proposait, pour annoncer la conclusion d'un accord général des membres de l'OPEP sur une baisse des prix concertée et la fixation d'un plafond de production.

De notre envoyée spéciale

Londres. — Scène de la vie quotidienne. Samedi 13 heures, le ministre des Émirats arabes unis vient de sortir de l'hôtel Intercontinental dans un essaim frénétique et cliquetant de reporters, de micros et de perches. C'est fini pour la journée. *« Nous faisons de bons progrès... »* M. Houari Ganourri, membre de la délégation des Émirats, se dirige vers la réception. Le concierge soupire, résigné et souriant, et annule la place d'avion réservée la veille, comme il l'a fait le jour précédent, et tous les jours depuis une semaine. N'était la gravité de l'enjeu, cela tournerait au dérisoire, à la farce. Les témoins, journalistes, négociants, observateurs de tout poil, ont passé depuis longtemps le stade de l'exaspération. *« Le font-ils exprès ? »* La question était sur toutes les lèvres, dimanche.

Cela fait plus de quatre jours que les grandes lignes de l'accord général qui devrait être conclu sont connues de tous : baisse de 5 dollars par baril du prix du brut de référence, qui passe de 34 dollars à 29 dollars par baril ; maintien d'un différentiel extrêmement limité pour les bruts nigérians (1), dont les prix restent fixés à 30 dollars par baril alors que les autres bruts africains de qualité équivalente (algérien et libyen) sont fixés à des prix légèrement supérieurs et plus conformes aux écarts réels de qualité (30,5 dollars par baril) ; engagement du Nigéria, en contrepartie, de ne pas diminuer à nouveau ce prix — comme il en avait menacé si la Grande-Bretagne réduisait à nouveau ses tarifs — sans un accord général au sein de l'OPEP ; fixation d'un plafond de production de 17,5 millions de barils par jour pour l'année ; répartition de quotas extrêmement stricts, pays par pays, et renforcement des méthodes de contrôle de l'application de ces quotas.

Obstacles psychologiques

Pourtant, depuis jeudi, l'OPEP piétinait. Les négociations à treize avaient à nouveau cédé le pas à des « contacts informels » conduits par un groupe restreint de ministres, qui soumettaient chaque jour à une assemblée générale les résultats de leurs tractations. Le désir d'aboutir à tout prix explique le luxe de précautions dont se sont entourés les négociateurs de l'OPEP au cours des derniers jours. Il restait à régler en effet plus que des détails. L'essentiel en fait, qui conditionnait la crédibilité et donc la réussite de toute l'opération.

Le problème de l'OPEP se pose en effet à très court terme. Il s'agit, pour les producteurs, d'enrayer l'effritement continu des cours du pétrole, né de l'atonisme de la demande et de l'attentisme des opérateurs au cours des derniers mois. Pour ce faire, il ne leur suffit pas de déterminer un plafond global de production pour l'année à venir, mais il leur faut prendre effectivement les moyens de limiter l'offre de pétrole à un niveau très bas pendant un court laps de temps (quelques mois) et surtout de faire en sorte que les opérateurs croient au retournement possible du marché et cessent d'anticiper une baisse. Fixer des quotas, pays par pays, pour arriver à un niveau global de 17,5 millions de barils par jour, alors que l'an passé la production de l'OPEP a dépassé 18 millions de barils par jour et qu'à son maximum, en 1977, elle a produit jusqu'à 31 millions de barils jour, n'est pas un exercice facile. Et partager, même pour une courte période, un plafond compris entre 14 et 16 millions de barils jour — nécessaire pour équilibrer la demande au cours du printemps et de l'été — relève de l'impossible.

Les pays de l'OPEP ont apparemment réussi à tourner la difficulté en décidant que l'Arabie Saoudite, le *plus gros producteur* et celui qui, compte tenu de la faiblesse de ses besoins structurels, a la plus grande *marge de manœuvre*, jouerait le rôle de producteur résiduel. En d'autres termes, chaque pays se voyait attribuer un quota fixe, correspondant à un total de 17,5 millions de barils jour, pour descendre en dessous de *ce quota*, seule l'Arabie Saoudite acceptait de diminuer sa production autant qu'il était nécessaire. Ce faisant, *les pays de l'OPEP écartaient* certes un obstacle majeur, mais encourageaient également la résis*tance de certains pays qui esti*maient les quotas qu'on leur proposait insuffisants par rapport à leur *production* actuelle. Ainsi le Venezuela, qui assurait produire 2 millions de barils jour, réclamait un *quota de 1,8 à 1,9 million* de barils jour, alors que ses partenaires lui offraient 1,5 à 1,6 million de barils *jour*. *De même* les Emirats arabes unis demandaient 1,5 million de barils, pour une offre de 1,1 million de *barils jour. Ces deux pays ont bloqué* les négociations pendant plusieurs jours, arguant, non sans raison, *que tout ce qu'on leur retirait* allait *de facto* grossir le quota réel de l'Arabie Saoudite.

Seconde *difficulté* majeure : faire en sorte que tous les opérateurs croient en l'efficacité de l'accord conclu et cessent, en anticipant *la* baisse des prix et en réduisant leurs achats, d'accentuer la dépression de la demande. C'était une condition essentielle de la réussite du « coup » joué par l'OPEP. Si les opérateurs du marché mondial ne croyaient pas que la tendance à la baisse des prix pouvait être enrayée, tous les efforts de l'OPEP n'auraient servi à rien.

L'obstacle principal dans ce jeu psychologique vient de la Grande-Bretagne, pays producteur non membre de l'OPEP. La diminution des tarifs de 4,5 dollars par baril, proposée il y a trois semaines, par la Compagnie nationale britannique (B.N.O.C.), qui écoule le plus gros du pétrole de la mer du Nord, n'a pas encore été acceptée par ses principaux clients. Ceux-ci, au premier rang desquels B.P. et Shell, exercent de fortes pressions pour obtenir une diminution plus importante, permettant au minimum d'aligner les prix du brut britannique sur celui du Nigéria, c'est-à-dire 30 dollars par baril au lieu de 30,5 proposés par la B.N.O.C. Les toutes nouvelles baisses de prix britanniques risquent de remettre en cause tout accord conclu par l'OPEP. En outre, l'anticipation de la décision britannique renforce l'attentisme des opérateurs sur le marché et risque de gâcher l'effet d'annonce de l'accord de l'OPEP.

Aussi, depuis une semaine, l'OPEP tentait-elle d'obtenir de la Grande-Bretagne des engagements précis sur une éventuelle baisse des prix, tandis que les Britanniques tentaient — à l'inverse — de presser l'OPEP de conclure. *Le* gouvernement de Mme Thatcher doit en effet présenter son budget mardi 15 mars — une baisse de 5 dollars *du* prix du baril coûte 2 milliards de livres de revenus à la Grande-Bretagne — et redoute, de surcroît, la poursuite de la chute de la livre, aggravée la semaine passée par l'attente d'un dénouement de l'imbroglio pétrolier. Dans ce contexte, on comprend que la tâche des négociateurs de l'OPEP était donc particulièrement difficile, mais l'enjeu était tel que personne ne voulait prendre le risque de faire échouer cette réunion de la dernière chance. L'OPEP jouait à Londres sa survie. Tous en étaient persuadés. Cela méritait bien sans doute les trois semaines de contacts, discussions, négociations et, enfin, conférence, qui se sont déroulées. Reste à savoir si les Anglais et le marché sont prêts à jouer le jeu. Cela ne dépendait plus des treize ministres réunis à Londres.

VÉRONIQUE MAURUS.

(1) *Le Nigéria a pris les devants en abaissant ses prix, il y a trois semaines,* de 5,5 dollars par baril.

● **L'Institut de développement de l'économie sociale (IDES)** vient d'être créé. Il a pour objet d'aider, techniquement et financièrement, des coopératives, des mutuelles ou des associations à se créer ou à se développer. C'est une société anonyme qui est gérée et financée (à hauteur de 70 % de son capital de 52,77 millions de francs, le reste étant une participation de l'Etat) par les divers mouvements de l'économie sociale : assurances, banques, coopératives. Dès que le code de la mutualité, modifié, leur en donnera la possibilité, des sociétés mutualistes y participeront à l'occasion d'une augmentation de capital. M. Jacques Vandier, directeur général de la Mutuelle d'assurances des commerçants et industriels de France (MACIF), a été élu président de l'IDES le 10 mars.

● **Une nouvelle association de consommateurs** vient d'être créée par la Fédération de l'éducation nationale et une douzaine de mutuelles, de coopératives et d'associations de jeunesse : l'Association d'éducation et d'information du consommateur (ADEIC-FEN). Elle s'adressera tout particulièrement aux enfants et aux adolescents *« soit directement, soit par l'intermédiaire des partenaires de l'équipe éducative des établissements scolaires et universitaires, des animateurs des mouvements de jeunesse »*. L'objectif est de donner à la défense du consommateur un caractère éducatif beaucoup plus marqué (48, rue La Bruyère, Paris-9e).

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. +ou	Dép. −	Rep. +ou	Dép. −	Rep. +ou	Dép. −
$ E.-U.	6,9075	6,9175	+ 220	+ 260	+ 410	+ 470	+1140	+1260
$ can.	5,6314	5,6410	+ 155	+ 195	+ 295	+ 355	+ 825	+ 940
Yen (100)	2,9023	2,9077	+ 145	+ 175	+ 285	+ 330	+ 875	+ 950
DM	2,8751	2,8805	+ 190	+ 220	+ 365	+ 405	+1120	+1190
Florin	2,6012	2,6055	+ 185	+ 220	+ 355	+ 395	+1050	+1120
F.B. (100)	14,6501	14,6759	−2445	−2200	−2500	−2060	−2330	−1475
F.S.	3,3257	3,3337	+ 255	+ 285	+ 510	+ 550	+1500	+1590
L (1 000)	4,8508	4,8646	−1445	−1140	−1700	−1385	−2600	−2200
£	10,3771	10,3970	+ 140	+ 220	+ 280	+ 395	+1085	+1290

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	8 5/8	9	9 1/16	9 7/16	9 1/8	9 1/2	9 5/16	9 11/16
DM	5 3/16	5 9/16	4 15/16	5 5/16	4 15/16	5 5/16	4 15/16	5 5/16
Florin	4 3/8	5 1/8	4 1/4	4 7/8	4 5/16	4 15/16	4 3/8	5
F.B. (100)								
F.S.	3	4	3 5/8	4	3 9/16	3 15/16	3 9/16	3 15/16
L (1 000)	50	150	39 3/4	47	30 1/2	34 3/4	23	25
£	11 1/8	11 1/2	11 3/16	11 9/16	11 1/8	11 1/2	10 11/16	11 3/16
F. franç.			80	90	50	57	25	30

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AFFAIRES

L'ACTIVITÉ DES ENTREPRISES FABRIQUANT DU MATÉRIEL D'ÉQUIPEMENT A RECULÉ DE 7,7 % EN 1982

En 1982, les deux cent vingt-six entreprises adhérentes du Syndicat national des industries d'équipement M.T.P.S. (manutention, travaux publics, préparation des matériaux, sidérurgie, fours) ont réalisé un chiffre d'affaires de 11,8 milliards de francs, dont 7,8 à l'exportation, soit les deux tiers. En progression de 2,4 % sur 1981 en francs courants, ce chiffre d'affaires représente un recul de 7,7 % de l'activité. Les importations du secteur s'élevant à 4,1 milliards de francs, la balance commerciale est excédentaire de 3,7 milliards de francs. Le chiffre d'affaires du matériel de manutention (2,3 milliards de francs) révèle une progression de 11,8 % en volume, tandis que la production des matériels de travaux publics (6,3 milliards de francs de chiffre d'affaires) a reculé de 11,6 %. C'est le secteur des fours et équipements thermiques (774 millions de francs) qui subit la plus forte baisse d'activité : 30,2 %.

Le nombre des entreprises de l'ensemble de la branche est tombé de deux cent trente-sept en 1981 à deux cent vingt-six en 1982 (– 4,6 %), les effectifs employés passant de trente-deux mille cinq cents à trente et un mille personnes.

SOCIAL

TOUT EN ANNONÇANT DES SANCTIONS

La direction de Renault-Flins ne devrait pas faire appel après le refus de licenciement de trois délégués C.F.D.T.

La direction de Renault-Flins ne devrait sans doute pas faire appel après la *décision* de l'inspection du travail de Mantes (Yvelines), de refuser le licenciement de trois délégués C.F.D.T., MM. Jacoub, Mouaffak et Bousserif, tous trois ouvriers marocains. Dans un communiqué diffusé le 12 mars, la direction de Flins, qui avait déposé sa demande de licenciement le 24 février, indique que l'inspecteur du travail *« a reconnu les faits reprochés aux intéressés ». « Cependant*, ajoute le communiqué, *il a refusé les trois licenciements pour des motifs d'opportunité, d'apaisement ou de contexte. Les trois intéressés seront avisés lundi des sanctions que la direction de Flins compte prendre à leur encontre. »*

Lundi 14 mars, la situation était calme à l'usine de Flins. Comme les jours précédents, deux des trois délégués travaillant à l'équipe du matin étaient présents. Au moment où la direction avait transmis sa demande d'autorisation de licenciement, il apparaissait vraisemblable qu'elle ne déposerait pas de recours tant auprès du ministre du travail que du tribunal administratif (*le Monde* du 26 février 1983). Cependant, le fait que l'inspection du travail ait *« reconnu les faits reprochés »* (entrave à la liberté du travail, incitation à la violence, insultes) légitime, à l'avance des sanctions qu'elle annoncera avant la fin de la journée de lundi. Il pourrait s'agir de mises à pied. A la fédération de la métallurgie C.F.D.T., certains responsables se déclaraient prêts, fin février, à admettre *« des sanctions proportionnées aux faits »*. En sera-t-il de même à Flins ?

● ***Reprise du travail à l'usine* sidérurgique du Saut du Tarn.** – A Saint-Juery (Tarn), les salariés de l'usine sidérurgique du Saut du Tarn, en grève depuis dix jours, ont décidé, à l'issue d'une assemblée générale le 11 mars, de reprendre le travail lundi 14 mars. L'intersyndicale C.G.T., F.O. et C.G.C. estime avoir reçu des garanties de M. Pomelet, nommé gestionnaire de l'entreprise sous administration provisoire depuis décembre 1981. Ce dernier souhaiterait, selon les syndicats, que la mise en liquidation de biens de l'entreprise ne soit pas prononcée par le tribunal de commerce de Paris le 24 mars et que la marche de l'usine soit assurée en attendant de trouver des acquéreurs pour les différents secteurs.

TOURISME

La création d'un ensemble touristique dans la vallée du Verdon soulève de vives protestations

Après avoir combattu, avec succès, deux projets d'aménagement hydroélectrique dans la vallée du Verdon – le barrage de Chasteuil et la station de transfert d'énergie de Barbin, – les écologistes des Alpes-de-Haute-Provence et du Var ont engagé une vigoureuse action pour faire échec à la création d'un ensemble « géant » de tourisme, de loisirs et de détente sur la commune de Sainte-Croix-du-Verdon (Alpes-de-Haute-Provence), en bordure de la retenue de Sainte-Croix.

Récemment « pris en considération » par le ministre de l'urbanisme et du logement, M. Roger Quilliot, et soutenu par les élus du département, ce complexe représente un investissement de 400 millions de francs, financé par des capitaux en majorité allemands. Il consiste à réaliser sur une superficie de 140 hectares un établissement de cure de quatre cents lits, ainsi qu'un ensemble hôtelier de mille lits, avec divers équipements sportifs et de loisirs permettant de créer cinq cent trente emplois, dont les trois quarts réservés à des Français.

De notre envoyé spécial

Sainte-Croix-du-Verdon. – C'est un superbe village couleur de calcaire surplombant les eaux vertes de l'immense lac de Sainte-Croix. En cette fin d'après-midi venteuse et froide, les ruelles sont vides, les maisons fermées, la vie absente. Ici, les théories n'ont pas cours. Entre les réalités de l'exode rural, le dénuement, la solitude et les espoirs d'une injection massive de capitaux, synonyme d'équipements, de logements, d'emplois et d'animation, les élus n'ont pas hésité.

« Pour une fois, déclare sans ambages M. Max Demol, maire (P.S.) et conseiller général de Valensole, *nous allons peut-être partager une certaine galette... ». « On nous accuse, nous, élus, soit d'incompétence, soit de mégalomanie*, lui fait écho M. Marcel Roux, conseiller général P.C. de Riez. *Pour ma part, je pense que nous sommes réalistes lorsque nous disons que cette opération va donner un souffle nouveau à notre économie locale durement frappée par la crise, notamment agricole. »* A l'unisson, M. Fernand Tardy, sénateur P.S., souligne, lui, le *« caractère exemplaire »* du projet. *« Ce n'est pas*, affirme-t-il, *une société allemande qui s'est propulsée chez nous, qui a acheté du terrain et qui nous impose ses vues. C'est, au contraire, nous qui décidons, et nous savons où nous allons... »*.

Le complexe de Sainte-Croix, c'est, en fait, pour les élus du département et la chambre de commerce de Digne et des Alpes-de-Haute-Provence (qui a également pris position en faveur du projet), la perspective de retombées fiscales et économiques inespérées. Officiellement, les phases de construction et de fonctionnement représenteraient un apport net en valeur ajoutée de 540 millions de francs, dégageant un solde net en devises fortes de 467 millions de francs.

La commune de Sainte-Croix-du-Verdon percevrait, d'autre part, trois fois plus de recettes qu'elle n'aurait à dépenser pour les frais (le terrain et les équipements) laissés à sa charge. Les achats effectués par les mille huit cents personnes qui devraient fréquenter cet ensemble ont, estimés à 40 millions de francs par an, soit un bénéfice net pour les commerces locaux de 8 millions de francs. Quant aux salariés travaillant sur le site, ils pourraient engendrer annuellement un courant d'affaire de 18 millions de francs.

« Avec cent dix-neuf mille habitants pour 7 000 kilomètres carrés, soit une densité de seize habitants au kilomètre carré, l'une des plus faibles de France, écrit la chambre de commerce de Digne, *les Alpes-de-Haute-Provence ne peuvent pas demeurer seulement une réserve de nature pour les citadins, les écologistes et les possesseurs privilégiés de résidences secondaires. »*

Ces arguments sont vivement contestés dans une « contre-étude » publiée par une vingtaine d'associations de défense des sites des Alpes-de-Haute-Provence et du Var. Celles-ci estiment notamment que la commune de Sainte-Croix-du-Verdon sera exposée *« à un lourd endettement avant qu'elle ne récolte les recettes promises »*. Elles s'interrogent aussi sur la validité des calculs faits par les auteurs du projet dans la mesure où tous les chiffres jetés dans le débat reposent sur l'hypothèse d'une occupation à 80 % de la capacité d'accueil du centre.

Selon ces associations, le commerce local sera *« peu intéressé »* puisque *« tous les commerces et services nécessaires à la clientèle du centre seront implantés dans celui-ci et en resteront la propriété »*. Elles se déclarent également convaincues que les retombées économiques pour les entreprises de construction locales seront *« faibles »* (la plupart n'ayant pas les capacités requises pour répondre aux appels d'offres et émettent des doutes sérieux sur les possibilités de recrutement sur place du personnel qualifié dont le centre aura besoin.

Mais leurs principales critiques portent sur les conséquences qu'aurait le projet sur l'environnement, en particulier les risques de pollution des eaux du lac de Sainte-Croix. Les associations se prononcent, en conclusion, pour *« un tourisme maîtrisé par les collectivités locales et les habitants »*, conformément aux nouvelles dispositions de la loi (en préparation) sur l'aménagement de la montagne.

Après l'avis favorable émis par le comité interministériel des unités touristiques nouvelles (U.T.N.) et le *« feu vert »* donné par M. Quilliot, les associations de défense du pays du Verdon ont appelé mercredi 9 mars dans un communiqué *« toutes les forces vives du Verdon et de la Provence à protester contre cette décision inadmissible »*. Elles demandent aux responsables du syndicat mixte des pays du Verdon et du conseil régional *« de donner officiellement leur position sur cette affaire d'une gravité exceptionnelle »*.

Au conseil régional, on indique qu'une mission d'information composée de deux élus, M. Claude Rossi (P.C.), délégué à l'environnement, et M. Patrick Glo, maire (P.S.) de Cogolin et délégué au tourisme, se rendra prochainement sur place pour *« évaluer le projet »*. On laisse entendre d'autre part que des contre-propositions « très concrètes » pourraient prochainement être faites dans le cadre du neuvième plan régional. Ces propositions consisteraient en un programme de développement intégré du plateau de Valensole à partir de l'irrigation des terres agricoles.

GUY PORTE.

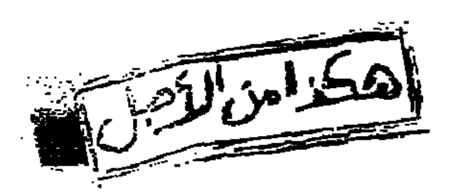
Cure et golf à l'allemande

D'après le programme d'étude établi par deux bureaux d'architecture et d'ingénierie de Digne (*Gaston Philip*) et de Marseille (Beterem), le complexe Tourisme, Loisirs, Détente de Sainte-Croix se compose d'un établissement de cure de quatre cents lits, d'un ensemble hôtelier de mille lits banalisés, dont six cents répartis dans cent pavillons individuels groupés ou diffus et d'une série d'équipements collectifs parmi lesquels un golf de dix-huit trous, dix courts de tennis, une piscine, un centre équestre, une aire de jeu polyvalente.

Superficie : environ 140 hectares, dont 70 hectares pour le golf situé sur la commune limitrophe de Montagnac-Montpezat. Surface globale, hors œuvre, de planchers à construire : de l'ordre de 50 000 mètres carrés. Coût approximatif : 15 millions de deutschemarks pour la seule partie immobilière, soit 425 millions de francs.

Selon les auteurs du projet, toutes les précautions ont été prises pour qu'il s'intègre parfaitement dans le site, notamment par une limitation de la hauteur des immeubles – qui ne dépasseront pas les lignes de crête – le choix d'une architecture provençale et la recherche d'un *« bon équilibre entre le tissu bâti et le tissu végétal »*. Il est prévu un traitement des eaux usées par un procédé à oxydation totale, complété par un traitement intermédiaire pour deux mille personnes.

(1) La commune de Sainte-Croix de Verdon ne compte que soixante-huit habitants.



ÉTRANGER

En Grande-Bretagne

Le gouvernement présente un projet de budget dans la perspective d'une phase de reprise

De notre correspondant

Londres. **– *N'était l'incertitude qui pesait sur les prix du pétrole*, *Sir Geoffrey Howe*, chancelier de l'Echiquier, *aurait pu préparer* le budget de 1983-1984, qui est présenté à la Chambre des Communes le mardi 15 mars, dans les meilleures conditions. Selon toute vraisemblance, ce sera le dernier budget de la législature, car Mme Thatcher devrait provoquer des élections générales d'ici la fin de cette année.**

L'exercice est délicat, car les mesures qu'annoncera Sir Geoffrey auront une influence sur l'issue de la consultation. Le gouvernement conservateur doit montrer en même temps que sa politique a porté ses fruits, qu'il reste ferme sur les principes et tient ses promesses électorales... de 1979.

Les résultats de 1982 et les prévisions pour cette année sont encourageants pour le gouvernement. Le taux d'inflation est tombé au-dessous de 5 %, même s'il doit remonter légèrement dans le courant *de cette année*. Le produit national brut devrait augmenter de 2 points après une quasi-stagnation en 1982. Cette légère reprise sera provoquée à la fois par la consommation des ménages, les dépenses publiques et les investissements (en dehors de l'industrie manufacturière).

Bien que la hausse des salaires ait été plus modérée au cours des deux dernières années, elle est restée supérieure à l'augmentation des prix. Les ménages ont tiré sur leur épargne *pour maintenir leur niveau de* vie. C'est le chômage qui a provoqué un recul global du revenu moyen des ménages. D'autre part, les dépenses publiques ont augmenté plus vite que prévu, malgré la volonté du gouvernement de faire des économies, car la hausse des prix a été inférieure aux hypothèses du précédent budget.

Le poids du pétrole

A court terme, la baisse des prix du pétrole aura des conséquences négatives sur les comptes extérieurs de la Grande-Bretagne. L'excédent de la balance commerciale est uniquement dû aux exportations de pétrole de la mer du Nord. De plus, la livre-sterling, qui est devenue une pétro-monnaie, subit directement les *variations des prix de l'or noir. Le* gouvernement est cependant convaincu que, à *moyen terme*, la baisse des prix du pétrole aura des effets positifs sur les économies occidentales. L'optimisme prudent régnant dans les milieux économiques et financiers de Londres est alimenté aussi par la baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis et la reprise de l'économie américaine qui semble s'annoncer.

La Grande-Bretagne est-elle bien placée pour en profiter ? L'économie britannique a retrouvé les deux *tiers de la compétitivité perdue* dans les années 1979-1980, à la suite de la fermeté de la livre, largement surévaluée, et des fortes augmentations salariales acceptées par Mme Thatcher pour compenser l'augmentation de 6,5 points de la T.V.A. En deux ans, la productivité s'est accrue de 10 %, mais les observateurs les plus sceptiques remarquent que ce résultat d'ensemble a été obtenu plu s par *la disparition des « canards boiteux »* que par l'amélioration des performances des entreprises *survivantes*.

Si une croissance de 2 % du P.N.B. correspond bien à un renversement de tendance, elle sera insuffisante pour influer sur le nombre des chômeurs, qui restera au-dessus de 3 250 000. Le chômage sera certainement un des thèmes essentiels de la prochaine campagne électorale, mais les conservateurs ne sont pas autrement inquiets : ils estiment que le rythme d'aggravation du chômage est politiquement plus important que son niveau absolu.

Le chancelier de l'Echiquier ne devrait pas pour autant desserrer le corset dans lequel il a enfermé l'économie britannique. La croissance de la masse monétaire est restée dans les limites fixées par le gouvernement et le *déficit budgétaire a été* ramené à 8 milliards de livres, soit environ 85 milliards de francs. (Ce chiffre, qui correspond exactement au « *besoin d'emprunt du secteur public* », comprend aussi le déficit des entreprises publiques.) Toutes choses égales, par ailleurs, le déficit n'aurait pas dépassé 6 milliards de livres dans le budget 1983-1984. Comme Sir Geoffrey a fixé l'impasse à 8 milliards, *il dispose d'une* marge de manœuvre de 2 milliards *environ (1) pour soutenir la reprise* économique.

Le chancelier de l'Echiquier va donc pouvoir réduire légèrement la pression fiscale conformément aux promesses électorales du parti *conservateur avant la consultation* de 1979. Jusqu'à maintenant, ces *promesses n'ont pas été tenues*. Au contraire, la pression fiscale globale a augmenté, et, pour retrouver le niveau d'il y a quatre ans, le Trésor devrait renoncer à 9 milliards de recettes fiscales... Les allégements de l'impôt sur le revenu décidés par Mme Thatcher n'ont jusqu'à maintenant profité qu'aux Britanniques les plus aisés.

Sir Geoffrey a le choix entre deux politiques : encourager les investissements par une réduction des charges pesant sur les entreprises ou faire quelques cadeaux aux ménages. Tout en se défendant de pratiquer l'électoralisme, il choisira sans doute la deuxième *solution. Il* donnera un petit coup de pouce à la consommation intérieure *en augmentant* les prestations sociales et les tranches de l'impôt sur le revenu d'un taux supérieur à celui de l'inflation.

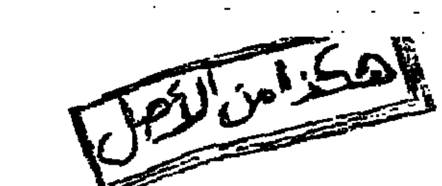
Cette politique n'est pas sans risque. Jusqu'à maintenant, la croissance de la consommation des ménages a profité plus aux importations qu'aux entreprises britanniques. Mais grâce à la baisse de la livre sterling, qui devrait rendre plus chers, les produits importés, et relancer les exportations, la balance commerciale devrait rester légèrement excédentaire. La politique dé*flationniste des plus classiques me*née par le gouvernement de Mme Thatcher permet à la Grande-Bretagne d'aborder la phase de reprise sans risquer des dérapages trop important mais les maux fondamentaux de l'économie ont-ils pour autant été guéris ?

DANIEL VERNET.

(1) Chaque baisse d'un dollar par baril du prix du pétrole entraîne un manque à gagner de 300 millions de livres pour le Trésor britannique.

● *Les représentants syndicaux* desvingt-trois *mille* mineurs du *sud* du Pays de Galles ont voté unanimement lesamedi *12 mars, en* faveur d'un retour au travail après deux semaines de grève pour protester contre la fermeture d'un puits à Lewis-Merthyr, près de Cardiff.

Cette décision fait suite au vote national des mineurs contre le recours à une grève générale pour soutenir les mineurs gallois *(le Monde* du 12 mars).



MARCHÉS FINANCIERS

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949

	18 fév.	25 fév.
Valeurs franç. à revenu variable	900,2	920,3
Valeurs étrangères	2720,5	2741,3
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	129,9	132,8
Valeurs étrangères	369,3	370,9
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	112,2	114,7
Pétroles-Énergie	88	91,5
Métallurgie	81,8	80
Chimie	108,2	114,2
Bâtim., mat. constr., trav. publics	102,4	103,4
Constructions mécaniques	101	103,1
Matériel électrique	132,9	135,4
Automobile et accessoires	110,1	116,9
Industr. de consom. non alim.	131,9	136,2
Agro-alimentaire	132,9	134,5
Distribution	87,6	86,9
Transports	124,6	124,2
Services	123,9	126,2
Assurances	97,8	99,1
Banques	140,3	142,3
Immobilier et foncier	118	119,9
Investissement et portefeuille	118	121,1
Base 100 : 26 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe (*)	100,9	101,1
Emprunts d'État (*)	101,5	101,9
Emprunts garantis et assimilés (*)	100,8	101
Sociétés (*)	100,6	100,9
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés (*)	88,6	88,8
Sociétés (*)	96,7	98
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE – Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	108,1	110,5
Produits de base	89,7	92,4
Construction	100,5	101,6
Biens d'équipement	107,2	109,9
Biens de consom. durables	120,3	126
Biens de consom. non durables	128,6	136,9
Biens de consom. alimentaires	130,4	132,4
Services	98,9	98,5
Sociétés financières	125	126,9
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	93,1	92,3
Valeurs industrielles	107,7	111
BOURSES RÉGIONALES – Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	103,2	103,6

(*) Indices provisoires.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 3-3-1983
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	334 933
dont : Or	247 037
Disponibilités à vue à l'étranger	10 106
ECU	65 308
Avances au Fonds de stabilisation des changes	12 480
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	5 907
dont : Concours au Trésor public	
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	216 157
dont : Effets escomptés	85 943
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	69 425
5) DIVERS	6 384
Total	631 808

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	175 526
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	15 872
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	12 809
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	60 441
dont : Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	15 211
5) ECU A LIVRER AU FECOM	64 761
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	288 979
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	2 563
8) DIVERS	10 853
Total	631 808

LA VIE DES SOCIÉTÉS

CLUB MÉDITERRANÉE. – En annonçant les résultats consolidés (provisoires) de l'exercice 1981-1982 au 31 octobre dernier, la société fait état d'un bénéfice net (part du groupe) de 174,3 millions de francs, en augmentation de 22,7 % sur le précédent exercice, soit un montant de 51,92 F par action (en tenant compte des actions nouvelles créées jouissance du 1er mai 1982). De son côté, la marge brute d'autofinancement est passée à 280,1 millions de francs, en augmentation de 26,18 % d'une année à l'autre sur un chiffre d'affaires de 3,95 milliards de francs, en hausse de 24,31 %.

Enfin, pour le premier trimestre de l'exercice 1982-1983, le chiffre d'affaires (non consolidé) réalisé entre le 1er novembre et le 31 janvier dernier ressort à 554,7 millions de francs, en augmentation de 19,64 % sur la période comparative du précédent exercice.

MIDLAND BANK. – *Cet établissement*, une des principales banques de dépôts britanniques, est parvenu à améliorer son bénéfice de 8 % en 1982 malgré *une augmentation de moitié environ des* provisions pour créances douteuses. Le bénéfice imposable de la Midland ressort, en effet, à 251 millions de livres contre 232 millions en 1981, alors que les analystes attendaient environ 200 millions. Il s'entend, après une provision de 196 millions contre les créances douteuses contre 113 millions l'année précédente.

Le dividende est porté à 25,5 pence par action contre 24 pence en 1981, soit un dividende final de 17,5 pence contre 16 pence.

Exclusion faite des provisions, le bénéfice est en amélioration de 29 %. Après *impôt et opérations extraordinaires, il* atteint 144,6 millions de livres contre 123,9 millions en 1981.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1981)

	10 mars	11 mars
Valeurs françaises	111,8	111,2
Valeurs étrangères	114,5	113,9

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

	10 mars	11 mars
Indice général	110,3	110,5

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 14 mars .... 12 7/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	11 mars	14 mars
1 dollar (en yens)	237,45	239

BOURSE DE PARIS – Comptant – 11 MARS

Column heads: VALEURS | % du nom. | % du coupon — VALEURS | Cours préc. | Dernier cours — 11/3 SICAV | Émission Frais incl. | Rachat net

[illegible]

SECOND MARCHÉ

[illegible]

Hors-cote

[illegible]

Étrangères

A.E.G.	214 60	200 10
Akzo	184	176
Alcan Alum	293	293
Algemeine Bank	1179	1187
Am. Petrofina	466	....
Arbed	174	....
Asturienne Mines	47	....
Banco Pop Espanol	79	79

◆ : prix précédent

Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Column heads: Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | Compt. Premier cours

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
2070	4,5 % 1973	2085	2080	2080	2058
3030	C.N.E. 3 %	2962	2960	2965	2960
580	Facom	638	636	631	625
795	Fichet-bauche	745	740	740	730
	Vallourec	90	90	90	90
	V. Clicquot-P.	1200	1200	1200	1200
	Viniprix	630	625	625	616
	Elf-Gabon	961	942	942	924
	Amax Inc.	224	220 50	221 50	223
	Amer. Express	520	515	517	520
	Amer. Teleph.	600	597	599	608
51	Imp. Chemical	54 40	56	56	55 90
113	Inco. Limited	117	115 50	115 50	115 50
880	IBM	917	910	908	919
44	Ito-Yokado	44 40	45	45 30	42
285	ITT	330	327	325 50	328 90
44	Matsushita	45 70	46 90	46 80	46 90
735	Merck	786	782	782	797
480	Free State	410	398	395	398
285	Gencor	230 50	229	228	230
230	Gén. Belgique	241	242	242	240 10
900	Gén. Electr.	960	946	941	948
550	Gen. Motors	561	541	541	546
73	Goldfields	68 80	68 50	68 70	68
225	Harmony	190	181 50	182 20	185
30	Hitachi	29 30	29 45	29 45	29 85
460	Hoechst Akt.	508	513	515	518
158	T.D.K.	167 10	171 90	171 90	173
650	Unilever	699	700	701	....
585	Unit. Techn.	580	572	578	582
1100	Vaal Reefs	963	950	950	968
560	West Deep	501	488	486	485
515	West Hold.	460	456	451	447
330	Xerox Corp.	364 50	359	359	365
3 49	Zambia Corp.	3 29	3 18	3 19	3 14

[illegible]

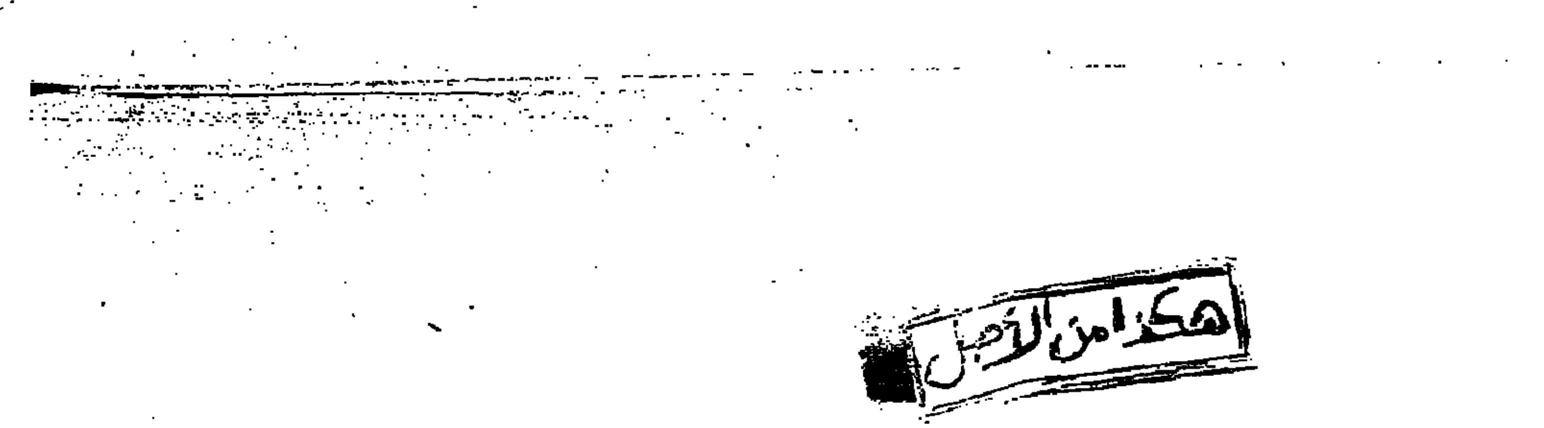
c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 11/3	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS – Achat	Vente
États-Unis ($ 1)	6 877	6 931	6 700	7 080
Allemagne (100 DM)	289 800	289 850	282	298
Belgique (100 F)	14 720	14 714	13 150	14 250
Pays Bas (100 fl.)	261 860	262 170	253	267
Danemark (100 krd)	80 100	80 440	76	82
Norvège (100 k)	97	96 550	93	99
Grande-Bretagne (£ 1)	10 443	10 419	10 100	10 800
Grèce (100 drachmes)	8 330	8 310	7 500	9 500
Italie (1 000 lires)	4 858	4 836	4 700	5 100
Suisse (100 fr.)	337 200	337 800	328	348
Suède (100 krs)	93 150	93 070	89	95
Autriche (100 sch)	41 300	41 260	40 400	42 100
Espagne (100 pes.)	5 261	5 245	5 100	5 550
Portugal (100 esc.)	7 420	7 430	6 600	7 800
Canada ($ can 1)	5 663	5 663	5 500	5 770
Japon (100 yens)	2 914	2 921	2 800	2 940

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 11/3
Or fin (kilo en barre)	97500	97500
Or fin (en lingot)	97150	97950
Pièce française (20 fr)	723	738
Pièce française (10 fr)	330	.....
Pièce suisse (20 fr)	709	719
Pièce latine (20 fr)	690	697
Souverain	860	884
Pièce de 20 dollars	4200	4400
Pièce de 10 dollars	2050	2200
Pièce de 5 dollars	1005	.....
Pièce de 50 pesos	4305	4500
Pièce de 10 florins	726	730



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

En Egypte

Deux ministres mis en cause dans l'affaire Esmat El Sadate ont été remplacés

Correspondance

Le Caire. – L'affaire Esmat El Sadate, *du nom du frère de l'ancien* président, éclabousse le gouvernement égyptien. Deux ministres mis en cause par le « tribunal de l'éthique » dans cette affaire ont été remplacés, dimanche 13 mars. Il s'agit de MM. Fouad Abou-Zaghla (industrie) et Ahmed Nouh (approvisionnement). M. Soleiman Moutwalli, ministre des communications et des transports maritimes, également mis en cause par le tribunal, ne quitte pas le gouvernement.

M. Mohamed Nagui Chatla, gouverneur de Kafr-El-Cheikh, a été nommé ministre de l'approvisionnement et du commerce intérieur ; M. Mohamed Sayed El Gharouri, président de la société de filature et tissage de Mehalla, ministre de l'industrie et de la richesse minière.

En décidant de remanier le gouvernement, le chef de l'Etat égyptien a voulu faire preuve de fermeté et confirmer son souci de lutter contre la corruption. Il a d'ailleurs demandé, dimanche, qu'une enquête soit ouverte contre tous les responsables impliqués dans le procès.

Dans les attendus de son jugement dans l'affaire Esmat El Sadate, publiés jeudi dernier, le tribunal de l'éthique avait nommément mis en cause un certain nombre de responsables égyptiens, dont les trois ministres en exercice, ainsi que le vice-président du parti national démocrate (au pouvoir), M. Moustapha Khalil.

Ces responsables, indique le rapport du tribunal, « *n'ont pas été à la hauteur de leurs responsabilités politiques et exécutives à cause de leurs négligences et de leur complaisance à l'égard des accusés, en raison de leurs liens de parenté avec l'ancien président* ». Pour le tribunal, c'est grâce à l'autorisation de ces responsables que M. Esmat El Sadate et sa famille ont pu obtenir des matériaux de construction vendus par la suite sur le marché noir, importer 2 500 tonnes de viande avariée, installer plusieurs lignes téléphoniques, acquérir un grand nombre d'appartements, etc.

Le frère cadet de l'ancien président et trois de ses enfants ont été condamnés, le 12 février dernier, par le tribunal de l'éthique à une année de détention, ainsi qu'à la mise sous séquestre de tous leurs biens, évalués à 125 millions de livres égyptiennes (1 L.E. = 7 F.F.). M. Sadate a fait appel samedi.

MOUNA EL BANNA.

LÉGER REDRESSEMENT DU FRANC

Comme on pouvait le supposer, le franc français s'est légèrement redressé sur des marchés des changes nettement plus calmes, au lendemain d'un week-end pendant lequel aucun réajustement monétaire ne s'est produit, comme l'escomptaient un certain nombre d'opérateur étrangers. En conséquence, la spéculation a dû, *temporairement*, abandonner une partie de ses positions, de sorte que la monnaie française a pu décoller de son cours-plancher.

A Paris, la Banque de France, qui, vendredi, était intervenue massivement pour empêcher le mark de crever son cours-plafond de 2,8985 F, n'a pas eu à le faire lundi, la monnaie allemande revenant, *toute seule, aux alentours* de 2,8750 F.

L'attention des milieux financiers internationaux s'est tournée vers Bruxelles, où la Banque nationale a entrepris de réduire sensiblement les sorties de devises, en bloquant les avoirs en devises des banques et en les empêchant, pour partie, de prêter à l'étranger des francs belges convertibles, instrument favori de la spéculation, qui les emprunte en espérant les rembourser moins cher après une dévaluation. Du coup, le franc belge s'est vivement redressé, *remontant du dernier rang au* troisième dans le serpent monétaire européen.

Les responsabilités de Bonn

Selon certaines indications, il semble que de fortes pressions soient exercées par les gouvernements des pays à monnaie faible sur le gouvernement allemand pour l'obliger à réévaluer unilatéralement le mark.

Pour sa part, M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, a déclaré dimanche soir : « *La Communauté européenne se trouve à un virage. La monnaie allemande a traversé la zone de divergence et tape contre les murs du S.M.E. La R.F.A. doit démontrer qu'elle croit vraiment à l'Europe et faire un effort en respectant les règles du système. Elle doit prendre des mesures significatives. C'est cela l'esprit du S.M.E., c'est un problème crucial. Si les Allemands ne veulent pas comprendre, ils jouent avec le feu.* »

Une élection cantonale

HAUTE-GARONNE : canton de Castanet-Tolosan (2e tour).

Inscr., 14 043 ; vot., 12 353 ; suff. expr., 9 015. MM. Ducert, P.S., 5 553, ÉLU ; Vicendo, R.P.R.-U.D.F., 3 462.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de M. Vidal, P.S., démissionnaire, qui avait été réélu au second tour du scrutin cantonal de mars 1979 avec 4 348 voix, contre 2 318 à M. Héliard, R.P.R., pour 6 666 suffrages exprimés et 7 562 votants. Il y avait 10 942 électeurs inscrits.

Au premier tour de cette élection partielle, M. Ducert avait recueilli 3 794 voix, devançant MM. Plantade, M.R.G., 3 559 ; Vicendo, 2 682 et Sempé, P.C., 1 145. Il y avait 14 043 inscrits, 11 627 votants et 11 180 suffrages exprimés.]

● *Un responsable d'Air France victime d'un accident mortel au Chili.* – M. Guy Peltier, directeur-général adjoint d'Air France, chargé des affaires techniques, est mort dans un accident d'hélicoptère, samedi 12 mars, à Vina-del-Mar, à environ 150 kilomètres au nord-ouest de Santiago-du-Chili. L'épouse du représentant de la compagnie française au Chili, Mme Anna-Maria Villiers, a également été tuée et M. Robert Guidoin, directeur du transport à Air France, gravement blessé. MM. Peltier et Guidoin étaient venus de Paris pour assister, à Buenos-Aires, à une réunion des chefs d'escale d'Air France en Amérique du Sud.

MORT DE LOUISON BOBET

Le champion exemplaire

L'ancien coureur cycliste Louison Bobet est mort, dimanche 13 mars à Biarritz, des suites d'une longue maladie. Il était âgé de cinquante-huit ans.

Louison Bobet, qui était né le 12 mars 1925 à Saint-Méen-le-Grand (Ille-et-Vilaine), fut ce qu'il convient d'appeler un champion exemplaire. Au cours de sa carrière sportive, qui s'échelonne sur dix-huit années, de 1943 à 1961, il offrit l'image du coureur modèle. Son esprit lui avait permis, non seulement de tirer le *maximum* de ses moyens physiques, mais encore de devenir l'un des plus grands routiers de son temps.

Par la suite, ces mêmes vertus devaient l'aider à réussir sa reconversion : une reconversion logique, située dans le prolongement de son activité sportive, qui témoignait à la fois de sa fidélité à une certaine discipline de vie et d'une promotion sociale significative.

En 1975, le comité central de l'U.D.R. avait désigné Louison Bobet avec une vingtaine d'autres personnalités pour faire partie de son conseil national.

Assisté par son frère Jean – un excellent coureur lui aussi, – il introduisit en France une thérapeutique nouvelle en créant des instituts de thalassothérapie de conception futuriste, à Quiberon d'abord, puis à Biarritz. La réalisation de ce projet ambitieux se heurta à de multiples difficultés : l'ancien capitaine de route promu président-directeur général les surmonta grâce à l'énergie et à l'obstination dont il faisait preuve en course. On y verra l'illustration parfaite des propos du vieux manager Paul Ruinart, qui disait à ses élèves du Vélo-Club de Levallois : « *Le cyclisme, c'est la vie. Quand je vous enseigne ses lois, je vous prépare aux épreuves de l'existence.* »

Louison Bobet occupe de toute évidence une place privilégiée dans la galerie des « *monstres sacrés* » du vélo. Disciple de l'Italien Fausto Coppi, qui avait bouleversé les idées reçues en matière de technique, il représente l'archétype du routier complet et personnifie le premier champion français du cyclisme moderne. Il eut le mérite de rompre avec l'empirisme, afin de définir des orientations différentes concernant l'entraînement, les soins, la diététique, l'organisation de la profession. La stricte application des règles qu'il s'était fixées contribua à son complet épanouissement, après plusieurs années de tâtonnements et de progrès. Parvenu à une parfaite maîtrise, il se hissa à la première place dans tous les domaines, rivalisant avec les super-sprinters comme le Belge Rik Van Steenbergen, les grimpeurs d'élite tels que le Luxembourgeois Charly Gaul ou les rouleurs les plus valeureux, pour les dominer ensuite sur leur propre terrain.

Le jeune Breton, qui fut champion de France amateur en 1946, se révéla l'année suivante chez les professionnels en gagnant le circuit des Boucles de la Seine. Il avait alors vingt-deux ans, mais il dut attendre plusieurs saisons avant d'obtenir la consécration internationale. Il effectua cependant un Tour de France riche en promesses en 1948. Le panache qu'il déploya tout au long de cette épreuve fertile en rebondissements, ses attaques spectaculaires, ses défaillances suivies de redressements inespérés enthousiasmèrent le public français, qui l'adopta d'autant plus volontiers qu'il réclamait une vedette capable de lutter avec Coppi ou Gino Bartali. Louison Bobet entrait dans la légende.

C'est en 1951 que, paré d'un nouveau titre de champion de France, celui des professionnels, il s'imposa au niveau international. Parmi ses principales victoires, il faut citer Milan-San-Remo, le Tour de Lombardie (1951), Paris-Nice, le Grand Prix des nations (1952), le championnat du monde (1954), le Dauphiné libéré, le Tour des Flandres (1955), Paris-Roubaix (1956), Bordeaux-Paris (1959) et son triplé dans le Tour de France par équipes nationales sous la direction de Marcel Bidot (1953-1954-1955) : un exploit sans précédent qui rappellera aux nostalgiques de cette époque dorée sa fameuse rivalité avec Jean Robic, mais aussi son entente cordiale avec Raphaël Geminiani.

Compte tenu de son palmarès et de sa personnalité, Louison Bobet restera pour beaucoup le plus représentatif de tous les champions cyclistes français.

JACQUES AUGENDRE.

MORT DU COMPOSITEUR CLAUDE VIVIER

Le compositeur canadien Claude Vivier a été découvert mort étranglé, le 12 mars, à son domicile parisien. Il était âgé de trente-quatre ans. Selon les enquêteurs, il pourrait avoir été tué par un ami de rencontre.

Une de ses œuvres sera créée, le 24 mars, au Centre Georges-Pompidou.

[Né le 14 avril 1948, Claude Vivier était un des compositeurs les plus doués de la jeune école canadienne. Après des études au Conservatoire du Québec, avec Gilles Tremblay, ses années d'apprentissage l'avaient mené aux Pays-Bas, en France, où il avait travaillé avec Paul Méfano, – à Cologne – (avec Stockhausen), – et pendant deux ans à Darmstadt. Il avait également séjourné à Bali et en Thaïlande. Depuis le mois de septembre, il s'était fixé à Paris pour une année ou deux.

Ses œuvres déjà nombreuses sont éditées chez Ricordi et Salabert, et il avait à son actif plusieurs disques. Un brillant avenir s'ouvrait pour ce musicien très aimé, qui mordait la vie à pleines dents et ne s'en cachait pas. Il disait naguère : « *Ce n'est pas moi qui écris ma musique, c'est peut-être les fleurs que j'ai senties, le geste que j'ai fait, les êtres que j'ai vus, ou les étoiles, on ne sait jamais. La musique est amour, comme tout est amour.* »]

J. L.

LE COMÉDIEN JEAN MARTINELLI EST DÉCÉDÉ

Le comédien Jean Martinelli est mort, le 13 mars à Paris, des suites d'un cancer. Il était âgé de soixante-treize ans.

[Né le 15 août 1909 à Paris, Jean Martinelli entre comme pensionnaire à la Comédie-Française en 1930. Il en devient sociétaire, interprète des « grands premiers rôles » que lui destinent sa stature solide, sa voix de bronze. Il quitte la Comédie-Française en 1950 et partage sa vie entre le théâtre (*la Nuit des dauphins, Zalmen ou la folie de Dieu, Gilles de Rais*), le cinéma (*le Rouge et le Noir, le Gentleman d'Epsom*) et la télévision, où il prête, notamment, sa voix à Nounours pour « Bonne nuit les petits ».]

Le conflit chez Citroën

LA RENTRÉE DES DÉLÉGUÉS C.G.T. S'EST EFFECTUÉE SANS INCIDENT A AULNAY

La direction de l'usine Citroën d'Aulnay déposera un recours après la décision de l'inspection du travail, vendredi, de *refuser le licenciement* de quatre délégués de la C.G.T. Trois de ces quatre délégués sont pourtant entrés dans l'établissement, lundi à 6 h 30, avec l'équipe du matin, mais il n'y a eu aucun incident ni manifestation. « *Les travailleurs et nous*, a déclaré M. Akka Ghazi, secrétaire général du syndicat C.G.T. d'Aulnay, *on veut aller travailler et, si la direction prépare quelque chose, nous ne répondrons pas* ». Après avoir, dans un premier temps, envisagé *une « action limitée de riposte »*, la C.G.C. a décidé de ne pas appeler ses adhérents à débrayer lundi. « *Nous ne sommes pas des gens à mettre de l'huile sur le feu* », a commenté M. Chaffin, un des responsables de la fédération C.G.C. de la métallurgie.

Le juge d'instruction du tribunal de Bobigny a convoqué, lundi après-midi, deux des délégués C.G.T., MM. Akka Ghazzi et Lahcen Oussalah, qui ne s'étaient pas rendus aux premières convocations des 25 et 28 février. Dans une déclaration à l'A.F.P., le 12 mars, M. Henri Krasucki a jugé la décision de l'inspection du travail « *juste et raisonnable* ». « *Je n'imagine pas*, a-t-il ajouté, *que le ministre du travail, c'est-à-dire le gouvernement, puisse aller à l'encontre de cette décision* ». Pour le secrétaire général de la C.G.T., « *les travailleurs accueilleront cette bonne nouvelle avec satisfaction et soulagement, sans triomphalisme, comme une chose naturelle favorisant le calme dans l'entreprise (...). C'est l'intérêt général. Seuls ont intérêt à tendre artificiellement les choses les éléments minoritaires qui cherchent, à tout prix, à entretenir un climat d'affrontement et de racisme pour maintenir les vieilles méthodes et parce qu'ils misent sur le désordre dans l'entreprise et les pertes économiques comme moyens de lutte politique partisane* ».

Espérant que les directions de Citroën et de P.S.A. feront preuve du « *même sens de la retenue et de la volonté de recherche d'une solution globale* » que la C.G.T., M. Krasucki conclut : « *Le dénouement complet de la tension actuelle, qui implique, à terme, une conclusion satisfaisante pour chacun des huit autres travailleurs concernés favorise cette perspective, comme l'a rendu possible l'accord équilibré établi à l'issue des négociations* ».

Le numéro du « Monde » daté 13-14 mars 1983 a été tiré à 494 874 exemplaires